PR[C-Acta]

ACTA HISTORICA

ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE

REDIGIT
E. ANDICS

TOMUS I. FASCICULUS 3.

MAGYAR TUDOMÁNYOS AKADÉMIA
BUDAPEST, 1952

ACTA HISTORICA

A MAGYAR TUDOMÁNYOS AKADÉMIA TÖRTÉNELEMTUDOMÁNYI KÖZLEMÉNYEI

SZERKESZTŐSÉG ÉS KIADÓHIVATAL: BUDAPEST, V., ALKOTMÁNY-U. 21.

Az *Acta Historica* orosz, francia, angol és német nyelven közöl értekezéseket a történelemtudomány köréből.

Az *Acta Historica* változó terjedelmű füzetekben jelenik meg; több füzet alkot egy kötetet.

A közlésre szánt kéziratok, géppel írva, a következő címre küldendők:

Acta Historica, Budapest 62, Postafiók 440.

Ugyanerre a címre küldendő minden szerkesztőségi és kiadóhivatali levelezés.

Az *Acta Historica* előfizetési ára kötetenként belföldre 40 Ft, külföldre 60 Ft. Megrendelhető a belföld számára az »Akadémiai Kiadó«-nál (Budapest, V., Alkotmány-utca 21, bankszámla 04-878-111-48), a külföld számára pedig a »Kultúra« Könyv és Hírlap Külkereskedelmi Vállalatnál (Budapest, VI., Sztálin-út 25, bankszámla: 45-790-057-50-032), vagy külföldi képviseleteinél és bizományosainál.

»*Acta Historica*« публикует трактаты из области исторических наук на русском французском, английском и немецком языках.

»*Acta Historica*« выходит отдельными выпусками разного объмеа. Несколько выпусков составляют один том.

Предназначенные для публикации рукописи (в напечатанном на машинке виде) следует направлять по адресу:

Acta Historica, Венгрия, Будапешт 62, п/я 440.

По этому же адресу направлять всякую корреспонденцию для редакции и администрации.

Подписная цена »*Acta Historica*« – 60 форинтов за том. Заказы в стране принимает »Akadémiai Kiadó« (Budapest, V., Alkotmány-utca 21) текущий счёт № 04-878-111-48), а для заграницы. предприятие по внешней торговле книг и газет »Kultúra« (Budapest, VI., Sztálin-út 25., текущий счёт № 45-790-057-50-032), или его заграничные представительства и уполномоченные.

DE L'HISTOIRE DE L'ASSOCIATION GÉNÉRALE DES OUVRIERS*

L'ACTIVITÉ DE L'ASSOCIATION GÉNÉRALE DES OUVRIERS AU TEMPS DE LA GUERRE FRANCO-PRUSSIENNE

1. *La guerre franco-prussienne et le mouvement ouvrier international*

En juillet 1870 une nouvelle guerre secoua l'Europe : la guerre franco-prussienne éclatait. La cause principale en était, comme on le sait, la volonté de l'Empire français d'empêcher l'union des Etats allemands en une seule nation. Mais Bismarck et ses collaborateurs n'en étaient pas moins responsables : par une victoire allemande ils désiraient raffermir l'hégémonie de la Prusse, même en Allemagne du Sud.

Du côté allemand, ce fut d'abord une guerre défensive. Bien que ce fût la monarchie prussienne qui voulût liquider le morcellement en petits Etats, les Allemands avaient à défendre leur droit à l'union nationale contre l'attaque de l'Empire français. Quant à la suppression de la division en petits Etats, elle constituait également une condition essentielle de l'essor du mouvement ouvrier allemand. Mais précisément parce que la guerre des Allemands était menée par la Prusse de Bismarck, elle menaçait d'emblée de se transformer, en cas de victoire, en une guerre de conquête pour le compte de la Prusse.

La guerre éclatait entre deux pays où fonctionnaient les sections de l'Internationale. Dans les deux pays le mouvement socialiste devait prendre position dans la question de la guerre et agir conformément à cette prise de position. La cause du développement du mouvement ouvrier international exigeait qu'au moment de la guerre entre les deux pays les sections de l'Internationale et le mouvement socialiste dans les deux pays se trouvassent à la hauteur de leur mission révolutionnaire.

L'Empire français voulait freiner le mouvement socialiste par des mesures de terreur accrues. En 1869 et au printemps de 1870 les persécutions contre les sections françaises de l'Internationale reprirent de plus belle. Mais les sections ne furent point intimidées par les mesures policières de Napoléon III. Huit jours avant le commencement des hostilités, la section parisienne de l'Internationale adressa un appel »aux travailleurs de toutes les nations«. Cette proclamation stigmatise les fauteurs de guerre »qui trouvent dans les malheurs

* Extrait de l'ouvrage intitulé »Histoire de l'Association Générale des Ouvriers«

publics une source de spéculations nouvelles . . . Quoi qui'il arrive de nos efforts communs, nous, membres de l'Association Internationale des Travailleurs, . . . nous vous adressons comme un gage de solidarité indissoluble, les voeux et les saluts des travailleurs de France.«[1]

En réponse à l'appel parisien, la section berlinoise de l'Internationale déclarait : ». . . Ni le son des trompettes, ni le bruit des canons, ni la victoire, ni la défaite ne nous détournera de notre travail commun, l'union des prolétaires du monde.«[2] Dans d'autres régions d'Allemagne on formula des résolutions analogues.

C'est le 23 juillet 1870 que le Conseil Général de l'Internationale adressa aux membres de l'Association Générale des Travailleurs son premier Message sur la guerre franco-prussienne. Ce Message, rédigé par Marx, déclare :

»Quels que puissent être les incidents de la guerre de Louis Bonaparte avec la Prusse, le glas de mort du Second Empire a déjà sonné à Paris. Du côté allemand, la guerre est une guerre de défense ; mais qui a mis l'Allemagne dans la nécessité de se défendre? Qui a permis à Louis Bonaparte de lui faire la guerre? La Prusse! C'est Bismarck qui a conspiré avec ce même Louis Bonaparte dans le but d'écraser l'opposition populaire chez lui et d'annexer l'Allemagne à la dynastie des Hohenzollern. Si la classe ouvrière allemande permet à la guerre actuelle de perdre son caractère strictement défensif et de dégénérer en une guerre contre le peuple français, victoire ou défaite, ce sera toujours le désastre«.[3]

Le Message apprécie en ces termes les manifestations de solidarité contre la guerre des ouvriers français et allemands, que nous venons de citer : »Le fait que, tandis que la France officielle et l'Allemagne officielle se précipitent dans une querelle fratricide, les ouvriers de France et d'Allemagne échangent des messages de paix et de bon vouloir, ce grand fait, sans parallèle dans l'histoire du passé, ouvre la voie à un avenir plus clair . . . Une nouvelle société est en train de surgir, dont la règle internationale sera la Paix, parce que son régulateur national sera partout le même : le Travail.«

La guerre qui s'était déclenchée le 19 juillet se termina par la honteuse défaite de l'Empire français. Près de Sedan, le 1er et le 2 septembre, les Prussiens mettent en déroute l'armée française. L'Empire de Napoléon III s'effondre ; en France la République est proclamée, mais Bismarck continue la guerre qui, du côté allemand, de guerre défensive devient guerre de conquête, dans le but de rançonner la France et d'en détacher l'Alsace-Lorraine.

[1] Cité par Oscar Testut, L'Internationale. Paris—Versailles, 1871, p. 279—80. Cf. Marx—Engels, Válogatott Művek (Oeuvres Choisies). Tome I. Szikra, 1949. p. 469.
[2] Marx—Engels, op. cit. p. 471.
[3] Karl Marx, La guerre civile en France 1871. Paris, 1946. p. 23—24.
[4] Ibid. p. 25.

Le parti social-démocrate allemand s'était vu dans la nécessité d'accorder son appui à la guerre défensive. Dès le commencement des hostilités, les députés parlamentaires du parti, Bebel et Liebknecht s'abstenaient du vote lors de la discussion des crédits militaires, témoignant par là de leur méfiance à l'égard d'une guerre dirigée par Bismarck et à l'égard de la monarchie prussienne en tant que complice du déclenchement de la guerre.

Après la bataille de Sedan le parti social-démocrate allemand protesta contre la poursuite de la guerre, le détachement de l'Alsace-Lorraine et le rançonnement de la France ; peu après, dans son appel du 5 septembre, il saluait la République française et en exigeait la reconnaissance. Après la défaite de Sedan, Bebel et Liebknecht votèrent au parlament contre les crédits militaires. Là-dessus la police se mit à persécuter le parti social-démocrate : Bebel et Liebknecht furent arrêtés. Mais ni la persécution, ni les cris de victoire des conquérants et de leurs laquais ne détournèrent Bebel et ses camarades d'une prise de position et d'une attitude conformes à l'internationalisme.

Les internationalistes se trouvaient donc, au sujet de la lutte contre la guerre de conquête, à la hauteur de leur mission révolutionnaire tant en France qu'en Allemagne ce qui exerça une grande influence sur le mouvement ouvrier international.

Après la proclamation de la République Française, le Conseil Général de l'Internationale adressa un nouveau Message aux membres de l'Association Internationale des Travailleurs. Ce Message qui était également l'oeuvre de Marx, déclarait que la capitulation de Napoléon III à Sedan signifiait pour l'Allemagne la fin de la guerre défensive. Il salue la République Française, mais il exprime une crainte: »cette République n'a pas renversé le trône, mais a simplement pris la place devenue vacante.«[5] Quant au gouvernement, il se compose de royalistes et de républicains bourgeois. Les positions clé sont entre les mains des royalistes qui, aprés la chute de l'Empire, voulaient restaurer la Maison d'Orléans et la royauté d'avant 1848. Selon le Message, la classe ouvrière, dans la situation extrêmement difficile que lui a créée l'invasion prussienne sur le sol de la France, doit s'acquitter de sa tâche patriotique et s'opposer aux envahisseurs pour la sauvegarde de la République Française. En même temps le Message encourage les ouvriers français à »utiliser calmement et résolument les commodités de la liberté républicaine pour le travail de leur propre organisation de classe.«[6]

L'Internationale convia toutes ses sections à organiser des actions contre les envahisseurs prussiens, dans l'intérêt de la République Française.

[5] Ibid. p. 32.
[6] Ibid. p. 33.

2. *La prise de position contre la guerre franco-prussienne de l'Association pour la Formation des Ouvriers et de l'Association Générale des Ouvriers.*[7]

Quand éclata la guerre franco-prussienne en Autriche, les revanchards firent entendre leur voix, voyant dans la guerre une bonne occasion de faire payer à la Prusse la défaite de 1866. Mais le parti belliqueux, opposé à la Prusse, s'avéra plus faible que le parti de la neutralité qui cherchait à établir un compromis avec les Prussiens. Dans ces condititons l'Autriche resta neutre, décision dans laquelle le gouvernement hongrois eut une part importante.

Le gouvernement hongrois refusa de s'allier aux Français contre la Prusse. A cet égard le cabinet Andrássy était soutenu non seulement par le parti de Deák, mais encore par celui de Tisza.[8] Dans les milieux politiques hongrois on envisageait la guerre sous l'angle du Compromis de 1867; dans le cas où l'Autriche réussirait à l'emporter sur la Prusse et à rétablir son prestige en Allemagne, la cause du Compromis s'en trouverait sérieusement compromise.

Deux jours après la déclaration de guerre par la France Charles Farkas, secrétaire de l'Association pour la Formation des Ouvriers, communiqua à la préfecture de police de Pest qu'une réunion pour le 24 juillet 1870 était convoquée avec, à l'ordre du jour, les deux points suivants :

1. Le verdict prononcé dans le procès des dirigeants ouvriers de Vienne.
2. La guerre franco-prussienne et les intérêts menacés des peuples.

Dans le procès de haute trahison, intenté aux dirigeants ouvriers autrichiens, la sentence fut prononcée le 19 juillet, c'est-à-dire le jour même où Napoléon III déclara la guerre à la Prusse. André Scheu, Oberwinder, Most et Pabst accusés du crime de haute trahison, furent condamnés à 5 et 6 ans de reclusion. Aux autres accusés qui, lors de la manifestation de décembre, avaient été membres de la délégation chargés de remettre la pétition, infligea sous prétexte de »violence publique« une détention dont la durée variait de 2 à 10 mois.

La confidence de ce verdict de terreur (qui souleva une puissante vague de protestation dans les milieux ouvriers autrichiens) et le commencement

[7] L'Association Générale des Ouvriers (Általános Munkásegylet) fut fondée en février 1868 à Budapest, l'Association pour la Formation des Ouvriers (Munkásképző-Egylet) en août 1869. De 1868 à 1869 la première fut dominée par l'influence lassallienne. Quant à l'Association pour la Formation des Ouvriers, les libéraux y jouèrent un rôle important au temps de sa fondation, mais dès le début de 1870, les internationalistes, sous la conduite de Charles Farkas, prirent le dessus.

[8] C'est sous la direction du parti de Deák que fut conclu le Compromis de 1867 entre les classes dominantes hongroises et l'Autriche des Habsbourg. Après le Compromis le premier cabinet fut constitué par le parti de Deák, sous la présidence du comte Andrássy. Le Compromis fut accepté aussi par le parti de Tisza qui n'en critiquait que certaines parties. Plus tard le parti de Tisza prit le dessus, s'unit au parti, déjà affaibli, de Deák (1875) et adopta l'attitude conciliante de celui-ci à l'égard du Compromis.

de la guerre franco-prussienne n'étaient pas dus à un simple jeu du hasard. En Autriche, comme en France — et presque à la même époque — le mouvement socialiste était l'objet d'une féroce persécusion. En Autriche les mesures policières et le verdict de terreur étaient dus principalement aux revanchards, alliés de Napoléon III, qui se prononçaient puor l'intervention. Après la sentence du 19 juillet, la plupart des associations ouvrières autrichiennes et en premier lieu l'Association ouvrière de Vienne, furent dissoutes.

Même les couches bourgeoises de l'opposition désapprouvaient ce verdict ; elles se composaient des libéraux qui s'opposaient à la politique des revanchards. Sous ce rapport il est à remarquer que maintes fois les libéraux, prenant position contre la poursuite policière et les sentences du tribunal, cherchèrent à gagner l'appui des ouvriers contre le gouvernement.

En Autriche il existait la même corrélation entre la persécution du mouvement socialiste et les efforts belliqueux des revanchards qu'entre la protestation contre la campagne terroriste et l'opposition à la guerre contre la Prusse. Lorsque Farkas et ses camarades mirent à l'ordre du jour à la fois la protestation contre le verdict de terreur de Vienne et la protestation contre la guerre, ils firent bien, non seulement parce que le verdict viennois coincidait avec la déclaration de guerre de la France, mais surtout parce que des liens étroits existaient réellement entre ces deux faits. Mettre en lumière la connexion entre les préparatifs de guerre des revanchards et le verdict terroriste, c'était une exigence extrêmement importante de la lutte efficace contre la guerre injuste. Seuls les socialistes, sous la direction de Charles Farkas, métallurgiste, pouvaient satisfaire à cette exigence. L'importance de la chose ne fut pas diminuée par le fait que la préfecture de police de Budapest — sans doute sur l'ordre du ministre de l'Intérieur — interdit la discussion du premier point de l'ordre du jour : le verdict de Vienne. Le gouvernement hongrois qui, de son côté, s'opposait à la participation du pays à la guerre contre la Prusse, prit acte de la volonté de protestation des ouvriers eux-mêmes ; d'autre part, il empêcha que les ouvriers protestassent publiquement contre la condamnation de leurs confrères viennois.

Le meeting fut une action commune des deux Associations ouvrières. Le projet de résolution adopté à cette occasion comportait, selon le rapport du fonctionnaire de police qui assistait à la réunion, les trois points suivants :

1. Le meeting proteste, pour des raisons de principe, contre la guerre menée par la dynastie des Hohenzollern et celle de Napoléon, ainsi que contre toute espèce de guerre dynastique ; en même temps il salue la résolution des ouvriers français et de leurs confrères munichois.

2. Le meeting attend du gouvernement qu'il s'efforce de dissoudre, après la fin de ces guerres, l'armée permanente.

3. Il se déclare pour la neutralité non armée et attend du parlament qu'il ne vote pas un sou pour la guerre.«

C'est pour des raisons de *tactique* que le gouvernement hongrois et la classe dominante du pays s'opposaient à l'intervention de l'Autriche-Hongrie dans la guerre contre la Prusse. En revanche, c' est pour des raisons de *principe*, que le meeting ouvrier s'opposait à toute espèce de guerre dynastique.

Le point de vue de la »neutralité non armée« était également représenté par le cabinet Andrássy dans le but de n'exercer aucune pression sur la Prusse et de préparer ainsi le terrain pour une alliance ultérieure avec l'Allemagne. La réunion des ouvriers exigeait elle aussi la »neutralité non armée«, mais par là elle protestait contre la tentative de l'Autriche-Hongrie pour tirer profit, soit par une pression militaire, soit par une éventuelle intervention, de la défaite d'autres peuples ; le gouvernement, cependant, ourdissait ses plans d'une future guerre de conquête. Sous le principe de la »neutralité non armée« se cachaient donc deux tendances diamétralement opposées : celle du cabinet Andrássy visant à l'alliance avec les conquérants prussiens et celle des socialistes luttant contre toute espèce de guerre de conquête.

La suppression de l'armée permanente était une exigence commune des mouvements socialistes de tous les pays ; il s'agissait d'une mesure dirigée, d'une part, contre les guerres dynastiques, d'autre part, contre l'utilisation de l'armée comme instrument d'oppression du peuple.

Aux termes du rapport de la police, 800 à 1000 personnes prirent part à la réunion du 24 juillet qui eut lieu un dimanche. Ce meeting marque une étape importante du développement du mouvement socialiste et du rapprochement des deux associations ouvrières. On y prit une juste position à l'égard de la guerre franco-prussienne et on fixa la ligne à suivre en matière d'agitation. Ce meeting doit être considéré comme une étape d'une importance décisive : il révéla aux travailleurs, au peuple, l'unique chemin de la lutte contre la guerre injuste, le chemin de l'internationalisme prolétarien et de l'union fraternelle des peuples. On ne doit pas juger de son importance au nombre, d'ailleurs considérable, des participants au meeting, mais plutôt à l'attitude politique qui se cristallisa à ce moment pour éclairer les esprits et pour mobiliser les forces préparant le développement politique des associations ouvrières et le progrès du mouvement socialiste.

Après la bataille de Sedan, la situation changea et avec elle le sens profond de l'attitude du gouvernement hongrois. Le 4 septembre la République Française est proclamée. Les troupes prussiennes envahissent la République pour des buts de conquête. A ce moment la »neutralité non armée« du gouvernement Andrássy ne signifie plus la crainte de voir triompher les revanchards autrichiens, mais plutôt la préoccupation de ne pas déranger l'agresseur prussien, l'allié de demain. Dès lors, les deux associations ouvrières, au lieu de réclamer la »neutralité non armée«, devaient entrer en lice pour la reconnaissance de la République Française.

L'issue de la guerre franco-prussienne mit de la confusion dans les classes dominantes. La transformation de l'Allemagne en grande puissance sous la conduite des Prussiens et l'annexion de l'Alsace-Lorraine, éveillèrent des craintes même dans les partis parlamentaires. Néanmoins le gouvernement, ne se souciant point de cette inquiétude, continuait à aplanir le chemin de l'alliance avec l'Allemagne de Bismarck en vue de la préparation d'une guerre future contre la Russie.

La proclamation de la République Française fut saluée avec une vive sympathie par les larges couches de la classe ouvrière, quoique la composition du gouvernement — selon le Message du 9 septembre du Conseil Général de l'Internationale — éveillât des appréhensions parmi les socialistes. Les ouvriers protestèrent contre le détachement de l'Alsace-Lorraine ; en même temps ils se prononçaient pour la reconnaissance de la République Française, ce qui, en Hongrie, donna lieu à une certaine propagande républicaine.

En ce temps-là l'influence de l'Internationale se faisait sentir surtout par l'intermédiaire des organes de presse suivants :

Le *Vorbote* de Genève, organe de la section allemande de Suisse de l'Internationale, dont il circulait en Hongrie 100 ou 200 exemplaires. *Die Tagwacht* de Zurich, organe de la Fédération suisse des ouvriers, qui appuyait également l'Internationale, arrivait chez nous probablement en un nombre d'exemplaires plus réduit. Au lieu de la *Volksstimme* viennoise, interdite en 1869, parut dès le mois de janvier de 1870, le *Volkswille :* comme il ressort des documents du procès de haute trahison, le nombre des exemplaires qui circulaient en Hongrie variait de 200 à 300. Le *Volksstaat*, rédigé par Liebknecht à Leipzig, avait 80 abonnés à Budapest ; l'on sait qu'il y avait des abonnés même dans les autres villes de Hongroie, mais pour le moment il serait illusoire de vouloir en établir au moins le nombre approximatif.

Au numéro du 20 août du journal Die Tagwacht fut jointe une proclamation : »Manifest an die deutschen und französischen Arbeiter« (Appel aux ouvriers allemands et français) ; elle soutenait la cause de la République. Ce document fut exposé pendant deux ou trois semaines dans la salle de l'Association pour la Formation des Ouvriers. Le 13 septembre 10 exemplaires du même Appel parvinrent de Suisse à Ihrlinger[9] par la poste.

Le 11 septembre le Volksstaat publia la résolution du 5 septembre du comité de Brunswick du parti, qui protestait d'une façon courageuse et passionnée contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine et saluait la République Française : »Crions-leur donc, disait le Manifeste, ce qui, aujourd'hui, n'est pas possible en Allemagne, mais, qui, un jour, apportera à l'Allemagne l'aurore de la liberté : Vive la République !«

[9] Ihrlinger était un des dirigeants de l'Association Générale des Ouvriers.

Le 12 septembre les membres du comité de Brunswick du parti furent arrêtés et mis aux fers. Les socialistes allemands, fidèles à l'esprit de l'internationalisme prolétarien, affrontaient courageusement les persécutions.

A peine huit jours après les arrestations de Brunswick on engagea une procédure contre l'Association pour la Formation des Ouvriers ; à ce propos on allégua comme prétexte — sans succès d'ailleurs — l'appel suisse envoyé à Ihrlinger le 13 septembre. Les manifestes envoyés furent saisis à cause de la propagande en faveur de la République. En même temps le gouvernement, craignant l'accroissement de la propagande républicaine, soumit les Associations ouvrières à un contrôle policier encore plus rigoureux ; par la suite les interventions des autorités ne tarderont pas à redoubler.

L'Association Générale des Ouvriers cherchait à propager l'idée républicaine par d'autres moyens aussi. On publia en tirages à part et on distribua partout un discours qui avait fait sensation : c'était le discours que Castellar, porte-parole de la bourgeoisie républicaine espagnole, venait de faire devant les Cortès.

Castellar n'était pas un ami, mais un adversaire des socialistes. L'édition de son discours républicain ne servait pas la propagande socialiste, mais c'était une besogne dont les socialistes se chargeaient à la place des républicains bourgeois apeurés. Néanmoins ce discours contribuait à accroître l'intérêt politique dans les milieux ouvriers et à encourager une prise de position en faveur de la république. Tel était le côté positif de l'édition et de la diffusion du discours de Castellar ; étant donnée la situation d'alors, c'est ainsi qu'il faut considérer ces faits, même si l'on sait que l'initiative de l'édition avait été lancée par Külföldi et vivement soutenue par Simonyi et ses amis, tous membres du »Club de 48«.[10]

En tout cas, le gouvernement s'inquiétait de la diffusion du discours de Castellar. Dès le début de décembre 1870, Paul Rajner, ministre de l'Intérieur, attira l'attention du maire de Pest sur le fait que les associations ouvrières propagent des oeuvres littéraires qui, »allant à l'encontre des principes monarchiques, servent les intérêts de la république, parmi elles, le discours de Castellar devant les Cortès . . .«

Rajner rappelle que la diffusion du discours de Castellar, signalé aussi par les journaux, ne serait pas surprenante ; ce qui est étonnant c'est que la distribution de la brochure est soutenue par une association ouvrière.« Rajner trouve donc singulier que la classe ouvrière veuille également se prononcer

[10] Le »Club de 48« avait été organisé par le parti de 48, représentant l'opposition bourgeoise de gauche du parlement. Le Parti de 48 était un groupement des libéraux et des démocrates de l'opposition ; la plupart d'entre eux s'opposaient aux conditions du Compromis avec la Maison de Habsbourg, réclamant, outre l'administration intérieure autonome, même le territoire douanier indépendant, ainsi que l'autonomie des finances et de l'armée. Au sein du parti la minorité était formée par ceux qui rejetaient le Compromis et restaient fidèles à l'idée de la République hongroise autonome.

dans la question de la forme de l'Etat. Il somme le maire de soumettre les associations d'ouvriers à un contrôle encore plus rigoureux et à prendre des mesures — avec précaution, bien entendu, parce qu'il s'agit de brochures comme le discours de Castellar — pour empêcher la diffusion des produits de ce genre.

Au moment où le discours de Castellar fut publié, il y avait de nouveau des négociations au sujet de la fusion des deux Associations d'ouvriers. A ce propos, comme nous allons voir, le ministre de l'Intérieur recourut à des mesures policières beaucoup plus impitoyables qu'auparavant, quand il s'agissait d'empêcher la diffusion du discours de Castellar.

3. *Deuxième proclamation de la fusion des Associations : les contre-mesures répétées des autorités*

En juillet 1870 l'action commune des socialistes contre la guerre franco-prussienne fut une belle manifestation du mouvement de rapprochement qui s'intensifiait sans cesse au sein des deux Associations ouvrières. La chute de l'Empire français, la proclamation de la République Française, la propagande républicaine accrue des diverses sections de l'Internationale, les déclarations du 5 septembre du comité du parti social-démocrate allemand en faveur de la République — voilà une série de facteurs qui favorisaient la lutte commune. Le problème de la fusion des deux Associations fut donc remise à l'ordre du jour. L'un des champions de cette cause fut Charles Farkas, appuyé par la section de Pest de l'Internationale, dont les membres avaient aussi un rôle dirigeant dans l'Association Générale des Ouvriers.

Le 18 septembre les deux Associations se réunirent en une séance commune dans les locaux de l'Association pour la Formation des Ouvriers : on proclama la fusion et on entreprit de la réaliser. Les dirigeants des deux Associations résignèrent leurs fonctions ; on élit un comité commun, dit »comité électoral«, en vue de la convocation d'une nouvelle assemblée générale commune.

Le »comité électoral« commun aux deux Associations convoqua l'assemblée générale pour le 9 octobre 1870, mais la séance ne put avoir lieu. Le 20 septembre, c'est-à-dire deux jours après l'assemblée commune du 18 septembre qui avait proclamé la fusion des deux Associations ouvrières, un arrêté urgent fut émis par le ministre de l'Intérieur, en vertu duquel la police de Pest eut la mission d'empêcher l'activité du comité électoral et la fusion des deux Associations. Le 27 septembre une seconde ordonnance fut émise ; conformément aux dispositions prévues par ces ordonnances, l'assemblée générale convoquée pour le 9 octobre se heurta à l'opposition de la force publique.

Le 17 octobre le chef de la police d'un des arrondissements de Pest fit parvenir au maire de la ville le rapport suivant :

»Aux termes des ordonnances ministérielles du 20 et du 27 septembre de l'année courante, j'ai interdit sévèrement et à plusieurs reprises toute réunion

et toute activité d'association se rapportant à la fusion de l'Association pour la Formation des Ouvriers et de l'Association Générale des Ouvriers ou résultant de ladite fusion, y compris l'activité du comité électoral mixte de 7 membres, délégué d'un commun accord par les deux Associations«.

Le gouvernement prit donc des mesures spéciales pour empêcher la fusion des deux associations ouvrières.

Contre l'interdiction de la réunion de l'assemblée générale l'Association Générale des Ouvriers protesta par une délégation envoyée au ministère de l'Intérieur. Jekelfalussy, chef de service au ministère, reçut la délégation et déclara que chaque Association avait le droit de poursuivre, de son côté, son activité sous la direction de son ancien comité.

Comme on voit, le gouvernement, rendu inquiet par le rétablissement, sous la direction de Farkas, de l'unité du mouvement socialiste, n'hésitait pas à recourir à des mesures terroristes. En même temps l'opposition bourgeoise voyait également avec angoisse l'influence croissante de l'internationalisme. Le Club de 48 se mit aussi à l'oeuvre pour intensifier son influence dans les Associations ouvrières et pour contrebalancer par là l'influence de Farkas.

Après l'insuccès de ces tentatives de fusion, l'Association Générale des Ouvriers approfondit ses relations avec le parti de 48.

En juillet encore les deux Associations ouvrières organisèrent une réunion commune pour protester contre la guerre franco-prussienne. En décembre ce n'est plus avec l'Association pour la Formation des Ouvriers, mais avec le parti de 48 que l'Association des Ouvriers tomba d'accord pour organiser une action commune contre les tentatives annexionnistes de la Prusse. A cette occasion l'influence bourgeoise n'a pas manqué de marquer cette action de son empreinte : Irányi et son groupe, s'opposant au régime réactionnaire de Bismarck, se prononçaient pour le cabinet contre-révolutionnaire de Thiers, étant en relations étroites avec l'ambassadeur français à Vienne du gouvernement Thiers. Ce n'est pas seulement leur opposition à la monarchie prussienne qui motivait l'attitude d'Irányi et de ses amis aux côtés du gouvernement Thiers, mais bien leur opposition au parti de la Commune française (au »parti rouge«), qui dans la suite des événements allait s'aiguiser de plus en plus.

En ce qui concerne l'action dirigée contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, voici ce que dit la déposition de Louis Szvoboda devant les autorités policières :

»Le meeting qui eut lieu vers le 21 décembre au jardin Beleznay au sujet de la guerre franco-prussienne, avait été convoqué par l'Association Générale des Ouvriers et le Club de 48, quoique sur les affiches il ne figurât que le nom de l'Association Générale des Ouvriers comme organisateur du meeting. L'Association Générale des Ouvriers s'était mise en contact avec le Club de 48 et celui-ci invita l'Association à envoyer une délégation à une de ses réunions. A la réunion commune du 14 décembre 1870, organisée par le président Marko-

vics dans les locaux du Club (Országút), on se mit d'accord au sujet de l'ordre du jour et on discuta dans les grandes lignes le projet de résolution à présenter à l'assemblée et que le député Ernest Simonyi devait effectivement rédiger par la suite. La présence de M. Lefebre, consul français à Vienne, donna au meeting un caratère particulier.«

Le meeting eut lieu le 18 décembre 1870 dans une des salles du restaurant Buzalka. Dans son numéro du 20 décembre 1870 le Magyar Ujság a inséré une brève mention du meeting et le jour suivant il a publié le texte de la résolution approuvée par l'assistance : il est à remarquer que la résolution fut présentée par Hollós, collaborateur du Magyar Ujság.

Le premier point de la résolution constate clairement que Napoléon III avait entrepris une guerre d'agression injuste dans le but d'empêcher la naissance de l'unité nationale allemande. De la responsabilité de Bismarck aussi dans le déclenchement de la guerre, il n'en est rien dit. La résolution constate que les Allemands ont le droit de se réunir en nation et que ce droit a triomphé avec la victoire de Sedan. Après la chute honteuse de Napoléon, »le gouvernement élu de la République Française — renonçant solennellement à l'intention de s'immiscer dans les affaires de l'Allemagne — fit une équitable proposition de paix assurant à la nation allemande une indemnité totale«. Cela étant, la continuation des hostilités de la part de l'Allemagne n'est qu'une »guerre de conquête« et d'agression, inspirée par un désir de »gloire dynastique« ; c'est pourquoi elle est »catégoriquement condamnée et désapprouvée« par l'assemblée.

La résolution constate donc avec justesse que le caractère de la guerre s'est modifié, mais elle identifie au peuple français qui défend sa patrie et sa liberté le gouvernement Thiers, traître à son peuple et à sa patrie dès le premier jour de son existence. En ce qui concerne le cabinet Thiers — élu des traîtres à la patrie — l'assemblée des ouvriers fut manifestement induite en erreur.

Le point 2 de la résolution proteste contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine et constate que »les intérêts de la liberté, de la civilisation et du progrès exigent que la nation française ne subisse aucun dommage dans la position qui lui revient de droit au sein des nations européennes.« C'est pourquoi »l'assemblée accompagne de sa sympathie et de ses voeux les plus chaleureux la résistance héroïque et intrépide des Français livrant une lutte glorieuse pour la défense légitime de la nation.«

Le peuple français et la classe ouvrière de Paris d'abord étaient prêts à livrer l'ultime combat contre les Prussiens. Mais le cabinet Thiers, au lieu de soutenir cette »glorieuse lutte pour la défense nationale«, s'efforça de la manière la plus ignoble à désarmer la garde nationale parisienne et à capituler devant les Prussiens. C'est de l'opinion publique européenne et des gouvernements angoissés par la suprématie allemande que le gouvernement Thiers quêtait et espérait un certain appui contre les envahisseurs allemands. Mais les libéraux avaient beau envoyer et faire envoyer leur » alut« et leur »messages

de sympathie«, si leurs gouvernements laissaient les mains libres aux agresseurs prussiens. Cependant, voyant l'inaction des gouvernements européens, le cabinet Thiers redoubla ses efforts pour désarmer la garde nationale et pour mener à bien la capitulation. Ces manoeuvres de capitulation, de caractère manifestement contre-révolutionnaire, furent cependant camouflées dans une assemblée d'ouvriers, à Pest, par Simonyi et son groupe, avec l'aide de Külföldi et ses amis.

Le troisième point de la résolution constate que la guerre de conquête de la Prusse »blesse profondément les sentiments humains de la nation hongroise et nuit aux intérêts économiques du pays« ; on exige que le gouvernement hongrois, tout en reconnaissant le droit justifié des Allemands à l'unité nationale, intervienne dans l'intérêt du maintien de l'intégrité territoriale de la France. Pour l'essentiel, c'était une constatation et une revendication justes, mais l'opposition libérale se bornait à discuter de la chose. Simonyi et ses amis proposaient à l'Association des Ouvries d'entrer en action en restant dans le cadre des réunions et des collectages de signatures.

Le point 4 de la résolution invite »toutes les associations et tous les cercles qui professent des vues analogues à favoriser par des résolutions similaires la cause d'une paix ardemment souhaitée et à présenter leurs résolutions aussi bien au gouvernement qu'à l'Assemblée Nationale.

Une alliance politique semblable, nouée avec le Club de 48 par Külföldi et ses amis, équivalait à l'abandon de l'indépendance politique pour la classe ouvrière : c'était, par rapport au meeting de juillet, un pas en arrière, car l'Association des Ouvriers avait raison dans ses efforts pour nouer une alliance avec les libéraux de la bourgeoisie dans la lutte contre la guerre des envahisseurs prussiens, mais à condition que la politique indépendante de la classe ouvrière soit sauvegardée, développée et non pas abandonnée. En ce temps-là, en Hongrie, le mouvement ouvrier n'avait pas encore trouvé la voie juste des alliances politiques, parce qu'il n'y était pas préparé idéologiquement. Son incertitude dans la question des alliances était une conséquence inévitable du manque de développement du jeune mouvement ouvrier.

Le gouvernement ne mettait pas d'obstacle à la réunion commune de décembre de l'Association et du Club de 48. Néanmoins après ce meeting qui donna un nouvel essor à la propagande républicaine le ministre de l'Intérieur interdit l'Association pour la Formation des Ouvriers, quoique celle-ci ne fût même pas officiellement représentée à la réunion du 18 décembre. Tout porte à croire que sa participation »non-officielle« n'en fut que plus orageuse. L'assistance manifesta avec véhémence contre les envahisseurs prussiens ; en même temps elle affichait sa sympathie pour la République Française. Il est à présumer que l'attitude courageuse de Farkas et de ses camarades n'étaient pas pour rien dans la manifestation. Quoi qu'on n'en lise rien dans la proposition de résolution présentée par Hollós et approuvée par l'assemblée, on peut y

conclure du caractère même de cette manifestation républicaine et de l'affermissement de l'influence de l'Association pour la Formation des Ouvriers. Ces faits seuls pouvaient motiver l'angoisse du gouvernement et l'amener à l'interdiction immédiate de l'Association en question.

La propagande républicaine se fit donc entendre : elle trouvait un écho surtout dans les milieux ouvriers influencés par les socialistes et, par là, elle représentait une certaine force de masse.

Les classes dominantes furent vivement impressionnées par ces premiers symptômes du mouvement républicain. Leur crainte était d'autant plus motivée que la province offrait un sol encore plus propice à la propagande : à la campagne le mouvement aurait mis en péril le régime antipopulaire des propriétaires de milliers d'arpents.

Le 12 décembre, c'est-à-dire six jours avant le meeting du 18 décembre, Charles Farkas annonça aux autorités que pour le 26 décembre on avait convoqué l'assemblée générale de l'Association pour la Formation des Ouvriers dans le but de renouveler son comité exécutif. Le 24 décembre Rajner, ministre de l'Intérieur, fait savoir au maire de Budapest que »l'Association pour la Formation des Ouvriers ayant été dissoute conformément à sa propre volonté, elle n'est plus autorisée à organiser des assemblées générales ou autres manifestations de caractère collectif.«

Conformément aux décisions de la réunion commune du 18 septembre, dans leur requête, le 28 septembre, Farkas et ses camarades avaient porté à la connaissance des autorités la fusion des deux Associations. Rajner n'en tint pas compte. En octobre les deux Associations durent en revenir à l'ancien état de choses. Enfin en décembre Paul Rajner qualifia la résolution du 18 septembre concernant la fusion de l'Association pour la Formation des Ouvriers comme une décision préconisant la dissolution de l'Association par la volonté de ses membres. Il s'ensuit qu'au moment où il interdit l'activité de l'Association pour la Formation des Ouvriers, il eut le front de prétendre, avec une arrogance bien »seigneuriale«, qu'il agissait à la base des décisions prises par l'Association elle-même. Comme on voit, Rajner n'hésitait pas à user de la pire perfidie. [11]

Sous la direction de Farkas, l'influence de l'Internationale prévalait de plus en plus dans l'Association pour la Formation des Ouvriers et contribuait a renforcer l'ascedent de l'Association sur les masses. Ces faits inquiétaient davantage le gouvernement que les relations, de plus en plus serrées, de l'Association des Ouvriers et du »Club de 48«.

Étant donné que l'Association pour la Formation des Ouvriers ne pouvait plus fonctionner légalement et que la section de l'Internationale étendait

[11] Voir Archives Nationales (Budapest). Documents de la préfecture de police. 35 877/1870 et 36 586/1870 ; Archives Municipales N° 1758/eln. 1870.

son activité sur les deux Associations ouvrières, la question se pose, pourquoi Farkas et ses camarades n'ont pas résolu le problème de la fusion par leur passage immédiat à l'Association Générale des Ouvriers? Car quelques mois plus tard, au temps de la Commune de Paris, cette démarche aura effectivement lieu.

A coup sûr, ce n'étaient pas des raisons personnelles, mais plutôt la divergence de vue politique qui constituait un obstacle. Une des principales sources de celle-ci, qui ne manquait pas de soulever des différences entre Farkas et ses camarades, d'une part Külföldi et Ihrlinger, d'autre part, était le problème de la collaboration avec la parti de 48.

Farkas et ses camarades désapprouvaient les relations avec le Club de 48, parce que le groupe d'Irányi se composait de »bourgeois«. Cette attitude accusait trop de raideur. Au lieu de rejeter toute espèce de collaboration avec l'aile gauche de la bourgeoisie, il eût mieux valu préconiser une alliance qui n'aurait pas porté atteinte à la politique indépendante de la classe ouvrière. En tout cas, l'attitude de Farkas révélait ses craintes au sujet d'une politique de classe prolétarienne indépendante. A l'encontre de cette attitude, Külföldi et son groupe se montraient prêts à sacrifier pour l'alliance l'indépendance politique de l'Association des Ouvriers.

Lorsqu'ils s'associaient au Club de 48 pour protester contre les prétentions annexionnistes de Bismarck, c'était en même temps pour soutenir le gouvernement Thiers. A l'égard d'une telle alliance qui protestait contre un gouvernement contre-révolutionnaire en soutenant un autre cabinet de la même espèce, l'attitude négative de Farkas était entièrement justifiée. La seule chose qu'il ne comprît pas, c'est qu'on pouvait s'associer au Club 48 contre les envahisseurs prussiens, si en même temps, tout en soutenant la cause du peuple français et de la République, on démasquait la politique de trahison du peuple et de capitulation du cabinet Thiers, et cela, même si ce n'était pas du goût du Club.

Il est indubitable que les divergences de vues au sujet de l'alliance avec le Club de 48 jouèrent un rôle essentiel dans la scission qui se produisit entre les deux associations précisément à l'époque de l'action contre l'annexion prussienne.

Külföldi avait des ambitions personnelles d'un caractère plus ou moins aventureux qui produisaient des conflits même au sein de l'Association. Ce n'est pas à cause d'une sympathie particulière pour Külföldi qu'Ihrlinger, Szvoboda et d'autres se rangèrent de son côté pour s'opposer à Farkas, mais simplement parce qu'ils jugeaient la politique de Külföldi plus réaliste, plus sûre.

En janvier 1871 le bureau de l'Association des Ouvriers fit savoir aux membres que l'Association allait publier un bulletin en deux langues sous les titres de *Testvériség* et *Brüderlichkeit*. La publication régulière d'un bulletin

socialiste fut un événement fort important : dès lors l'Association des Ouvriers avait de nouveau dans les mains cette arme essentielle qu'est la propagande par la presse. Le premier numéro du bulletin, hebdomadaire de petit format, parut le 5 février : c'était le premier bulletin qui paraissait, non comme le résultat d'une initiative personnelle, mais en tant que bulletin officiel de l'Association des Ouvriers. Jusqu'au 14 mai 1871 — date de l'interdiction du bulletin — parurent 15 numéros.

Bien que ce bulletin fût publié à l'époque de la rupture avec le groupe de Farkas, on n'y attaquait pas ouvertement Farkas et son groupe. Il est probable que les membres de l'Internationale qui continuaient à travailler dans l'Association des Ouvriers refrénaient la lutte ouverte contre l'Association pour la Formation des Ouvriers qu'on avait privée du droit d'activité légale.

Par suite de l'interdiction de l'Association pour la Formation des Ouvriers, l'assemblée générale de la Caisse de secours aux malades — qui avait été fondée par cette même Association — proclama le 5 février 1871 sa transformation en une association autonome. Dès sa fondation déjà, elle avait ses statuts à part, parce que, conformément à un décret de 1869 du ministre de l'Intérieur, si l'Association pour la Formation des Ouvriers voulait créer une société de secours, les statuts de celle-ci devaient être approuvés séparément. Le régime de Rajner ne risquait pas de montrer le vrai visage de son »libéralisme« par l'interdiction de la Caisse de secours. Par la transformation de la Caisse en une société autonome le groupe de Farkas conservait un appui sérieux.

4. *Participation de l'Association Générale des Ouvriers à l'action du Club au sujet de la pétition contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine*

Au mois de février 1871 le groupe de Külföldi, sur l'initiative et avec l'appui matériel des dirigeants du Club de 48, ouvrirent une campagne de pétitions contre le détachement de la France de l'Alsace-Lorraine.

Le Conseil Général de l'Internationale invita les membres de la Fédération Internationale des Travailleurs à organiser des manifestations pour soutenir la République Française contre la politique d'agression de Bismarck. Mais le Conseil Générale ne voulait pas s'appuyer sur n'importe quelle action : il refusait de participer à toute action qui aurait pour but de soutenir le cabinet Thiers.

A Pest manoeuvrait Lefebre, ambassadeur du gouvernement Thiers à Vienne. Il se mit en contact, entre autres, avec Irányi, Külföldi et leurs amis.

Au cours de l'enquête policière qui précédait le procès de haute trahison, Louis Szvoboda, dans sa déposition fit des déclarations détaillées sur le début de la campagne de pétition. Renvoyant aux actions qui se déroulaient dans d'autres pays, il dit :

» . . . On doit considérer comme un chaînon des manifestations publiques contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, la propagande faite dans le but d'organiser ici, en Hongrie un meeting au milieu du mois de février. Chez nous, c'est dans les milieux d'extrême-gauche que Lefebre a trouvé le plus de compréhension. C'est dans ce but que fut constitué à Budapest, ce dont je n'ai pris connaissance que par les journaux, un comité composé des députés de l'extrême-gauche, sous la direction de Simonyi.

A ce qu'il semble, Simonyi était en relation, entre autres, avec Külföldi ; au moins ce furent Lefebre et Külföldi qui firent imprimer à l'Athenaeum, en 20 000 exemplaires, la pétition rédigée par Simonyi. La plupart de ces exemplaires ont été déposés au domicile de Külföldi où les députés et, à ce qu'il me semble, les membres du comité les faisaient prendre par leurs domestiques. Je sais, par exemple, que le député Ditrich, membre d'honneur de l'Association des Ouvriers de Pécs, emporta avec lui 200 exemplaires pour les distribuer dans cette ville.

Quant aux négociations entre Lefebre et le comte Castellar, d'une part, entre Simonyi et Külföldi, d'autre part, je n'y vois pas clair. De cette affaire je n'ai eu connaissance, par l'intermédiaire de Külföldi d'ailleurs, qu'au moment où la pétition était déjà décidée et son impression commencée. Külföldi m'a invité à travailler chez lui pendant mes heures de loisir moyennant une certaine rétribution. J'ai accepté son offre ; on m'a chargé de recopier sur des formules une lettre — la même qu' on m'a présentée pour vérification d'identité — à l'aide de papier carbone bleu«.

Ces lettres furent expédiées, avec une dizaine d'exemplaires de la pétition, aux associations d'ouvriers de la province à Pozsony, Pécs, Szigetvár, Kaposvár, Nagykanizsa, Temesvár, Arad, Resica, Kolozsvár. On distribua ainsi tout au plus un millier d'exemplaires.

La réunion du 18 décembre ne décida pas l'organisation d'ure campagne de pétition; tout simplement elle invita les Associations et les cercles d'ouvriers à former des résolutions exigeant l'intervention de gouvernement hongrois contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Cet appel n'eut pas l'écho qu'on en attendait. La plupart des libéraux, entre autre Jókai, n'avaient pas envie de s'opposer aux vainqueurs. Quant aux associations d'ouvriers, elles ne s'enthousiasmaient pas pour une action suggérée par les libéraux et où manquait l'idée de la solidarité internationale des travailleurs.

C'est par l'action de la pétition que Simonyi, Irányi, Csernátony et leur amis — peu importe que ce fût sur leur propre initiative ou à l'instiguation de Lefèbre — essayaient de donner plus de poids à leur protestation contre la conquête prussienne. Leur démarche révélait bien les craintes croissantes que le danger de la suprématie allemande faisait naître dans une partie importante des classes dominantes.

L'Association des Ouvriers dut également faire entendre sa voix pour démasquer la politique du gouvernement Andrássy qui préparait le terrain à l'alliance avec les Prussiens. Au cas où les libéraux se prononceraient contre la politique gouvernementale d'aide aux conquérants prussiens, il serait juste et nécessaire de les soutenir contre le gouvernement, En même temps, au lieu de renoncer à l'autonomie politique de l'Association, il était nécessaire de la développer. Il s'agissait de faire comprendre aux larges masses du peuple la différence q'il y avait entre le point de vue *tactique* de Csernátonyi et ses amis, d'une part, et le point de vue de *principe* des socialistes, d'autre part. La réunion ouvrière de juillet, dirigée par Farkas, s'acquitta de cette tâche. Pour bien faire ressortir les différences de principe, au temps de la campagne de pétition il était indispensable de ne pas seulement protester contre la conquête prussienne, mais de stigmatiser en même temps le gouvernement Thiers, traître et capitulard, en portant secours à la République Française, en dépit de la politique traître du gouvernement Thiers.

A propos de la participation à cette action, il importait — en démasquant la politique de conquête de Bismarck et la politique de capitulation de Thiers — de développer dans la classe ouvrière les sentiments de solidarité à l'égard des classes ouvrières allemande et française. Les Messages de l'Internationale encourageaient fortement et chaleureusement les socialistes à développer la solidarité ouvrière internationale. L'Association des Ouvriers avait déjà une certaine expérience dans ce domaine ; néanmoins Külföldi et ses compagnons ne savaient et n'essayaient même pas d'en profiter. Ils négligeaient d'éclaircir la différence de principe qu'il y avait entre l'attitude de Csernátonyi, Irányi et de leurs amis, d'une part, et celle des socialistes, d'autre part. Pour s'en convaincre, il suffit de renvoyer à ce fait singulier que Külföldi et son groupe, d'accord avec Ihrlinger, étaient prêts à accepter de l'argent de Lefebre, ambassadeur du gouvernement Thiers à Vienne, en vue de la campagne contre l'annexion.

Comme il ressort de la déposition d'Étienne Lukácsi, ouvrier tailleur, membre du comité de l'Association des Ouvriers et bibliothécaire de la même Association, qu'il fit lors de son arrestation en tant qu'un des accusés du procès de haute trahison, l'action avait été lancée par une commission, composée de Külföldi, Szvoboda et Ihrlinger. Cette commission avait convoqué pour le 19 février 1871 une réunion qui devait avoir lieu dans la salle de danse de Buzalka. La réunion, présidée par Ihrlinger, avait à s'occuper de la question de la pétition. Selon la déposition de Szvoboda, le meeting se déroula en présence de Kutill, venu de Vienne, et de Bachruch, arrivé de Paris. A l'occasion de cette réunion on recueillit 1400 signatures en vue de la pétition contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine.

Pour se faire une idée de certaines méthodes de cette campagne, il suffit de lire le passage suivant de la déposition de Lukácsi : »En présence

de Szvoboda et d'Ihrlinger, Külföldi m'a engagé, moi et Charles Kovács, pour la collecte des signatures moyennant 5 florins pour 1000 signatures que je recueillerais. »Lukácsi ajouta que cette somme ne couvrirait pas leurs frais, car il leur fallait faire des frais dans les cabarets et les cafés. Là-dessus Külföldi, en présence de Szvoboda, leur fixa un salaire de 3 florins par jour. En 13 jours, Lukácsi, en se rendant aussi dans les ateliers de sa connaissance, réussit à recueillir environ 270 signatures.[12]

Voici le texte de la lettre adressée aux groupes de province que Szvoboda a copiée et dont il est question dans sa déposition :

»Cher ami,

Vous trouverez sous ce pli dix exemplaires de la pétition adressée à l'Assemblée Nationale, dans laquelle nous demandons au gouvernement d'intervenir contre la volonté de la Prusse de faire valoir à nouveau un droit de conquête datant du moyen âge. La Commission de Propagande de la Liberté Publique vous invite à entreprendre sans retard un travail d'agitation de large envergure dans les cafés, les restaurants, les réunions, les usines, etc. et même en allant de maison en maison pour recueillir des signatures et pour couvrir de signatures toute la feuille de pétition, pour que nous puissions exercer ainsi une pression sur le corps législatif et obliger le gouvernement à élever sa voix contre les horreurs du droit de conquête et contre l'extermination de la noble nation française.

Des pétitions analogues circulent dans tous les pays où le peuple est encore pénétré de l'amour de la liberté : en Galicie, en Pologne, en Bohème, en Italie, en Amérique, etc. Ici, en Hongrie nous n'en sommes que plus obligés de soutenir la cause de la France.

Distribuez ces feuilles à ceux qui, nuit et jour, n'épargneront aucun effort pour les faire couvrir de centaines de signatures. Envoyez ensuite ces pétitions à Victor Külföldi, Pest, 7 rue Állomás. Les frais seront couverts par la Commission qui se charge de vous rembourser sans retard toutes les dépenses effectives.[13] Dès qu'une feuille sera remplie, renvoyez-la aussitôt, pour que nous puissions faire parvenir quotidiennement au parlement quelques-unes de ces feuilles.

La diplomatie, la bourgeoisie et l'Assemblée Nationale sont paresseuses, personne ne fait rien, c'est donc le peuple qui doit agir pour sauver le peu qu'il a arraché aux tyrans au cours de ses luttes séculaires.

Salut fraternel au nom de la Commission.

Szvoboda, m. p., Ihrlinger m. p., Külföldi m. p.«

[12] Voir la déposition de Lukácsi aux Archives Nationales. Documents de la préfecture de police. 24 362/1871, 23 261/1869, 13 688/1871.

[13] Selon la déposition de Szvoboda, rien qu'à Pest les frais de Külföldi se chiffraient à 700 florins ; autant qu'il sache, la somme fut payée par Lefebre, par l'intermédiaire de Simonyi. Pour établir l'identité de la lettre, celle-ci fut lue en présence de Szvoboda et annexée au procès-verbal de sa déposition.

Par cette lettre Külföldi ne prenait pas position dans la lutte dramatique qui se déroulait entre la réaction française et le peuple français ; sur cette lutte il gardait un profond silence, comme il ne disait rien de la solidarité avec la lutte de la classe ouvrière en France et en Allemagne. La politique de soutien de Bismarck, du gouvernement Andrássy et l'attitude de l'Assemblée Nationale furent qualifiées de »paresse« ce qui permettait à Külföldi de ne pas se prononcer sur l'essentiel de cette politique. Naturellement, il aurait pu éclairer aussi bien l'attitude du gouvernement que celle du parlement ; s'il y renonça, c'est parce que dans l'affaire qui nous préoccupe il fut un instrument docile de la politique de Simonyi, alimentée par des subsides du côté français et soutenant la cause du cabinet Thiers.

Lorsque le gouvernement français, par l'intermédiaire du docteur Reitlinger, demanda au Conseil Général de l'Internationale d'organiser une manifestation de sympathie, il exprima le voeu qu'à cette occasion, il ne soit pas question de la République, mais seulement de la France. Le Conseil Générale le refusa. Néanmoins la pétition de Simonyi et la circulaire de Külföldi évitent en réalité de prendre position aux côtés de la République, et elles n'y furent pour rien si, à l'occasion des réunions, les ouvriers manifestaient quand même avec vigueur en faveur de la République et ainsi contre la monarchie. Le groupe de Farkas, de même que les socialistes participant à l'activité des deux Associations d'ouvriers, profitaient aussi de l'action de Simonyi pour manifester contre la monarchie.

Farkas n'était pas seul à protester contre l'action de Külföldi : il y avait contre elle une forte opposition au sein même de l'Association des Ouvriers. Il est probable que Kutill y joua également un certain rôle. Dans le numéro du 25 février du Testvériség et de la Brüderlichkeit on lit une déclaration qui condamnait la campagne de pétition ; en voici le texte :

Déclaration

Ihrlinger, Külföldy et Szvoboda, membres de notre Association, ont convoqué un meeting pour le dimanche, 19 du mois. Le Comité soussigné déclare que les membres susmentionnés n'avaient pas été chargés par l'Association Générale des Ouvriers d'organiser le meeting en question. Les mêmes membres seront mis en cause.

Le Comité de l'Association Générale
des Ouvriers

Le même jour on vit paraître dans le Magyar Ujság une notice sur les beaux résultats de la collecte de signatures, »bien qu'il y ait çà et là des gens qui essaient d'entraver l'action en prétextant qu'il est trop tard et que la paix va être conclue d'un jour à l'autre entre les Français et les Prussiens.« Néanmoins le Magyar Ujság jugeait nécessaire de poursuivre la campagne pour

des raisons d'ordre moral : afin de révéler à la postérité le vrai visage de l'opinion publique. Ces motifs équivalaient à enlever de l'ordre du jour l'exigence d'une intervention diplomatique *effective;* il ne s'agissait plus que d'un geste symbolique, destiné à servir de justification aux yeux de la postérité. La transformation des exigences de la pétition en un geste symbolique témoignait de la faiblesse et de l'incertitude de la mobilisation des foules et de l'action elle-même qui menaçait d'échouer.

La déclaration parue dans le numéro du 25 du Testvériség et de la Brüderlichkeit n'a point mis fin à la confusion provoquée par la pétition au sein de l'Association de Ouvriers. Le 12 mars la Brüderlichkeit fit paraître une contre-déclaration qui démentait Politzer, le rédacteur du journal, et d'après laquelle Külföldi, Szvoboda et quelques autres membres de la direction n'auraient d'avance point été informés de la prétendue déclaration du Comité; le directeur de la Brüderlichkeit n'aurait été autorisé qu'à donner sa réponse à un reportage de Pest (Ch. Farkas), paru dans les colonnes du Volkswille.

Les auteurs de la contre-déclaration évitent de prendre position au sujet de l'action organisée à propos de la pétition ; de même, ils ne précisent pas ce que le rédacteur du bulletin *aurait dû* écrire au lieu de la première déclaration. Mais précisément ces réticences font voir qu'à ce moment-là déjà l'Association des Ouvriers ne s'identifiait plus avec l'action de Simonyi et de Külföldi.

A cette époque l'Association pour la Formation des Ouvriers, quoique officiellement interdite, ne cessait d'exister : elle poursuivait son travail d'éclaircissement socialiste avec beaucoup de tenacité, d'enthousiasme et de courage. Par l'intermédiaire de la Caisse de secours aux malades surtout, elle restait en contact avec les fabriques, les moulins, les associations professionnelles et les groupes provinciaux. Le comité de la Caisse, sous la direction de Farkas, était une organisation de mouvement. Outre les questions d'assurance sociale, il s'occupait de la propagande socialiste, de la propagation des feuilles socialistes venant de l'étranger et des problèmes quotidiens de la lutte économique. Les locaux de la Caisse se trouvait au siège d'un groupe dirigeant de l'Association des Ouvriers même après l'interdiction de celle-ci. On organisait des entretiens, des réunions et des actions, mais on ne pouvait tenir d'assemblées publiques. En même temps les membres assistaient aux réunions convoquées par l'Association Générale des Ouvriers pour y déployer une propagande antimonarchique et socialiste.

Malgré l'interdiction officielle, l'Association pour la Formation des Ouvriers continuait à jouer un rôle de plus en plus important dans le mouvement socialiste ce qui faisait que la question de la fusion des deux Associations restait à l'ordre du jour. Après la proclamation de la Commune de Paris, ce projet sera remis sur le tapis d'une manière encore plus concrète.

Au mois de mars 1871 pris naissance, au sein de l'Association des Ouvriers, un organe nouveau : la section des sociétés professionnelles. Cet organe eut

un rôle éminent dans la reprise des pourparlers sur la fusion. En peu de temps la section des sociétés professionnelles devint un organe commun des deux Associations d'ouvriers et contribua d'une manière décisive à la préparation et à la réalisation de leur fusion.

Plus tard, sous l'effet de la Commune de Paris qui ranimera le désir d'affranchissement de la classe ouvrière et augmentera la combativité par l'exemple des héros de Paris, tout le mouvement connaîtra une période d'essor : à ce moment le rapprochement et la collaboration des deux Associations aboutissent enfin à leur fusion effective.

II.

L'ACTIVITÉ DE L'ASSOCIATION GÉNÉRALE DES OUVRIERS A L'ÉPOQUE DE LA COMMUNE DE PARIS. LE RÉTABLISSEMENT DE L'UNITÉ D'ORGANISATION DU MOUVEMENT SOCIALISTE

Le 18 mars 1871 la classe ouvrière de Paris, en alliance avec les travailleurs de la petite bourgeoisie, prit le pouvoir en mains. L'année précédente, le 4 septembre 1870, la proclamation de la République avait été due également avant tout à l'attitude révolutionnaire des ouvriers parisiens. Mais alors c'était le cabinet Thiers, prêt à la capitulation, qui s'empara du pouvoir; ce gouvernement craignait davantage le peuple de Paris et la garde nationale — dont l'âme était le prolétariat — que les Prussiens qui marchaient sur Paris.

» . . . Paris armé, écrit Marx dans »La guerre civile en France«, était la révolution armée. Une victoire de Paris sur l'agresseur prussien aurait été une victoire de l'ouvrier français sur le capitaliste français et ses parasites d'Etat. Dans ce conflit entre le devoir national et l'intérêt de classe, le gouvernement de la Défense nationale n'hésita pas à se changer en un gouvernement de la Défection nationale.«[1]

Le gouvernement contre-révolutionnaire de Thiers livra, sans combat, les fortifications de Paris aux troupes prussiennes qui avançaient. Son premier souci fut d'isoler du reste du pays ce Paris armé, héroïque, révolutionnaire. Il se soumit lâchement aux Prussiens et s'allia à eux contre la capitale armée, prête à défendre jusqu'au bout la patrie et la liberté.

Les conspirateurs contre-révolutionnaires — au moment où les Prussines se trouvaient déjà aux portes de Paris — essayèrent de tramer une intrigue pour désarmer la garde nationale et le prolétariat parisien, et pour livrer la capitale aux envahisseurs, sans se soucier du déshonneur de la France et de

[1] Marx, La guerre civile en France 1871. Éd. citée, p. 35.

Paris. Mais les ouvriers, n'ayant en vue que la cause de Paris et de la République, créèrent la Commune et prirent le pouvoir en mains ; c'est par là qu'ils répondirent aux machinations contre-révolutionnaires. »De quelle initiative historique, de quelle faculté de sacrifice sont doués ces Parisiens ! — écrit Marx à Kugelmann le 12 avril 1871. — Affamés et ruinés pendant six mois, par la trahison intérieure plus encore que par l'ennemi, ils se soulevèrent sous les baïonnettes prussiennes comme s'il n'y avait jamais eu de guerre entre la France et l'Allemagne, comme si l'étranger n'était pas aux portes de Paris! L'histoire ne connaît pas d'exemple d'une pareille grandeur«.[2]

Le prolétariat parisien, prêt à tous les sacrifices, défendit héroïquement la Commune dans des conditions particulièrement difficiles et exerça le pouvoir pendant 72 jours, se chargeant de la »libération de la France du joug des Allemands et de la libération socialiste des ouvriers du joug du capitalisme«.[3]

La création de la Commune se déroula sans l'intervention directe de l'Internationale. Il n'en reste pas moins que la Commune est incontestablement — selon les paroles d'Engels — »un enfant spirituel de l'Internationale, quoique celle-ci n'ait rien fait pour la créer.«[4] Le Conseil Général avertit, dans son Message du 9 septembre, la classe ouvrière de France de ne pas risquer un soulèvement dans la situation donnée. Néanmoins plus tard, quand, sous la pression des événements, la Commune eut déjà été proclamée, le Conseil Général de l'Internationale invita toutes ses sections à l'appuyer. Dans sa lettre adressée, le 13 mai, à deux dirigeants de la Commune, Léon Frankel et Varlin, Marx souligne : »J'ai écrit plusieurs centaines de lettres pour votre cause à tous les coins du monde où nous avons des branches. La classe ouvrière était du reste pour la Commune dès son origine.«[5]

Après la proclamation de la Commune, les sections de l'Internationale continuèrent dans les divers pays leur campagne dirigée d'abord contre la guerre franco-prussienne, ensuite contre les volontés de conquête des Prussiens ; prenant courageusement le parti de la Commune, elles saluaient avec un enthousiasme sans bornes l'aurore de l'avènement du prolétariat et de la libération des travailleurs. Elles s'opposaient à la campagne de calomnies, par laquelle la réaction internationale cherchait à souiller la Commune. Dans plusieurs pays, notamment en Angleterre et en Allemagne, il y eut des meetings d'ouvriers qui révélèrent une profonde solidarité avec les héros parisiens. Les journaux des internationalistes étaient autant de porte-paroles intrépides de la cause de la Commune. La Commune de Paris rapprocha du mouvement ouvrier international la grande cause de la libération de la classe ouvrière.

[2] Ibid. p. 80.
[3] Lénine, Les enseignements de la Commune. Oeuvres, 4e éd. t. XIII, p. 437 (en russe).
[4] Lettre d'Engels à Sorge, en 1874. Cf. Marx—Engels, Válogatott levelek (Lettres choisies), p. 341 (en hongrois).
[5] Marx, La guerre civile en France, p. 87.

1. L'échos de la commune de Paris les milieux ouvriers de Hongrie. Les grèves de Pest en mai 1871

Les événements de Paris, l'avènement et les luttes héroïques du prolétariat, ainsi que la tentative de réaliser la libération de la classe ouvrière, eurent un grand retentissement dans les milieux ouvriers de Hongrie, y compris les Associations ouvrières. Cet enthousiasme se reflétait aussi dans les colonnes du Testvériség (Fraternité), bulletin de l'Association Générale des Ouvriers.

Le numéro du 19 mars du Testvériség relate que le gouvernement français a l'intention de désarmer les gardes nationaux. Le journal cite les paroles de Félix Pyat,[6] journaliste démocrate petit-bourgeois, qui, dans la lutte contre le gouvernement traître de Thiers, s'était joint aux ouvriers et qui dit aux gardes nationaux : »Tenez Paris et la République et ne lâchez les armes à aucun prix«. Le Testvériség, exposant l'opinion des socialistes français qu'il partage sans réserve, ajoute : »Tant qu'une *certaine part du pouvoir*[7] sera entre les mains des ouvriers et que les gardes nationaux socialistes ne seront pas remplacés par des mercenaires en uniforme, les ouvriers jouiront des droits humains. Mais dès que les anciens rapports seront rétablis et que le pouvoir sera *exclusivement*[7] entre les mains de la classe dominante, on aura beau proclamer l'égalité autant de fois qu'on voudra, on recourra, malgré tous les efforts de la classe ouvrière, à la force brutale des armes . . .« C'est ce qu'on voudrait répéter aujourd'hui même au nom de la bourse sacrée. »Et c'est pourquoi les capitalistes voient d'un mauvais oeil que les gardes nationaux ne veulent pas rendre leurs armes. Mais les gardes nationaux n'ignorent pas, à quoi les armes sont bonnes ; ils savent fort bien qu'elles seules représentent la vraie constitution qui leur garantit la jouissance des droits humains.«

A ce moment le Testvériség n'était pas encore renseigné sur la proclamation de la Commune ; dans ces conditions il apprécie la *participation* au pouvoir et met son espoir dans le maintien d'une certaine forme de dualisme du pouvoir. Il exposa son point de vue au moment où la réaction française recourait aux intrigues les plus sournoises pour désarmer le prolétariat. Les classes dominantes des autres pays — y compris la bourgeoisie libérale — attendaient anxieusement de savoir, si le cabinet Thiers réussirait à l'emporter sur les »rouges«. Les classes dominantes hongroises ne l'attendaient pas moins, de même que les libéraux qui voyaient d'ailleurs avec angoisse l'avance des Prussiens. S'opposant au camp des gens terrifiés par le »spectre rouge«, le Testvériség, en tant que porte-parole du prolétariat de Hongrie, élevait sa voix contre le désarmement du prolétariat. C'était une attitude révolutionnaire hautement significative, quoique bien des détails ne fussent pas claires aussi

[6] Félix Pyat avait été membre de la Commune, mais après la chute de celle-ci il lança une campagne de calomnie contre le Conseil Général de l'Internationale.

[7] Passages relevés par l'auteur.

bien au sein de l'Association des Ouvriers qu'à la rédaction du journal. Le Testvériség n'avait pas une idée nette de ce qui constitue l'essence de la révolution socialiste ; les commentaires qu'il ajoutait aux événements sont pénétrés de l'idéologie lassalienne. »Même si le gouvernement actuel reste à son poste, écrit le journal au sujet du cabinet Thiers, que pourra-t-il faire de tant d'ouvriers en chômage dans ces jours où toute l'industrie à dû cesser le travail en France? Il sera forcé de leur assurer un secours d'Etat, de fonder des sociétés de production et de jeter ainsi les fondaments d'une nouvelle société.« Comme on voit, c'est par »la contrainte« que le gouvernement Thiers aurait dû être amené à poser les fondements d'une »nouvelle société«.

Dans son numéro suivant du 26 mars, le Testvériség annonce et salue avec joie la proclamation de la Commune : »Vive la République social-démocrate !« C'est par ce mot d'ordre qu'il exprimait la sympathie générale des ouvriers, leur enthousiasme plein d'espoir. La création de la Commune de Paris, le fait historique que le prolétariat français prit le pouvoir en mains, tout cela remplit d'enthousiasme la classe ouvrière hongroise et approfondit sa foi dans la possibilité de son affranchissement. Mais dans la question de la révolution la confusion idéologique d'inspiration lassallienne n'avait pas pris fin et ne pouvait pas prendre fin. La grande question historique se posait d'une manière encore plus immédiate et exigeait la recherche d'une réponse juste. Mais trouver la réponse juste et en même temps la voie juste n'était pas et ne pouvait pas être tâche facile.

Le numéro du 9 avril du Testvériség publie un reportage parisien de Henri Bachruch qui fait face aux calomnies des journaux bourgeois et donne une explication de la Commune. A son avis, la Commune réalise une idée »qui depuis longtemps est connue en France, et qui seule est capable de transformer favorablement la France. Cette idée, c'est la »commune libre dans un état libre« : une commune, revêtue d'une pleine autonomie, qui règle indépendamment ses affaires intérieures, selon ses intérêts matériels et sociaux. »C'est le coup le plus lourd qu'on puisse porter à la centralisation . . . qui depuis vingt ans absorbe en France toute la sève de la vie politique . . .« Dans le projet de la Commune concernant la structure de l'État, la réalisation de l'autonomie communale joue un rôle primordiale et Bachruch, esquissant le caractère de la Commune, met au premier plan la question de l'autonomie communale.

A propos des craintes de la bourgeoisie qui veille aux »intérêts sacrés de sa bourse« Bachruch constate : »Si la Commune de Paris réussit à survivre à la période critique des semaines qui vont suivre, sans être gênée par les Prussiens qui se sont déjà emparés des quatre forteresses parisiennes, elle prouvera que le spectre rouge n'est pas à craindre. Ses premiers efforts seront de créer et d'organiser le plus vite possible à la base des subsides d'État les sociétés de production. Ces messieurs-là n'ont qu'à regarder dans les yeux du spectre rouge : il n'est pas aussi terrible qu'on le croit.«

Dans son article déjà cité (Les enseignements de la Commune) Lénine précise que deux erreurs ont effacé les avantages que la Commune aurait pu tirer de son éclatante victoire. Au lieu d'entreprendre »l'expropriation des expropriateurs«, la Commune s'est laissée emporter par l'illusion de réaliser »la justice suprême dans un pays unifié par l'effort commun de la nation«, et en même temps elle a négligé de mettre la main par ex. sur la banque. Seconde erreur: »Une générosité superflue du prolétariat: il aurait fallu exterminer l'ennemi, tandis que la Commune s'était efforcée d'exercer sur lui une action morale.«[8]

Même le reportage de Bachruch reflétait plutôt le principe de la justice générale au lieu de l'expropriation des biens de la bourgeoisie ; l'auteur essayait de calmer les bourgeois qui redoutaient le spectre rouge en leur démontrant qu'ils n'avaient rien à craindre. Dans ces conditions il n'est pas étonnant qu'en Hongrie, dans l'Association des Ouvriers et dans son journal, l'esprit de »l'action morale« ait aussi prévalu. Il n'en reste pas moins vrai que, malgré l'influence lassallienne, l'Asssociation des Ouvriers se prononça pour la cause de la Commune et pour l'armement des ouvriers. Ce fait avait une importance capitale. L'Association des Ouvriers et son bulletin, au nom de la classe ouvrière de Hongrie, dont il reflétait le véritable état d'âme, se déclaraient solidaires des ouvriers révolutionnaires de Paris, de l'idée de l'armement de la classe ouvrière et du glorieux avènement au pouvoir du prolétariat. La stupéfaction, la consternation et la haine de la presse bourgeoise n'égarèrent pas l'Association des Ouvriers et son bulletin; ils y firent face. Par leur prise de position ils contribuaient au développement de la combativité de la classe ouvrière et à l'essor de ses luttes. La même thèse vaut, à n'en point douter, même pour l'autre Association ouvrière de Pest qui, n'ayant pas de bulletin, devait se contenter de la propagation des organes socialistes de l'étranger.

Sous l'influence de la Commune de Paris la collaboration des deux Associations s'approfondit au cours de l'organisation des luttes quotidiennes. Une conséquence de la Commune de Paris dans les milieux ouvriers, fut ce vaste mouvement de grève qui se déclencha en Hongrie et surtout à Pest. »Au printemps de 1871, écrit Politzer, quand l'agitation avait pris déjà des mesures considérables et que le rayonnement de la Commune de Paris pénétrait dans l'esprit, si facilement excitable, des travailleurs hongrois, la »fièvre de la grève«, phénomène inséparable du mouvement ouvrier en rapide croissance, fit également sentir son effet . . .«[9] »Partout les ouvriers, écrit Schulhof, commençaient à bouger: ils regardaient avec fierté vers leurs frères parisiens qui donnaient au socialisme une signification jusque-là inconnue. Les ouvriers de Hongrie participaient à ce courant d'idées, d'où la spontanéité des grèves

[8] Lénine: Les enseignements de la Commune. Oeuvres, t. 13, p. 438 (en russe).
[9] S. Politzer, A magyarországi munkásmozgalom történetéhez (Contributions à l'histoire du mouvement ouvrier en Hongrie). Cf. MMTVD, t. I, p. 64.

qui eurent lieu à cette époque. La grève des ouvriers brasseurs qui fut la première, ne tarda pas à être suivie de celles des boulangers et des tailleurs«.[10]

Dès la fin du mois de mars les ouvriers brasseurs de Kőbánya organisèrent un mouvement pour leur revendications. La police essaya de les désarmer par des menaces, par la dissolution des réunions et par l'éloignement des dirigeants socialistes. Lorsqu'Ihrlinger et Politzer arrivèrent à Kőbánya pour assister à la réunion des brasseurs, ils furent aussitôt réexpédiés à Budapest par les policiers. Néanmoins la grève fut déclenchée et même bientôt suivie d'autres.

Le mouvement des tailleurs commença en avril. Pour le diriger un bureau fut constitué sous la présidence d'Étienne Lukácsi, membre du Comité de l'Association des Ouvriers et bibliothécaire de cette organisation ; c'était le même qui, au mois de février, avait été chargé par Külföldi de rassembler des signatures pour les pétitions anti-prusiennes concernant l'annexion de l'Alsace-Lorraine.

Les tailleurs exigeaient la journée de 10 heures et un relèvement des salaires. La grève commença le 1er mai. Pour freiner le mouvement, la police arrêta 52 délégués ouvriers ce qui ne fit que rendre la lutte encore plus acharnée. La grève fut signalée par le Pesti Napló dans son numéro du 9 mai.

L'extension du mouvement gréviste inquiétait beaucoup le gouvernement et les classes dominantes. C'est par une terreur policière impitoyable qu'ils essayaient d'étouffer la grève des tailleurs. Mais dans les milieux ouvriers les arrestations en masse excitaient non seulement l'indignation des tailleurs, mais aussi celle des travailleurs d'autres branches, notamment des ouvriers des fabriques et des minoteries. Sous la conduite des socialistes le mouvement de grève se transforma en une lutte politique contre la terreur gouvernementale.

Aux réunions des grévistes on prononçait des discours soutenant la cause de la Commune de Paris ce qui augmentait dans une grande mesure la conscience politique, l'enthousiasme et la combativité des ouvriers en grève.

Le développement du mouvement inquiétait aussi les membres du Parti de 48. Irányi et ses compagnons continuaient à rester en contact avec l'Association Générale des Ouvriers. Ils cherchaient à maintenir et même à intensifier l'influence qu'ils exerçaient sur les associations ouvrières. Mais leur tentative se heurtait à la création de la section des sociétés professionnelles, dont le rôle grandissait rapidement à l'effacement de la »section des travailleurs intellectuels«, à l'essor du mouvement gréviste et au développement rapide de la conscience politique des ouvriers. Dans ces conditions le groupe d'Irányi, malgré l'aide de Külföldi, parvenait difficilement à maintenir et à accroître son influence dans les associations ouvrières.

[10] G. Schulhof, A munkásmozgalom keletkezése Magyarországon (Les origines du mouvement ouvrier en Hongrie). Cf. MMTVD. t. I, p. 177.

Au sujet de l'arrestation en masse des ouvriers tailleurs, Simonyi, le compagnon d'Irányi, fit une interpellation le 6 mai. La grève et plus encore les arrestations inquiétaient Simonyi et ses amis. Ils craignaient — et de plein droit — que la terreur gouvernementale, au lieu de freiner le mouvement, n'augmentât la combativité des ouvriers. C'est pourquoi Simonyi désapprouvait les arrestations.

L'interpellation qui condamnait les mesures terroristes du gouvernement avait une certaine importance politique. Elle contribuait à dévoiler le despotisme gouvernemental aux yeux des larges masses du peuple. C'est pourquoi le gouvernement et son parti se sentaient gênés par une interpellation de ce genre. Néanmoins, on ne réussit pas à faire illusion parmi les ouvriers à propos de l'importance pratique de l'interpellation de Simonyi. Ils savaient que l'interpellation qui pouvait rester sans réponse pendant tout un an, n'avait pas une importance particulière de point de vue de la libération des arrêtés.

Les ouvriers essayèrent d'obtenir la libération des tailleurs arrêtés par un mouvement issu de leur propre initiative, sans demander conseil au groupe d'Irányi. L'Association des Ouvriers, à laquelle appartenaient les tailleurs, préparait, avec l'aide de l'Association pour la Formation des Ouvriers, une manifestation pour libérer les arrêtés. Cette manifestation s'appuyait sur des forces beaucoup plus considérables et mieux organisées que la manifestation de juillet 1869 pour la libération d'Antoine Strobel ou celle de février 1870 pour la libération de Raspe. Le 8 mai 1871, deux jours après l'interpellation de Simonyi au parlement, 3000 hommes — les tailleurs en grève et les ouvriers d'autres branches de métier qui se solidarisaient avec eux, — vinrent défiler dans le rue Sándor, devant l'édifice qui était alors le Parlement, et exigèrent la libération des ouvriers arrêtés. Ils portaient des banderoles avec l'inscription »Pain et Justice« et manifestaient orageusement pour leurs revendications.

La préfecture municipale ne tarda pas à mobiliser contre les manifestants non seulement la police, mais encore des unités militaires. Les troupes de la police étaient commandées par le préfet de police en personne, le fameux Alexis Thaisz. Il y eut des collisions d'importance secondaire. On s'efforçait de disperser les manifestants, d'un côté, par la menace des armes, de l'autre, par des promesses concernant la libération des arrêtés. Le bruit courait que les ouvriers des usines et des minoteries venaient de cesser le travail pour porter secours aux manifestants. Avant même que ces ouvriers ne soient arrivées, les manifestants défilèrent devant le Parlement en rangs serrés. Ensuite pleins d'enthousiasme et entonnant la Marseillaise, ils quittèrent le quartier du Parlement, défendu par la police et les forces militaires, pour se rendre sur la place Gázgyár où, après un meeting bref, mais très animé ils se dispersèrent. Essel, Szopkó, Vécsey, ouvriers tailleurs, Maki, cordonnier, Politzer, jeune intellectuel, et plusieurs membres du comité de l'Association des Ouvriers marchaient en tête des manifestants.

Selon les informations parues le lendemain dans les colonnes du »Hon« (Patrie), journal rédigé par Jókai, avant la manifestation une délégation essaya de remettre une requête, exigeant la libération des arrêtés, à François Deák, mais celui-ci refusa de l'accepter. Toutefois le Hon passe sous silence le fait que les membres du parti de Tisza, »les indépendants de 48«, refusèrent également d'accepter la requête pour la remettre au Parlement.

Selon le récit de Schulhof, au cours de la manifestation »plusieurs milliers d'ouvriers pénétrèrent au Parlement ; occupant les galeries et les couloirs et barrant toutes les sorties, ils exigeaient la libération des arrêtés. Mais il ne s'est trouvé aucun député qui se fût chargé d'être le porte-parole des ouvriers. Les travailleurs des minoteries et de la fabrique d'armes s'approchaient également du Parlement et on ne sait ce qui aurait pu advenir, s'ils y étaient arrivés«.[11a]

La manifestation du 8 mai causa une surprise générale. Depuis le Compromis austro-hongrois c'était la manifestation la plus importante qui se soit déroulée devant le Parlement, et qui se soit dirigée contre le gouvernement hongrois. Cette manifestation était une manifestation ouvrière ; son importance était d'autant plus grande qu'elle avait lieu au temps de la Commune de Paris.

Le Parlement fut ébahi de l'enthousiasme et de la véhémence de cette manifestation des ouvriers. Guillaume Tóth, ministre de l'Intérieur, profita de la consternation du Parlement pour répondre à une interpellation déposée par Irányi l'année précédente et renouvelée le 27 mars, au sujet de Raspe qui, l'année précédente, avait été honteusement arrêté et livré aux Autrichiens. Après un silence d'un an, le ministre se solidarisa en hâte avec son prédécesseur, approuvant pleinement les démarches arbitraires et scandaleuses de celui-ci. En même temps, il ne soufflait pas mot du fait que ce procédé avait été sanctionné d'avance par »Sa Majesté« François Joseph.

Et voici la réplique d'Irányi : il regrette beaucoup que le ministre lui réponde juste le jour où — à cause de la manifestation qu'on voit se déployer dans les rues — l'humeur de la salle n'est pas des plus favorables à la classe ouvrière. Il ne croit pas que l'activité de Raspe ait été dangereuse, mais même dans ce cas il n'aurait pas fallu le livrer à ceux »qui voulaient l'emprisonner«. En même temps, Irányi passe sous silence le fait que deux jours auparavant le ministre n'a pas répondu à l'interpellation déposée par Simonyi concernant l'affaire des tailleurs arrêtés, bien que des milliers et des dizaines de milliers exigeassent bruyamment devant le Parlement, dans les usines et dans les quartiers ouvriers, en guise de réponse la libération des tailleurs.

Fort intéressante est la lettre du 9 mai de Charles Farkas à Becker sur les mouvements de Pest et surtout sur la manifestation des ouvriers devant

[11a] Schulhof, op. cit. p. 177.

le Parlement. Une partie de la lettre a paru dans le numéro de mai 1871 du »Vorbote« :

»Sans doute avez-vous déjà connaissance, écrit Farkas, de l'arrestation des 52 délégués ouvriers qui sont emprisonnés depuis une quinzaine de jours. Aujourd'hui des choses curieuses ont eu lieu au Parlement et dans les rues environnantes. 3000 tailleurs en grève, et avec eux des ouvriers d'autres métiers ont occupé le Parlement et exigé la libération des emprisonnés. Les dirigeants de l'extrême-gauche ont vivement attaqué le gouvernement à cause des arrestations et dans une interpellation qui eut lieu trop tard ils ont exposé les méfaits commis sur la personne de Raspe.[12]

Mais le procédé de l'extrême-gauche n'est qu'une dissimulation, puisque ces gens-là sont d'aussi bons bourgeois que les conservateurs (les partisans de Deák) ; d'autre part, les contacts directs que nous avons eus avec eux, nous ont montré qu'ils se faisaient une idée tout à fait fausse du mouvement ouvrier. Néanmoins, à cet égard, je n'ai pu faire admettre mes vues qu'à un très petit nombre de personnes . . . Au début tout était silencieux aux alentours du Parlement, mais quand les ourviers soulevèrent les pancartes avec la devise »Pain et Justice«, le préfet de police Thaisz lâcha sur la foule ses »pandours«. ramassés sur le territoire entier de la capitale et renforcés par deux bataillons. La foule accueillit cette horde par le cri : »Voici les chiens municipaux«. Il n'y eut pas de blessure, sauf quelques-unes dues aux fers des chevaux. On trompa la foule par la promesse de relâcher les emprisonnés au cours de l'après-midi et ainsi on rétablit l'ordre. Les locaux de l'Association Générale des Ouvriers, après avoir été fermés pendant un jour par les autorités, sont déjà réouvertes ; la fabrique d'armes, au contraire, est occupée par l'armée, parce qu'on avait peur que les ouvriers ne se tiennent prêts à l'action et ne livrent les armes. Voilà où en sont les affaires. Selon toute probabilité, la grève n'aura d'autre conséquence que d'avoir raffermi la conscience de classe«.

Cette lettre de Farkas est un de nos documents les plus importants sur la période en question. Le passage cité qui se rapporte aux événements de la grève des tailleurs, nous révèle l'attitude négative de Farkas dans la question de l'alliance avec le Club de 48. Dans les interpellations d'Irányi et de Simonyi, Farkas ne trouvait rien de positif ni d'utilisable ; il n'y voyait que l'artifice de la bourgeoisie de gauche. Et si lui-même dit de ses points de vue, qu'il ne pouvait les faire comprendre qu'à un petit nombre de gens, la cause en est à chercher dans la rigidité de son opinion. C'est pourquoi il ne pouvait se prononcer, au lieu d'une alliance nuisible, pour une alliance juste.

Ce serait chose naïve que de demander aux libéraux ou aux démocrates bourgeois d'avoir »des vues justes« sur le mouvement socialiste. Cette naïveté

[12] C'est deux jours avant la manifestation, le 6 mai, que Simonyi fit son interpellation au sujet de l'arrestation des ouvriers tailleurs. Le 8 mai Guillaume Tóth parlait de l'affaire Raspe, comme nous l'avons déjà dit plus haut.

résulte de la protestation d'un militant honnête qui a en vue l'indépendance du mouvement socialiste et tâche de la défendre contre la pénétration sans cesse renouvelée de l'influence bourgeoise. Farkas était convaincu qu'il fallait bannir du mouvement cette influence et ne pas transiger avec elle, ce en quoi il avait incontestablement raison. Mais que la lutte contre l'influence bourgeoise n'exclût pas l'alliance avec les couches bourgeoises démocrates et inversement, que l'alliance avec les couches bourgeoises démocrates n'exclût point la lutte contre leur influence idéologique, mais bien au contraire, l'exige, cela Farkas ne le voyait pas clairement. Sous ce rapport le mouvement n'en était qu'à une période de tâtonnements.

La manifestation devant le Parlement avait produit une certaine confusion aussi bien dans les milieux gouvernementaux que dans les classes dominantes. Pour s'en convaincre on n'a qu'à lire le Pesti Napló du 10 mai : »On a inventé, à propos de la manifestation des ouvriers tailleurs, mille nouvelles dont quelques-unes portaient l'empreinte indéniable de l'invraisemblance ou, pour mieux dire, de la stupidité. D'après une de ces nouvelles on se serait préparé à attaquer la nuit passée la fabrique d'armes de la dépôt de cartouches. A cause de ces rumeurs l'armée fut consignée pendant toute la nuit. Autrement dit : le gouvernement prêtait foi à un tel canard ce qui ressort d'ailleurs même de la lettre citée de Farkas.

La manifestation devant le Parlement eut pour conséquence l'élargissement du mouvement gréviste et l'augmentation de l'esprit combatif. Le 10 mai les boulangers entrèrent en grève, exigeant la réduction du temps de travail, un relèvement de salaire, l'améliorisation de l'alimentation et du logement, ainsi que la suppression du tutoiement.

Le 11 mai les boulangers en grève eurent les heurts avec la police. Leur réunion, caracterisée par la vivacité de l'esprit combatif, fut dissoute par la police. De la salle de danse du restaurant de Buzalka, rue Akácfa, où la réunion avait lieu, les grévistes furent éloignés par force, parce qu'ils s'opposaient a la sommation des policiers et ne voulaient point quitter les locaux . L'évacuation de la salle par les forces armées fut suivi d'une manifestation et d'une bagarre dans la rue. Selon le Pesti Napló du 12 mai, les boulangers, armés de l'échelle brisée en morceaux d'un lampiste, s'attaquèrent, aux policiers au moment même où ceux-ci voulait arrêter cinq des leurs. Il devait s'ensuivre un grand embarras dans les milieux gouvernementaux, puisque — ayant peur de l'extension de la manifestation qui se prolongea jusqu'à une heure tardive du soir — ils envoyèrent contre les manifestants deux compagnies d'infanterie et un détachement de lanciers. Ces troupes, selon une communication du Hon du 14 mai, barrèrent les rues pour empêcher un attroupement nouveau.

Huit jours après la manifestation organisée devant le Parlement le Hon communiqua que 24 tailleurs arrêtés avaient été remis en liberté ; une instance fut engagée contre 29 autres qui auraient proféré des menaces à l'adresse de

leurs maîtres. Le même numéro du journal annonce que les tailleurs de Pécs se sont aussi mis en grève. En outre, il y avait des bruits sur le mouvement des tailleurs d'Eger.

Le 17 mai, le Pesti Napló annonce déjà la grève des cheminots. »Comme il résulte d'un communiqué de la direction des chemins de fer impériaux et royaux, aujourd'hui ses ouvriers ont interrompu le travail. »Le même jour, annonce le journal, les tapissiers aussi entrèrent en grève pour réclamer la journée de 10 heures. Selon le numéro du 21 mai du même journal,« la grève des tailleurs, des boulangers, des tapissiers et des cheminots ayant été vivement appréciés par les selliers et les travailleurs de l'industrie de cuir, ceux-ci se sont réunis aujourd'hui en masse pour discuter le débrayage«.

En mai 1871 le mouvement de grève s'était étendu à Pest à cinq ou six mille ouvriers. Il n'est pas douteux que des masses beaucoup plus nombreuses aient formulé des revendications semblables à celles des grévistes, mais sans avoir recours à la grève. Cette constatation vaut aussi pour les travailleurs de province. Comme il ressort de l'histoire du mouvement de Pest, la principale revendication était la réduction de la durée du travail à 10 heures. A certains endroits, notamment dans quelques imprimeries, ils obtinrent l'introduction de la journée de travail de 9 heures.

Comme nous voyons, au cours du mouvement de grève du mois de mai, la lutte pour certaines revendications d'ordre économique s'était transformée en une lutte politique contre la terreur gouvernementale. Cette évolution était sensible surtout dans la grève des tailleurs et des boulangers, ainsi que dans les manifestations organisées à ce propos, La Commune de Paris fut un évènement décisif au point de vue de l'éveil de la conscience de classe : elle mit en mouvement les masses ouvrières et créa des conditions favorables à l'évolution de l'Association des Ouvriers.

2. *Le développement de l'organisation de l'Association Générale des Ouvriers et sa fusion avec l'Association pour la Formation des Ouvriers*

Parallèlement à l'essor du mouvement des ouvriers une évolution remarquable se faisait dans l'organisation de l'Association. Ce n'était pas un hasard que ce fut précisément au temps des événements révolutionnaires de Paris que cette évolution dans le domaine de l'organisation eut lieu, et qui se manifestait dans l'affermissement de l'Association centrale, dans le développement des sociétés professionnelles de Pest et leur rattachement à l'Association Générale des Ouvriers, ainsi que dans un certains progrès, d'ailleurs moins connu, des sociétés professionnelles et des sociétés culturelles de la province.

Quant à l'Association Générale des Ouvriers, il y existait auprès du président, au sein du conseil de l'Association, un groupe de 12 membres ; plus tard ce groupe devint le comité de l'Association, Sous la direction du comité qui comptait 12 membres, fonctionnaient à l'origine quatre sections : économique, juridique, financière et section de contrôle ; aux travaux de chacune participaient trois membres du comité.

Les fonctions de la section juridique demandent à être précisées d'une manière un peu plus ample. Cette section jouait un rôle essentiel dans l'éducation idéologique et politique. Elle rédigeait des pétition et des résolutions ; en outre, elle offrait son concours aux sociétés professionnelles en vue de l'élaboration de leurs statuts. Parmi les membres de la section juridique nous voyons Politzer et plus tard, dès la fin de 1870, Szvoboda. Rüdt et Kutill qui, arrivés d'Autriche au printemps de 1871, s'associèrent à la même section.[13]

Les sociétés professionnelles qui s'étaient jointes au centre de Pest de l'Association Générale des Ouvriers étaient également considérées comme des sections à part. Par conséquent, les membres des sociétés professionnelles qui payaient mensuellement une cotisation de 3 kreutzers à l'Association des Ouvriers, étaient considérés comme membres de la dite Association ; le même traitement s'appliquait aux membres des filiales de province.

Outre les sections énumérées, l'Association organisa une section de presse, une section littéraire, ainsi que la section — mentionnée plus haut — des travailleurs intellectuels, une section destinée à assurer la collaboration des sociétés professionnelles, une section de chant et une autre pour la bibliothèque.

A la section littéraire incombait la tâche d'écrire des pamphletes et des articles ; elle assurait aussi la diffusion des publications.

La section des travailleurs intellectuels, s'est constituée — sur l'initiative de Politzer et Szvoboda — au début du mois de janvier 1871. Selon la formule de Politzer, cette section avait à organiser des conférences d'intérêt public et à régler les questions d'éducation ; comme »buts plus éloignés« elle s'était assigné la tâche d'étudier la question agraire et de faire paraître en hongrois des ouvrages socialistes. »Bientôt quelques petits fonctionnaires et quelques instituteurs se joignirent à ce groupe« — écrit Politzer. A l'avis du même auteur la section s'occupait peu des tâches signalées plus haut. »Il est vrai, écrit-il, que les membres ont été détournés de leurs fonctions primitives, mais ils déployaient une activité utile dans le domaine de l'agitation et de l'organisation«. Mais quand cette section ne joua plus un rôle sérieux sur le plan de l'agitation et de l'organisation, alors même elle ne revint pas à sa destination primitive, parce qu'elle était visiblement incapable de venir à bout de ses tâches.

[13] Auguste Rüdt était originaire d'Allemagne. Pendant quelque temps il collabora au Volksstaat. D'Allemagne il alla en Autriche, d'où il vint en Hongrie en février 1871 avec Kutill et Schäftner.

La section des sociétés professionnelles fut organisée sur l'initiative de Kutill ; Rüdt et Schäftner[14] jouaient un rôle important dans sa direction. L'administration de cette section fut d'ailleurs confiée à un comité de 12 membres ; on y trouvait aussi les représentants des ouvriers des usines et des minoteries qui appartenaient à la Caisse de Secours aux Malades.

Après la formation de la section des sociétés professionnelles, la section des travailleurs intellectuels fut reléguée à l'arrière-plan. Comme il ressort de la déposition de Szvoboda à la police[15] cette section était placée sous sa direction, mais, »dès le troisième mois de son existence, elle se désagrégea faute d'intérêt«. Probablement n'en était-il pas tout à fait ainsi, et la section continua à exister, mais reléguée au second plan par la section des sociétés professionnelles. Cette situation signifiait un renforcement de l'influence des socialistes de Vienne, puisque la section des sociétés professionnelles fonctionnait en grande partie sous la direction de Kutill, Schäftner et Rüdt, mais en étroite collaboration avec le comité de la Caisse de Secours aux Malades, c'est-à-dire avec le groupe de Farkas. Dans la direction de la section des associations professionnelles Farkas jouait un rôle important. Cette section en tant qu'organe commun des deux Associations joue un rôle dirigeant dans l'évolution du mouvement de grèves en mai.

Le mouvement ouvrier gagnait du terrain même en province. La rivalité des deux Associations de Pest ne manquait pas d'exercer un certain effet sur les sociétés provinciales. En province il existait déjà un certain nombre de sociétés professionnelles, les unes permanentes, les autres temporaires seulement. C'étaient, dans la plupart des cas, des associations d'assistance sociale, mais dans certains cas il s'agissait déjà de sociétés culturelles. En plus d'un endroit ces associations offraient un précieux appui aux associations temporaires ou permanentes, créées par la collaboration de plusieurs métiers. Les sociétés culturelles de ce genre devinrent avec le temps autant de filiales de l'Association Générale des Ouvriers ou l'étaient dès leur fondation. Lorsqu'à Pest l'antagonisme s'aiguisa entre les deux Associations ouvrières, les relations avec les groupes provinciaux se relâchèrent et parfois furent interrompues.

Pour expliquer l'absence de relations suivies, il convient de tenir compte aussi du fait que de temps à autre certaines filiales ne fonctionnaient presque pas, quelques-unes furent étouffées par les mesures des autorités et d'autres se virent obligées de suspendre temporairement leur activité.

L'absence de relations s'expliquait aussi par l'esprit d'opposition qui se manifestait parfois à l'égard des dirigeants de l'Association Générale des

[14] Schäftner était un des signataires de la pétition présentée à Vienne, à l'occasion de la manifestation de masse du 13 décembre 1869. Il fut également arrêté et condamné. Les condamnés du procès de Vienne furent amnistiés en février 1871, après l'amnistie, Schäftner vint à Pest et y resta avec Kutill et Rüdt.

[15] Il s'agit de la déposition de Szvoboda au cours de l'enquête du procès de haute trahison. Voir plus haut.

Ouvriers. Le Testvériség signale l'opposition du groupe de Temesvár qu'il attribue simplement à l'activité de Windsheimer [16] dans cette ville. Il est curieux de noter qe les relations ont été interrompues même avec l'Association »Előre« de Pozsony qui comptait plusieurs centaines de membres. A Pozsony fut constituée, le 12 septembre 1870, une nouvelle »Association Générale pour la Formation des Ouvriers« qui selon le Testvériség du 5 mars, s'est jointe à l'Association Générale des Ouvriers. Au mois d'avril et mai 1871 les relations qu'il y avait entre l'Association de Pest et les filiales provinciales furent resserrées, ce à quoi la collaboration des deux Associations au mois de mars et avril de la même année avait aidé. En mai 1871, la fusion s'est enfin effectuée entre les deux ailes du mouvement socialiste, c'est-à-dire entre les deux Associations de Pest. Pour atteindre ce but il fallait écarter bien des difficultés. Il fallait, avant tout, éliminer l'opposition de la lutte politique à la lutte économique, l'attitude négative, d'inspiration lassallienne, vis-à-vis du mouvement de grève, ainsi que l'esprit sectaire qui, au sujet des questions d'assistance sociale, se manifestaient même dans l'Association Générale des Ouvriers.

D'autre part, il existait des divergences de vues concernant les relations avec le parti de 1848. A cet égard le groupe de Farkas, sans renoncer à ses principes, fit des concessions. La fusion fut facilitée par la diminution de l'influence de Külföldi. La réalisation de la fusion était exigée par les membres de l'Association et par le mouvement entier, auquel la Commune et ses luttes héroïques donnaient des ailes. Les tentatives de fusion se renforcèrent sous l'influence du renouveau des grèves en avril-mai 1871, grèves qui augmentaient la combativité des masses ouvrières et provoquaient une confusion mêlée de crainte aussi bien dans les milieux gouvernementaux que dans la bourgeoisie. L'essor du mouvement écartait les saboteurs d'une fusion qui, après les luttes communes et les querelles de plus de 18 mois fut remise sur le tapis pour la troisième fois. A cette occasion la fusion s'est enfin effectuée.

Comme première étape de la fusion, on doit signaler la création de la section des sociétés professionnelles en tant qu'organe commun des deux Associations ; la dernière étape du processus est marquée, dans la seconde moitié du mois de mai par l'élection des nouveaux dirigeants de l'Association des Ouvriers.

Voici comment Charles Farkas caractérise la fusion dans sa lettre déjà citée plus haut, du 9 mai, à Becker : »C'est pour la troisième fois déjà que les deux principales Associations tentent de s'unir, mais il est à espérer que cette fois leurs efforts seront couronnées de succès. Toutes les sociétés professionnelles se joindront à l'Association Générale des Ouvriers pour former une orga-

[16] Selon les rapports de la police de Vienne, Windsheimer était, avec Raspe, un envoyé du parti d'Eisenach ; il déployait son activité à Graz et à Temesvár. C'est après l'arrivée de Farkas à Pest, que Windsheimer s'établit à Temesvár.

nisation de masse. Même les fondeurs en caractères qui jusqu'ici se comportaient d'une manière plutôt aristocratique ont annoncé leur adhésion«.

Pour effecteur d'une manière pratique l'union des deux ailes du mouvement socialiste, les membres de l'Association pour la Formation des Ouvriers, qui avait été dissoute à une date antérieure, entrèrent à l'Association Générale des Ouvriers. La Caisse de Secours, tout en gardant formellement son autonomie, se joignit également à l'Association. Politzer écrit que ce sont Schäftner, Kutill et Rüdt, qui ont organisé la fusion. Il tait le rôle de Farkas, mais n'oublions pas que Politzer cherche toujours à le passer sous silence. Voilà la première raison qui nous interdit d'admettre sa thèse concernant le rôle décisif de Schäftner, Kutill et Rüdt. Même à d'autres égards la conception de Politzer se heurte au témoignage des faits : sous ce rapport il suffit de signaler les détails de la première et de la deuxième tentatives de fusion, et ceux de la création et de l'activité de la section des sociétés professionnelles. Tout porte à croire que, outre le groupe de Schäftner, Farkas et Essel jouèrent également un rôle décisif dans la réalisation de la fusion.

Au mois de mai on élit le nouveau bureau de l'Association des Ouvriers. André Essel fut élu président, Külföldi garda ses fonctions de sous-président, mais il dut les partager avec Ihrlinger. Farkas, secrétaire de la Caisse de Secours aux Malades, devint membre du comité de l'Association. Il est indubitable que la réalisation de la fusion ranima l'activité des filiales de province et raffermit les liens d'organisation avec l'Association de Pest. On entrevoyait déjà les contours d'un grand parti ouvrier national s'appuyant sur un réseau provincial assez étendu.

Selon un rapport rédigé par le procureur général en 1871, au temps du procés de haute trahison, l'Association des Ouvriers avait des filiales dans les 22 villes suivantes : Óbuda, Ujpest, Sopron, Moson, Nagykanizsa, Kaposvár, Szigetvár, Bonyhád, Tapolca, Pécs, Eszék, Zágráb, Varasd, Temesvár, Arad, Nagyszeben, Brassó, Resica, Anina, Oravica, Versec et Pozsony. Dans ce rapport il n'est pas question des filiales de Sárospatak et Rácalmás. En outre, le Testvériség du 12 mars publie une lettre de Kaposvár, selon laquelle une association d'ouvriers s'est constituée à Keszthely ; enfin, le numéro du 26 mars du Testvériség publie une lettre de Lukafa qui nous apprend la formation d'une association dans cette commune du comitat de Baranya. Toutes ces filiales ne figurent point dans le rapport du procureur général. Ce rapport, en faisant le compte des membres des 22 filiales de province, ainsi que des 12 associations professionnelles de Pest et de Buda, d'une association ouvrière slave de Pest et d'une Caisse pour les ouvriers infirmes d'Újpest, évalue les effectifs de l'Association Générale des Ouvriers à 9866 membres. Avec l'association centrale il est question ici de 37 associations. En outre, s'est jointe à l'Association Générale des Ouvriers, sinon formellement, du moins en fait, la Caisse de Secours aux Malades. Selon la déposition de Farkas, cette Caisse comptait 3000 membres dont

la plupart se recrutaient parmi les travailleurs des fabriques et des minoteries La société culturelle des imprimeurs de Pest — qui ne figure pas non plus parmi les sociétés professionnelles énumérées par le procureur — avait 490 membres.

Tout bien considéré, l'organisation de l'Association s'étendait en mai 1871 à un total de 12 à 14 000 ouvriers. Inutile de dire que la majorité des membres vivaient à Pest, à Bude, à Óbuda et à Újpest ; le nombre des membres de province était beaucoup moins considérable. Les travailleurs des petites entreprises jouaient un rôle prépondérant dans le mouvement. Les ouvriers des fabriques et des minoteries prédominaient dans l'organisation de la Caisse de Secours, ainsi que dans les sociétés de Temesvár et Óbuda. Aux sociétés professionnelles et aux filiales de province adhéraient de nombreux petits artisans. On voyait des intellectuels surtout parmi les membres de l'Association centrale, mais il y en avait aussi dans les filiales.

Ce tableau, malgré sa variété inévitable, montre nettement qu'au printemps de 1871 la situation était déjà mûre pour la formation d'un parti ouvrier embrassant le territoire entier du pays. C'est dans ce but que l'Association mit sur le tapis, en février 1871, par l'intermédiaire du Testvériség et de la Brüderlichkeit, le projet de la convocation d'un congrès général des ouvriers. Mais un mois après, malgré le vif écho que ce projet eut en province, les deux organes ouvriers cessèrent brusquement de faire de la propagande dans l'intérêt du congrès. A en croire la déposition déjà mentionnée de Szvoboda, le projet fut abondonné, parce que Kutill et Schäftner se prononçaient contre la convocation du congrès. Ils étaient d'avis qu'il fallait d'abord aplanir les divergences de vue qu'il y avait entre les deux ailes du mouvement et effectuer la fusion des Associations. De fait, ce fut bien la fusion qui créa une atmosphère favorable à la convocation du congrès et à la formation d'un parti ouvrier national. Mais à la même époque, au mois de mai 1871, le Testvériség et la Brüderlichkeit cessèrent de paraître ; par la suppression des deux Bulletins l'Association des Ouvriers renonça à l'arme qui lui aurait rendu possible la préparation de la convocation du congrès.

Avec la suppression des bulletins, l'Association des Ouvriers perdait une arme particulièrement importante, dans le domaine de la propagande et de l'organisation, au point de vue du mouvement ouvrier à Pest, mais surtout en province, et cela au moment même où elle aurait pu s'en servir avec le plus de succès. Les deux bulletins furent supprimés au moment où la Commune de Paris faisait le mieux sentir son effet : à Pest le mouvement de grève battait son plein et la fusion des deux Associations pouvait bien se réaliser d'un jour à l'autre. Dans ces conditions les ouvriers de Pest et de la province n'avaient à leur disposition que les organes socialistes de l'étranger à moins que ceux-ci ne fussent confisqués à la poste sur l'intervention des autorités.

Pourquoi ces bulletins ont-ils été supprimés au mois de mai? Pour le moment nous ne saurions répondre à cette question. Politzer, rédacteur responsable des deux bulletins, écrit que »le capital affecté aux deux journaux était insuffisant pour leur permettre de vivre et que c'est pour cela qu'à la mi-mai il a fallu suspendre la parution des deux feuilles«. Ce motif est à peine admissible. Il y avait un capital suffisant pour la fondation des bulletins à l'époque où se livrait une lutte assez rude entre les deux ailes du mouvement. Et il n'y avait plus de capital pour l'édition d'un bulletin une fois qu'un accord était intervenu entre les deux ailes et qu'elles avaient fusionné! Donc la question reste obscure.

Il est à remarquer que l'Association n'avait plus le temps de fonder un nouvel organe de presse, de préparer le congrès et de jeter les fondements, suivant l'exemple de l'Allemagne et de l'Autriche, du parti social-démocrate de Hongrie. A l'époque de la Commune, l'Association se préparait à s'acquitter de ces tâches qui l'attendaient, mais son programme ne put être réalisé : deux à trois semaines plus tard, à peine, l'Association fut dissoute par la police.

3. *La manifestation de l'Association Générale des Ouvriers en faveur des idées de la Commune de Paris au mois de juin 1871*

Le mois de mai 1871 fut marqué dans l'histoire du sang avec le prolétariat parisien. Les créateurs du premier pouvoir prolétarien, géants de l'héroïsme du prolétariat, faisaient front, avec une tenacité sans exemple, aux forces contre-révolutionnaires, supérieures en nombre, qui menaçaient la capitale affamée. Bismarck s'entendit avec Thiers et l'armée française, déjà prisonnière, fut mise à la disposition de la contre-révolution en vue d'une attaque contre la ville révolutionnaire. »L'armée victorieuse s'allie à l'armée vaincue, écrit Marx, pour massacrer, toutes forces unies, le prolétariat.[17]«

Le 21 mai, une trahision venue de l'intérieur ouvre les portes de Paris aux troupes contre-révolutionnaires d'une immense supériorité numérique. Dans un combat de sanglante extermination qui dura sept jours, les communards moururent d'une mort héroïque. La contre-révolution organisa un massacre dont il n'y avait pas encore d'exemple : des dizaines de milliers de prolétaires furent massacrés avec une brutalité sauvage.

Marx avait averti les dirigeants de la Commune de l'alliance secrète de la réaction française et prussienne et de leur attaque imminente. En même temps l'Internationale invita les sections qui fonctionnaient dans les autres pays à organiser des campagnes de protestation contre l'attaque bestiale.

[17] Marx, La guerre civile en France, p. 71.

La section de Pest reçut également un tel appel. C'est ce dont parle Becker, dans sa réponse du 20 mai 1871, à la lettre du 9 mai de Farkas. Voici le texte de la lettre en question :

Genève, le 20 mai 1871

Au citoyen Charles Farkas

Budapest

Cher membre de notre parti et de notre Association,

Depuis plus de deux mois la Commune de France absorbe tellement nos énergies, nos moyens, notre temps et toute notre activité que nous avons été forcés de négliger le reste de notre correspondance. Il fallut faire, dans l'intérêt de notre agitation, plus d'un voyage dangereux. De retour d'un tel voyage, j'ai trouvé parmi beaucoup d'autres votre lettre de Vienne du 9 mai, à laquelle je ne peux répondre qu'en hâte et d'une manière sommaire.

Si dans le Midi de la France, contrairement à nos espoirs, nous ne parvenons pas à déclencher un soulèvement, notre Commune parisienne doit temporairement succomber, malgré la plus héroïque des défenses. Nous travaillons dans le Midi : en même temps nous faisons notre devoir pour héberger et ravitailler plusieurs centaines de camarades réfugiés chez nous (en partie avec leurs femmes et leurs enfants) à cause des soulèvements avortés de Lyon, Marseille, etc. et dont nous avons à nous occuper. C'est là un fardeau bien lourd! Par conséquent, pendant un laps de temps assez long nous ne pouvons, d'ici, à notre plus vif regret, rien faire dans l'intérêt d'autres débrayages. Veuillez le porter de la part du Comité Central (il s'agit du Comité Central de la section fédérale de Suisse, *note de l'auteur*) à la connaissance des tailleurs de Pest qui sont en grève et faites leur connaître notre situation et nos devoirs particulièrement difficiles. D'autre part, plus que jamais, nous aurions besoin de l'appui de tous les membres de l'Association pour faire tout ce qui est possible dans cette affaire urgente qui peut encore avoir une importance décisive. Peut être serait-il bon d'organiser à Pest un grand meeting des travailleurs. Mais les messages de sympathie nous aident peu : la solidarité doit se manifester par des faits.

Dans le numéro prochain du Vorbote je vais publier un extrait de votre lettre. Je vous envoie 100 exemplaires des »51 articles«; d'autres exemplaires pourront encore être mis à votre disposition, puisqu'il est important de leur assurer une diffusion aussi large que possible.

En avant, toujours en avant, notre cause est invincible!

Salut fraternel à Vous et à tous les fidèles camarades.

Johann Ph. Becker[18]

[18] Au cours de l'enquête policière la lettre de Becker dont l'identité devait être établie fut lue à Farkas et insérée *in extenso* dans la procès-verbal de l'intrrogatoire. La traduction hongroise de l'original (allemand) nous est donc connue par l'intermédiaire de ce procès-verbal.

La lettre de Becker fut présentée par Farkas aux membres du Comité de l'Association Générale des Ouvriers et aux dirigeants de la section des sociétés professionnelles. Quant à la convocation du meeting, elle ne fut décidée qu'après la chute de la commune.

Le haut niveau de maturité politique et de combativité se manifesta aussi par le fait que la chute de la Commune n'entrava pas l'essor du mouvement. Bien au contraire, les massacres données par la contre-révolution française engendrèrent parmi les larges masses de la population une indignation et une haine bornée pour les bourreaux. Les magnifiques idées de la Commune vécurent, inchangées, dans des dizaines de milliers de coeurs ouvriers. La foi dans les grandes idées de liberté prêchées par la Commune, la haine et le mépris pour la contre-révolution, ainsi que le sentiment de solidarité qui rattachait la classe ouvrière aux communards, ont fait naître une belle manifestation des ouvriers de la capitale. Il est vrai que la lettre de Becker suggérait l'organisation de la campagne pendant les derniers jours de la Commune, mais les dirigeants de l'Association des Ouvriers n'ignoraient pas qu'après les événements tragiques de Paris ils ne pouvaient pas rester inactifs. Le comité de l'Association décida donc la convocation d'une réunion publique.

Le 5 juin 1871 eut lieu une séance commune du Comité de l'Association des Ouvriers et du comité de 12 membres de la section des sociétés professionnelles. On décida de convoquer le meeting pour le dimanche prochain, c'est-à-dire pour le 11 juin ; on discuta et on approuva le projet de résolution qu'on voulait soumettre à l'assemblée. Ce projet avait été rédigé par Rüdt ; il contenait, entre autres, l'exigence d'accorder le droit d'asile aux communards.

La police refusa de donner son autorisation à l'organisation du meeting du 11 juin. C'est pourquoi deux jours auparavant, le 9 juin, la section des sociétés professionnelles décida de remettre le meeting au dimanche suivant et de le remplacer, le 11 juin, par une »réunion réservée à la discussion des questions de propagande«.

A cette réunion arrivèrent de Vienne André Scheu et Peschau : ils apportèrent un certain nombre d'exemplaires du dernier numéro du Volkswille. Auparavant on avait déjà expédié de Vienne par la poste quelques centaines d'exemplaires du numéro que la police autrichienne avait confisqué à cause d'un article encadré de noir qui était consacré à la Commune de Paris. Ce numéro du Volkswille offrait une précieuse aide à la préparation du meeting et de la manifestation de juin.

La réunion du 11 juin, consacrée »aux questions de propagande«, se déroula en présence de plusieurs centaines de personnes. Elle fut une brillante manifestation de la solidarité internationale du prolétariat, une prise de position courageuse et enthousiaste en faveur des idées de la Commune, l'expression d'un profond deuil pour les martyrs et d'une haine indicible à l'égard des bourreaux contre-révolutionnaires. La réunion formula des décisions diri-

gées contre les protecteurs hongrois des bourreaux français et avant tout contre le gouvernement hongrois qui se préparait à l'arrestation et à l'extradition des communards qui allaient se réfugier en Hongrie.

Plus tard, au cours de l'enquête policière, le fonctionnaire de police qui procédait à l'interrogatoire de Farkas, fit à l'accusé les déclarations suivantes :

»A la réunion en question du 11 juin a. c. les orateurs — Scheu, Peschau, Schäftner, Kutill, Rüdt, Politzer, etc. — ne parlèrent pas, comme vous l'avez affirmé, des buts et des luttes de l'Association des Ouvriers, mais ils se prononcèrent contre les classes dominantes de la société, contre le grand capital ou capital d'usure qui opprime les ouvriers, contre le gouvernement actuel en tant que régime de classe de la noblesse, du grand capital et du clergé, qui doit être renversé et remplacé par l'Etat libre des travailleurs ; ils insistèrent sur le fait que pour atteindre le but suprême à quoi tendent les efforts des ouvriers, la création de l'Etat libre des ouvriers, il est avant tout nécéssaire que la classe ouvrière s'organise en Quatrième Etat ou classe, qu'elle s'unisse dans ce but et conquière le droit de vote pour pouvoir envoyer ses députés au parlement. Rüdt déclara que les ouvriers n'avaient plus à demander : c'est d'exiger qu'ils ont le droit et de s'en tenir à leurs exigences, même si, à défaut d'armes, ils doivent opposer leurs poings aux baïonettes des soldats et à la force brutale. Il dit qu'à ses yeux la social-démocratie est comparable au dragon dans les légendes des temps mythologiques : »si on lui coupe une tête, il en pousse dix nouvelles à sa place«.

Et voici comment Géza Schulhof décrit la réunion et la manifestation du 11 juin : » . . . En présence d'une assistance nombreuse où il y avait les membres des associations ouvrières de Bude, d'Óbuda et de Pest, un discours fut prononcé à la mémoire des martyrs de la Commune de Paris. Sous l'effet du discours, l'assemblée décida de défiler après les délibérations, en rangs serrés et avec un crêpe au chapeau, jusqu'au Bois Municipal pour montrer par la à là bourgeoisie que la classe ouvrière ne considère pas sa cause comme perdue . . .

Un cortège interminable d'ouvriers défila vers le Bois. Le public de la capitale regardait avec intérêt ce spectacle insolite . . . Les ouvriers s'arrêtèrent au Bois et chantèrent la Marseillaise, ajoutant à chaque strophe en guise de refrain : »La nouvelle révolution, universelle«. Ensuite on distribue aux ouvriers les résolutions intitulées »Temple unique« de l'Association Internationale des Travailleurs de Genève ; ces résolutions comprenaient 51 points.[19] Retournés à la ville, les ouvriers se dirigèrent vers l'édifice de l'Association Générale des Ouvriers pour y arborer le drapeau noir, en signe du deuil des ouvriers de la capitale.[20]

[19] Il s'agit de la résolution du 8 avril, par laquelle le Comité Central de Genève a saluê la Commune de Paris et a mis en relief ses mérites. 20. MMTVD. t. I, p. 178—9.

[20] MMTVD. t. I, p. 178—9.

Le 30 mai 1871 Marx fit dans »La guerre civile en France« la constatation suivante : »Le Paris ouvrier, avec sa Commune, sera célébré à jamais comme le glorieux fourrier d'une société nouvelle. Ses martyrs sont enclos dans le grand coeur de la classe ouvrière«.[21] A l'occasion de la manifestation de juin les ouvriers de Pest et de Bude ont montré que la classe ouvrière de Hongrie garde dans son coeur la mémoire des martyrs de la Commune.

Les bourreaux de la Commune, dit Marx, »l'histoire les a déjà cloués à un pilori éternel, duquel toutes les prières de leurs prêtres n'arriveront pas à les racheter«.[22] Mais en dehors de ces bourreaux il fallait clouer au pilori même ceux qui, après les massacres de la contre-révolution, voulurent venir en aide aux meurtriers par l'extradition des réfugiés.

A la veille de la manifestation en question, le 10 juin 1871, le cabinet Andrássy discuta, à la base d'une note de Beust, ministre des Affaires Etrangères de la monarchie, la demande du gouvernement Thiers au sujet de l'extradition des communards réfugiés en Autriche-Hongrie. Dans les résolutions du conseil des ministres il fut établi que »les conventions internationales en vigueur excluent« l'extradition des criminels politiques. En même temps on n'a pas manqué d'ajouter avec une ignoble hypocrisie : »Au cas où il se révélerait que les partisans de la Commune avaient commis des crimes qu'on ne saurait cacher sous le voile des aspirations politiques et qui feraient des communards de simples criminels, le gouvernement hongrois tient à appliquer aux dits criminels les stipulations des accords survenus entre la monarchie austro-hongroise et la France au sujet du droit d'asile et à prendre de sa part les mesures nécessaires pour arrêter, à la demande du gouvernement français, les étrangers réfugiés en Hongrie et accusés de crimes commis à Paris et pour les tenir en prison jusqu'à ce que les tribunaux du pays décident de la demande concernant leur extradition«.[23]

Le cabinet Andrássy refusa de qualifier d'»aspiration politique« la lutte des ouvriers pour leur affranchissement social, ainsi que la défense de Paris par les ouvriers contre les contre-révolutionnaires, prêts à capituler devant les Prussiens. Tout cela fut taxé de »crime«. Par là le cabinet Andrássy s'est enfoncé dans le même marais de la contre-révolution, d'où surgirent, avec l'aide des Prussiens, les tyrans de la France, Thiers et consorts.

Le cabinet Andrássy a donc consenti à l'extradition des communards réfugiés en Hongrie. Mais le lendemain les ouvriers de la capitale organisaient une manifestation en faveur de la Commune et exigeaient le droit d'asile pour les combattants persécutés de la classe ouvrière.

Même les milieux littéraires firent entendre leur voix pour s'opposer aux persécutions et aux calomnies débitées par les classes domi-

[21] La guerre civile en France, p. 72.
[22] Ibid.
[23] Archives Nationales. 1038, M. E. 1871, V. n^{0} 876.

nantes sur le compte de la Commune. Victor Darmay, ce poète peu connu de nos jours, protesta dans ses vers sur la Commune de Paris contre les jugements hypocrites, par lesquels la classe dominante cherchait à noircir la mémoire de la Commune :

Arrête-toi, Présent, ne juge pas encore,
Ces héros, ne les lapide point!
. . . . . .
Viendra le jour où ceux qui rendront la justice
Seront prêts à te condamner . . .
. . . . . .
On t'accuse de meurtre, on t'arrache les armes,
Ces géants, tu les as vaincus?
A toi le sang, le feu, les crimes et les larmes,
Mais eux — autant d'anges déchus!

Contrairement aux décisions malhonnêtes du cabinet Andrássy, ce fut surtout l'Association Générale des Ouvriers qui, guidée par les principes de la solidarité internationale du prolétariat, représenta l'honneur de la Hongrie et mit au pilori non seulement les bourreaux français, mais encore le cabinet Andrássy qui se montrait prête à devenir le complice des meurtriers.

Cette prise de position en faveur de la Commune fut sans doute l'action politique la plus significative, mais aussi la dernière de l'Asociation Générale des Ouvriers. Peu après, par l'arrestation de ses dirigeants et de plusieurs membres actifs, les mesures terroristes du cabinet Andrássy mettront fin à l'activité de l'Association.

D. Nemes

D. Nemes

К ИСТОРИИ ОБЩЕГО РАБОЧЕГО ОБЪЕДИНЕНИЯ

Очерк Дежэ Немеш составляет часть с IX и X главы его работы »История Рабочего Объединения«. В начале франзусско-прусской войны, руководимое Анталом Илингер Общее Рабочее Объединение и возглавляемое Карлом Фаркаш Объединение Рабочего Обучения начали совместные действия против захватнической войны. После революции 4 сентября 1870 года и провозглашения французской республики, в рабочих объединениях усилилась республиканская пропоганда. Совместное политическое выступление привело к тесному сотрудничеству между обоими рабочими Объединениями. На совместном собрании Общего Рабочего Объединения и Объединения Рабочего Обучения 18 сентября 1870 г. было вынесено решение об их слиянии. Однако правительство, используя вооруженные силы, вопрепятствовало осуществлению этого слияния.

Часть руководства Общего Рабочего Объеднения в декабре 1870 г. заключила союз с клубом, „1848 г." и под руководством этого клуба приняло участие в акции протеста против аннексии Эльзас-Лотарингии. Клуб „1848 г." свою, кампанию начатую против прусских

захватнических стремлений, связал с поддержкой правительства Тьера, затушевав борьбу между правительством Тьера и парижским народом и национально-предательскую роль тьерского правительства. В феврале 1871 года внутри Общего Рабочего Объединения появилась внутренная оппозиция против поддержки тьерского правительства, в результате чего Рабочее Объединение отстранилось от этой акции. В это время Общее Рабочее Объединение и Объединение Рабочего Обучения вновь сблизились, последнее, опираясь на организованный им институт рабочего страхования, действовал полу-легально.

Парижская Коммуна вызывала значительные отклики и в кругах венгерского рабочего класса. Оживилось забастовочное движение, особенно в Будапеште. В ходе чего 8 мая 1871 года 3000 бастующих рабочих организовали перед парламентом демонстрацию протеста, требуя освобождения 52 арестованных руководителей забастовочного движения. Это была одной из самых значительных политических демонстраций протеста со времени соглашения 1867 года, направленная против антирабочего режима венгерского правительства. В период майских забастовок между Общим Рабочим Объединением и Объединением Рабочего Обучения существовало тесное сотрудничество. Еще в марте внутри Общего Рабочего Объединения был создан »отдел отраслевых объединений«, в котором приняли участие и представители Объединения Рабочего Обучения. Этот орган играл важную роль в майских движениях, в подготовке и осуществлении формального объединения двух организаций. Во второй половине мая 1871 года Общее Рабочее Объединение и Объединение Рабочего Обучения объединились в единую организацию под названием Общее Рабочее Объединение.

Во время Парижской Коммуны Общее Рабочее Объединение прошло значительное политическое и организационное развитие. Наиболее важными провинциальными филиалами были обудский, темешварский, братиславский, печский филиалы. Филиалы действовали также в Шопроне, Надьканиже, Решице, Анине, Сигетваре, Капошваре и Шарошпатаке. Только в Пеште и Буде к нему присоединилось 12 отраслевых объединений. Его организационное влияние распространилось на 10—12 000 трудящихся, кроме кассы рабочего страхования, насчитывавшей около 3000 членов.

Руководящей группой Рабочего Объединения была Пештская секция Интернационала. Рабочее Объединение твердо выступало за идеи Парижской Коммуны, не только в период существования Коммуны, но и после трагического поражения парижских рабочих. В память жертв Парижской Коммуны 11 июня 1871 года Рабочее Объединение организовало траурное шествие, приветствуя идеи Коммуны, предстоящую новую революцию и требуя право убежища для бежавших из Парижа коммунаров.

Правительство Андрашши еще 10 июня 1871 года вынесло решение, согласно которому беженцы Парижской Коммуны по прибытии их в Венгрию, будут выданы правительству Тьера. В решении далее говорится, что правительство примет активное участие в международном походе против Интернационала.

По указанию правительства Андрашши 12 июня 1871 года начались аресты руководителей и активистов Общего Рабочего Объединения, после чего оно было официально распущено.

Против руководителей Рабочего Объединения с обвинением их в государственной измене был возбужден уголовный процесс.

DIE ANFÜHRER DES UNGARISCHEN FREIHEITSKAMPFES UND DIE WIENER OKTOBERREVOLUTION

Zur Oktoberrevolution des Wiener Volkes im Jahre 1848 nahmen die zeitgenössischen Augenzeugen, die Politiker, die Verfasser von Memoiren und die Historiker, naturgemäss ihrer politischen Parteistellung entsprechend, Stellung. Es gibt jedoch eine Frage innerhalb dieses äusserst wichtigen Ereignisses, die in ihren wesentlichen Zügen — innerhalb der durch die verschiedenen politischen Stellungnahmen gesteckten Grenzen — von den Zeitgenossen und von der Historiographie der Nachwelt in gleicher Weise angesehen wird. Diese Frage aber ist das Verhältnis der ungarischen Revolution zum Wiener Oktoberaufstand. Die antirevolutionistischen, reaktionären Helfert oder Springer beurteilen das Verhalten der Ungarn natürlich von einer anderen Seite, als die fortschrittliche ungarische und österreichische Historiographie. Zum Verständnis des Wesens dieses Problems bot Engels[1] mit seiner Analyse über die Wiener Revolution und innerhalb dieser, über die Frage der ungarischen Hilfeleistung den Historikern grosse Hilfe. Dieser Analyse nahmen sich nicht nur marxistische Historiker, wie E. Fischer und E. Priester[2], sondern auch der liberale Friedjung an[3]. Die ältere ungarische Geschichtsschreibung kam auch in der Erschliessung des Materials kaum über das klassische Werk von Mihály Horváth[4] hinaus, und so oft sie es nötig hatte, wiederholte sie immer dessen Feststellungen. Das Wesentliche der von Engels skizzierten und später von Vielen weiterentfalteten Bewertung kann kurz im folgenden zusammengefasst werden: Die Revolution des Wiener Volkes brach am 6. Oktober im Interesse der Ungarn aus, und ihre Bedeutung war für den ungarischen Freiheitskampf ausserordentlich gross, denn sie schob den in Vorbereitung befindlichen Angriff

[1] S. K. Marx — Fr. Engels: Revolution und Konterrevolution in Deutschland. Berlin, 1949, S. 88 f.

[2] Anstatt einer ausführlichen Schilderung der österreichischen Literatur dieses Problems wird es hier genügen, auf die Literatur bei M. Uhlirz: Handbuch der Geschichte Österreichs und seiner Nebenländer Böhmen und Ungarn, Bd. II/1, S. 628 f. und 650 f. zu verweisen. E. Fischer: Österreich 1848 (Wien, 1946) und E. Priester: Kurze Geschichte Österreichs II. (Wien, 1949) sind bei Uhlirz natürlich nicht aufgeführt.

[3] S. H. Friedjung: Österreich von 1848 bis 1860. Stuttgart-Berlin, 1908, Bd. I. S. 88. f.

[4] Magyarország függetlenségi harcának története 1848. és 1849-ben. (Geschichte des Unabhängigkeitskrieges von Ungarn in 1848 und 1849.) Genf, 1865. Bd. I. S. 566. f.

der kaiserlichen Armee für längere Zeit auf, und ermöglichte somit die Erschaffung der Armee der ungarischen Revolution. Trotzdem erkannten die Ungarn den Zusammenhang ihrer eigenen Sache mit der Wiener Revolution ungenügend, wiesen die nötige Entschlossenheit in ihren Bestrebungen zur Hilfeleistung Wien gegenüber nicht auf, sie hielten am Anschein der Bewahrung der »Legalität« fest, und warteten auf die konkrete Einladung des Wiener Reichstags. So verpassten sie leichtsinnig den günstigsten Augenblick zur Hilfeleistung, und als sie sich endlich für den Angriff entschieden, fanden sie sich bereits einer riesigen Übermacht gegenüber, der entgegen sowohl sie, als auch das belagerte Wien, erlagen. Einige mit der ungarischen Revolution sympathisierenden Verfasser mildern die Kritik von Engels, und machen für die Niederlage auch den Reichstag in gesteigertem Masse verantwortlich, der mit der Einladung der Ungarn zögerte ; sie erwähnen weiters zur Entschuldigung der Ungarn, dass ihre Armee schwach war, ferner, dass das unlängst noch kaiserliche Offizierskorps nur ungern gegen die kaiserliche Armee kämpfen wollte. Die ungarischen Verfasser setzen aber noch, laut des zeitgenössischen Vortrags von Kossuth hinzu, dass die Passivität des Volkes von Wien, das am Tag des entscheidenden Angriffs eben vor seiner Kapitulation stand, eine weitere Ursache des Misserfolgs des Befreiungsversuchs gewesen sei.

Die planmässig arbeitende ungarische Geschichtswissenschaft sieht es heute als eine ihrer Aufgaben an, die Quellen der revolutionären Epochen der ungarischen Geschichte systematisch zu erschliessen, deren Erschliessung die Geschichtsschreibung des vergangenen gegenrevolutionären Zeitalters tendenziös versäumte.[5] So kam es unter anderem zur Herausgabe der sämtlichen Werke von Kossuth, und während dieser Arbeit, im Zusammenhange mit der Erschliessung der Zeitperiode Oktober 1848, traten zahlreiche Quellen zutage, die sich auf die Unternehmung zur Befreiung Wiens beziehen. Diese Quellen verändern zwar das Bild, welches wir vorher auf Grund der bisherigen Literatur von dieser Frage entwarfen, nicht in seinen Grundzügen, beantworten jedoch bezüglich der Einzelheiten viele dunkle Fragen und werfen ein Licht auf die Kräfte, die hinter der scheinbaren Untätigkeit der zu Wiens Befreiung ausgerückten ungarischen Armee ihren Kampf miteinander austragen. Diese Quellen sind in erster Linie bezüglich der Klärung von Kossuths Rolle wichtig. Noch wichtiger sind sie jedoch aus dem Gesichtspunkt, dass sie, über die Frage des Erfolgs oder Misserfolgs hinaus, auf diejenigen Anstrengungen hinweisen, die die Anführer der ungarischen Revolution und das ganze ungarische Volk entfalteten, als sie dem Wiener Volk, welches, infolge seiner Sympathie für die Ungarn, in eine Bedräng-

[5] Zur Unterstützung dieser Feststellung genügt es zu erwähnen, dass es in jenem Quellenausgaben-Programm von ansehnlichen Ausmassen, welches die Ungarische Historische Gesellschaft zwischen 1920—1945 ausführte, keinen einzigen Band gibt, der Kossuths Tätigkeit während der Reformzeit und des Freiheitskampfes zum Gegenstand hätte, obwohl die Dokumente des Wirkens von Kossuth bis zu den letzten Zeiten in überwiegender Mehrzahl unveröffentlicht waren.

nis geriet, zu Hilfe eilen wollten. Diese Kraftanstrengungen waren jenem Wagnis würdig, mit welchem das Volk Wiens am 6. Oktober für die Sache der Ungarn aufstand, und einen wahren Beweis der Solidarität der revolutionären Völker lieferte, mit welcher diese beiden Nationen gegenseitig die Hände suchten, und sich der Politik der Kamarilla, »divide et impera«, widersetzten. Diese Quellen ermöglichen zugleich, endlich die ganze Geschichte dieser Unternehmung, von deren glücklichem oder unglücklichem Ausgang das Schicksal zweier Völker abhing, in ihren Zusammenhängen zu erblicken.[6]

Die entscheidende Wendung der Ereignisse kann von demjenigen Tage an gezählt werden, an dem die junge ungarische Honvédarmee bei Pákozd ihre erste, siegreiche Schlacht gegen den Söldner der höfischen Reaktion, Jellačić, lieferte. In den Stunden der Schlacht, am 29. September, war Kossuth unterwegs auf der Eisenbahn Pest-Szolnok, um seine, am 24. September begonnene Werbereise, die er wegen der, infolge der Beauftragung von Lamberg entstandenen politischen Lage unterbrach, fortzusetzen.[7] Über Lamberg urteilte das Pester Volk, und Kossuth eilte — nachdem er die nötigsten Massnahmen traf — zurück auf die Tiefebene, um das Volk auch jenseits der Theiss zur Verteidigung der vom Feind bedrohten Hauptstadt unter die Waffen zu rufen. Der Rückzug der ungarischen Armee vor Jellačić dauerte zu dieser Zeit schon mehr als zwei Wochen an, und Kossuth hoffte nicht, dass die bänglichen, wankelmütigen und gegenüber der Sache der ungarischen Revolution gleichgültigen, oder geradezu feindseligen Leiter den erteilten Befehlen folgen und eine Schlacht liefern würden, bevor sie auf ihrem Rückzuge in die Nähe der Hauptstadt gelangt sind. Es ist nämlich kaum zu bezweifeln, dass Kossuth, wenn er den Zeitpunkt der entscheidenden Schlacht gekannt hätte, auch selbst ins Lager geeilt wäre, um mit der unermesslichen Kraft seiner persönlichen Anwesenheit zur Erkämpfung des Sieges beizutragen. In Pest wusste man jedoch bis zur Abfahrt Kossuths nichts von der bevorstehenden und später auch fortdauernden Schlacht, und so kam es, dass Kossuth weder der Erkämpfung des Sieges, noch dem Fällen der darauffolgenden wichtigen Entscheidungen beiwohnen konnte.

Kossuths Werbereise am Ende September und Anfang Oktober ist eine der schönsten Traditionen der ungarischen Geschichte, und ihre Bedeutung ist sowohl hinsichtlich des weiteren Verlaufes des Freiheitskampfes, als auch hinsichtlich der Entwicklung des politischen Bewusstseins unseres Volkes

[6] Die weiter unten benutzten, in ihrer Mehrzahl bisher noch unveröffentlichten Quellen werden gleichzeitig im Bande »Kossuth a Honvédelmi Bizottmány élén« (Kossuth, als Leiter des Landesverteidigungsausschusses) (Kossuth Lajos 1848/49-ben, Bd. III.) veröffentlicht.

[7] Ferdinand sandte am 25. September Feldmarschall-Leutnant Lamberg als bevollmächtigten königlichen Kommissar nach Ungarn, und unterordnete ihm die sämtlichen in Ungarn in Garnison liegenden Truppen. Diese Massnahme war schon formell gesetzwidrig, da ihr die ministerielle Gegenzeichnung fehlte, praktisch aber hob sie den, durch die Märzgesetze ins Leben gerufenen verfassungsgemässen Zustand auf. Der Reichstag stempelte diese Ernennung auf Kossuths Antrag für gesetzwidrig und wies sie zurück ; den in Pest anlangenden Lamberg griff aber das empörte Pester Volk am 28. September an und tötete ihn.

unermesslich. Es ist in der ungarischen Geschichte nicht der erste Fall, dass die offizielle Staatsleitung sich in einer kritischen Lage unmittelbar an das Volk wendet, zum erstenmal geschieht es jedoch, dass das Volk die Sache, zu dessen Verteidigung es unter die Waffen gerufen wird, als seine eigene Sache ansieht, und sich körperlich und seelisch mit demjenigen einig fühlt, aus dessen Munde es den Aufruf zum Kampfe vernimmt. Die persönliche Begegnung des Volkes mit demjenigen Kossuth, der eine führende Rolle in der Befreiung der Leibeigenen in der Abschaffung der gesellschaftlichen Schranken hatte, der einen Teil der Steuern auf die Schultern der früher bevorzugten Klassen umlud, der das Gewerbe und den Handel von den Fesseln des Feudalismus befreite, und der jetzt das Volk gegen Wiens koloniale und politische Unterdrückung unter die Waffen rief, schmiedete das Volk der Tiefebene mit der Sache der ungarischen Revolution zusammen. Und obzwar sich Kossuth den Selbstverteidigungskampf der Nation auch nach der Mobilmachung der Volksmassen nur unter Leitung des fortschrittlichen Adels vorstellen konnte, war das ungarische Volk der Tiefebene von diesen Tagen an doch eine sichere Grundlage für Kossuths Sache, die in seinen Augen mit der Gesamtheit der sozialen und politischen Errungenschaften der Revolution identisch war: zur Zeit des Missgeschicks fasst die Sache des Freiheitskampfes jenseits der Theiss festen Fuss, das dortige Volk bietet die Reserve der Kräfte, auf welche gestützt die siegreichen Erfolge des Frühlingsfeldzuges zu erkämpfen waren, und auch in den Stunden der Niederlage lodert das Feuer des Widerstandes auf demjenigen Boden am längsten, auf dem Kossuth im Herbst 1848 das Volk unter die Waffen rief. Und eine unmittelbare Fortsetzung dieser Haltung ist die hundertjährige treue Anhänglichkeit des ungarischen Volkes der Tiefebene an das Andenken Kossuths und an die Sache der ungarischen Unabhängigkeit.[8]

Wie sehr Kossuths Honvéd-Werbereise zu einer wichtigen Kraftquelle der Sache des ungarischen Freiheitskampfes geworden ist, ebenso ist es zu bedauern, dass sie zeitlich mit den Tagen zusammenfiel, in denen seine Anwesenheit in dem Jellačić gegenüberstehenden Lager dringend nötig gewesen wäre. Es kann nämlich nicht bezweifelt werden, dass die von Kossuth begeisterte Honvédarmee sich nach der erfolgreichen Zurückweisung des feindlichen Angriffs nicht mit einem halben Erfolg begnügt, sondern in Gegenangriff übergehend, den Feind entscheidend geschlagen hätte: und Kossuth hätte auch den wankelmütigen Anführern der Armee die zur völligen Vernichtung des Feindes nötigen energischen Massnahmen abzwingen können. Was Kossuths Standpunkt in dieser Frage war, das erhellt aus den Briefen, die er in diesen Tagen aus der Tiefebene an das Vollziehungsorgan der ungarischen Revolution, an den Landesverteidi-

[8] Zu Kossuths Werbereise auf der Tiefebene, im Laufe dessen er Zehntausende zur Verteidigung der bedrohten Freiheit unter die Waffen rief, s. die Studie des Verfassers: Kossuth alföldi toborzó útja 1848. őszén. (Kossuths Werbereise auf der Tiefebene im Herbst 1848). (Századok, Jg. 1952, Heft 1.)

gungsausschuss richtete. »Ich bitte den Ausschuss — schreibt er aus Szentes am 1. Oktober, als er nur unsichere Nachrichten über die Schlacht bei Pákozd hat — keinerlei Waffenstillstand zwecks Verhandlungen zuzulassen... Die Verzögerung gereichte uns immer zum Schaden, sie wird uns auch jetzt zum Schaden gereichen, denn der Feind wird den Waffenstillstand entweder dazu benutzen, dass er seine separierten Truppen vereinigt, oder, dass er aus Wien Hilfe bekommt.«[9] »Verhandeln Sie doch keinesfalls — schreibt er wiederum am 3. Oktober aus Hódmezővásárhely, als er schon über die Schlacht bei Pákozd unterrichtet war — ich sage es, mich auf die Kräfte dieses ungarischen Kernvolkes stützend, verhandeln Sie nicht ; selbst wenn Pest fallen würde — obwohl sie nicht fallen wird — werden wir hier, uns auf die begeisterte Kraft dieses Volkes stützend, das Vaterland retten, seine Freiheit verewigen. Ich widerspreche in Gottes und dieses Volkes Namen jeglicher Verhandlung. Sieg oder Tod, ich kenne kein anderes Losungswort.«[10]

Mit Recht ist es also anzunehmen, dass es, falls Kossuth in diesen Stunden im Lager gewesen wäre, keinen Waffenstillstand mit dem geschlagenen, zerrütteten Feind gegeben hätte, im Gegenteil, der Gegenangriff der durch die ersten Erfolge und die Anwesenheit Kossuths begeisterten Honvédarmee hätte den verstimmten, moralisch entkräftigten Feind zerschlagen, dessen Überreste dann durch die ringsum auflodernden Flammen des Volkskrieges ebenso aufgezehrt worden wären, wie einige Tage später die, unter der Führung der Generäle Roth und Philippović stehende kroatische Reservearmee. Und in welche Richtung eine derartige Gestaltung der Ereignisse die Entwicklung des ungarischen Freiheitskrieges gelenkt, wie sie die Lage des revolutionären Wiens und die Haltung der militärischen Hofkreise beeinflusst hätte, davon erübrigt es sich hier zu sprechen. Es steht aber fest, dass Kossuths Abwesenheit in diesen Tagen schwere Versäumnisse verursachte, und jene Verspätung von einigen Tagen, mit welcher er endlich in die Gestaltung der Ereignisse eingriff, den Erfolg des ganzen Feldzugs gegen Jellačić und der Unternehmung zur Befreiung Wiens verhängnisvoll beeinflusste. Am 29. September bestanden noch die Vorbedingungen zum vollen Erfolg ; diese verringerten sich jedoch infolge der energielosen, schwankenden Führung von Tag zu Tag. Kossuth konnte die politische Lenkung des Unternehmens erst unter viel ungünstigeren Umständen in seine Hände nehmen, und wir werden sehen, wie seine Energie, seine Entschlossenheit immerfort durch die feigen Überlegungen jener gehemmt und gelähmt wurde, die schon einmal bei Pákozd den entscheidenden Sieg zu erkämpfen versäumten.

Jellačić's Armee verschwand, indem sie das am 30. September abends geschlossene Übereinkommen über den Waffenstillstand gebrochen hatte, bis

[9] Kossuths Brief vom 1. Oktober aus Szentes s. O. Lt. (Ung. Staatsarchiv) Kossuth Polizei-Akten Nr. 118.

[10] Den Brief aus Vásárhely s. O. Lt. OHB (Országos Honvédelmi Bizottmány = Landesverteidigungsausschuss) 1848 : Nr. 2111.

zum Morgen des 2. Oktober aus ihren Stellungen, und zog in der Richtung nach Győr. Es ist kennzeichnend, dass die ungarische Armee erst nach einer Verspätung von anderthalb Tagen, am 3. Oktober gegen Mittag aufbrach, und ihre vorsichtigen Bewegungen noch durch den Umstand schwerfälliger gemacht wurden, dass sie ihre Weisungen vom Landesverteidigungsausschuss erhielt, der damals während Kossuths Abwesenheit, unter der Leitung des bänglichen, von Zweifeln erfüllten Dénes Pázmándy stand, der das wahre Ziel der Kriegsbewegungen von Jellačić verkennend, auch weiterhin nur die Hauptstadt gegen eine eventuelle umzingelnde Bewegung des Feindes zu sichern beabsichtigte.[11] Jellačić erhielt auf diese Weise einen Vorteil, den die sich ohnehin langsam bewegende ungarische Armee nicht mehr einzuholen vermochte, und auch der auf die Verordnung des Landesverteidigungsausschusses aufgestandene Landsturm konnte Jellačić's Absichten in Abwesenheit der regulären ungarischen Armee nicht ernsthaft beeinflussen. Als es sich aber endlich herausstellte, dass der Feind nicht im geringsten die Absicht hat, gegen die Hauptstadt zu ziehen, sondern nur danach trachtet, mit heiler Haut davonzukommen, dachte die Mehrzahl der ungarischen politischen und militärischen Leiter noch immer nicht ernsthaft daran, Jellačić's Armee zu vernichten, sondern sie freute sich darüber, dass der unangenehme Gast von selbst das Land verlässt.

Auch bei der vom Feldmarschalleutnant Móga angeführten ungarischen Armee wusste nur ein einziger genau, was zu tun wäre: dies war László Csányi, der zivile Oberkommissar der Armee, Kossuths Freund und unentwegter Anhänger, der bedingungslos an das Recht der ungarischen Sache glaubte, und ihr konsequent, mit revolutionärem Mut bis zu seinem freiwilligen Märtyrertode diente.[12] Csányi nahm bereits am 30. September gegen den Waffenstillstand und den Rückzug Stellung; auch jetzt war er der erste, der die wahre Absicht des Feindes erkannte: in seinem Brief vom 5. Oktober an Pázmándy sprach er klar aus, dass Jellačić schwach sei, dass er auf österreichische Hilfe rechne, man müsse ihn also verfolgen und schlagen, bevor er sich mit österreichischen Truppen vereinigen könne. In demselben Brief sagte er klar aus, dass, falls Latour gestürzt wurde, »das Herannahen des Jellačić in Wien einen grossen Aufstand verursachen wird, und, wenn er auch nicht gestürzt wurde, zu Besorgnissen verleiten wird, und Wien an unsere Seite stellen kann.«[13]

Pázmándys gleichzeitig geschriebener Brief und seine Antwort vom folgenden Tage widerspiegeln getreu die Anstrengungen der Pester Leiter, in erster Reihe seiner selbst, zur Aufrechterhaltung der Gesetzmässigkeit;

[11] Pázmándy ist zwar kein Mitglied des Landesverteidigungsausschusses gewesen, hielt aber in diesen Tagen, als Präsident des Abgeordnetenhauses, in Kossuths Abwesenheit die weiteste Befugnis in der Hand.

[12] Csányi machte von den Möglichkeiten, die sich nach der Niederlage des ungarischen Freiheitskrieges zur Flucht darboten, keinen Gebrauch, sondern meldete sich aus eigenem Antrieb; Haynau liess ihn in Pest, im Neugebäude hinrichten.

[13] S. Csányis Bericht vom 5. Oktober O. Lt. (Ung. Staatsarchiv) OHB 1848: Nr. 2222.

sie haben keinen Mut, den Boden der Legalität zu verlassen, auch dann nicht, als die Kamarilla diesen schon längst verlassen hat.

»Wir müssen — schreibt Pázmándy — für den Fall bereit stehen, wenn Jellačić aus Wien Hilfe erhalten würde ; dort kann man sich jetzt nicht entschliessen, was man mit uns anfangen soll. Denn wir in Pest meiden alles, damit man uns rechtmässig nicht angreifen könne. Es ist jedoch möglich, dass sie heimtückisch einige Bataillons schicken werden, und so müssen wir die Zahl unserer Truppen erhöhen, wie es nur möglich ist.«

Der andere Brief enthält eine Verfügung, die von vornherein auf die Möglichkeit der Vernichtung der Armee von Jellačić verzichtet, und bremst den auch ohnehin gemässigten Schwung der verfolgenden Armee noch weiter ab ;

»Alle gefährlichen Umstände überlegend, wonach es schon beinahe sicher steht, dass wir es mit Jellačić nicht mehr als dem Banus von Kroatien, sondern als einem österreichischen General zu tun haben werden, der einerseits ein illegaler ungarländischer Kommissar ist, andererseits auch von Österreich unterstützt wird, setzen wir uns auf den Folgenden fest :

1. Jellačić ist so schnell, wie möglich aus dem Lande zu vertreiben, dabei soll die österreichische Grenze durch unsere Armee nicht überschritten werden. Das ist dazu nötig, damit er, seine Armee nach Österreich einführend, dort das Volk gegen sich selbst hetze.

2. Die Donau ist zu überwachen ; wir senden 12 Kanonen nach Pozsony und Herr General Móga trage besondere Sorge dafür, welche Bewegungen Jellačić macht, ob er euch nicht in den Rücken fällt, an der Donau bis Gönyü herabkommend. Von der Einsicht des Herrn Anführers Móga wird es abhängen, eine solche Stellung zu wählen, die dem Zweck entspricht.«[14]

Csányis Ermutigungen halfen jedoch nicht. Der Landesverteidigungsausschuss begnügte sich damit, dass er einen diplomatischen Schritt versuchte, um zu verhindern, dass Jellačić seine Armee auf österreichischem Boden neuorganisieren und wieder gegen Ungarn ziehen könne. Deshalb erteilte der Ausschuss die Weisung an Ferenc Pulszky, der nach der Abdankung von Pál Eszterházy das ungarische Ministerium in Wien leitete,[15] in Wien mitzuteilen, dass »die durch unsere Armee aus dem Lande vertriebenen rebellischen Truppen die österreichische Regierung die österreichische Grenze nicht passieren lassen dürfe, falls sie aber dies doch zulassen würde, sei sie verpflichtet, diese zu entwaffnen, und ohne die öffentliche Verletzung ihrer Verpflichtungen gegenüber Ungarn, dürfe sie keinesfalls zulassen, dass Jellačić, zum wiederholten Angriff

[14] Beide Briefe s. O. Lt. Csányi-Akten Nr. 1274.

[15] Pulszky bekleidete sein Amt in Wien seit dem Monat Mai ; er stand in engen Beziehungen zu den Leitern der Linken, die mit den Ungarn sympathisierten, und laut der Anklagen der höfischen Kreise spielte er auch im Ausbruch der Oktoberrevolution eine unmittelbare Rolle. (Diesbezügliche Originalakten aus den Wiener Archiven mitgeteilt im Werk Á. Károlyis : Gróf Batthyány Lajos első magyar miniszterelnök főbenjáró pöre. (Der Hochverratsprozess des ersten ung. Ministerpräsidenten Graf L. Batthyány.) Bd. I –II. Budapest, 1932.)

gegen das Land, in Österreich neue Kraft gewinne, und mit dieser von neuem in Ungarn einfalle.«[16]

Inzwischen folgte die ungarische Armee vorsichtig dem Jellačić, jene Möglichkeit noch immer vor Augen haltend, dass er aus Wien Hilfe erhält und zurückkehrt, um die Befehle seiner Auftraggeber auszuführen. Ein Bericht Csányis vom 7. Oktober aus Győr an Pázmándy gerichtet, gibt über diese Ansicht der ungarischen Führer Aufschluss :

»Gestern zogen hier unsere unter der unmittelbaren Leitung des Herrn General Móga stehenden Truppen ins Lager. Der Feind lagert diesseits und jenseits Moson, diesseits die weniger zahlreiche Vorhut, jenseits steht er um das Wirtshaus Roter Ochs in Óvár, an der Strasse nach Wien. Anscheinend will er den heutigen Tag dort verbringen, denn er bestellte auch den Rest des Brotes und Salzes dorthin, den er aus Győr nicht mit sich genommen hatte. Nach glaubwürdig bekannten Berichten meiner Spione, erhielt Jellačić aus Österreich sowohl Kanonen, als auch Militär; die bestimmte Zahl der Kanonen ist uns nicht bekannt, ein Teil davon sind Raketen, das bisher bei ihm eingetroffene Militär wird auf 3000 Mann angesetzt.

Jellačić' Bewegung ist unsicher, sowohl er, als auch seine Umgebung behaupteten, dass sie zur Sicherung des Kaisers nach Wien zu eilen hätten, es ist jedoch möglich, dass dies eine List ist, in diesem Falle wäre es nämlich überflüssig gewesen, ihm Militär zuzusenden ; ich werde jede Möglichkeit in Rechnung ziehend, versuchen, Herrn Móga dahin zu bewegen, dass uns keinerlei Bewegungen des Feindes zu überraschen und die Hauptstadt zu bedrohen vermögen.«

In demselben Bericht übermittelte Csányi auch die Ansicht der Heerführer, dass Pest dazu berufen sei, die Richtung der weiteren Massnahmen anzugeben :

»Wir ersehnen aus Pest die Weisung bezüglich unserer Aufgaben, jetzt muss unbedingt der Reichstag die militärische Tätigkeit im allgemeinen bestimmen ; die Ausführung im einzelnen übergeht naturgemäss auf den Militärkommandanten.«[17]

Die Weisung, welche der Generalstab der ungarischen Armee aus Pest erwartete, war schon unterwegs. Gleichfalls am 7. Oktober sendet Pázmándy folgende Zeilen an Csányi, die das Schaudern des Landesverteidigungsausschusses vor einer entschlossenen Stellungnahme treu widerspiegeln :

»Laut neulichst erhaltener Berichte kommt in Pozsony immerfort Militär aus Wien an, und der Stadt wurde anbefohlen, die aufgerissene Brücke binnen zweier Stunden wiederherzustellen.

Demgemäss wird entweder das in Pozsony befindliche Militär übersetzen, um Jellačić zur Hilfe zu eilen, oder aber wird Jellačić nach Pozsony übersetzen,

[16] Den Aufsatz der Weisung s. O. Lt. OHB 1848 : Nr. 881.
[17] Den Bericht s. O. Lt. Kossuth Polizei-Akten Nr. 145.

und in diesem Falle würde der Krieg auf das jenseitige Ufer der Donau versetzt werden.«

Wie es dem auch sei, einigte sich der Ausschuss darin, dass es nicht möglich sei, mit der Hauptarmee weiter vorzudringen. »Ihr müsstet irgendwo um Győr eine geeignete Stellung nehmen. Bei Komárom wird die Brücke unter der Festung binnen drei Tagen fertiggestellt werden, und auf dieser könnte ein Teil der Armee auf das jenseitige Ufer hinübergesetzt werden, falls es die Notwendigkeit verlangte. Falls aber Jellačić gegen euch zöge, müsstet ihr die Schlacht unter Győr versuchen, und dort so viel Kräfte konzentrieren,wie es nur möglich ist.«

Im weiteren bestätigt der Brief wiederum die Politik des Festhaltens an die Legalität :

»Der Reichstag wird die Treue an den Thron Seiner Majestät trotz aller Unbilligkeiten keinesfalls aufgeben, noch sich von der Monarchie lossagen. Was indessen als illegale Verordnung kommen sollte, gleich, in welcher Form, wird nicht angenommen werden. Versichere hiervon Móga und die übrigen Offiziere, die wir herzlichst grüssen.«[18]

Der letzte Satz weist unverkennbar auf den anderen Faktor hin : auf die von der kaiserlichen Armee übernommene,von ihren schwarz-gelben Gebundenheiten nicht loskommende Heerführung, die das rasche Handeln, das revolutionäre Vorgehen verhindert.

So verflaut endgültig der bei Pákozd gewonnene Aufschwung, infolge der Schwankung und Vorsichtigkeit der militärischen und politischen Führung, und die Unternehmung gegen Jellačić scheint schon endgültig zu kentern, als ein gewaltiges neues Ereignis ihr einen neuen Schwung erteilt und, sie aus ihren lokalen Beziehungen emporhebend,ihr eine—hinsichtlich der ganzen europäischen revolutionären Bewegung — ausschlaggebende Bedeutung verleiht : die Revolution bricht am 6. Oktober in Wien aus. Das Wiener Volk verhinderte im Zeichen der internationalen revolutionären Solidarität mit einem bewaffneten Aufstand die Abfahrt der Jellačić zur Hilfe bestimmten Truppen, und riss entgegen der, zum Mittel der Reaktion gewordenen Regierung, die Macht an sich. Von diesem entscheidend wichtigen Ereignis berichtete Pulszky als erster an Csányi ; Pulszky verliess Wien am Tage des Ausbruches der Revolution samt dem früheren Ministerpräsidenten Batthyány, und fuhr nach Sopron. Pulszky verwies in seinen Berichten an Csányi nach der Schilderung der Ereignisse darauf, dass es »nötig sei, Jellačić stark zu drängen, damit er aus dem Lande weiche«, dem gegen Wien ziehenden Jellačić gegenüber jedoch »sind wir dem Wiener Volk schuldig, Jellačić auf der Spur zu folgen, auch über die österreichische Grenze hinaus, bis zu den Mauern Wiens.«[19] Auch andere Berichte treffen ein, unter anderem der Brief des von Csányi nach Wien gesandten Abgeordneten

[18] S. O. Lt. Csányi-Akten Nr. 1274.

[19] Pulszkys Briefe über den Ausbruch der Wiener Revolution s. O. Lt. Kossuth Polizei-Akten Nr. 128. u. Csányi-Akten Nr. 1271.

Ede Barthos, der nach der Schilderung der Ereignisse ebenfalls den Wunsch äussert, »dass wir nicht auf die gebratene Taube warten, sondern sie selbst braten, dass wir nicht alles anderen, sondern auch uns selbst zu verdanken haben sollen ; meines Erachtens nach, müssten wir also den Kampf aufnehmen, so jedoch, dass wir den Feind auch schlagen... in Wien muss man jetzt erst recht agitieren und verhandeln : wir können indessen nur dann mit Erfolg verhandeln, wenn unsere Armee mitimponiert.«[20] Csányi sandte diese Berichte nach Pest weiter ; in seinem Begleitschreiben nannte er die Wiener Revolution das erfreulichste Begebnis hinsichtlich der ungarischen Sache, und bat den Ausschuss, dem Heerführer Moga einen konkreten Befehl zum Angriff zu erteilen.[21]

Der weitere Verlauf der Ereignisse war von diesem Tag an durch drei Faktoren bestimmt : durch die Wiener Revolution, die Rückkehr Kossuths nach Pest und das Manifest Ferdinands vom 3. Oktober, das den ungarischen Reichstag auflöste, und Jellačić zum bevollmächtigten Kommissar ernannte ; dieses Manifest wurde in Pest eben am Tage des Wiederkehrs von Kossuth, am 7. Oktober, bekannt. Die beiden ersten von diesen drei Faktoren waren berufen, den Operationen gegen Jellačić einen ausgesprochenen Schwung zu erteilen, der dritte rief hingegen eine schwer störende Wirkung hervor — nicht so sehr in Pest, wo es Kossuth gelang, diese Wirkung zu isolieren und in eine glühende Empörung zu verwandeln, — sondern in erster Linie in der Armee. Csányi schilderte diese Wirkung in seinem Briefe vom 6. Oktober : »Es erübrigt sich, jene unangenehme Überraschung zu schildern — schrieb er — die durch diesen neuen, unerwarteten Umstand in unserem von patriotischem Eifer erfüllten Busen hervorgerufen wurde. Es war also notwendig, über diesen neuen Umstand mit der Heerführung zu beraten... Heerführer Móga und sein Generalstab erklärten, dass es durch diesen Wandel der Dinge notwendig geworden sei, dass der Reichstag die politische Richtung der weiteren Kriegsoperation festsetze, der sich die Armee im weiteren fügen sollte ; bis dahin, solange dies nicht geschieht, zieht sich die Armee mit dem festen Entschluss nach Győr zurück, im Falle einer Begegnung mit dem Feinde, sich mit ihm, mit voller Entschiedenheit und Mut zu schlagen.«[22] In diesem seinem Entschluss war der Generalstab übrigens mit der früher erwähnten, am 7. Oktober geschriebenen Weisung Pázmándys überraschend einig.

Kossuth kehrte nach seiner erfolgreichen, jedoch sehr mühsamen Rundreise auf der Tiefebene am 7. Oktober, in schlechtem Gesundheitszustande nach Pest zurück. Hier harrte aber seiner nicht die Ruhe, sondern eine noch mehr gesteigerte Arbeit und kaum lösbare Probleme. Das eine von diesen gelang es ihm noch an demselben Tage zu lösen. In der Vormittagssitzung des Abgeordnetenhauses bewies er in einer grossen Rede, dass das Manifest vom 3. Oktober

[20] Barthos' Brief s. O. Lt. Csányi-Akten Nr. 1274.
[21] Csányis Brief s. O. Lt. OHB 1848 : Nr. 910.
[22] Csányis Brief s. O. Lt. Csányi-Akten Nr. 1271.

die Gesetze des Landes mit Füssen tritt, und schlug vor, dass der ungarische Reichstag diese schwere Verletzung der Gesetze in einer feierlichen Erklärung zurückweisen und den Feldmarschalleutnant Récsey, der das Manifest kontrasignierte, wegen Hochverrats anklagen soll. »Ich halte es für nötig — schloss Kossuth seine wirkungsvolle Rede — kalten Blutes zu erklären, dass dieses Schriftstück ersonnen ist und wenn es auch nicht wäre, der niederträchtigste Verrat ist. Deshalb wird sich der Reichstag auf eine solche Komödie hin nicht auflösen, er wird die Nation nicht im Stiche lassen, sondern erkennt es als seine Pflicht, zu erklären, dass jeder, der die Weisungen dieses Schriftstückes auch nur im geringsten zu befolgen wagt, ein Verräter ist, und mit ihm ein jeder so umgehen soll, wie mit einem Hochverräter.« Nach der Gutheissung des Antrags durch den Reichstag sprach Kossuth im Zusammenhange mit folgendem Satz des Manifestes auch über sich: »der Reichstag liess sich durch Kossuth und seine Anhänger zu grossen Gesetzwidrigkeiten verleiten.« Er schilderte die Geschichte der letzten Monate, trug vor, wie die Kamarilla die gesetzmässigen Bestrebungen des Reichstags zur Verteidigung des Vaterlandes behinderte, wie der König den aufrührerischen, aufständischen Jellačić gegen die in seiner Geduld unerschöpfbare ungarische Nation aufwiegelte, »und er wagt das Abgeordnetenhaus anzuklagen, dass es sich zu Gesetzwidrigkeiten verleiten liess«; schliesslich erklärte er: »wenn es auch hunderttausend Kossuth im Lande gäbe, und sie diese alle einzeln vernichten, zermalmen, oder gleich wie behandeln würden, würden sie sich vergebens damit ermutigen, dass sie die ungarische Nation dadurch zunichtemachen werden.« Zu der Abendsitzung des Abgeordnetenhauses ist das königliche Reskript schon in offizieller Form eingetroffen, zugleich legte aber auch Kossuth den Text des Beschlusses vor, den er tagsüber verfertigte, und in welchem der Reichstag, »da er den Tod der Nation mit frevlerischen Händen nicht unterzeichnen kann, die angebliche Verordnung sowohl mit Hinsicht auf ihren inneren Inhalt, als auch auf ihre äussere Form für gesetzwidrig, ungültig und nichtig« erklärte, den Behörden die Gehorsam gegenüber Jellačić verbot, und verordnete, den kontrasignierenden Récsey in den Anklagezustand zu versetzen. Der Reichstag nahm den Text des Beschlusses ohne Änderung an, und sandte auch gleich einen Ausschuss aus, um Récsey vorzuladen. Kossuth erklärte aber in seiner Schlussrede: »Wir haben eine einzige Aufgabe: vor allem, die Feinde des Landes zu vernichten, und während dieser Vernichtung, wie auch nachher, abzurechnen.«[23]

Somit war die dringendste Aufgabe gelöst: die Abgeordneten der Nation schlossen sich, von der, infolge der königlichen Verordnung entstandenen Bestürzung erholt, um Kossuth zusammen, und wählten anstatt der Ergebung, bon neuem den Selbstverteidigungskampf. Am folgenden Tage, am 8. Oktober, vrachte Kossuth, entsprechend der veränderten politischen Lage, die Festigung

[23] Kossuths Rede im Reichstag wurde zuerst im Amtsblatt der Regierung, im Közlöny veröffentlicht (10. Okt.).

der Exekutivgewalt in den Händen des Landesverteidigungsausschusses zustande,[24] und löste hierdurch eine weitere schwierige und dringende Aufgabe. Jetzt erst konnte er sich an die Klärung der wichtigsten und zugleich schwierigsten Frage wenden, nämlich die Frage der Kriegsoperation gegen Jellačić zur Entscheidung zu bringen. Seinem ersten diesbezüglichen Schritt, seiner Antwort vom 8. Oktober auf den Brief von Csányi vom 7. Oktober, ist die mangels der gehörigen Informiertheit bestehende Unentschlossenheit, sowie der von Pázmándy auf ihn ausgeübte Einfluss noch stark anzumerken. »Bezüglich der Bewegungen Ihrer Armee — schreibt er dem nach der Wiener Revolution um dringende, konkrete Anweisungen bittenden Csányi — kann der Landesverteidigungsausschuss von hier... keine entscheidenden Richtlinien, Weisungen für alle Einzelheiten der Bewegung geben, seine politischen Ansichten wird ihnen der morgen von hier abreisende Präsident des Abgeordnetenhauses, Herr Dénes Pázmándy, mitteilen.« Und nachdem er ihn auf eine Reihe von Möglichkeiten aufmerksam macht, die in den Bewegungen von Jellačić erfolgen können, setzt er fort: »Unter so zahlreichen Möglichkeiten ist es unmöglich, die Bewegungen von hier aus zu lenken, nur so viel ist als sicher zu bezeichnen, dass es die positivste Sicherung ist, wenn man sich mit der Wahrscheinlichkeit eines Sieges schlagen kann. Übrigens halten Sie auch den Umstand vor Augen, dass Wien uns gegenüber eine Sympathie zeigte.«[25] In der Sitzung des Abgeordnetenhauses an demselben Tage nahm jedoch Kossuth bereits im Zeichen der Solidarität der revolutionären Völker eine entschiedene Stellung für die Hilfeleistung Wien gegenüber. »Ich halte es für meine grosse Pflicht — sagte er — dass, wenn das Wiener Volk unsere Interessen mit so grossem Eifer fördert, auch wir darauf achten müssen, dass wenn zufällig auch ihnen etwas wegen der uns gegenüber gezeigten Sympathie zustösse, wir auch sie nicht im Stich lassen, und deshalb möglichst viel Kräfte dorthin, und dann vorwärts, bis Wien... Gehen wir, um unseren Freunden und Brüdern, dem Wiener Volk die Hand zu reichen, um sie vor der Gefahr zu schützen, in der sie sich infolge der uns gegenüber erwiesenen Sympathie befinden.« Das Abgeordnetenhaus stimmte dieser Stellungnahme Kossuths mit Begeisterung zu, und nahm auch seinen Vorschlag an, dass es »am heutigen Tage als Beschluss zu verkünden ist, dass das Abgeordnetenhaus, wie es mit der Kamarilla und mit Tendenzen, die die Freiheit der Völker zu unterdrücken bestrebt sind, keinen Kompromiss im Leben kennt, ebenso ist es bereit, die herzlichste Freundschaft dem österreichischen Volke gegenüber empfindend, als Nation der Nation gegenüber, die sich treffenden gemeinsamen Interessen

[24] Der Landesverteidigungsausschuss wurde nämlich Ende September nur zur Ergreifung der Massnahmen im Zusammenhang mit der Abwehr gegen Jellačić ins Leben gerufen. Inzwischen stellte es sich heraus, dass noch lange Zeit nicht die Rede von der Aufstellung eines Ministeriums sein kann, deshalb vertraute das Abgeordnetenhaus nach dem Vorschlag Kossuths alle Zweige der Regierung dem Ausschuss an.

[25] Das Konzept des Briefes s. O. Lt. OHB 1848: Nr. 910, seine Reinschrift Csányi-Akten Nr. 1271.

laut Gottes ewiger Gerechtigkeit auf befriedigende Weise auszugleichen.« Dem österreichischen Volk ist es kundzugeben — das war Kossuths Absicht — dass »wir nichts gegen das österreichische Volk haben ; wir sind Freunde und Geschwister, wir können die Angelegenheiten untereinander regeln, »und dann steht es sicher, dass jenes Volk, »welches verstand, dass die uns drohende Gefahr eine gemeinsame ist, als es der gegen uns rückenden Armee den Weg abschnitt,... auch dem Aufruf der Nation Glauben schenken wird... und wie wir ihnen helfen, so werden auch sie uns in der Erkämpfung des Sieges durch Ausrottung sämtlicher Verräter behilflich sein.«[26]

Wahrhaftig wäre das der richtige Weg, das richtige Verhalten dem Wiener Volke gegenüber gewesen, welches durch seine Märzrevolution einmal schon der Revolution des ungarischen Volkes zum Siege verhalf, und jetzt, unter kritischen Umständen, wieder die Waffen ergriff und sein Blut um die Erhaltung der bedrohten Errungenschaften der ungarischen Revolution opferte. Dies erwartete ja auch das Wiener Volk von den Ungarn, über dessen ungeduldiges Warten zahlreiche Berichte im ungarischen Lager und in Pest eintrafen, und auch Csányi drängte den Landesverteidigungsausschuss in demselben Sinne. Csányi teilte am 9. Oktober dem Ausschuss mit, dass die Armee an der Leitha angelangt ist, aber Móga »ohne eine bestimmte Verordnung des Hauses die Grenze unseres Landes nicht überschreiten wird, obwohl wir... nach den Wiener Ereignissen, unsere deutschen Freunde, die sich unserer Sache angenommen hatten, ohne die Verletzung unserer nationalen Ehre und der Ritterlichkeit nicht der Reaktion zum Opfer fallen lassen können.« »Deshalb halte ich für meine Pflicht — schrieb weiters Csányi — den Landesverteidigungsausschuss zu ersuchen, Herrn Feldmarschall Móga einen konkreten Befehl bezüglich der Aufgaben unserer Armee auszusenden.« Csányi griff bereits den aus Pest erwarteten Entscheidungen vor : er sandte den Abgeordneten Luzsénszky und den Major Miklós Perczel nach Wien, »um mit unseren dortigen Freunden im voraus zu verhandeln und sich zu erkundigen, was wir von unseren deutschen Freunden erhoffen könnten.« Csányi machte ferner den Landesverteidigungsausschuss aufmerksam, dass, sofern sich der Reichstag für die Hilfeleistung gegenüber Wien entscheidet, es den Wienern anzukündigen sei, »dass wir als Hilfe leistende und erwidernde Freunde in ihrem Lande erscheinen, von wo wir uns nach der entsprechenden Erledigung der Sachen, in unserem gemeinsamen Interesse sofort entfernen werden.« »Unsere Armee ist ermüdet — schloss Csányi — aber immerfort begeistert. Wir ersehnen aus Pest und Szőny die Vermehrung unserer Kräfte, was wir auf österreichischem Boden benötigen werden, denn wir müssen überall, besonders aber dort, die Ehre der ungarischen Waffen beweisen.«[27]

Die Armee war also trotz ihrer Müdigkeit begeistert, und auch zahlreiche andere Umstände sprachen dafür, dass die einmal schon verpasste Gelegenheit zur

[26] Kossuths Rede vom 8. Oktober s. im Közlöny vom 10. Oktober.
[27] Csányis Brief vom 9. Oktober s. O. Lt. OHB 1848 : Nr. 1575.

Vernichtung Jellačić, infolge der besonderen Gunst des Schicksals von neuem wiederkehrte. Der demoralisierte Feind, in seinem Rücken mit dem revolutionären Wien, die mit der Revolution sympathisierende und gegen die Ungarn zu kämpfen unwillige österreichische Armee, die verwirrte, ratlose Kamarilla, alle diese Faktoren zusammen konnten eine ernste Hoffnung auf den Erfolg der begeisterten ungarischen Armee bieten. Zu alldem gesellte es sich, dass die politische Leitung in Kossuths Hände überging, der energisch daran arbeitete, auch die politischen Vorbedingungen der militärischen Operationen herbeizuschaffen. Die rasche Handlung blieb jedoch trotz alledem aus. Kossuths Anstrengungen in Pest begannen von den Wankelmütigen abgebremst zu werden, die auch nach dem 8. Oktober, als Pázmándy ins Lager abreiste, noch über so viel Kraft verfügten, was dazu nötig war, um Kossuth anstatt der revolutionären Handlung auf den Weg der »Legalität« zurückzuschleppen. Pál Nyáry, Stellvertreter Kossuths im Landesverteidigungsausschuss hielt sich ja noch immer in Pest auf, der sich schon Anfang Oktober, zur zeit Kossuths erfolgreicher Werbereise mit folgender Begründung zum Ausgleich neigte: »wir können bis zum Frühling 200 000 Soldaten stellen, können unsere Unabhängigkeit von Österreich erkämpfen, können sie jedoch nicht behalten, denn wir werden aufgezehrt durch die Haltung so vieler Soldaten.«[28]

Kossuths Entschlossenheit war auch durch die aus Wien eintreffenden Berichte gestört, die gleichzeitig, als sie über das ungeduldige Warten des Wiener Volkes sprachen, vor der Ausführung des entscheidenden Schrittes die Befragung des österreichischen Reichstags anrieten, so z. B. der Brief des Ede Barthos vom 9. Oktober:

»Gerade jetzt, als ich in der Aula bin, traf der Bericht ein, dass Jellačić in Bruck ankam und von dort nach Wien kommen wird. Es ist also natürlich, dass die Aula und die Arbeiter jetzt überall hin- und herlaufen und die Stadt noch mehr befestigen, denn auch das beim Belvedere lagernde Militär murrt: wir werden wahrscheinlich hier aufgehalten werden, aber ich entschloss mich, von hier nicht fortzugehen, solange ich keine bestimmte Richtung erfahre, auf die wir unsere Kombination und Handlungen basieren können, bis dahin unterrichte ich euch über folgendes:«

Nach ausführlicher Schilderung der Lage in Wien und Ausführungen über die zu erwartenden politischen Folgen setzt Barthos fort:

»Gerade jetzt kommt unser Mann von der Brucker Eisenbahn zurück und meldet, dass die Vortruppen des Jellačić gestern tatsächlich in Bruck, sein Hauptlager in der Ebene von Parendorf waren, und dass es in Bruck verfügt worden sei, dass Jellačić heute, oder in der Nacht auf der Eisenbahn nach Wien

[28] József Irinyi schreibt an Kossuth am 3. Oktober, dass sich Nyáry in der Sitzung des Landesverteidigungsausschusses so äusserte. (Den Brief s. bei E. Waldapfel: A forradalom és szabadságharc levelestára (Privatbriefe der Revolution und des Freiheitskrieges), Budapest, 1952. Bd. II. S. 156).

kommt ; Wien ist also in einer Lage, in welcher wir trotz all unserer schlechten Situationen niemals waren. Nach Kombination kann ich sagen, dass Wien mit Jellačić um sich herum, von etwa 50 000 Mann umschlossen sein wird. In Wien selbst ist die Mehrheit liberal, es gibt jedoch einen grossen Teil, der um jeden Preis den Frieden wünscht, und deshalb zu den Schwarzgelben hält.

Der Wunsch der Wiener ist, dass die ungarische Armee, um ihnen Hilfe zu leisten, Jellačić auf den Spuren folge : das ist meines Erachtens nach nur möglich, wenn uns die Kammer dazu auffordert, und wenn unsere Kraft von anderer Seite nicht für die Erhaltung unser selbst in Anspruch genommen wird.«[29]

Eine ähnliche Ansicht widerspiegelt und eine noch grössere Vorsicht empfiehlt der Brief des Referendars des Wiener ungarischen Ministeriums, István Wargha, ebenfalls vom 9. Oktober, an Csányi :

»Sie kennen die Wiener Ereignisse vom 6. Oktober. Das Volk brach mit entschiedener Offenheit den ersten Angriff der Reaktion, die eine scharfe Waffe gegen das ungarische Vaterland ergriff. Es offenbarte sich ein freundliches Gefühl der ungarischen Sache, und ein offenes Auftreten Jellačić gegenüber. Latour wurde vom Volk totgeschlagen und zur Schande gehenkt, das im Interesse der Reaktion die Waffen ergreifende und Kanonen abfeuernde Militär geschlagen. Der Kaiser wurde vom österreichischen Reichstag genötigt, das attentäterische Manifest vom 3. Oktober zurückzuziehen. Und so kann die Lage des Jellačić für sorgenvoll, die unserige für vorteilhaft gehalten werden.

Ich nahm gestern auf Grund dieser günstigen Geschehnisse aktive Fühlung mit den Männern des Volkes, und äusserte den Wunsch, dass es der Reichstag als Beschluss verkünde, dass »wenn das ungarische Heer Jellačić, das Werkzeug der Reaktion, diesen Rebellen, der gegen die Verfassungsmässigkeit und gegen die Freiheit aufstand, und somit unseren gemeinsamen Feind verfolgend, die österreichische Grenze eventuell überschreiten würde, diese Tatsache nicht als eine Verletzung des Volksrechtes angesehen werde.«

Und hören Sie nur zu, ich vernahm als feste Antwort und allgemeine Ansicht, dass »der österreichische Reichstag einen Grenzüberschritt in diesem Falle unbedingt als einen Einfall ansehen würde.«

Die Minuten sind teuer, ich kann Ihnen die ungeschickte Motivierung der Betreffenden nicht vorführen, sondern bitte Sie nur, diese, obwohl falsche, jedoch feste Ansicht als Richtlinie zu nehmen, und sich vor Komplikationen zu hüten, die aus deren Nichtbeachtung hervorgehen würden.

Falls Jellačić österreichischen Boden betritt, soll unsere Armee Halt machen. Hier glauben die Männer des Volkes, von denen ich diese mir unerwartete Äusserung vernahm, dass sich Jellačić, sobald er österreichischen Boden betritt,

[29] Den Brief richtete Barthos an Pázmándy, da jedoch dieser damals bereits unterwegs nach dem Lager war, öffnete ihn Kossuth und sandte seine Abschrift an Csányi. Die Abschrift s. O. Lt. ungeordnetes Material von 1848/49, Csányi-Akten.

sofort dem österreichischen Reichstag und der jetzt liberal gewordenen Regierung unterwirft : im entgegengesetzten Falle fühlen sie, — sollten sich Jellačić noch so grosse militärische Kräfte anschliessen, da der grösste Teil der Soldaten auf der Seite des Volkes kämpfen würde, und da der Landsturm binnen zweimal 24 Stunden allgemein ist, — genügende Kraft in sich, Jellačić zu vernichten, und wenn es doch nötig wäre, würden sie schon die ungarische Armee zu Hilfe aufrufen.

So steht also die Sache.

Ich bitte Sie um das Wohl des Vaterlandes, sich vor Verwicklungen zu hüten, und nicht den Fehler zu begehen, zu glauben, dass die freundschaftlichen Gefühle des Wiener Volkes für uns, zugleich die freundschaftlichen Gefühle des ganzen österreichischen Volkes bedeuten.«[30]

Es ist selbstverständlich, dass die ungarischen Heerführer, die in dem inzwischen eingetroffenen Pázmándy eine gute Unterstützung fanden, die Verfolgung des Jellačić nicht besonders drängten, und dass sie auch die Berichte, die dem des Wargha ähnlich waren, zur Begründung ihrer vorsichtigen Taktik benutzten. Es kam noch dazu, dass am 10. Oktober eine ausweichende Antwort auf den diplomatischen Schritt eintraf, mit welchem der Landesverteidigungsausschuss die Wiener Regierung am 6. Oktober zum Vorgehen gegen Jellačić zu bewegen versuchte. Die Antwort wurde von Staatsrat György Bartal nach Pest expediert. Sie enthielt, dass das österreichische Ministerium erfuhr, dass Jellačić mit seiner Armee bei Bruck eintraf, und seine Vorposten gerade im Aufbrechen sind, die österreichische Grenze zu überschreiten. Da indessen in jener Gegend keine militärischen Kräfte dem österreichischen Ministerium unterstehen, mit Hilfe welcher entweder das Herüberkommen verhindert, noch im Falle der Herüberkunft die Entwaffnung ausgeführt werden könnte, blieb in diesem Augenblick nichts weiter übrig, als ein Mitglied des österreichischen Reichstags zu Jellačić zu senden, der diesem den Beschluss Seiner Majestät persönlich überreiche, in dem über die Aufstellung eines neuen und volkstümlichen Ministeriums verfügt, sowie die Ausgleichung der verwickelten Verhältnisse diesem letzteren als Pflicht auferlegt wurde.[31]

So äusserte sich die offizielle Wiener Regierung ; das Wiener Volk sagte jedoch etwas anderes : die Wiener demokratischen Vereine, die Vertreter des revolutionären Volkes, richteten am 10. Oktober eine Proklamation an das ungarische Volk, die die Aufopferung des Wiener Volkes am 6. Oktober mit erschütternden Worten schilderte, und die ungarische Armee im Namen der Freiheit, der beiden Vaterländer, aufrief, »ohne jede Verzögerung, ohne Hinsicht auf den erheuchelten Vorwand der Bezitzstörung, der in solchen grossen Momenten kindisch und unartig ist«, die österreichische Grenze zu überschreiten und

[30] Eine zeitgenössische Abschrift des Briefes s. Hadtört. Lt. (Ung. Kriegsarchiv) gemischtes Material aus 1848/49, 1848 : 10 : 12.

[31] S. O. Lt. OHB 1848 : Nr. 881.

somit das österreichische und das ungarische Volk zu retten.[32] Auch Csányi schrieb einen weiteren Brief, noch am 9. Oktober; in diesem äusserte er, dass falls Jellačić seinen Weg nach Wien nehmen würde, »dürfen wir nicht zurückschrecken, wir müssen ihn nach Wien verfolgen, sonst würden wir unsere Wiener Freunde kompromittieren.« »Es ist eine seelenerhebende Erfahrung — schrieb er im weiteren — als wir sehen, dass die Legionen der Jugend sich so treulich unserer Sache annehmen, dashalb dürfen wir sie und die ganze demokratische Partei nicht kompromittieren, und so ist es unsere Pflicht, Jellačić auch nach Wien zu folgen, ihm überallhin zu folgen.« Er bat Kossuth, einen konkreten Befehl an Móga über den Grenzübertritt auszusenden.[33]

Csányis Bericht vom 9. Oktober erhaltend, beschloss sich Kossuth zum Handeln, und reichte in der Nachmittagssitzung des Abgeordnetenhauses am 10. Oktober einen Beschlussantrag ein, bezüglich der sofortigen Hilfeleistung für das Wiener Volk. Er sagte: »nachdem das begeisterte Wiener Volk die Anschliessung der Truppen, die zur Stärkung der gegen uns tätigen rebellischen Armee hätten dienen sollen, an Jellačić mit einer so heldenhaften Tapferkeit verhinderte, wäre es seitens der ungarischen Nation die feigste Undankbarkeit, die Bewegungen ihrer eigenen Armee so zu richten, dass, als der Feind von unserer tapferen Armee verfolgt, die früher uns drohende Gefahr nun dem österreichischen Volk auferlegt, wir dann jenes Volk im Stich liessen, und ihnen nicht helfen würden, durch Vernichtung des gemeinsamen Feindes der Gefahr zu entkommen, die sie wegen uns auf sich nahmen.« Er hielt jedoch die Erlassung eines Manifestes für nötig, in welchem das Abgeordnetenhaus das österreichische Volk beruhigt, dass die ungarische Armee die österreichische Grenze ohne jede feindliche Absicht übertreten, und nach Erledigung ihrer Aufgabe aus Österreich fortziehen wird. Und, um weiteren Zeitverlust zu vermeiden, las er sogleich das vorher abgefasste Manifest vor, welches an den österreichischen Reichstag gerichtet war und die Begebenheiten schilderte, die zur jetzigen Lage führten. Das Manifest kündigte ferner an, dass die ungarische Armee die Grenze übertreten wird, und gab die vorhererwähnten Garantien. Das Manifest wurde, sobald als es vom Hause angenommen war, in einer Abschrift der Armee zugesandt, damit die Kriegsoperationen, seinem Inhalt gemäss, sofort begonnen werden können.[34] Kossuth setzte in seinem Begleitschreiben auseinander, dass der Beweggrund des Beschlusses ist, »falls Jellačić die österreichische Grenze übertritt, es unsererseits die feigste Undankbarkeit gegen das österreichische Volk

[32] Die Proklamation, die in Pest auch in Plakatform erschienen war, s. bei D. Pap: Okmánytár Magyarország függetlenségi harcának történetéhez (Archiv zur Geschichte des Unabhängigkeitskrieges von Ungarn). Budapest, 1868, Bd. II. S. 129.

[33] Den Brief Csányis vom 9. Oktober s. O. Lt. Kossuth Polizei-Akten Nr. 165.

[34] Kossuths Rede vom 10. Oktober wurde im Közlöny, in der Nummer vom 12. Oktober veröffentlicht. Das Manifest des ungarischen Reichstags, das in Wien auf Plakaten veröffentlicht wurde, s. u. a. bei C. Grüner: Die Geschichte der October-Revolution in Wien, ihre Ursachen und nächsten Folgen. Leipzig 1849, S. 50. f.

wäre, ihm nicht nachzudringen, und unsere eigene Gefahr, ohne zur Hilfe zu eilen, auf das tapfere Wiener Volk übergehen zu lassen.« demzufolge »wird es Ihnen im Namen der Nation aufs strengste vorgeschrieben und verordnet, dass Sie die Armee des Jellačić, gleich welchen Weg sie einschlägt, namentlich auch nach Österreich, — im Sinne des Beschlusses der Abgeordneten der Nation — verfolgen, drängen, und dass Sie nicht ruhen, solange Sie sie nicht vernichtet haben.« Er mahnte den Oberfeldherrn auf die Disziplin, auf die Schonung des österreichischen Volkes, und wiederholte : »Also vorwärts nach Jellačić, gleich, wohin er sich wendet. Die Nation erwartet, dass die Verordnung ohne Zweifeln, rasch und energisch befolgt werde.«[35]

Die Entscheidung wurde also gefällt, in der Ausführung zeigten sich jedoch Fehler. Móga meldete zwar nach Erhaltung der Verordnung unwillig, dass er sich den politischen Gesichtspunkten unterordnet, und »die Armee die österreichische Grenze übertreten und ihr möglichstes tun wird, sollte ihm auch die ganze österreichische Armee gegenüberstehen,«[36] aus seinem Briefe klang jedoch schon die Besorgnis heraus, die die inneren Kräfte des Offizierskorps der Armee bereits seit dem Siege bei Pákozd zehrte, dass nämlich Jellačić eines schönen Tages seine Larve ablegen, und als Vollzieher der Befehle des Kaisers, mit kaiserlichen Truppen vereinigt, der ungarischen Armee entgegenstehen würde. Es war nämlich allgemein bekannt, dass Feldmarschalleutnant Auersperg unterhalb Wiens, am linken Ufer der Donau mit einer Armee von 10 000 Mann steht, und es war nicht zu bezweifeln, dass die Kamarilla, sobald sie zu Besinnung kommt, auch von diesen Kräften Gebrauch machen wird. Dieser Gesichtspunkt sprach jedoch eher für die schnelle Handlung, zu dieser bestand aber unter den gegebenen Verhältnissen keine Möglichkeit. Gleichzeitig mit dem Beschluss des Reichstags kam nämlich Pázmándy im Lager an, und somit nahm jene Verzögerung von vierzehn Tagen ihren Anfang, während welcher sich die Aussichten auf erfolgreiche angreifende Kriegsoperationen von Tag zu Tag verminderten, bis schliesslich die mit schönsten Hoffnungen begonnene Unternehmung in einem völligen Fiasko endigte. Kaum war nämlich Pázmándy angekommen, erhielten in der Kriegsführung diejenigen die Mehrheit, die einem Erfolg des Angriffes nicht zutrauten, und ihn für den sicheren Untergang hielten. Bei der damaligen Zusammensetzung des Offizierskorps war das kein Wunder, die verräterischen Offiziere verlautbarten aber ihre Ansichten offen, und waren bestrebt, die begeisterte Stimmung der Mannschaft, der Nationalgardisten und Landstürmer zu verderben. Csányi benachrichtigte Kossuth über die so entstandene Meinung noch am 11. Oktober durch einen Kurier,[37]

[35] Kossuths Begleitschreiben s. O. Lt. Csányi-Akten, Nr. 1271.

[36] Eine zeitgenössische Abschrift des deutschsprachigen Briefes von Móga s. O. Lt. Kossuth-Archiv Fasc. 495.

[37] Dieser Bericht von Csányi ist leider nicht bekannt, auf seinen Inhalt kann aus Kossuths Antwort gefolgert werden.

dessen entschlossene Haltung durch die Stellungnahme des Offizierskorps erschüttert wurde ; in seiner Antwort vom 12. Oktober wirft er das erstemal den Gesichtspunkt auf, der später eine dauernde Rechtfertigung derjenigen blieb, die anstatt des Risikos der Handlung lieber der Politik des Abwartens gefolgt hätten. »Der Landesverteidigungsausschuss — schrieb Kossuth in seiner Antwort — stimmt umsomehr den Ansichten des Präsidenten des Abgeordnetenhauses, Herrn Dénes Pázmándy bei, da auch der Beschluss des Reichstags nicht im geringsten so zu deuten ist, dass die ungarische Armee der Gefahr der offensichtlichen Vernichtung ausgesetzt sei, er ist im Gegenteil so zu verstehen, dass er eher die politische Frage entscheidet, dass im Falle, wenn auf die Sympathie und Unterstützung des österreichischen Volkes mit Sicherheit gerechnet werden kann, unsere Armee nicht durch die blosse politische Frage des Übertrittes der Landesgrenze davon abhalte, dass sie zur Vernichtung der Armee des Rebellen weiter vordringe.« Aus Pest könne man keine strategischen Verfügungen senden — sagte Kossuth — und deshalb müsse man die an Ort und Stelle sich zeigenden Umstände in Betracht ziehen.[38]

Diese von Zurückstutzen zeugende Meinung Kossuths war im Lager noch nicht eingetroffen, als es durch die Verordnung des Reichstags und die Energie Csányis erreicht wurde, dass sich der Generalstab doch für den Angriff entschied. Csányi benachrichtigte hierüber Kossuth am 12. Oktober, und begründete in seinem Briefe glänzend, dass wir einesteils dadurch, dass wir Wien helfen, uns selbst helfen, andererseits, dass die Hilfe sofort erfolgen muss, denn ein jeder Tag der Verzögerung verringert die Aussichten auf Erfolg. »Die entschiedene Verordnung des Hauses — schrieb Csányi am Morgen des 12. Oktober — lässt unser Lager aufbrechen und wir werden heute noch in Bruck eintreffen.«

»Nach allen Berichten erwarten uns die Wiener sehnsüchtig, die ohne uns, bestimmt in den Strom des Absolutismus gerissen würden. Diesen unter./. beigelegten Brief von Warʒha erhielt ich gestern, er sandte ihn nach Sopron, dort kam er zu spät an.[39] Bevor ich diesen erhielt, sandte er einen Kurier zu mir, und liess durch diesen berichten, dass uns am gestrigen Tage entweder der Reichstag, oder der Gemeindeausschuss einladen würde. Dies erfolgte jedoch nicht. Dessen Ursache ist, wie es mein aus Wien zurückgekommener Freund Luzsénszky sagte, die Furcht des Reichstags, der es nicht wagt, Jellačić als Feind zu bezeichnen, aber Krauss lässt uns auch durch Luzsénszky bitten, ebenso bittet uns der Zentralausschuss, die Aula, und alle Menschen in Wien, wären wir schon dort, denn die Lebensmittel beginnen schon knapp zu werden. Wenn die Einfuhr nach Wiens Umschliessung abbrechen wird, so wird uns wieder die Last der Verzögerung bedrücken.

[38] Konzept des Briefes s. O. Lt. OHB 1848: Nr. 998, die Reinschrift Csányi-Akten Nr. 1271.

[39] Es ist vom Brief Warghas vom 9. Oktober die Rede, s. oben, S. 339. f.

Unsere Gesandten sind fort, nach ihrer Rückkehr werden wir aus Bruck weiter vordringen, nach meiner persönlichen Meinung ist es nötig, den Kampf je früher ernsthaft zu beginnen, denn je später es geschieht, desto schwieriger wird es sein, denn wer weiss, ob nicht auch Windischgrätz Zeit zum Erscheinen haben wird?

Unser Feldherr hält unsere Kräfte für gering dazu, dass wir uns mit dem, mit Österreichs Kräften vereinten Jellačić erfolgreich schlagen können. Wir fragen aber, wenn Jellačić Wien besiegen und nachher mit Österreichs vereinten Kräften uns angreifen wird, ob wir dann mit Vernunft hoffen können, dass wir dann für uns allein belassen, mit mehr Wahrscheinlichkeit eines Erfolgs ihm gegenüber bestehen werden können, als jetzt, von den Wienern unterstützt? Dazu ist nichts weiter, als reine Vernunft nötig, einzusehen, dazu gesellt sich der Umstand, dass als nach Wiens Niederlage der Kampf mit uns begonnen werden wird, wir von unserer schlecht bekleideten Armee im November- und Dezemberwetter nicht mehr so gut Gebrauch machen werden können, wie jetzt. Schon jetzt entfernte sich die Truppe von Pilis, zog das unbekleidete Bataillon von Zala fort, die Soldaten aus Cegléd gedenken fortzuziehen, ausserdem, wenn die Wiener ohne unsere Hilfe eine Niederlage erleiden, geben wir der ganzen zivilisierten Welt einen gehörigen Grund zu unserer Verachtung, wenn aber die Wiener rechtzeitig, also im Einverständnis mit uns kämpfen werden, so werden wir siegen ; wenn wir jedoch in Österreich nicht siegen, so wird uns nur geschehen, was einige Wochen später zweifellos ohnehin geschehen würde, mit dem Unterschied, dass bei einer Niederlage in Österreich, die Ehre der Nation noch erhalten bleibt, sonst aber auch diese verloren ginge, aber, wie ich sage, mit österreichischer Beihilfe dürfen wir eine begründete Hoffnung auf den Sieg hegen, da der Wiener Aufstand mindestens auf 80 000 Mann anzusetzen ist.«[40]

Vor dem Aufbruch traten aber jene Kräfte wiederum in Tätigkeit, die im Offizierskorps und in der politischen Leitung der Armee gegen einen angreifenden Auftritt arbeiteten. Csányis Bericht über den, vor dem Aufbruch abgehaltenen Kriegsrat, widerspiegelt gut die in der Leitung der Armee herrschende unsichere, zu Kompromissen neigende Haltung :

»Wir kommen eben aus dem Kriegsrat, in den Herr Heerführer Móga, sämtliche Truppenkommandanten einlud, bevor wir durch die Leitha setzen würden ; es sind auch andere Offiziere in grosser Anzahl erschienen. Feldmarschall Móga erklärte, er werde die Verordnung des Landtags vollführen, sagt jedoch aus, dass kein Erfolg unseres Kampfes zu erhoffen sei, er glaube sogar, dass Jellačić, mit dem österreichischen Militär vereint, unsere Armee vernichten, und somit das Vaterland seiner Stütze berauben werde. Feldmajor Kohlman trug vor, er könne bis in die Nähe Wiens keinen, zur Schlacht geeigneten Ort bezeichnen, und dass Jellačić bestimmt gegen uns ziehe, um die vor uns

[40] S. Hadtört. Lt. (Kriegsarchiv) gemischte Akten aus 1848/49, 1848 : 10 : 15.

liegenden zwei Pässe zu benutzen. Er trug vor, dass unser Rückzug auf diesem Gebiet nicht geschehen könne, diesen müssten wir um Pozsony sichern, deshalb sei es nötig, Hainburg je früher zu nehmen. Auf diese Vorträge schien die Beratung sich so zu gestalten, als ob die Rede noch immer von der Frage wäre, ob man Wien zur Hilfe eilen könne und müsse ; da wir jedoch mehrere die Frage aufwarfen, ob es jemand logisch glaube, glauben dürfe, dass wir, im Falle einer, durch das österreichische Militär und Jellačić erzwungenen Niederlage jetzt, als wir die Aussicht haben, uns mit einer grossen Kraft Wiens zu vereinigen, besiegt werden würden, später derselben Kraft, oder im Falle eines Erscheinens des Windischgrätz, einer noch grösseren Kraft gegenüber standhalten werden können? — wurde die Überfahrt, mit umso grösserem Frohsinn beschlossen, da alle von der Überzeugung durchdrungen waren, dass auch im Falle unserer Niederlage dasjenige erhalten bleibt, was sowohl für den einzelnen, als für die Nation der teuerste Schatz ist — die Ehre, — falls wir jedoch später die billige, gerechte Hilfe unseren Wiener Freunden, die für unsere Sache ihr Leben und Blut opferten, verweigern würden, würde unsere Niederlage zugleich auch den Verlust unserer Ehre bedeuten. Es gab welche aus dem Wasa-Regiment, die sich nicht für berechtigt hielten, ausserhalb der Grenzen gegen österreichisches Militär, das sie mit der Dynastie identifizierten, zu kämpfen, auch diese wurden aber durch den Vorschlag des Präsidenten, Herrn Pázmándy beruhigt, laut dessen es beschlossen wurde, an Auersperg zu schreiben, ihm zu erklären, dass wir den Krieg nicht gegen Wien, nicht gegen den König, nicht gegen die österreichische Armee führen, im Gegenteil, in ihrem Interesse.[41] So wurde beschlossen, Jellačić zu verfolgen und den österreichischen Boden zu betreten.

Demgemäss wird unsere Vorhut, vom Major Iványka geführt, heute noch nach Bruck ziehen, dessen mir zugesandte Bürger uns von einem freundschaftlichen Empfang versicherten. Unsere Zukunft ist in Gottes Händen, wir sind jedoch tatsächlich so weit gekommen, wie weit wir bisher noch nicht waren; wenn wir auch alles verlieren, haben wir unsere Ehre und dadurch die Achtung vor dem freisinnigen Teil der Welt bewahrt, und dies ist mindestens die Garantie für unser späteres Emporkommen, aber die zusammenwirkende Wiener Hilfe verspricht auch den Sieg, und so besteht unwiderleglich die Wahrheit : wenn wir siegen können, ist es nur so und nur jetzt möglich.«[42]

Es kann kaum bezweifelt werden, dass die Beweisführung für den Angriff von Csányi stammte. Der Erfolg blieb jedoch nicht andauernd : der Angriff wurde auch so um einen Tag aufgeschoben, und am anderen Tage, am 13. Oktober, versuchten die Gegner des aktiven Auftrittes ihrem Standpunkt von neuem Geltung zu verschaffen, und diesmal geschah dies schon mit Erfolg. Über die

[41] Tatsächlich wurde ein Brief ähnlichen Inhalts an Auersperg gesandt ; Konzept s. O. Lt. ungeordnetes Material von 1848/49, Csányi-Akten.

[42] O. Lt. Kossuth Polizei-Akten Nr. 190.

Ereignisse berichteten Pázmándy, Csányi und die im Lager weilenden Regierungskommissare folgendermassen an Kossuth:

»Als wir gestern hier in Parndorf anlangten, wurde ein Kriegsrat abgehalten, in dem, obwohl nicht ohne jeden Widerspruch, beschlossen wurde, dass die Armee im Sinne des Beschlusses vom Abgeordnetenhause heute die Leitha überfahren und nach Österreich eindringen wird; zugleich richtete Herr Führer Móga an Grafen Auersperg eine Note, in welcher dieser aufgerufen wurde, sich als Heerführer der österreichischen Armeen, im Kampf zwischen uns und der Armee des Jellačić, neutral zu verhalten.

Heute früh war also die Armee im Begriff aufzubrechen, als infolge grösserer Aufwiegelungen die Kommandanten mehrerer Bataillons zuerst bei Herrn Führer Móga, dann auch bei uns erschienen und erklärten, dass ihre Offiziere und auch ein Teil der Nationalgardisten sich weigern, Ungarns Grenzen zu überschreiten. Als wir sahen, in welcher Lage die vor einigen Tagen noch so begeisterte Armee ist, hielten wir im Interesse unseres Vaterlandes für ratsamer, das Weiterdringen aufzuschieben, umsomehr, da wir von unseren aus Wien zurückgekehrten Gesandten erfuhren, dass die ansehnlicheren Mitglieder des Wiener Reichstags sowohl den Beschluss unseres Reichstags, der unserer Armee die Hilfeleistung an Wien vorschrieb, als auch unseren, an sie gerichteten Aufruf ähnlichen Inhalts ziemlich kalt entgegennahmen. Das Wiener Volk war zwar zur Verteidigung seiner Strassen gut gerüstet, aber für den Fall, wenn Jellačić und Auerspergs vereinigte Truppen einige Tagemärsche von Wien uns entgegenkämen, wurde uns dazu wenig Hoffnung geboten, dass sie seitens Wiens auf offenem Felde von hinten angegriffen werden würden.

Wien kann sich, wie gesagt wird, noch längere Zeit halten, und nach unserer Meinung wird der Plan des Eindringens nach Österreich nach der Stärkung und nach einiger Erholung unserer Armee, mit wiedererwachter Begeisterung und falls unsere Hilfe begehrt wird, — indem die von uns ausgeführten Gründe bestehen, — ausführbar sein.

Derzeitig können wir also nichts anderes tun, als das Blutvergiessen in Österreich aufzugeben. Wir müssen indessen erklären, dass das Vaterland unter schweren Umständen auf unsere Armee in ihrer derzeitigen Struktur nicht rechnen kann. Die Reorganisation der ganzen Armee ist unbedingt notwendig. Ungarische Fahnen, Farben, Abzeichen, Mützenrosen sind nicht weiter aufzuschieben. Wir ersuchen also den Ausschuss, diese uns in der nötigen Menge baldigst zuzusenden, mit einem festen Beschluss des Hauses, laut dessen die Offiziere durch uns aufzurufen sein sollen, dass sie dem Hause, seinen Beschlüssen unbedingt zu folgen haben, und dass alle, die sich dazu nicht verpflichten wollten, aus dem Dienste zu entlassen seien.«[43]

[43] Den Bericht s. O. Lt. OHB 1848: Nr. 1072.

Wie wenig der mit der Wiener Unterstützung verbundene Pessimismus begründet war, dafür gibt es eben vom 12. Oktober Beweise. Es ist möglich, dass diese am 13. Oktober im ungarischen Lager noch nicht bekannt waren, aber es ist kaum zu glauben, dass Pázmándy und die Seinigen aus anderen Quellen von obigen ganz abweichende Nachrichten erhalten hätten. Die eine derartige Mitteilung ist der Brief des István Wargha an Pál Nyáry nach Pest :

»Der gestrige Tag zog sich wie schweres Elend über die in unbeschreiblicher Erregung und Bedrückung befindliche Bevölkerung hinweg. Der Reichstag war auf keine Weise zu überreden, dass die ungarische Nation der Stadt zur Hilfe hereingerufen werde, nicht einmal zur Fassung des Beschlusses, dass die Grenzüberschreitung der ungarischen Armee in diesem Falle nicht als Besitzstörung angesehen werden solle. Der Reichstag bevollmächtige den Gemeindeausschuss zum Treffen aller Kriegsmassnahmen und nahm dessen Verfügungen schon im voraus an, antwortete sogar bejahend auf die Frage des bevollmächtigten Ausschusses, ob die Ungarn zur Hilfe zu rufen seien. Trotzdem traf er keinerlei konkrete Massnahmen. Abends um 9 Uhr erschien das beigeschlossene Plakat:«

[Auf dem Plakat verkündete der Ausschuss des Reichstags, dass er den ungarischen Truppen den Grenzüberschritt nicht verbat, und teilte dem Volke Wiens mit, dass die Beratungen über das Jellačić gegenüber zu bewahrende Verhalten im Gange seien.[44]] Die Fortsetzung des Briefes lautet :

»Bis heute Mittag 12 Uhr dauert noch die Geduld an.

Heute morgen kam József Irinyi mit der Nachricht über den Beschluss der Hauses an, dass die ungarische Armee den Befehl erhalten habe Jellačić auch diesseits der österreichischen Grenze zu verfolgen. Diese Nachricht belebte auch die zaghaften Gemüter, und vermehrte die Energie der starken, so, dass hier die Operation gegen Jellačić und Auersperg, die sich heute früh tatsächlich vereinigten, schon so geführt wird, dass, sobald es durch die aufzustellenden Vorposten gemeldet werden wird, dass die Ungarn angreifen, von hier alle, zur Verteidigung der Stadt nicht nötigen und somit disponiblen Kräfte gegen Jellačić und Auersperg ziehen, um den Feind hiermit von zwei Seiten anzugreifen.

Die Ankunft der Ungarn zur Hilfe verleiht allen Armen neue Kräfte. Wenn jedoch der Schritt schon getan wird, welchen ich meiner persönlichen Meinung nach für ein Risiko halte, soll er je früher getan werden, solange keine grösseren Kräfte ankommen. Und sobald Wien von Jellačić und Auersperg befreit wird, sollen unsere Truppen sofort heimkehren.

Auerspergs Erklärung, die er dem Hause gegen heute Mittag zusandte, wird schon überall verbreitet, dass, wenn die Ungarn die österreichische Grenze überschritten haben, er als österreichischer Soldat sich genötigt fühle, sich — zum Zwecke der Zurückdrängung jener — mit Jellačić zu vereinigen. Aber

[44] Der Text des Plakats mitgeteilt bei D. Pap a. a. O., Bd. II. S. 130.

dieser Heerführer scheint keine zu grosse Geistesgegenwart zu besitzen, da er an den öfters erwähnten beiden Orten, die er verliess, auch Waffen, Flaggen und Munition hinterliess.«[45]

Der Aufruf, den die akademische Legion am 12. Oktober im Namen des Wiener Volkes an die ungarische Armee richtete, beliess über die Haltung des Wiener Volkes noch weniger Zweifel:

»Freunde! Brüder!

Ihr kennt die Ereignisse des 6. Oktober. Ihr wisst, dass für Eure Sache, für Eure Freiheit, für Euer heilig Recht kostbares Blut geflossen ist. Ihr kennt die Folgen derselben. Ein furchtbarer Akt der Volksjustiz, ein Kampf in den Strassen Wiens, die Beschiessung und Stürmung des Zeughauses, die Flucht des Kaisers, die feindselige Stellung der Garnison und endlich das Anrücken von Jellačić' Armee, die jetzt noch vor den Toren Wiens steht.

Die Bevölkerung Wiens erhob sich wie ein Mann in den Waffen für unser und Euer Recht, und steht noch in diesem Augenblick gerüstet, jeden Angriff zurückzuweisen. Doch ist der Zustand, in dem wir uns befinden, der der furchtbarsten Aufregung, Gewerbe, Handel und Verkehr stocken, Tag und Nacht ruft den Bürger die Waffenpflicht auf die Wälle, unerschwingliche Lasten wuchten auf der Kommune, mit einem Wort, diesem Zustande muss ein schleunig Ende werden. Das Volk von Wien fühlt dies, und ist bereit, das Äusserste zu wagen, um zu einem Enderfolg zu gelangen. Es bedarf keines Wortes, um Euch, edle, hochherzige Brüder zu rufen, um Euch zu sagen: Kommt, helft uns vollenden, was wir für Euch begonnen. Der Reichstag Ungarns genehmigt, der Reichstag Wiens missbilligt nicht den Schritt, der zu Eurem, der zu unserem Heile führt.

Wir wissen es, indem wir dies aussprechen, ist er vielleicht schon getan, indem wir hoffen, ward uns vielleicht Erfüllung. Ihr eilt mit Heeresmacht gegen Wien, ihr vollbringt das Werk unserer gemeinschaftlichen Befreiung. Doch säumt nicht, zaudert nicht, dass nicht das Schreckenswort »zu spät« uns und Euch als ewiger Vorwurf und selbstverschuldetes Verderben nachdonnere. Eilt, eilt zu uns, Euren Brüdern und seid willkommen den Bewohnern Wiens. Nur in Eurer Freiheit ist die unsere verbürgt.

Da soeben unsere Deputation aus dem ungarischen Lager uns den wärmsten Gruss der hochherzigen Armee überbrachte, und uns im Namen ihrer tapferen Anführer Csányi, Móga und des Kommissars Pázmándy erklärte, dass die Armee bereit ist, mit Mut und Entschlossenheit unseren gemeinschaftlichen Feind, den Diener des verknöcherten Absolutismus, Jellačić, von der für unsere Freiheit gefährlichen Stellung zu vertreiben, wenn folgende Bedingungen erfüllt werden:

Erstens, dass es den Ungarn erlaubt werde, auf österreichischem Boden den Jellačić zu verfolgen.

[45] Erschienen im Közlöny vom 16. Oktober und D. Pap a. a. O. Bd. II. S. 135 f.

Zweitens, dass Befehle erteilt werden zur Verpflegung der Ungarn gegen fixe Preisbestimmung der Lebensmittel sowohl, als auch des zu stellenden Vorspannes.

Drittens, der Reichstag möge sich erklären, dass Österreich vereint mit den Ungarn gegen Jellačić kämpfen werde, so sehen wir uns veranlasst, der ungarischen Armee unseren Brudergruss zu überschicken, und sie zu versichern, dass sie nicht nur von uns, sondern von der ganzen Bevölkerung Österreichs mit offenen Bruderarmen empfangen werden, dass sie sehen werden, wie lebhaft unser Enthusiasmus für eine Armee, deren heilige Aufgabe es ist, die Freiheit zu erkämpfen.«[46]

Vergebens war jedoch der Hilferuf der Wiener, vergeblich die überzeugende Beweisführung des Csányi, die Haltung der schwarz-gelben Offiziere, und nicht in letzter Reihe die Tätigkeit von Pázmándy vereitelten die Ausführung des Plans zur Hilfeleistung an Wien. Kaum fasste der Kriegsrat am 12. Oktober den Beschluss über den Beginn des Angriffs, schrieb Pázmándy sofort einen sorgenvollen Brief an Kossuth, wodurch es ihm gelang, Kossuths Entschlossenheit weiter abzuschwächen und seine klare Sicht zu trüben.[47] Pázmándys Brief kennen wir nicht, auf seinen Inhalt können wir aber aus der Antwort folgern, die Kossuth am 13. Oktober auf diesen gab :

»Herr Präsident, der Landesverteidigungsausschuss las Ihren Brief vom 12. Oktober mit Rührung.

Wir sandten schon drei oder vier Briefe, in denen wir klar gesagt haben, dass der Befehl des Reichstags ist, die Leitha nicht als Hindernis anzusehen, es wurde jedoch nicht gesagt, dass unsere Armee auch dann vorrücke, wenn sie in eine offensichtliche Gefahr hineingeht. — Wir behoben das politische Hindernis aus dem Wege des Sieges, Sie können also nicht sagen, dass wir gesiegt hätten, wenn wir die Erlaubnis zum Vordringen gegeben hätten, aber wenn Sie unsere Armee verlieren, können Sie auch nie vor Gott und Menschen sagen, dass der Reichstag befahl, unsere Armee zugrunde zu richten.

Soviel steht fest, dass die ungarische Armee jetzt hinsichtlich der Verteidigung der ungarischen Landesgrenze gegen das Untergehen sicher steht, wenn Sie also unsere Armee ohne die sichere Aussicht auf den Sieg in eine offenbare Gefahr führen, werden wir Sie dafür vor der Nation verantwortlich machen.

[46] Deutsches Original des Aufrufes s. O. Lt. ungeordnetes Material von 1848/49, Csányi-Akten.

[47] Wie klar später die öffentliche Meinung Pázmándys Rolle in der Frage des Grenzüberschreitens überblickte, dafür ist das im Frühjahr 1849 abgelegte Geständnis Pázmándys selbst ein trefflicher Beweis, als er nach dem siegreichen Frühjahrsfeldzuge dafür verantwortlich gemacht wurde, dass er in den kritischen Sylvestertagen die Sache der Revolution verriet. Der erste der Anklagepunkte gegen ihn war, dass er im Oktober des Jahres 1848 im ungarischen Lager eine zerstörende Tätigkeit ausübte, und im Kreise der Offiziere konsequent gegen den Grenzübertritt agitierte. (Pázmándys Geständnis s. im Közlöny vom 17. Mai 1849.)

Deshalb verordnen wir ausdrücklich, falls das Vordringen den Untergang unserer Armee verursachen könnte, wollen Sie im Tagesbefehl erklären, dass da auch nach wiederholten Aufforderungen weder der Wiener Reichstag, noch der Gemeindeausschuss dem Wunsch einen Ausdruck gaben, dass unsere Armee um Wien zu helfen vordringen soll, zumal unsere Armee ihre Bereitschaft zur Hilfeleistung durch die Überfahrt durch die Leitha bewiesen hat, wir uns nicht dazu berufen sein erachten können, unsere Hilfe demjenigen aufzubürden, der diese von uns anzunehmen sich nicht erklärt, und dass wir uns deshalb auf die Verteidigung unseres eigenen Landes beschränken.

Und demzufolge nehmen Sie an unserer eigenen Grenze, zur Verteidigung unseres Landes geeignete Stellungen ein ; ziehen Sie alle disponiblen Kräfte an sich, und erwarten Sie keinesfalls, dass wir die Bewegungen unseres Heeres in militärischer Hinsicht von hier aus vorschreiben sollen.

Wir machen Sie, Herrn Führer Móga und Landeskommissar Csányi für die Erhaltung unseres Heeres verantwortlich.«[48]

Am Morgen des 14. Oktober erhielt Kossuth den Bericht von Móga und den Kommissaren vom vorigen Tage über den Aufschub des Angriffes, und auf Grund des darin Enthaltenen hielt er es für notwendig, die in der Kriegsführung eingetretene Wendung von neuem durch einen Beschluss des Reichstags zu unterstützen. Er schilderte die zaudernde, zögernde Haltung der Wiener offiziellen Kreise mit Verstimmtheit, wie jene der entschlossenen Stellungnahme, der Hereinrufung der ungarischen Armee aus dem Wege gingen, kritisierte indessen auch die ungarische Heeresführung. »Es gibt gewisse Momente in diesen viel bewegten Zeiten — sagte er in seiner Rede — in denen nur diejenigen das Vaterland retten können, die den Umständen entsprechend, nach den Bedürfnissen des Augenblicks, auch ihr Haupt zu riskieren bereit sind. Wenn ich der Heerführer gewesen wäre, hätte ich, um einen Erfolg zu erzwingen, nicht versäumt, dem Feind womöglich rasch an den Fersen zu folgen. Wenn die Sache schlecht ausgefallen wäre, hätte ich mein Haupt dafür gebüsst, wenn es aber geglückt hätte, wäre das Vaterland vor dem Feind bewahrt... Die Billigung oder Missbilligung derartiger Schritte hängt vom Erfolg ab, und wenn jemand Erfolg erreicht, wird er zu den Rettern der Nation gezählt, wenn aber nicht, setzt er sein Haupt aufs Spiel. Wenn ich zufällig zum Soldaten erzogen worden wäre, wäre ich gerne der Heeresführer gewesen, da ich den Mut gehabt hätte, dieses Spiel zu riskieren.« Kossuth kam also im Laufe des Feldzuges gegen Jellačić allmählich zur Erkenntnis, dass die Hauptursache der Erfolglosigkeit der Mangel an revolutionärem Mut, an Wagnis in der Heeresführung war.

»Wenn Schwerter klirren, Kanonen donnern, denkt man kaum an das Volksrecht« — sagte er im weiteren, und schliesslich las er einen Beschlussantrag

[48] Den Aufsatz des Briefes s. O. Lt. OHB 1848 : Nr. 1050. Die originale Reinschrift ebd., ungeordnetes Material von 1848/49, Csányi-Akten.

vor, der Wiens Heldenmut pries, die Kraftanstrengungen schilderte, mit welchen Wiens offizielle Kreise zur Abgabe einer Erklärung zu bewegen versucht wurden, und erklärte schliesslich, dass in Ermangelung einer solchen Erklärung die ungarische Armee genötigt sei, sich auf die Verteidigung der eigenen Grenzen zu beschränken, jedoch bereit sei, auf den ersten Aufruf Wien zur Hilfe zu eilen.[49]

In seiner, im Abgeordnetenhause gehaltenen Rede hütete sich Kossuth noch, eine starke Kritik über die Heeresführung zu üben ; er wollte die zwischen der politischen und der militärischen Führung sich immer mehr vertiefenden Meinungsverschiedenheiten nicht vor die Öffentlichkeit bringen. In seinem Briefe jedoch, mit welchem er obigen Beschluss des Reichstags Móga, Csányi und Pázmándy zusandte, machte er ihnen bittere Vorwürfe :

»Als der Landesverteidigungsausschuss diese Zeilen schreibt, beschwert seine Seele der Gedanke mit tiefem Schmerz, dass wegen der Beratungen über das Übertreten der Leitha in den Bewegungen unserer Armee drei solche Tage verlorengingen, deren Verlust unser Vaterland für lange Zeit mit Blut bedecken kann.

In solchen ausserordentlichen Zeiten, in denen wir jetzt leben, wird die Politik durch die Kraft der Tatsachen bestimmt, und nicht umgekehrt. Wenn damals, als Jellačić vor uns mit einer verstimmten, verzweifelten Armee auf der Flucht war, unsere begeisterte Armee ihm rasch, ohne Zaudern jenseits der Leitha nachgedrungen wäre, hätte es keinen Menschen in Österreich gegeben, der daran gedacht hätte, dass dies eine Invasion sei, sondern Reichstag, Gemeindeausschuss und Volk hätten uns alle mit offenen Armen empfangen. Jellačić hätte sich mit Auersperg nicht vereinigt, und der Sieg unserer gerechten Sache wäre gesichert.

Da dies jedoch nicht geschah, da Jellačić kein fliehender Abenteurer mehr ist, sondern sich mit Auersperg vereinigte, eine drohende Stellung unter Wien einnahm, und die Frage des Übertrittes der Leitha unter solchen Umständen ein Gegenstand der diplomatischen Erklärungen geworden ist, ist es selbstverständlich, dass sowohl der Wiener Reichstag, als auch der Gemeindeausschuss sich weigern, die Einladung unseres Heeres auszusagen, denn es gibt viele Dinge, die die Leute gern geschehen sehen, aber nur ungern aussprechen.

Der Landesverteidigungsausschuss bedauerte es schon unsagbar, dass Sie, meine Herren, unseren Reichstag zwangen, einen Beschluss in der Frage des Übertrittes der Leitha zu fassen, denn, während Sie darauf warteten, vereinigte sich Jellačić mit Auersperg, Wien aber wurde dadurch niedergeschlagen, dass der Feind, ohne verfolgt zu werden, herannahte.

Noch trauriger für uns ist es jedoch, dass Sie, nachdem Sie uns zu diesem Beschluss sozusagen zwangen, und wir schon diesen Beschluss gefasst hatten,

[49] Erschienen im Közlöny am 16. Oktober ; in deutscher Übersetzung bei Janotyckh von Adlerstein, J. : Archiv des ungarischen Ministeriums und Landesvertheidigungsausschusses. Altenburg, 1851. Bd. III. S. 114. f.

einen Kurier nach dem anderen mit dem Bericht zu uns senden, dass unsere Armee unbedingt untergeht, wenn sie weiter vordringt, und Sie jetzt, als es schon zu spät ist, dennoch weiter vordringen, da es die Nation so befohlen habe.

Wenn unsere Armee an der Leitha untergehen würde, würden wir nicht sagen, dass auch die Nation unterging, denn wir geben unsere gerechte Sache um keinen Preis auf, und die Ungarn haben Kraft genug, ihr Vaterland zu retten, wir sagen aber, dass wir durch den Verlust dieser Armee in einen langen, blutigen Kampf und in eine Unzahl von Unglück verwickelt werden würden.

Und deshalb, wenn es schon einmal so weit gekommen ist, dass es vom Reichstag selbst ausdrücklich verboten werden muss, die Armee ins Verderben zu führen, bleibt nichts mehr übrig, als den beigeschlossenen Beschluss zu fassen, den wir Ihnen unserer Pflicht gemäss hiermit offiziell mitteilen.

Im Namen des armen Vaterlandes, im Namen der von so viel Verrätern umgebenen ungarischen Nation ersuchen wir Sie aber, meine Herren, feierlich, wollen Sie keinen anderen Leitstern kennen als den Erfolg. Befassen Sie sich nicht mit Theorien verschiedener diplomatischer Überlegungen, wenn Sie eine Möglichkeit zum Erfolg, zum Sieg erblicken, wollen Sie die Verantwortlichkeit für Ihre Taten auf Ihre treuen Mannesschulter nehmen, ergreifen Sie die Gelegenheit und erbitten Sie keine Weisungen aus einer Entfernung von 40 Meilen, denn inzwischen geht die Gelegenheit verloren.

Sie wissen, dass das Vaterland den Sieg nötig hat, wenn Sie also irgendwo siegen können, versäumen Sie es nicht, denn dadurch würden Sie die Rettung des Vaterlandes versäumt haben.

Falls Sie jedoch, infolge der bedauerlichen Ereignisse der letzten Tage, ferner, da auch Windischgrätz um Olmütz 17 000 Mann konzentriert, im Sinne des beigelegten Beschlusses genötigt wären, sich wirklich auf die Bewachung unserer eigenen Grenzen zu beschränken, erwarten wir für jeden Fall, dass Sie eine starke, sichere Position nehmen, jene auch durch Verschanzungen sichern (die römischen Feldherren verbrachten keine Nacht ohne Verschanzung), und ihre Truppen so ordnen, dass die Mannschaft im Lager je weniger leidet, damit unsere Soldaten nicht dessen Strapazen erliegen, die, wenn ihre Begeisterung durch die Verzögerung nicht verstimmt worden wäre, nunmehr als willkommene Freunde unter Wien stehen würden.

Versehen Sie sich mit guten Spionen, halten Sie die Durchfahrten der Flüsse mit wechselnden Mobilkolonnen gut in ihren Händen, üben Sie Aufsicht über die Flüsse, versäumen Sie keine Gelegenheit, dem Feinde zu schaden, stellen Sie zur rechten Zeit Depots auf, und versetzen Sie sich für jeden Fall in eine so sichere Lage, dass Sie im gegebenen Falle einige Tausend Mann auch für längere Zeit detachieren können, worüber unterfertigter Präsident gelegentlich eines Besuchs im Lager in den kommenden Tagen eine Verordnung Ihnen persönlich überbringen wird. Eines verlangt jedoch der Ausschuss unbedingt, und zwar, dass unsere Armee von ihrem wackeren Führer bis zum letzten Soldaten

im Sinne der Gesetze die Nationalfarben trage. Dies kann nicht länger mehr verzögert werden.

Wir treffen eben die Massnahmen, hinter Ihnen eine Reservearmee zu organisieren.«[50]

Diese Zeilen — aber auch der vorhergehende, an Pázmándy geschriebene Brief — sind für Kossuths Ringen kennzeichnend. Er sieht immer klarer, dass ein revolutionärer Krieg nur unter revolutionärer Kriegsführung geführt werden kann, fühlt aber den Kampfgeist der Nation noch nicht für stark genug, um alle Folgen dieser Erkenntnis auch in der Praxis anzuwenden. Soviel wusste er schon, dass jenes ungarische Volk, dem er auf seiner Tieflandreise begegnete, ihm auch auf dem Wege einer offenen Widersetzung der Dynastie gegenüber folgen würde, fürchtete jedoch, dass im Falle des Verlassens der sog. Gesetzmässigkeit jener mittlere Adel, der bisher, in den Kämpfen der Reformezeit und beim Erkämpfen der Märzgesetze hinter ihm stand, ihn grösstenteils verlassen würde. Auch im Reichstag sassen in erster Linie die Vertreter dieser Schicht ; Pázmándy, der Hemmschuh der wichtigsten Entscheidungen, verkörpert ihre Ansichten, und ein offener Bruch mit dem Präsidenten des Reichstags, dies weiss auch Kossuth, könnte die äussere Einheit des Reichstags auflösen, die übrigens in den Septembertagen auch nur infolge der Aktivität der Linken und unter der Kontrolle des Pester Volkes entstehen konnte. Kossuth sieht schon die Notwendigkeit der revolutionären Kriegsführung, des Riskierens ; deshalb sandte er einige Tage vorher Görgey mit wichtigen Aufträgen in das Lager, jenen Görgey, der den Verräter, Graf Edmund Zichy erhenken liess, der nach der Schlacht bei Pákozd Móga und seinen Stab wegen ihrer Versäumnisse vor Kriegsgericht stellen wollte, und in dessen Person er, wie auch Madarász, das Haupt der Linken im Reichstag, zu dieser Zeit noch den ersehnten revolutionären Heeresführer ansahen, und deshalb beschloss er, durch sein persönliches Erscheinen die Aktivität des Lagers zu fördern. Zugleich war er jedoch auch davon überzeugt, dass der bevorstehende Selbstverteidigungskrieg nur im Zeichen der nationalen Einheit, mit Unterstützung sämtlicher Klassen und Schichten zu führen ist, und falls er, unterstützt von der Linken, zu weit auf dem Wege der Revolution vorauseilt, dann von den Massen losgerissen, die Unterstützung einiger Schichten verlieren, und somit die ganze Sache gefährden wird. Dises Verhalten blieb für seine Tätigkeit während des ganzen Freiheitskampfes kennzeichnend, und so sehr es aus dem Gesichtspunkt richtig war, dass der Freiheitskampf dadurch ganz bis zu seinem Ende der Selbstverteidigungskampf der *ganzen Nation* blieb, barg es auch Möglichkeiten zu Fehlern in sich ; so in erster Linie, dass Kossuth, obwohl er in konkreten Fällen der Schwäche und des Verrats entschieden und energisch auftrat, doch auch solchen Schichten, Gruppen gegenüber die Politik der Gewinnung trieb, welche — wie feindlich gesinnte Gutsbesitzer und Hocha-

[50] O. Lt. Csányi-Akten, fasc. 1271.

deligen, Mitglieder der ehemaligen Hofbürokratie, zum Verrat neigende frühere kaiserliche Offiziere, usw. — zu gewinnen und in den Dienst der Revolution zu stellen, schon prinzipiell unmöglich war. Zu dieser Zeit, Mitte Oktober, ist also Kossuth sowohl in den Zielsetzungen, als auch in der Wahl der Mittel noch unsicher. Eine Folge dieser Unsicherheit, dieses Ringens war auch der Beschluss vom 14. Oktober, der, so dünkte es damals, den Angriffsschwung der ungarischen Armee endgültig abstellte und darauf verzichtete, Jellačić auf österreichischem Boden zu verfolgen und seine Armee zu vernichten, obwohl man auf das Wiener Volk mit Recht hätte rechnen können, besonders, seitdem am 14. Oktober General Bem, der legendäre polnische Revolutionär, die Leitung der Verteidigung der Stadt übernahm. Dies erhellte aus Pulszkys Brief aus Wien vom 15. Oktober, und derselbe Brief verriet auch, dass die Botschafter der ungarischen Armee in Wien nur die schüchternen offiziellen Kreise sprachen und nicht einmal versucht haben, die wahre Stimmung des Volkes kennenzulernen.

»Die Dinge in Wien stehen so — schrieb Pulszky — dass der Reichstag den Boden der Gesetzmässigkeit keinesfalls verlassen will, und ebendeshalb, als Vertreter des ganzen Reichs, und nicht Wiens, verhält er sich bezüglich der Verteidigung Wiens in einer vollkommen neutralen Stellung, und überlässt Wiens Verteidigung dem Gemeinderat. Der Gemeinderat ist schüchtern, wagt deshalb die ungarische Armee nicht hereinzurufen, diese liegt indessen, trotzdem, dass der ungarische Landtag Jellačić' Verfolgung befahl, noch immer bei Bruck. Die hier gewesenen Botschafter konnten sich nur über Wiens Untätigkeit beklagen, weil sie nicht sahen, dass dasselbe Volk, welches am 6. Oktober siegte, auch jetzt kaum vom Ausfall zurückzuhalten ist, und da sie nur den Reichstag und die Bezirkschefs sprachen, ermutigten sie nicht unsere Armee, rieten ihr sogar den Einzug ab.

General Boehm ist hier, und wünscht zu uns zu kommen; wir hätten auch einen so energischen Mann nötig; vorübergehend führt hier jetzt er die Angelegenheiten der Verteidigung.[51]

Auersperg und Jellačić haben die feste Anweisung, die Stadt nicht anzugreifen und jeden Zusammenstoss zu vermeiden. Es scheint, sie wollen die Armee konzentrieren und Wien aushungern, welche nur für 8 Tage mit Proviant versehen ist, und der Verkehr wird allmählich abgesperrt werden. Auch das Pulver ist spärlich, besonders das für Kanonen. Meine Ansicht ist also, man müsste mit einem Dampfschiff, auf welchem vorn und hinten einige leichte Kanonen untergebracht sind, sofort Getreide und Pulver hierhersenden.«

Bei Olmütz stehen 25 000 Mann, die zuerst gegen Wien, dann gegen Ungarn benutzt werden können. In Dukla, in Richtung des Komitats Sáros, wurde ebenfalls eine Armee konzentriert. Davon berichtet Pál Szirmay, der aus Galizien kam.

[51] General Josef Bem, der legendäre Führer des polnischen Aufstandes vom Jahre 1831.

»Nach all' dem gibt es also noch Gefahren genug. Es ist die Frage, wie ihnen vorzubeugen ist; die eine Lösung wäre, Frankreichs und Englands Vermittlung zu erbitten, die wahrscheinlich sofort angenommen werden würde, aber hierin ist meiner Ansicht nach, keine Zeit zu versäumen, und deshalb müsste man die Grundlagen der Vermittlung klar ausprägen, denn hier ist die grösste Präzisität nötig, und da die Ausarbeitung in Pest vielleicht zu lange dauern würde, da Ihr auch anderes zu tun habt, könnte das mir anvertraut werden, die durch die Präsidenten des Reichstags und durch den Präsidenten des Landesverteidigungsausschusses unterfertigten Alben könnten mir zugesandt werden, damit ich die ganze Note in französischer Sprache daraufschreibe, oder aber könnte ich das ungarische Konzept bekommen, die Übersetzung würde ich dann machen; die andere Lösung wäre: da der hiesige Reichstag zu Seiner Majestät Botschafter sandte, um den Frieden wiederherzustellen, und hierzu einen Kongress vorschlug, an dem Italien, Ungarn, die Kroaten und die übrigen Länder durch je zwei Gesandte vertreten sein würden, und durch diese 8 Personen alle Beziehungen und Fragen geregelt werden würden, — auch von unserem Reichstag Botschafter nach Olmütz zu senden wären, da Seine Majestät bereits dort ist, und es wäre hier entweder diese, oder irgendeine andere Möglichkeit zum Ausgleich vorzuschlagen.[52]

Dies ist die Ansicht der führenden Mitglieder des hiesigen Reichstags, in denen ich, leider, kaum ein grösseres staatsmännisches Taktgefühl und kaum etwas Energie erblicken kann. Sie wurden durch die Ereignisse überrascht, und können sich nicht über deren Niveau erheben. Der beigeschlossene Bericht des Abgeordneten István Gorove trägt alles dasjenige getreu vor, was ich mit ihnen über den Einzug der ungarischen Armee sprach.

Das Volk ist hier kaum zurückzuhalten, dass es die Armee nicht angreife; heute Nacht nahm es bei Schönbrunn zwei Kanonen, und im Gemeinderat protestierte Dr. Stifft jur. (ein Abgeordneter der Radikalen Partei) offen gegen jeglichen Ausfall aus der Stadt, wodurch, wie er sagte, das Volk auf die Schlachtbank geführt werden würde. Boehm überblickt diese Dinge, und möchte deshalb lieber zu uns kommen, besonders will er die Sache der polnischen Legion regeln. Boehm wurde von Szirmay mitgebracht.«

Der erwähnte Brief von Gorove an Kossuth zeigt, welche hervorragende Gelegenheit die ungarische Armee mit ihrem Einhalten am 13. Oktober verpasste, berichtet aber auch vom schwankenden Verhalten der Wiener bürgerlichen Führer, die am Schein der Gesetzmässigkeit festzuhalten strebten:

»Da unsere, bei Parndorf stehende Armee bis zum Mittag des 13. l. M. noch nicht auf österreichischen Boden einzog, obwohl der am 12. nachmittags um 4 Uhr abgehaltene Kriegsrat beschloss, am anderen Tag durch die Leitha

[52] Der Wiener Reichstag sandte die Abschrift der Adresse, in welcher er dem Kaiser Obiges vorschlug, am 18. Oktober auch dem ungarischen Reichstag zu. (O. Lt. OHB 1848: Nr. 1837.)

zu setzen, und am 14. abends die Ankunft an der Fischa nach Wien durch Raketensignale zu melden, und die Wiener infolge dessen unsere Ankunft mit der grössten Spannung erwarteten, sowie alle Vorbereitungen mit der grössten Energie trafen, unsere Armee jedoch trotz all' dem vielleicht nicht einmal jetzt auf österreichischem Boden steht, die Wiener also in ihren Erwartungen getäuscht wurden, gingen Pulszky und ich heute um 10 Uhr morgens in das permanente Komitee des Reichstags, um den jetzigen Stand der Dinge sowohl von Seiten der Wiener, als auch von unserer Seite festzustellen.

Pulszky würde als Begründung der Verspätung unserer Armee vortragen, dass sie weder vom österreichischen Reichstag eingeladen, noch überhaupt klar und eindeutig zur Aktivität bevollmächtigt wurde, dass zweitens, da sich Auersperg mit Jellačić vereinigte, unsere Waffen eine Armee anzugreifen hätten, deren eine Teil — u. z. Auersperg — kein Feind Ungarns ist, deshalb befragt er das Komitee, ob dieses wünscht, dass unsere Armee den österreichischen Boden betrete. Jenes aber, da es den Reichstag vor der völligen Auflösung bewahren und frei von den Eventualitäten der Schlachten behalten, den Boden der Gesetzmässigkeit nicht verlassen, und im Interesse sämtlicher Kronländer wirken will, gab natürlich wiederum keine bestimmte Antwort, und deshalb sind wir genötigt, die im Komitee vorgetragenen einzelnen Meinungen zu notieren, um doch einige Anhaltspunkte zu erhalten.

Die eine Ansicht ist, wir sollen ganz in unserem eigenen Interesse handeln, und zwar aus dem Gesichtspunkte, ob wir diese vereinigte Armee, die sich noch mit den böhmischen Kräften erheblich vermehren könnte, für gefährlich oder gefahrlos für uns halten.

Die andere ist, dass wir beim Betreten österreichischen Gebiets ganz auf dem Boden des Rechtes stehen, da es allen Nationen frei steht, den Feind, wenn er in benachbartes Land zog und dort nicht entwaffnet wurde, zu verfolgen und zu vernichten.

Die dritte ist, dass sie unser Erscheinen als ein fait accompli hinnehmen würden.

Sie seien überzeugt davon, dass es der Wiener Gemeinderat, und noch mehr das Volk, mit grösster Anerkennung hinnehmen würde, wenn wir durch unsere Armee beide Ufer der Donau, und somit die Verbindung sichern, und so Lebensmittel und Munition nach Wien befördern werden, denn sie ermangeln beides.

Wiederum andere meinen, dass das Wiener Volk — und das ist ausschlaggebend — als es in unserem Interesse aufstand, weder seine eigene Kraft, noch die künftigen Ereignisse, die zum Teil schon eintrafen, zum Teil noch eintreffen können, abwog, sondern handelte, und sein Blut für uns ergoss, und dass in diesem Verhalten schon die Richtung bestimmt sei, welche auch wir einschlagen müssen.«[53]

[53] Beide Briefe s. O. Lt. Kossuth Polizei-Akten Nr. 224.

Das war der Stand der Dinge, als die Antwort des Wiener Reichstags auf den ersten Beschluss des ungarischen Reichstags, der den Grenzübertritt ankündigte, eintraf. Diese Antwort war jedoch keine entschiedene Stellungnahme, enthielt aber jedenfalls soviel, dass der Wiener Reichstag den Beschluss des ungarischen Reichstags mit Freude entgegennahm, und dies genügte Kossuth, dass er daran festhaltend, die in Stockung geratenen Kriegsoperationen gegen Jellačić wiederum in Gang zu setzen versuchte. Es kam noch hinzu, dass Kossuth auch davon Kenntnis nahm, dass Bem mit dem Stab der ungarischen Arme Fühlung nahm und diesem die zur Zusammenarbeit nötigen Angaben mitteilte.[54] Auf Grund dieser Umstände sandte Kossuth am 16. Oktober eine neue Instruktion in das Lager:

»Nachdem in der auf den Aufruf des ungarischen Reichstags durch den vom österreichischen Reichstag entsandten Ausschuss am 12. Oktober gegebenen und an den ungarischen Reichstag adressierten diplomatischen Antwort die Erklärung enthalten ist, dass der Reichstag den Aufruf mit grosser Freude entgegennahm, kann daraus gefolgert werden dass Österreich als Ungarns Verbündeter, in dessen Interresse auch das tatkräftige Besiegen des gemeinsamen Feindes mit gemeinsamen Kräften, als seine eigene Aufgabe ansieht, — sind wir im Falle, wenn dieser Ausschuss, der auch mit Wiens Verteidigung beauftragt ist, als konsignierte Behörde, unter der Führung eines von ihm damit zu beauftragenden Heerführers eine Armee von 30 000 Bewaffneten unserer Armee zuschicken würde, bereit, mit unserer eigenen militärischen Kraft auf österreichischem Boden in der Vernichtung des gemeinsamen Feindes mitzuwirken.«[55]

Noch am 16. Oktober ging auch an Heerführer Móga eine neue Weisung ab. Kossuth aber, von neuer Energie erfüllt, beabsichtigte persönlich in das Lager zu gehen, um die Entscheidung zu erzwingen. Über seinen Entschluss schrieb er am 16. Oktober an Csányi und an die Kommissare:

»Beigeschlossen senden wir den Brief an General Móga.[56] Bitte ihn zu lesen und vor allem in Betracht zu ziehen, dass wir die Verordnungen von hier aus nicht den von Stunde zu Stunde wechselnden Umständen anpassen können.

[54] Der Text des Reskripts vom Wiener Reichstag ist nicht bekannt. Unter den Akten des Reichstags im Ung. Staatsarchiv ist er nicht enthalten. Der Text wurde auf Anlass des Präsidiums in der Sitzung vom 17. Oktober vorgelesen, in der Tagespresse wurde er jedoch nicht veröffentlicht. (Die Zeitung *Kossuth Hírlapja* (Kossuths Tagblatt) versprach es, ihn am nächsten Tage zu veröffentlichen, tat es jedoch nicht.) Die erwähnten Einzelheiten wissen wir aus den Anmerkungen, die László Madarász dazu nach dem Vorlesen machte. »Das Reskript selbst ist wenig — sagte Madarász — denn es sagt nur soviel, dass die Adresse des ungarischen Reichstags im Abgeordnetenhause mit Freude begrüsst wurde.« Es war ebenfalls Madarász, der auch Bems Anregungen erwähnte. (Beschreibung der Sitzung s. im Közlöny und Kossuth Hirlapja, Nr. vom 19. Oktober.)

[55] O. Lt. Csányi-Akten Nr. 1271.

[56] Der Brief an Móga ist nicht bekannt; auf seinen Inhalt kann man aus dem, an die Landeskommissare geschriebenen Brief folgern.

Ihre Aufgabe ist Jellačić zu schlagen, aber mit der berechneten Wahrscheinlickheit des Erfolges, damit unsere Armee nicht untergehe.

Unser Beschluss, dass Sie sich auf die Verteidigung unserer eigenen Grenzen beschränken sollen, — darf kein Hindernis für das Vordringen bedeuten, falls es mit Hoffnung auf Erfolg ausführbar ist. Sie erschreckten uns, verehrte Freunde, dass unsere Armee verloren geht, Sie gehen jedoch trotzdem vorwärts, da es der Reichstag befohlen habe. Was hätten wir anderes tun können, als Halt zu schreien! Wir setzten jedoch hinzu, wenn uns Wien ruft, sind wir jederzeit zur Hilfe bereit.

Jetzt werden wir gerufen, — der Reichstag empfing unseren Vorschlag mit Jubel. Der Führer der mobilen Armee Wiens, wird Ihnen seine Dispositionen mitteilen, wir sind also im Verhältnis eines aufgerufenen Verbündeten. Um Gottes Willen, machen Sie es, dass unsere Armee Wien die Hände reichen kann — und Sie werden zu Rettern des Vaterlandes. Das sind grosse, aber wahre Worte, verehrte Freunde.

Ich fahre übermorgen nach dem Lager ab, gehe jedoch nicht mit leeren Händen. Ich sammele unterwegs alle bewaffneten Männer. Geben Sie das der Armee kund, machen Sie es, dass es auch drüben verbreitet werde. Ich weiss, dass es Tausende in meiner Begleitung sein werden, als ich bei Ihnen ankomme. Vergrössern Sie die Zahl, wenn Sie es für richtig erachten ; sprechen Sie von 40 000 Mann ; denn es könnten ja soviel werden, ich will jedoch Auswahl treffen ; ich will gut bewaffnete Männer.

Gott gebe es, und ich hoffe, es wird auch so sein, dass bis dahin, als ich dort ankomme, Sie schon gesiegt, und unsere Armee für jeden Fall schon nationalisiert haben werden.

Die Hauptsache ist, sich mit Wien zu vereinigen. Vorwärts, meine Herren, aber vorsichtig, denn, wenn wir warten, wird uns auch Windischgrätz auf den Hals gebracht werden. Hüten Sie sich jedoch nur davor, dass unsere Armee nicht irgendwie umschlossen werde. Der Rückzug soll gesichert sein.[57]

In diesen Tagen bestrebt sich ausser Kossuth noch der abermals in Wien sich aufhaltende Pulszky, die Frage des Grenzübertrittes aus vollen Kräften über den toten Punkt zu bringen. Er unterhandelt, agitiert in Wien, und sendet wiederholt drängende Mahnungen an Kossuth, an Csányi. Am 16. Oktober schreibt er an Kossuth :

»Wien ist sehr unruhig und unbefriedigt, da unsere Armee noch immer säumt. Das Volk ist kaum zurückzuhalten. Was ich gestern schrieb, dass das Volk zwei Kanonen genommen hätte, erweist sich nicht als wahr. Bei der Linie von St. Marx wird das Plänkeln fortgesetzt ; unsere Armee regt sich jedoch nicht. Wenn das noch lange andauern wird, wird das Volk ermatten, und die Truppen von Windischgrätz, die um Olmütz liegen, werden sich mit Auer-

[57] O. Lt. ungeordnetes Material von 1848/49. Csányi-Akten.

sperg und Jellačić vereinigen, und dann wird sie weder Wien, noch Ungarn mehr aufhalten können, wogegen sie jetzt geteilt zu schlagen wären.

Ich schrieb an Csányi, sie sollten sich doch endlich regen; aber Móga hat, wie es scheint, keine Lust dazu.

Bem leitet die Angelegenheiten hier sehr gut; er lässt die Kanonen montieren, die Nationalgarde mobilisieren; die Stimmung des Volkes ist gut, der Reichstag schüchtern; der eine Teil des Gemeinderats ist schwarzgelb, sie wünschen, dass die Ungarn kommen, einladen wollen sie sie aber nicht. Es scheint, der Hof plant Wien durch den Hunger zu brechen, deshalb wäre es ratsam, entweder Getreide hierher zu schicken, oder durch die ungarische Armee die Sperre brechen zu lassen, die sich um Wien bildet. Windischgrätz' Truppen sind noch in der Gegend von Olmütz, gehen aber heute gegen Lundenburg ab, obwohl es möglich ist, dass auch diese Nachricht durch die Furchtsamkeit des Gemeinderats erdichtet wurde, denn 25 000 Mann sind binnen eines Tages auch per Eisenbahn schwierig zu befördern. Die Kroaten ziehen langsam gegen die Südbahn; wahrscheinlich glauben sie, dass unsere Armee Auersperg nicht angreifen wird, und deshalb stellen sie ihn vor sich selbst hin.

Das Haupterfordernis wäre mehr Energie in unserem Lager.«[58]

An demselben Tage sendet er dreimal je einen Kurier an Csányi mit Briefen:

»Ihren Brief vom 15. Oktober erhielt ich gestern abend — schreibt er morgens — aus dem ich den Grund für den späten Aufbruch der Armee erfuhr. Das Volk ist hier sehr unruhig, und besonders der zum Teil schwarzgelbe Gemeindeausschuss fängt schon an, die Ungarn zu schelten, dass sie Wien, welches ihnen die Kastanien aus dem Feuer holte, im Stiche lassen.

Bem ist schon in der Mobilisierung der Nationalgarde und besonders der Rüstung der Kanonen gut fortgeschritten, ausserdem brach auch der Landsturm auf, und sie warten schon ungeduldig auf das Herannahen der Ungarn, um ihnen sofort entgegenzuziehen.

So kommet denn sofort, je früher; jede Verspätung bedeutet Gefahr, kommet um Gottes Willen!«

Gegen Mittag schreibt er einen zweiten Brief:

»Ich schreibe von neuem. Die mobilisierte Nationalgarde wird Euch nicht weiter entgegenkommen, als bis Simmering, kommet also je früher, denn wenn Ihr nicht kommt und den Feind nicht geteilt schlägt, wird er sich in zwei-drei Tagen kräftigen, denn er wartet auf Windischgrätz. Ebendarum nur los, vorwärts und abermals vorwärts. Sendet vielleicht einen ungarischen Offizier hierher, damit das Volk ihn sehe und sich auch weiterhin begeistere, ferner, damit er sich mit Bem über den Plan berate.«

[58] O. Lt. Kossuth Polizei-Akten Nr. 266.

Es darf jedoch nicht behauptet werden, dass sich die Ungarn nicht bestrebt hätten, innerhalb der Möglichkeiten der Wiener Revolution Hilfe zu leisten. Auf die Bitte der Wiener sandten sie in die belagerte Stadt wiederholt Kriegsmaterial, und diese Hilfe hörte nur dann auf, als der Ring der gegenrevolutionären Armee sich vollständig um Wien schloss. Über die Ankunft eines solchen Kriegsmaterialtransportes spricht Pulszkys dritter, am selben Tage, abends geschriebener Brief:

»Das Kanonenpulver ist glücklich angekommen, nötig wären aber auch einfache Flintenpatronen, wenn möglich eine oder zwei Millionen Stücke, denn die Zahl der Bewaffneten beträgt hier 120 000; das müsste man in Komárom anschaffen lassen. Wir halten mit Bem und Messenhauser jeden Tag um 4 Uhr eine kleine Beratung; Bem ist mit dem hiesigen Stand der Dinge sehr zufrieden, bittet aber um das Vordringen, hält es auch mit Hinsicht auf das Volk für nötig, dass ein oder zwei ungarische Offiziere in Uniform hier seien. Auf der Bahn ist der Verkehr nach Angern sicher. Bem ist ein besonders wackerer Mann. Auerspergs Leute beginnen zur hiesigen Nationalgarde herüberzukommen, und sagen im allgemeinen, dass sie weder die Ungarn, noch das Volk beschiessen werden; es wird nötig sein, einen Offizier, der die Pläne kennt, sofort hierherzuschicken, damit er sich mit Bem berate, obwohl die Wahrscheinlichkeit gross ist, dass die ganze, Wien umringende Armee nichts dagegen tun wird, dass sich unsere Armee mit den Wienern in Simmering vereinige, denn die Kraft ist mehr gegen Laa konzentriert, an der Donau sind nur Vorposten aufgestellt. Jellačić verliess Schönbrunn und hält sich gegenwärtig in Mauer auf.«[59]

Die Zusammenwirkung mit Wien war aber nicht nur deshalb nicht leicht, weil die Verbindung nicht befriedigend war und die gegenseitigen Berichte zumeist mit grossen Verspätungen ankamen, sondern auch deshalb, weil sich der Wiener Reichstag auch weiterhin zurückhielt, Jellačić gegenüber energisch aufzutreten. Kossuth sandte am 17. Oktober einen Bericht von Móga ganz empört an Pázmándy, aus welchem Bericht ersichtlich war, dass der Wiener Reichstag Jellačić förmlich einen freien Abzug anbot.[60] Die österreichische Note verlangte nämlich von Jellačić, er soll entweder die Waffen niederlegen, oder aus Österreich fortziehen. »Wenn Jellačić ein preussischer oder französicher General wäre — empört sich Kossuth — hätte das einen logischen Sinn, denn sein Fortziehen würde soviel bedeuten, wie den Krieg zu beenden. Jellačić aber so zu entlassen, bedeutet soviel, wie ihn als Feind nach Ungarn zu überweisen.« Kossuth verlangt also, Österreich soll sich als Verbündeter verhalten, und Jellačić nur im Einvernehmen mit den Ungarn eine Vereinbarung anbieten. Ungarischerseits müsste eine solche Vereinbarung nach Kossuth's Meinung enthalten, dass Jellačić nach dem Ausland zieht, seine Armee das Eid auf die ungarische Verfassung ablegt, er selbst aber alle seine früheren

[59] O. Lt. Csány-Akten Nr. 1271.
[60] Die Note des Reichstag vom 14. Oktober an Jellačić s. bei Grüner, a. a. O. S. 104. f.

Verordnungen und Taten feierlich für gesetzwidrig erklärt. Während der eventuellen Verhandlungen müssten jedoch die Kriegsoperationen fortgesetzt werden. Gleichzeitig erteilte Kossuth die Weisung an Pulszky, er sollte beim Wiener Reichstag die nötigen Schritte tun, um Besprechungen zwischen beiden Ländern zwecks Schliessung eines Bündnisses und Ausgleichung der gegenseitigen Interessen zustandezubringen.[61]

Der Nachteil des Umstandes, dass die Kriegsoperationen aus der Ferne geleitet wurden, zeigte sich jedoch neuerdings, und auch der Zufall war denjenigen günstig, die im Lager gegen ein aktives Auftreten der ungarischen Armee arbeiteten. Am selben Tage, als Kossuth mit allen seinen Kräften bestrebt war, die an der Grenze stehende unschlüssige Armee in einen Angriff zu überführen, scheiterte ein weiterer Angriffsversuch aus dem Grunde, weil der Führer der die Grenze eben überschreitenden Armee gerade während des Vormarsches den Beschluss des Reichstags vom 14. Oktober erhielt, der infolge des Zauderns des österreichischen Reichstags die Tätigkeit der Armee auf die Verteidigung der Grenze zu beschränken beabsichtigte. Die Armee kehrte natürlich zurück, und Csányi berichtete hierüber blutenden Herzens an Pulszky, teilte ihm aber auch mit, dass sie sich auf einen neuen Angriff vorbereiten, deshalb bat er Pulszky, dass die Wiener nicht bei Simmering Halt machen, sondern weiterkommen sollen. »Wir kommen — schrieb Csányi — wenn Kossuth ankommt, vielleicht auch ohnedies, denn er wird Mannschaft und Begeisterung mit sich bringen . . . Glaube mir, ich würde ohne jede Bedingung vorrücken, denn ich sehe ein, wenn wir von den Wienern unterstützt, sei ihre Hilfe noch so gering, untergehen müssen, so, uns selbst überlassen, noch eher untergehen werden, dann aber werden wir mit Aufopferung unserer Ehre untergehen, was eins bedeutet mit dem ewigen Tode. Wir können aber nichts dafür, wenn andere anders denken und verfügen«.[62]

Pulszky und das Wiener Volk wankeln unterdessen zwischen Hoffnung und Verzagen ; Pulszky sieht mit dem Dahineilen der wertvollen Tage immer klarer, dass die Verzögerung das Scheitern der ganzen Sache verursachen kann. »Heute bekam ich aus dem Lager keinen Bericht — schreibt er am 17. Oktober an den Landesverteidigungsausschuss — was ich nicht begreifen kann ; sie sollten nur nicht so sehr säumen . . . Das Wiener Volk erwartet die Ungarn sehnsuchtvoll, die schon die erste gute Gelegenheit verpasst haben, denn, wenn sie am 10—12-ten vorgedrungen wären, hätten sie Auerspergs Armee in völliger Demoralisation vorgefunden ; auch jetzt will der deutsche Soldat nicht auf den ungarischen schiessen, wie es diejenigen sagen, die von Auersperg herübergekommen sind«.[63] Am selben Tage schreibt Pulszky in seinem Brief an Csányi,

[61] Den Aufsatz des Briefes von Kossuth s. O. Lt. OHB 1848 : Nr. 1182.
[62] Pulszkys Brief s. Hadtört. Levt. (Kriegsarchiv) gemischtes Material von 1848/49, 1848 : 10 : Nr. 27.
[63] O. Lt. OHB 1848 : Nr. 1384.

dass die Wiener die Ungarn schon aus dem Turm der St. Stefanskirche zu sehen glauben.[64] Schliesslich kann Pulszky diese Unsicherheit nicht länger ertragen, und reist von Wien in das Lager; hier sind inzwischen Kossuths neueste Weisungen eingetroffen, und die Armee bereitet sich von neuem zum Angriff vor. Pulszky erklärt in seinem Brief an den Landesverteidigungsausschuss die Vorteile des Angriffs mit klarer Beweisführung: »Unsere Armee ist, Gott sei Dank, wieder im Vordringen — schreibt er — und da ich überzeugt bin, dass wir unsere Unabhängigkeit nur unter Wiens Mauern erkämpfen können, fuhr ich selber ins Lager, um zu erwirken, dass dieses Vordringen zustandekomme. So viel steht fest, dass, wenn Wien sich ausgehungert ergibt und entwaffnet wird, die ganze österreichische Heeresmacht sich gegen uns wenden wird, und wir ohne Verbündete kaum Widerstand leisten werden können, wogegen wir unter Wiens Mauern mit einem starken Verbündeten rechnen können, der den Feind mit einer Kraft von mindestens 10—20 000 Mann Infanterie und von 24 Kanonen im Rücken angreifen wird. So besteht also, obwohl der Ausgang immer zweifelhaft ist, doch mehr Hoffnung auf den Sieg, als wenn wir allein der vereinigten Armee der ganzen Monarchie Widerstand zu leisten hätten. Ferner haben wir die Hilfe versprochen, unser Wort muss heilig sein, dies dürfen wir nicht brechen.«[65] Als Pulszkys Brief in Pest eintraf, war der entscheidende Beschluss schon gefasst, und Kossuth schon abgereist, um zu versuchen, durch sein persönliches Erscheinen dasjenige gutzumachen, was durch seine eigene Unschlüssigkeit, in erster Linie jedoch durch die Feigheit und den Opportunismus Anderer verdorben wurde.

Kossuth verliess Pest am 18. Oktober auf einem Schiff, um die unterwegs vorzufindenden Kräfte: Militär, Nationalgarden und Landsturm zu sammeln, durch die somit vermehrte Kraft der Armee und durch seine eigene, begeisternde Wirkung endlich den Angriff und den Sieg zu erzwingen. Seine erste Station ist Esztergom, die zweite Komárom; die Begeisterung des Volkes, die Tausende der unter die Fahnen eilenden Freiwilligen, erfüllen ihn mit den schönsten Hoffnungen. Sein aus Komárom an Pázmándy geschriebener Brief enthält über die unbeholfene Heeresführung eine scharfe Kritik:

»Die Dinge gehen in Eurem Lager etwas sonderbar vor sich. Dadurch, dass unser Lager dort bei Parndorf steht, werden wir weder Jellačić schlagen, noch die ständige Vermehrung seiner Armee verhindern, noch Wien begeistern, noch dem Feinde, wenn es ihm geruhen würde, sich nach Wienerneustadt zu wenden, seinen Weg absperren, mit einem Wort, wir werden damit so, das heisst nicht einmal so stehen, wie mit dem Lager bei Verbász — jenes dient wenigstens als Schutzlinie, damit der Aufstand der Serben nicht weiter um sich greife; dies wird aber nicht einmal als Schutzlinie dienen, sondern wird im Spätherbst, im Bivouakieren durch Krankheiten vernichtet werden.

[64] O. Lt. Csányi-Akten Nr. 1271.
[65] O. Lt. OHB 1848: Nr. 1384.

Ich weiss also soviel, dass etwas anderes zu tun ist, als was Ihr jetzt tut. Was? das könnt Ihr, Heeresführer, am Tatort beurteilen.

Auch ich gehe Euch zur Hilfe, muss aber Kräfte sammeln, denn mit blossen Händen kann ich nicht gehen ; ich nehme etwa 4—5 000 gute Bewaffnete und eine Masse Volk mit Sensen mit, dazu sind aber einige Tage nötig. Die Armee von Komárom kann erst Sonntag abends in Győr eintreffen, also so werde ich Dich wahrscheinlich erst am Dienstag sehen, falls Du es nicht für richtig hältst, Sonnabend Vormittag einen Ausflug zu mir nach Győr zu machen.[66]

Inzwischen schöpft auch das Wiener Volk neuen Mut aus den Berichten, die von der Grenze, aus dem ungarischen Lager zu ihm gelangen. Am 18. Oktober erscheint Kossuths persönlicher Botschafter, der radikale Zeitungsredakteur Lajos Csernátony in der Hauptstadt, und kündigt auf Plakaten an, dass Kossuth die Leitung der Kriegsoperationen der ungarischen Armee persönlich übernimmt. Am folgenden Tage bringt der Botschafter der Wiener, Lesczynski, die Proklamation der Führer der ungarischen Armee an das Wiener Volk, in dem jene anzeigen, dass sie der bedrängten Hauptstadt zur Hilfe eilen.«[67]

Kossuth nimmt unterwegs die Fühlung mit Móga auf, und benachrichtigt ihn von seiner Ankunft und seinen Plänen. Mógas Antwort vom 21. Oktober ist lauter Vorsicht, und gibt über die Kraft des Feindes ein übertriebenes Bild :

»Wir haben zwar in Erfahrung gebracht, dass die Armee, die uns entgegen steht, mit Auersperg und Windischgrätz, 75 000 Mann beträgt, so auch, dass die Kommunikation nach Wien unterbrochen, deshalb wir nicht gewiss sind, ob die Wiener von uns die Verständigung erhalten haben, oder nicht. Dem ungeachtet haben wir beschlossen, mit aller Vorsicht vorzugehen, und dadurch den Wienern zu beweisen, dass wir bereit sind, ihnen hilfreich die Hand zu bieten. Von dem Erfolge des heutigen Tages werde ich nicht ermangeln, dem Herrn Präsidenten die weiteren Berichte zu erstatten.«[68]

Pulszkys Bericht vom 21. Oktober an den Landesverteidigungsausschuss bietet ein mehr zuversichtiges Bild über die Kräfte des Feindes und über die Aussichten des Angriffes :

»Die Kräfte des Feindes sind folgende: Am linken Ufer der Donau, von Wien bis Lundenburg höchstens 5—6000 Mann, unter ihnen viele Rekruten, die jetzt im September gestellt wurden ; die Reiter sind Ulanen, diese sind kampfeslustig, und es sind noch Mergen-Kürassiere. Oberhalb Lundenburg gibt es mehr Militär, dieses trifft jedoch vor 3—4 Tagen nicht unter Wien ein. Rings um Wien, am rechten Ufer der Donau liegen Jellačić mit 18 000

[66] O. Lt. ungeordnetes Material von 1848/49, Csányi-Akten.
[67] Beide Proklamationen s. bei Grüner, a. a. O. S. 154 f. u. 168 f.
[68] Mógas deutschsprachigen Brief s. O. Lt. Kossuth Polizei-Akten Nr. 273.

und Auersperg mit 15.000 Mann, diese sind jedoch verstimmt, die deutschen Soldaten werden weder auf das Volk, noch auf die Ungarn schiessen. — Wessenberg antwortete an Löhner nach Olmütz, dass die Wiener nichts vor Jellačić zu fürchten haben, denn dieser erhielt den Befehl, mit der Verstärkung, die er unter Wien an sich ziehen kann, am rechten Ufer der Donau wieder in unser Vaterland gegen Pest vorzudringen. Demnach ist es also tatsächlich besser, sich bei Wien zu schlagen, wo auch die Wiener helfen werden, als zuzulassen, dass sie sich ergeben, und nachdem sämtliche Kräfte Wien entwaffnet hätten, uns überfallen. Wenn wir nach Wien hineinkommen können, gewinnen wir schon dadurch viel, dass wir mindestens 10 000 Waffen mitnehmen können, vielleicht noch mehr. Das Schicksal unseres Vaterlandes wird unter Wien entschieden werden, und die Schlacht lässt dort jedenfalls mehr Hoffnung zum Sieg zu, als in der Gegend von Nyitra oder Trencsén, wohin wir, wenn wir uns hier nicht schlagen, genötigt sein werden, uns zurückzuziehen. Wenn unser Plan gelingen sollte, wird unsere Armee sofort an das Ufer übersetzen, und das Oberland sichern.«[69]

Die Unschlüssigkeit, die Hast, und das ständige Verpassen der günstigen Augenblicke, führten inzwischen am 22. Oktober zu einem neuen Angriffsversuch und zu einem neuen traurigen Rückzug. Kossuth plante, seitdem er den Entschluss fasste, persönlich ins Lager zu gehen, dass die neue, entscheidende Unternehmung nur in seiner Anwesenheit geschehen wird. Dies erhellte auch aus den Briefen und Weisungen klar, die er inzwischen von seiner Reise ins Lager schickte. Trotzdem beschloss die Heeresführung — besonders auf Zureden des inzwischen aus Wien angekommenen Pulszky — am 22. Oktober vorzudringen. Kossuth erfuhr von dieser Absicht aus Mógas Brief schon einen Tag vorher, und sandte sofort einen Kurier mit der Anweisung ins Lager, sie sollten, wenn sie sich bisher nicht geschlagen hatten, ihn abwarten, denn durch die Hilfstruppen bekräftigt, könnten sie den Kampf mit besseren Aussichten aufnehmen. Vom Verlauf dieses neueren Versuches sandte Csányi noch an demselben Tage einen Bericht an Kossuth : aus seinem Briefe klingt schon der Ton des Pessimismus heraus, auch er sieht immer mehr ein, dass die günstigsten Möglichkeiten schon verspielt wurden, und dass die Chancen auf Erfolg von Tag zu Tag abnehmen. »Hoffnungsvollen Busens fuhr ich über die Leitha — schrieb er — und alle Hoffnungen auf unsere Zukunft verloren, als ich heute wiederkehrte. Die Ursachen unseres Rückzuges sind die folgenden. Unsere Führer gingen schon ohne Zutrauen auf den Sieg, da sie unsere Kräfte, den Kräften des Feindes gegenüber für gering hielten. Unsere Armee ging aber, patriotisch begeistert, gerne«. Das Vordringen schildernd, berichtete Csányi, dass die zu Jellačić als Botschafter ausgesandten Offiziere mit der Antwort des Jellačić wiederkehrten, dass sein Heer unter den Oberbefehl des Windisch-

[69] O. Lt. OHB 1848 : Nr. 1499.

grätz gestellt wurde, und somit aufhörte, kroatisch-slawonische Armee zu sein. »Hier traf uns — setzte Csányi fort — Ihr Botschafter, Tallián mit der Botschaft vor, dass wir die Schlacht nur versuchen dürfen, wenn wir die Armee nicht riskieren, sonst würde die Verantwortlichkeit uns belasten, wenn wir das Vaterland durch Vernichtung der Armee in Gefahr bringen. Móga erklärte sofort, dass die Armee gewiss zum Opfer fallen wird, denn der Feind besitzt überwiegende Kräfte.« Die bei Jellačić gewesenen Offiziere schätzten die feindliche Armee auf 75—80 000 Mann Infanterie und 36 Schwadronen Kavallerie, nach Csányi sei sie nur etwa dessen Hälfte gewesen, »aber auch dies ist so viel, dass gegen diese, ohne die Beihilfe der Wiener, keiner von uns die Verantwortung auf sich zu nehmen gewagt hat . . . Schliesslich beschlossen wir, da Sie allein das ungeteilte Vertrauen der Nation geniessen, Sie abzuwarten, damit Sie die Umstände überprüfen und bestimmen, wann und ob überhaupt wir den Feind in Österreich aufsuchen müssen.« Deshalb bat er Kossuth, er besuche sie sofort in Parndorf, um die Entscheidung gemeinschaftlich fällen zu können.[70]

Kossuth hielt es aber für wichtiger, an der Spitze einer starken Armee ins Lager einzuziehen, und deshalb beeilte er sich nicht. »Sie drängen mich, ich soll meine Truppen hinterlassen und ins Lager vorauseilen — schrieb er am 23. aus Moson an den Landesverteidigungsausschuss nach Pest, — aber ich tue dies wahrhaftig nicht. Wenn ich auch nur um zu begeistern gekommen wäre (obwohl ich auch zu etwas anderem gekommen bin), haben die begeisternden Worte etwas mehr Gewicht, wenn ich auf die Hilfe hinweisen kann, die ich mitgebracht habe«. Im weiteren schilderte er den letzten Angriffsversuch und die Weisung, durch welche er die aufgebrochenen Truppen zurückbestellte : »Sie schlugen sich nicht, als es nötig gewesen wäre, Sie sagten, Sie seien schwach. Seitdem nahmen die Kräfte des Feindes zu. Ich kündete Ihnen an, dass ich bis Dienstag eine Hilfe von 10 000 Mann und 22 Kanonen mitbringe, und Sie, die bisher so viel Zeit verloren, konnten jetzt keine zwei Tage warten, solange ich ankomme. Das kann ich mir nur dadurch erklären, dass Sie der Hilfe aus Wien sicher sind ; wenn Sie aber weder in dieser Hinsicht gesichert sind, noch meine Kräfte abwarteten, hüten Sie sich davor, unsere Armee zu verlieren, denn ich werde Sie dafür verantwortlich machen.« Er machte im Brief auch darauf eine Anspielung, dass die Truppen des Jellačić in die Armee von Windischgrätz eingereiht wurden. »Nun trat also — schrieb er — an die Stelle des aufständischen Jellačić der Kaiser, denn Windischgrätz ist nur sein General. Schön stehen wir. Doch dürfen wir nicht am Sieg unserer gerechten Sache zweifeln. Sie sollen nur die Truppen aufstellen, und haben Sie die Güte, mir mitzuteilen, was dort wichtigeres geschieht.«[71]

[70] O. Lt. OHB 1848 : Nr. 1630.
[71] Ebenda.

Am siebenten Tage nach Kossuths Abreise, am 24. Oktober, erreichte die Armee schliesslich das Lager; der Weg ähnelte nach zeitgenössischen Berichten einem Siegeszug, und Kossuths persönliche Begegnung mit dem Volk der oberen Donaugegend stellte weitere Massen endgültig auf die Seite des Freiheitskrieges. Seine Ankunft im Lager geschah in einem wichtigen Augenblick: eben dann erhielt nämlich Móga einen Brief von Windischgrätz, in dem der Feldherr des Kaisers ihm befahl, sich samt den unter seinem Kommando stehenden Linientruppen sofort der kaiserlichen Armee anzuschliessen. Móga teilte den Inhalt des Briefes dem Offizierskorps mit und erklärte, dass er nicht die Absicht hat, dem Befehl zu folgen. Am nächsten Tag sprach der ganze Offizierskorps bei Kossuth vor, »zu denen er, als der Präsident der vom Abgeordnetenhaus beauftragten Regierung sprach — schrieb ein zeitgenössischer Bericht — und so sprach, wie ich ihn noch nie habe sprechen hören. Er schilderte den Landesverrat des Jellačić, und bewies, dass Windischgrätz nichts anderes tut, als dass er dasselbe fortsetzt, was Jellačić begonnen hat. Er sprach seinen Dank dem Offizierskorps für sein bisheriges Ausharren in Namen des Vaterlandes aus; er tadelte, dass Jellačić auf seiner Flucht nicht vernichtet wurde, als seine Vernichtung die geringste Kraftanstrengung erfordert hätte, erkannte indessen auch die moralischen Gründe an, durch die die Armee an der Leitha aufgehalten wurde; er stempelte es aber für ein empörendes Versäumnis, dass Jellačić als Rebell in Österreich nicht entwaffnet wurde, dass vielmehr sich Windischgrätz an die Spitze seiner Armee gestellt hatte.« Am Schluss seiner Rede las Kossuth eine Erklärung vor, die er an Windischgrätz zu senden beabsichtigte; in dieser enthüllte er mit der bestürzenden Kraft der Wahrheit »das Exempel des Eidbruches, des Verrats und der Böswilligkeit, jenes Gewebe der Ränke, durch die die arglistige Hofkamarilla die staatliche Existenz des ungarischen Reichs zu vernichten trachtet.« Er wies auf die Gutgläubigkeit der ungarischen Nation, auf ihre Achtung dem Recht, den Gesetzen und der Person des Herrschers gegenüber hin, schliesslich forderte er »zur äussersten Selbstverteidigung gewaltsam gezwungen,« »im Namen der ewigen Gerechtigkeit Gottes, des Volksrechtes und der Menschheit« Windischgrätz auf, er soll Jellačić entwaffnen lassen, Wiens Belagerung einstellen, und mit seinen angreiferischen Absichten gegen Ungarn aufhören.[72] Kossuths Rede hat laut Bericht »alle Augen mit Tränen erfüllt ... Die Begeisterung der Offiziere ging so weit, dass sie, als Kossuth sich auf sein Zimmer begab, ihn durch ihre lebhaften Hochrufe wiederum ans Fenster riefen, und er suchte unter unausgesetzten Hochrufen seinen Lagerplatz auf.«

Der begeisterte Empfang und der Erfolg seiner Rede konnten aber die Schwere des Problems vor Kossuth nicht verdunkeln, zu dessen Lösung er

[72] Der Zeitungsbericht über Kossuths Ankunft steht in der Nummer vom 29. Oktober in Kossuth Hirlapja; den deutschen Text des Manifestes an Windischgrätz s. Janotyckh von Adlerstein, a. a. O. S. 167 f.

ins Lager kam. Noch an demselben Tage sandte er einen ausführlichen Bericht an den Landesverteidigungsausschuss nach Pest :

»Der Ausschuss hat mir eine sehr schwere Aufgabe auferlegt, als es von meinem Wort abhängig gemacht wurde, zu entscheiden, ob unsere Armee nach Österreich eindringen soll oder nicht. Denn vom Aussprechen dieses Wortes wird der Sieg oder die höchste Gefahr für unser Vaterland abhängen.

Oberstleutnant Békeffy[73] verstimmte durch seinen Bericht (was er aus seinen trotz seinen verbundenen Augen gemachten Erfahrungen schöpfte), dass der Feind 80 Bataillons und 9 000 Reiter habe, zwar nicht die Armee, sondern die Offiziere, während andere die Kraft des Feindes auf Grund von Spionenmeldungen auf die Hälfte des erwähnten ansetzen, und diese Kombination scheint auch durch die Zusammenzählung des in den benachbarten Ländern verlegten Militärs gerechtfertigt zu sein.

Gestern sandte ich Kollman auf Grund einer nach Wien geschickten Benachrichtigung nach Kismarton, um sich dort mit General Bem, zwecks kombinierter Operationen zu begegnen. Er ist nicht erschienen. Wien ist gänzlich zerniert. Heute sandte ich neue, zuverlässige Spione aus. Ihr auf heute abend erwarteter Bericht birgt die Entscheidung in sich.

Soviel steht fest, dass das Kampieren, da es schon Ende Oktober, weiter unmöglich ist. Wir müssen also entweder sofort vordringen, oder uns in Winterquartiere zurückziehen ; dieses letztere bedeutet aber soviel, wie unsere Armee auf die Hälfte zu entwerten, denn ein grosser Teil der Soldaten sind auf kurze Zeit dienende Freiwillige, oder aufgestandene Nationalgardisten, und sogar das Székler Regiment hat ausbedungen, dass es im Winter zu Hause quartieren wird ; und so bedeutet das Aussagen des Wortes »Winterquartier« soviel, wie jene Kräfte zu vernichten, die wir mit grossen Schwierigkeiten zusammenbrachten. Ich selber brachte 14 000 Bewaffnete mit, von diesen werden aber für das Winterquartier höchstens dritthalbtausend zurückbleiben, und so bedeutet das Winterquartier soviel, wie auszusagen, dass wir nicht einmal die jetzige Linie halten, sondern uns auf die Besetzung von Pozsony, Győr, Komárom und Sopron mit einigen vorgeschobenen Posten bis Moson beschränken würden. Diese vier Punkte würden unsere ganze übriggebliebene Armee in Anspruch nehmen, und so haben wir den Feind weder hier geschlagen, noch werden wir von unseren unter grossen Qualen zustandegebrachten Kräften nur einen Mann zum Besiegen eines anderen Feindes benutzen. Das ist also ein unsagbar wichtiger Umstand, so, dass ich nur durch die sichere Aussicht einer Niederlage zur Wahl dieser Alternative bewegt werden könnte.

Der anmassende Brief von Windischgrätz verursachte bei einem Teil der Offiziere grosse Verlegenheit. Als ich Móga in Miklósfalva begegnete, sagte

[73] Einer der zu Jellačić ausgesandten Parlamentäre.

ich ihm, dass wir mit den Offizieren um jeden Preis im klaren sein müssen; ich ziehe es vor, wenn die Hälfte fortgeht, als dass alle unschlüssig und wankelmütig bleiben; deshalb verlange ich von einem jeden Offizier eine Erklärung. Heute früh wurde der überwiegende Teil der Erklärungen eingebracht. Die Württemberg-Husaren, sowie diejenigen, deren Major Zichy ist, ferner das Infanterieregiment Prinz Preussen, und noch einige andere machten eindeutige, andere wiederum zweifelhafte, unbestimmte Erklärungen, andere wiederum reichten Quittierungsgesuche ein. Heute morgen liess ich das ganze Offizierskorps einberufen, ich sprach vor ihnen meinen Rechten und Pflichten gemäss; ich las ihnen die beigeschlossene Erklärung vor, die ich an Windischgrätz verfertigte, und sofort zogen mehrere ihr Quittierungsgesuch zurück, die Unschlüssigen machten eindeutige Erklärungen, und mit wenigen Ausnahmen werden sie alle ohne Zaudern dienen.

General Móga bittet wegen seiner Krankheit — denn er ist wirklich krank — seine Pensionierung. Jetzt würde es sehr schlechte Auswirkungen haben, wenn wir im Augenblick der Entscheidung keinen alten General hätten, deshalb bat ich ihn, noch einige Tage zu bleiben: er versprach es.

General Holtsche, den ich übringes zu verlieren bedauere, weil er ein sehr wackerer und in der Armee beliebter Heerführer ist, bittet um seinen Pass, indem er frei aussagt, dass er zu Windischgrätz gehen will. Dies lasse ich nicht zu, gebe ihm zur Kenntnis, dass ich dies als Desertion ansehen würde, und werde von ihm eine Erklärung verlangen, dass er weder gegen unser Vaterland Kriegsdienst leisten, noch die Geheimnisse unserer Armee verraten wird.

Aus obigem kann der verehrte Ausschuss ersehen, dass wir einige Generäle nötig haben.

Die Armee selbst ist ruhmvoll, tapfer und begeistert, wie vielleicht noch keine Armee auf der Welt war. Ich liess die Bataillone aufstellen, und besuchte sie einzeln in der glänzenden Begleitung des Stabes; ich liess die Bänder auf den Fahnen befestigen, die Rosetten, Bänder lasse ich verteilen, oder fand sie schon zum Teil verteilt. Unsere Armee ist nationalisiert.

Das beigeschlossene Manifest sandte ich heute um 12 Uhr durch Oberst Iványka zu Windischgrätz, und in Begleitung je einer kurzen Note auch der englischen und der französischen Gesandtschaft; bis morgen abend werde ich auf die Antwort warten, jedenfalls werde ich den Plan zum Vordringen bis dahin vorbereiten lassen, denn was wir auch tun werden, können wir nicht weiter im Lager liegen; die rauhen Nächte zerstören die Armee.«[74]

Die Delegation ging mit dem Manifest zu Windischgrätz ab, konnte jedoch nichts erreichen. Der kaiserliche Feldherr wollte mit den »Rebellen«

[74] O. Lt. OHB 1848: Nr. 1796.

nicht verhandeln, und Jellačić liess, zur Schande des internationalen Kriegsrechts, den Führer der durch sein Lager heimkehrenden Delegation, Oberst Imre Iványka, gefangennehmen. Kossuth benutzte diese Schandtat zur Stärkung der Empörung und der Kampflust des Offizierskorps, konnte jedoch sein eigenes Ringen nicht aufgeben. Die an Ort und Stelle gesammelten Erfahrungen liessen in ihm die Überzeugung noch reifer werden, dass die günstigste Gelegenheit zum Angriff schon verpasst wurde. Seine Zweifel werden in seinem Brief treu widerspiegelt, den er am 26. Oktober an den Landesverteidigungsausschuss richtete :

»Aus der Richtung von Wien ist seit zwei Tagen starkes Kanonendonnern zu hören, obwohl ich meine, dass nicht so sehr Wien bestürmt wird, als eher die Wiener aus den Vorstädten schiessen, und ich leide inzwischen am quälendsten körperlichen und seelischen Fieber, denn ich muss über Vordringen oder Verteidigung entscheiden, wobei der Sieg die Rettung des Vaterlandes, die Unterlage jedoch den Untergang der Nation bedeuten kann.

So viel ist wahr, dass diejenigen, die es verursachten, dass unsere Armee den flüchtenden Jellačić nicht sofort verfolgte, der Nation eine unsagbare Verantwortung schuldig sind. — Diesen Augenblick gibt Gott nicht mehr wieder. Jetzt steht uns eine geordnete Armee von 65 000 Mann gegenüber, darunter 8000 Reiter, wogegen wir kaum an die 30 000 Mann haben, darunter etwa 7000 Liniensoldaten und Honvéds ; nicht mehr als 1750, jedoch unschreckbare Husaren. Der übrige Teil unserer Armee ist undiszipliniert, ein Gewehr zu laden vermag nicht einmal die Hälfte, schiessen desto weniger ; die Hälfte der Offiziere wird mit der Überzeugung der Niederlage ausziehen, die andere Hälfte ist ungeübt, kann keine richtige Bewegung ausführen, die Herbstnächte sind kalt, die Verproviantierung ist im Auslande schwierig, ein Regen von 24 Stunden macht alles zunichte, unser Volk kann nicht hungern, ein grosser Teil der Pester Nationalgardisten ist, da sie sich einen Spaziergang vorgestellt hatten, nicht mehr zu halten, Pioniere haben wir keine, obwohl wir im Falle eines Vordringens zwei Flüsse zu passieren hätten, Feldherren haben wir nicht, und wenn wir neue einsetzen, wird es kein Vertrauen zu ihnen geben, oder werden viele beleidigt sein. Ausserdem können wir nicht mit Wien kombiniert tätig sein. Viele dieser Mängel werden durch die Begeisterung der Armee aufgewogen, doch nicht alle.

Andererseits ist aber die Gefahr, wenn wir nicht gingen, nicht so baldig, doch umso bestimmter.

Ich liess den Plan zum Vordringen für jeden Fall verfertigen, und morgen gehen wir entweder nach Österreich, oder ins Winterlager, wobei wir Pozsony zum Hauptquartier auserwählen, und in diesem Falle werde ich 4000 Mann an Mór Perczel detachieren, denn er drängt um Hilfe, und ohne diese kann er in Gefahr geraten, mit etwa 10 000 lasse ich hingegen Simunich gefangenneh-

men.[75] Ob aber der Feind hier nicht einfällt, während diese auf dem Wege sein werden? Ich weiss es nicht. Die Wahl ist also furchtbar schwer, aber, alles überlegt, besonders, wenn ich heute irgendeine günstige Nachricht erhalten würde, wird der Beschluss wahrscheinlich dahin ausfallen, dass wir vordringen. Wenn wir siegen, ist das Vaterland gerettet, und wir werden einander wiedersehen, wenn nicht, dann eben nicht.«[76]

Noch an demselben Tage wurde auch ein Kriegsrat abgehalten, in welchem Kossuth mit überzeugender Kraft auseinandersetzte, dass es eine Ehrenpflicht der Ungarn sei, dem bedrückten Wiener Volk Hilfe zu leisten; unter den Truppenkommandanten herrschte jedoch keine Eintracht bezüglich der Aufgaben, und so rief Kossuth den Oberfeldherrn Móga und den Generalstabschef Kollmann auf, ihre Ansichten über das Eindringen in Österreich schriftlich zu unterbreiten und zu begründen.[77] Das gewünschte Gutachten wurde verfertigt und enthielt folgendes:

»Nach dem gestern 9 Uhr abgehaltenen Kriegsrate haben wir gefertigte von dem Herrn Präsidenten die Aufforderung erhalten, unsere Ansichten bezüglich des Vormarsches und Angriffes der feindlichen Armee in Österreich schriftlich mit deren rücksichtswürdigen Gründen zu motivieren.

Dieser Aufforderung zufolge sehen wir uns verpflichtet, bei Ehre und Gewissen, nach unserer vollen Überzeugung, bei dem heiligen Pflichtgefühl dem Interesse fürs Vaterland und der Armee, mit einem Worte, bei der auf uns beruhenden Verantwortung zu erklären, dass ein Vormarsch bei der gegenwärtigen Sachlage und ein Angriff gegen die feindliche Armee äusserst gewagt und von unberechenbaren Folgen für Armee und Vaterland sein könnte.

Die Gründe zu dieser Besorgnis sind folgende:

1. Ist der Feind an Stärke uns viel mehr, als um das Doppelte überlegen; er wird allgemein über 70 Tausend Mann gerechnet, worunter sich, notorisch bekannt, 8 bis 9000 Mann Kavallerie befinden.

2. Sind seine Truppen durchgehends wohl exerciert.

3. Besitzt der Feind nicht nur alle zum Kriege erforderlichen Truppengattungen, als: Jäger, Pioniers, Pontoniers, etc., sondern auch alle erforderlichen Kriegsmittel, als Schiffbrücken, und sonstiges, zum Kriege erforderliches Material.

[75] Mór Perczel kämpfte an Spitze einer kleineren Armee an der steirischen Grenze gegen die Truppen des Generals Nugent. General Simunich fiel am 22. Oktober ins Komitat Trencsén ein, um die Slowaken zum Aufstand zu bewegen und die Flanke der gegen Wien ziehenden ungarischen Armee zu gefährden. Er siegte am 28. Oktober bei Kosztolna gegen die ungarische Nationalgarde, zog jedoch später vor der, gegen ihn unter dem Befehl Guyons ziehenden ungarischen Armee, wieder aus dem Lande. Kossuths Plan war, seine Armee mit Hilfe des Landsturmes gefangennehmen zu lassen.

[76] O. Lt. OHB 1848: Nr. 1840.

[77] Das Wesentliche aus Kossuths Rede bekanntgemacht in den Memoiren von Görgey: Mein Leben und Wirken in Ungarn in den Jahren 1848 und 1849. Leipzig, 1852. Bd. I. S. 66 f.

4. Befinden sich in der Armee des Feindes gewiss zwischen 20 bis 30 Generäle, teils im Kriege, teils durchgehends in den Waffen und in der Kriegskunst gebildete Soldaten.

5. Hat der Feind einen Überfluss an ausgezeichneten Individuen des Generalstabes von der höchsten bis zu der kleinsten Charge.

6. Wird er den Vorteil des Verteidigers geniessen, welcher nach strategischer Feststellung von Grundsätzen seine Streitmacht gegen den Angreifer um $^1/_3$ verstärkt.

Endlich seine gute Position in der Fischa in Anregung zu bringen, allwo derselbe sich auch mit geringeren Streitkräften gegen stärkere aus dem Grunde zu halten im Stande ist, weil der Angreifer die Defilées unmittelbar vor dessen Stellung zu passieren hat, daher beim Debouchieren teilweise aufgerieben wird.

Sollte sich derselbe auch aus dieser Stellung gegen Schwechat zurückziehen, was nicht zu erwarten steht, so tritt derselbe auch in dieser rückwärtigen Stellung in dieselben Vorteile.

Im Gegenteil ist zu befürchten, dass uns der Feind an der Fischa wirft, und bei seiner überaus grossen Übermacht an Kavallerie überflügelt.

Wenn aber, wie gesagt, er sich auch bis Schwechat zurückziehen würde, so wäre unsere Lage noch gefährlicher, indem ein Rückzug in Ordnung, selbst mit regulären Truppen viel schwerer zu effektuieren ist, als ein Vorrücken.

Im Falle unsere Armee geworfen wird, so macht uns die Übermacht des Feindes an Kavallerie den Rückzug unmöglich, und reibt die irregulären Bataillone teilweise auf, und drückt uns an die Donau.

Hingegen besteht der Stand unserer Armee im Ganzen 26 890 Mann, worunter reguläre Infanterie mit Inbegriff von 3 Honvéd-Bataillons 5414, reguläre Kavallerie 1746 Mann, von den übrigen ist ein grosser Teil mit Sensen bewaffnet, und mehrere Tausende der Bewaffneten verstehen den Gebrauch des Gewehres nicht.

2-tens Fehlt es uns an Schiffbrücken und sonstigem zur Kriegsführung erforderlichen Material.

Auch haben wir keine Pioniers, Pontoniers und Jäger.

3-tens Der Generalstab ist bei unserer Armee in sehr beschränktem Ausmasse, und im Ganzen mit jenem des Feindes in keinen Vergleich zu stellen.

4-tens Mangeln uns Generäle und Korpskommandanten, und ich bin in diesem Bezug so beschränkt, dass es schwer wird, einen vollkommenen Diensteskundigen an die Spitze der Bataillons zu stellen, und bei den Kommanden der Brigaden ist gleichfalls die Wahl sehr beschränkt, so zwar, dass die Führung derselben auch Hauptleuten und Rittmeistern bereits anvertraut war.

Was die Artillerie betrifft, so würde deren Anzahl bedeutend sein, und ein grosser Teil derselben ist sehr brauchbar und eingeübt, jedoch gar in dieser unsere Hauptkraft besteht, so müsste dieselbe auch an den gefährlichsten Punkten verwendet werden, und könnte Gefahr laufen, bei der Übermacht der feindlichen Kavallerie zum Teil in Verlust zu geraten.

Endlich glauben die Gefertigten, dass bei dem vorherzusehenden Rückzug die irregulären Truppen leicht in Verwirrung geraten würden, und dass mit ihnen eine zweite Aufstellung nicht mehr zu bewirken wäre.

Diese Gründe werden die Ansichten der Gefertigten hinlänglich rechtfertigen, wobei sie noch in dem Interesse des Vaterlandes anführen müssen, dass wenn die Armee in das Innere des Landes näher der Hauptstadt zurückgezogen würde, wo sich alle Kräfte des Landes versammeln könnten, wo alles aufgeboten werden könnte, um eine kräftige Verteidigung herbeizuführen, dass sie stark genug wäre, gegen jeden Feind, wenn es der Wille der Nation ist, sich nicht unterdrücken zu lassen, und dass es nicht der Wille ist, sondern dass sie dort in Masse aufstehen würde, davon wird jeder überzeugt sein, der Ungarn und sein Volk kennt.

Schliesslich müssen wir noch bemerken, dass diese unsere Ansicht der grösste Teil der Truppenkommandanten mit uns teilt.

Wobei noch bemerkt wird, dass ich bei Übergabe dieser motivierten Erklärung einvernehmlich mit dem Chef des Generalstabes, Herrn Obersten Kollmann noch auf folgende Übelstände der Armee bei einem Vormarsch nach Österreich aufmerksam gemacht habe, nämlich, dass die Armee keine Pack- und Kesselpferde habe, und folglich stets eine Anzahl von Wägen mit sich führe, welche die Armee in ihrer Mobilität hindern, und bei einem leicht möglichen und sicher vorauszusehenden Rückzug von grösstem Nachteil sein müssen.

Ferner, dass bei dem Umstand, wo der Armee ihre sämtliche Verpflegung an Naturalien und Service aus Ungarn nachgeführt werden soll, es mit allem Grund zu befürchten sei, dass die Truppen, deren Dislokation nach einem Kampfe nicht zu berechnen ist, nur zum Teil, oder gar nicht ihre Verpflegung erhalten würden.«[78]

Diese Erklärung beweist auch bei ihrem Pessimismus datenmässig, wie stark sich die Kräfteverhältnisse zu Ungunsten der ungarischen Armee geändert haben, seitdem die Wiener Revolution eine so alleinstehende Möglichkeit zur Erkämpfung des Sieges dargeboten hatte. Somit wies die Erklärung in gesteigertem Masse auf die Verantwortlichkeit derjenigen hin, die die Ausbeutung dieser Möglichkeit versäumen liessen, und sie bewies auch vor Kossuth, dass zur revolutionären Heerführung, zur Lösung der Aufgaben einer Revolution

[78] Eine zeitgenössische Abschrift der deutschsprachigen Erklärung s. O. Lt. Kossuth-Archiv, Fasc. 495.

nur ein Führer geeignet ist, den die Revolution selbst zum Führer erhoben hat. Deshalb begann er den Plan zu verwirklichen, den er schon mehrere Wochen früher fasste, nämlich die Führung der Armee Görgey anzuvertrauen, in dem er auf Grund seiner Briefe und seines in den Tagen der Schlacht bei Pákozd erwiesenen Verhaltens den lange ersehnten Führer der Revolution vermutete. Görgey hielt sich seit dem 12. Oktober, als Kommandant einer Armeegruppe, im Lager auf; vor seiner Ankunft beriet er sich in Pest mit Kossuth, und von ihm erhielt er die direkte Anweisung, das sabotierende Verhalten von Móga und seiner Anhänger unter Kontrolle zu halten. Sein Ernennungsdekret zum General war seit derselben Zeit bei Pázmándy, um diese nötigenfalls veröffentlichen und ihn mit der Führung der Armee beauftragen zu können. Über Kossuths fieberhafte Tätigkeit, durch welche er die im Kriegsrat entstandene Stimmung günstiger zu gestalten bestrebt war, berichtet seine Meldung, die er am 27. Oktober dem Landesverteidigungsausschuss sandte, ausführlich:

»General Móga und Generalstabschef Kollmann reichten eine motivierte Erklärung ein, in welcher sie erklären, dass unser Einmarsch nach Österreich und das Angreifen des Feindes dort, den Verlust unserer Armee zur Folge haben könnte. Ich machte auf die gefährlichen Folgen des Nichtvormarschierens aufmerksam:

1-tens. Wenn wir Winterlager beziehen, wird Wien, welches sich tapfer hält, seine Hoffnung auf unsere Truppen verlieren und sich ergeben, und wenn Wien besiegt werden wird, kann sich der an Kraft immer zunehmende kombinierte Feind mit seiner ganzen Kraft gegen uns wenden.

2-tens. Nicht nur er wird sich aber gegen uns wenden, sondern zugleich wird sich die Sympathie der in ihren Erwartungen arg betrogenen Wiener Einwohnerschaft gegen uns unbedingt in den bittersten Hass verändern, und es ist sehr wahrscheinlich, dass man Wien dadurch von den bewaffneten Proletariern befreien wird, dass 20, 30 Bataillone der gegen uns ziehenden Armee angeschlossen werden, indem ihnen das Land der Ungarn, die sie im Stich gelassen hatten, als Beute zum Ziel vorgesetzt wird.

3-tens. Unsere Sache ist mit der Sache Wiens verbunden, eine europäische Angelegenheit, — von jener getrennt wird sie von niemandem beachtet werden. Wir werden auf keine diplomatischen Schritte rechnen können, wir werden sogar in Verdacht genommen werden, dass wir durch Wiens Verlassung das deutsche Element abschwächen und Pest erheben gewollt hätten.

4-tens. Wenn wir Winterquartiere beziehen und das Lager verlassen, das wird soviel bedeuten, wie offen gestehen, dass wir uns mit dem Feinde nicht schlagen konnten, und das wird zur Folge haben, dass Burits, Nugent, Simonics, die Serben und Rumänen, und alle Feinde mit doppelter Lust gegen uns tätig sein werden, als gegen eine Nation, die eingestanden hat, dass sie ihrer Feinde nicht mächtig werden kann.

5-tens, das Wort auszusprechen: Winterquartiere beziehen, bedeutet soviel, wie unsere Armee, die jetzt 30 000 Mann zählt, mindestens auf die Hälfte zu reduzieren, denn die vielen freiwilligen Nationalgardisten, sogar auch die Szekler Infanterie, werden gemäss den schon beim Abgang gesicherten Bedingungen sofort nach Hause gehen, und da wir die österreichische Grenze, Pozsony, Sopron und Moson nicht ungedeckt lassen können, wird von unserer durch riesige Opfer zusammengebrachten Armee kaum so viel übrigbleiben, was zur Deckung dieser drei Punkte nötig ist, und gegen keinen anderen Feind werden wir auch nur einen Mann schicken können, im Gegenteil: entweder müssten wir uns mit allen unseren Kräften sehr weit nach hinten, vielleicht in die Gegend von Komárom zurückziehen, und dadurch den Erfolg unserer sämtlichen bisherigen Kraftanstrengungen verwerfen, oder, falls der Feind einen unserer Winterpositionen mit seiner vollen Kraft angreifen würde, z. B. Moson, wird uns der Feind bis dahin, solange wir unsere Kräfte aus Pozsony und Sopron dorthinzögen, schon zunichtegemacht haben. — Unser Rückzug verstimmt das Selbstvertrauen der Nation, die Begeisterung zu erwecken wird zum zweiten Male nicht mehr gelingen, wir werden keine Waffen, keine Zeit zur Aufstellung neuer Truppen haben, unsere Feinde rekrutieren aber unausgesetzt, das eroberte Wien wird wütend gegen uns sein, dem Glück, dem Zufall haben wir nicht den geringsten Spielraum gelassen, und unser Vaterland ist unbedingt verloren. Das Wort Winterquartier selbst also wird unsere Armee mehr entwerten, als drei verlorene Schlachten, und wir, die seit drei Wochen alle auffindbaren Kräfte hierher sandten, alle anderen Gefahren anzuwachsen zuliessen, taten vergebens alle unsere Schritte, wir selbst würden unsere Armee aufgelöst haben. Und das taten wir in dem Augenblicke, in welchem unser, jedem Recht spottende Feind, unseren Parlamentär, Oberst Iványka gefangennimmt, was schon selbst für jede Nation der Welt genügender Grund zum Krieg wäre, und worüber die Armee so wütend ist, dass sie brigadenweise den Angriff fordert. Das waren die Gründe, die ich anführte, setzte aber hinzu, dass, wenn trotzdem alle Feldherren unserer Armee behaupten, dass im Falle des Vormarsches unsere Armee zugrundegeht, ich keine strategische Unmöglichkeit verordnen werde, und sagen werde, Gottes Fluch belaste diejenigen, die, als Jellačić auf der Flucht war, die sichere Gelegenheit zum Sieg preisgaben.

Wenn es aber unter den Stabsoffizieren einen gibt, und wenn es einen Generalstäbler gibt, der behauptet, dass er Mógas und Kollmanns Ansichten nicht teilt, dass er die Sache nicht so dunkel sieht, sogar einen Plan angibt, nach welchem, wenn auch nicht der Sieg, doch mindestens soviel wahrscheinlich ist, dass wir im Falle einer Niederlage im Kampf die Armee nicht verlieren, sondern zum grössten Teil nach Pozsony zurückführen können, dann werde ich die Führung der Armee denjenigen anvertrauen, die so sprechen, und werde, die überaus wichtigen politischen Gründe gegen die strategischen Möglichkeiten auf die Wage setzend: »vorwärts!« befehlen. Da trug Major Pusztel-

nik vom Generalstab, von wem Kollmann erklärte, dass er ihn in allen seinen Fähigkeiten mindestens für seiner selbst ähnlich hält, einen Plan vor, dessen Wesentlichstes darin lag, dass mit Hinsicht darauf, dass die Hauptkraft des Feindes in seiner Kavallerie liegt, wir einen solchen Marsch ausführen und solche Position einnehmen müssen, dass der Feind von seiner Kavallerie keinen Gebrauch machen könne, d. h. wir müssen in den Bergen operieren. Bei diesem seinen Plan erklärte er seinen Glauben daran, dass unsere Armee, falls kein besonderer Zufall dazwischenkäme, auch im Falle einer Niederlage zu retten wäre.

Oberst Görgey äusserte sich aber entschieden dahin, dass es keine Wahl gebe, wir müssen vordringen, denn wenn wir nicht vordringen, schadet dies mehr, als wenn wir drei Schlachten verloren hätten.[79] Ich forderte Görgey auf, er soll die Heerführung übernehmen, ferner Pusztelnik, er soll seinen vorgetragenen Plan ausführen.

Schliesslich spielten sie den Bescheidenen. Pusztelnik sagte, er sei der Armee nicht bekannt, es gebe also kein Vertrauen zu ihm, und wenn nicht Kohlmann die Schlacht führe, das Offizierskorps von vornherein den Mut verliere. Görgey hingegen sagte, wenn er der Heerführer werden würde, werden die älteren Offiziere die Befehle nicht bereitwillig befolgen. Da er übrigens die Avantgarde kommandiert, hat er in der Ausführung ohnehin den grössten Anteil, ohne Suszeptibilitäten zu verletzen. Das Endergebnis ist also, dass Móga den Oberbefehl beibehielt, und Pusztelnik seinen Plan mit Kohlmanns Beihilfe und unter seiner Aufsicht ausführen wird.

Demnach ist der Befehl »Vorwärts« erteilt worden ; der rechte Flügel dringt heute von einem Kriegsdampfer flankiert, aus Köpcsény bis Hainburg vor, — Bruck wird ebenfalls heute, durch Görgey genommen werden. Die Hauptarmee wird morgen um 6 Uhr vordringen.

Die nächsten Tage werden über das Schicksal unseres Vaterlandes, vielleicht ganz Europas entscheiden.

Wir sind in Gottes Händen. Ich konnte nach den Sorgen dreier schlafloser Nächte nichts anderes, nichts besseres tun.«[80]

Die glänzende Beweisführung also, durch welche Kossuth die Notwendigkeit des Angriffes, des revolutionären Riskierens dartat, erbrachte ihre Früchte,

[79] Es ist interessant, dass Görgey — indem er seine Rolle nachträglich verschönern will — in seinen Memoiren schreibt, dass er gegen den Angriff gewesen wäre (a. a. O. S. 68. f.). Dieser Behauptung widerspricht nicht nur Kossuths obige Schilderung, sondern auch der Umstand, dass Görgey bisher die ganze zögernde Kriegsführung Mógas scharf kritisierte, und forderte z. B. nach der Schlacht bei Pákozd in einem Brief, ihn vor Kriegsgericht zu stellen. Es ist zu erwähnen, dass Kossuth in seiner Rede vom 9. November im Abgeordnetenhause Görgeys Stellungnahme gleichlautend schilderte, die Rede auch in der Presse veröffentlicht wurde, und es Görgey nicht einfiel, auf ihre Unwahrheit auch nur anzuspielen. Kossuth hätte übrigens Görgey auf dem Schlachtfeld kaum zum Heerführer gemacht, wenn dieser vorher gegen seine Ansicht, gegen die angreifende Kriegsoperation Stellung genommen hätte.

[80] Das unter OHB 1848. Nr. 1922. registrierte Original umgesetzt unter Kriegsmin. 1848 : Nr. 9076/3056.

und die Armee brach am Morgen des 28. Oktober auch zum dritten Male auf. Die Hoffnung auf den Erfolg wurde aber durch den Umstand stark in Frage gestellt, dass Wiens Umschliessung einige Tage vorher beendet wurde, die Belagerung schon im Gange war, Windischgrätz eben an diesem Morgen mit dem entscheidenden Angriff begann, und die Verbindung mit der ungarischen Armee vollständig abgeschnitten wurde. Das belagerte Wiener Volk erwartete die Ungarn immer ungeduldiger, seine Kräfte nahmen jedoch ständig ab, und als die ungarische Armee in Wiens Nähe endlich die Schlacht begann, konnte sie aus der österreichischen Hauptstadt, die schon ihre letzten Stunden lebte, die nötige Unterstützung nicht mehr erhalten. Von der Stimmung des belagerten Wiener Volkes berichtet eine am 28. Oktober an Csányi gesandte anonyme Meldung — die jedoch erst am 5. November an ihn gelangte — nach langer Schilderung der Ereignisse der Belagerung Folgendes:

»Übrigens sind alle Augen auf die ungarische Armee gerichtet, und die Bevölkerung schöpft noch immer Mut und Begeisterung aus der Hoffnung ihrer Ankunft. Leider haben wir jedoch seit dem 23. nicht die mindeste Nachricht von ihr; in den letzten Tagen hörte man öfters Kanonendonnern aus der Ferne, woraus wir die zweifelhafte Ahnung haben, dass Jellačić, der sich mit fast seiner ganzen Kraft mit Auersperg vereinigte, am Ufer der Fischa Schanzen aufschütten liess und sein Lager aufschlug, sich mit der ungarischen Armee hier geschlagen hat.

Unter solchen Umständen wagt das hiesige Kriegskommando wegen der Unkenntnis der Lage des ungarischen Lagers keinen Ausfall zu versuchen, umso weniger, da es in der vergangenen Nacht oder auf heute früh bestimmt erwartete, dass Windischgrätz die Einnahme der Stadtteile jenseits des Kanals mit konzentrierten Kräften versuchen würde, was jedoch nicht erfolgte.«[81]

Die Wiener können also nur blasse Ahnungen über die Bewegungen der ungarischen Armee gehabt haben, die in den ersten zwei Tagen nur sehr vorsichtig vordrang, ohne dass der Feind auf seinem Rückzug einen ernsteren Widerstand geleistet hätte. Am Abend des 29. Oktober berichtete Kossuth aus Enzensdorf an den Landesverteidigungsausschuss über die Ereignisse der ersten zwei Tage:

»Wir verbringen die zweite Nacht in Österreich. Bisher sozusagen ohne einen Säbelhieb. Kaum fielen einige Schüsse. Der Feind flüchtete überall beim Herannahen unserer Armee. Er verliess die stärksten Stellungen, wir drangen jedoch mit der grössten Vorsicht vor; wir waren mit Brückenmaterial zum Übersetzen über die Fischa gerüstet, doch verliess der Feind auch diesen Fluss, indem er die Brücken zur Hinderung unseres Vordringens mit Barrikaden versperrte; kaum zeigten sich jedoch unsere Vorposten, räumte das Volk die Barrikaden aus dem Wege, und wir übersetzten heute gegen

[81] O. Lt. ungeordnetes Material aus 1848/49. Csányi-Akten.

Mittag über die Fischa, der Linke Flügel bei Schwadorf, die Mitte bei Enzensdorf und der rechte Flügel bei Fischamend, und drangen, die beiden Flügel zusammenziehend, gegen Schwechat vor. Diese Nacht liegt unsere Armee diesseits Schwechats an jenen Ufern, von wo aus ein freies Feld bis Wien vor uns liegt, dessen Fenster wir durch unsere Fernrohre erkennen und den Feind unter Wien aufgestellt sehen ; unsere Husaren nehmen schon die Chevauxlegers und die Dragoner ab und zu gefangen.

Alles weist darauf hin, dass sich Wien noch nicht ergeben hat. Wir versuchen alles, um unsere Tätigkeit morgen mit Wien in Einklang zu bringen. Wir werden vom Wiener Turm aus gesehen, und wenn Gott mit uns sein wird, wie wir nicht an unserer gerechten Sache zweifeln dürfen, — werden wir morgen unsere Meldung beginnen : »aus unserem Hauptquartier zu Wien« — Gott gebe es. Wenn uns Gott bewahren wird, werde ich so verfügen, dass unsere Kräfte je früher gegen andere Feinde disponibel werden. Ich habe sämtliche Dampfer aus Pozsony bestellt, um auf der Donau, sofern es möglich ist, parallel heraufzufahren ; wenn wir morgen siegen, werden sie zur Rückbeförderung des grössten Teiles unserer Armee dienen ; wenn wir verlieren, werden sie unserem Rückzug förderlich sein. Schwadorf, Enzensdorf, Fischamend halten wir besetzt, die Brücken sind in unserem Besitz, das Hauptquartier ist diesseits der Fischa.«[82]

Am nächsten Tag erfolgte die Schlacht, deren Ausgang bekannt ist. Über die Einzelheiten berichtet ausführlich Kossuths Meldung aus Pozsony, die er um Mitternacht schrieb, und welche mit Auslassung einiger Sätze auch in der Presse veröffentlicht wurde :

»Das Glück war uns nicht günstig. Doch muss man über das Vaterland nicht verzweifeln. Heute früh gegen 7 Uhr begann die Schlacht, sie dauerte bis 4 Uhr nachmittags. Unser rechter Flügel nahm das Dorf Manswörth an der Donau, das vom Feind stark besetzt war, nach tüchtigem Kampf mit Sturm ein, und vertrieb daraus den Feind. Major Guyon erwies beim zweiten Bataillon der Brigade von Iványka ein Wunder der Tapferkeit. Unsere Armee empfing das starke Kanonenfeuer bei ständigem Vordringen mit Éljen-Rufen, und hielt es tapfer aus. Nachher drängte Oberst Görgey den am Ufer vor Schwechat aufgestellten Feind zurück. Nun befahl der Oberbefehlshaber, da unser linker Flügel unter dem Kommando des Obersten Répási durch den Feind von Lanzendorf aus mit grosser Kraft bedroht wurde, besonders, indem er die Gefahr lief, von der zahlreichen Kavallerie überflügelt zu werden, dass der rechte Flügel und die rechte Mitte Halt mache, und der Unsicherheit machte er auf meine feste Verordnung nach einer beträchtlichen Verzögerung schliesslich Ende, aber erst dann, als schon unserem linken Flügel gegenüber eine überaus grosse Kraft zusammengezogen wurde. Er befahl dem Obersten Répási den

[82] O. Lt. OHB 1848 : Nr. 2408.

Angriff. Dieser warf den Feind, der nach den, während der Schlacht eingetroffenen Meldungen zur Beschleunigung seiner Bewegungen auch die Eisenbahn benutzte, auch hier zurück. Da sich die Schlacht plötzlich vom rechten Flügel zum Linken verschob, und zur Verstärkung des letzteren grosse Massen von der Mitte ausgesandt werden mussten, wurde der Zusammenhang der Schlachtordnung gestört, wodurch Oberst Görgey im Vordringen gehindert wurde: obwohl der Feind zu diesem Zeitpunkt von allen Seiten zurückgeworfen wurde, äusserten der Oberbefehlshaber und Oberst Kollmann die Meinung, dass wir, um einer Überflügelung vorzubeugen, uns in die Stellungen an der Fischa zurückziehen müssen. Da ich aber klar überblickte, dass die Wiederherstellung der vorherigen Schlachtordnung unserer begeisterten Armee durch die Einnahme von Schwechat entweder zum Sieg, oder durch einen beträchtlichen Raumgewinn mindestens zur Einnahme einer starken Verteidigungsstellung verhelfen kann, sandte ich nach dem Obersten Görgey, damit er den Oberbefehl mit jener Entschlossenheit, deren Mangel in der Führung unserer Armee seit Wochen wahrnehmbar ist, übernehme. Bevor jedoch dieser Befehl hätte ausgeführt werden können, wurde von Schwechat aus, das vom Feind und von Kanonen besetzt war, ein starkes Feuer auf uns eröffnet, unsere Truppen hielten auch dieses gut aus und erwiderten es; schliesslich begannen die Sensenträger aus dem Komitat Komárom, die in den letzten Reihen des rechten Flügels standen, infolge einer in ihre Nähe gefallenen Bombe einen ungeordneten Rückzug, eben, als zwecks Ausrichtung der beiden Flügel der Armee ein allgemeiner Rückzug verordnet wurde. Die ungeordnete Flucht der Sensenträger aus Komárom versuchte zuerst ich selbst, dann der Abgeordnete Repeczki mit blankem Säbel aufzuhalten, dies gelang jedoch nur auf einen Augenblick, und es wurde der Befehl erteilt, dass unsere Armee, Fischamend, Klein-Neusiedel, Enzensdorf und Schwadorf behaltend, seine vorgestrigen Stellungen diesseits der Fischa einnehme.

Der Feind hat uns noch nirgends geschlagen, unsere Truppen drangen sogar überall, wo sie angriffen, siegreich vor. Ich muss es jedoch mit Bedauern erwähnen, dass Wien, obwohl sich die Schlacht sozusagen vor ihren Augen abspielte (da Schwechat fast als ihre Vorstadt anzusehen ist), nicht nur keinen Ausfall versuchte, sondern seit zwei Tagen hörten wir nicht einen einzigen Kanonenschuss, durch den Wien den Feind beschäftigt hätte.[83]

Da alle Lebensmittel auf das diesseitige Ufer von Fischamend bestellt waren, eilte ich zur Ordnung des Lagers dorthin, und da ich die Mitte und den linken Flügel zum Teil unter direktem Befehl des Stabes, auf geordnetem

[83] Kossuth konnte es nicht wissen, dass Windischgrätz' Armee Wien zu dieser Zeit schon beinahe einnahm, und die Verteidiger auf den engen Raum der inneren Stadt zusammengedrängt, sich schon in den Bedingungen der Waffenstreckung einigten. Auf die Nachricht über den Angriff der Ungarn ergriffen sie zwar wiederum die Waffen, legten diese jedoch nach dem Fehlschlag des Angriffes am nächsten Tage endgültig nieder.

Rückzug sah, konnte ich über diese Ordnung nicht im Zweifel sein. Als ich aber in Fischamend ankam, sah ich eine durch die ungeordnet flüchtende und keinen Halt kennende Menge des Sensenvolkes von Komárom verursachte Verwirrung, und ich musste fast bis zu Riegelsburg gehen, um die dahinjagenden Truppen und die Menge der Transportwagen ins Lager zurückwenden zu helfen. Von hier aus sandte ich eine Verordnung ins Hauptlager: wenn Herr Feldmarschalleutnant Móga die Verantwortung für die ordnungsmässige Zurückführung der Armee nicht ausgesprochen übernimmt, soll das Oberkommando Görgey übergeben werden, der die Armee bis zur Landesgrenze geordnet zurückführe — und da das flüchtende Volk von Komárom so rasch fortkam, dass ich es nicht einmal mit einem Wagen einholen konnte, schritt ich bis Hainburg weiter, damit die Flüchtenden nicht etwa in Hainburg und sogar in Pozsony einen unbegründeten Schrecken erwecken, und zugleich, damit ich auch für Pozsony sorgen könne. In Hainburg traf ich Massnahmen zur Aufhaltung und Ordnung des zurückströmenden Volkes, fuhr dann weiter nach Pozsony, wo ich weitere Massnahmen traf, um die Stadt gegen jeden Zufall zu sichern.

Das Vorhaben also, Wien von der Belagerung zu befreien, gelang aus dem einzigen Grunde nicht, weil wir von Seiten Wiens keiner Mitwirkung begegneten. Wenn aber unsere Armee morgen, wie ich hoffe, unversehrt heimkehren wird, haben wir sonst nichts verloren, als dass unser Vaterland nicht mit einem Streiche zugleich von allen weiteren Gefahren gerettet wurde. Es werden noch immer und noch lange Zeit viele Reformen in der Armee nötig sein. Die schwarzgelben Reminiszenzen stecken noch vielerorts auch hinter den trikoloren Rosetten, und dies wirkt lähmend auf die Tätigkeit.

Ich erwarte noch in dieser Nacht einen Bericht aus dem Hauptlager, wo Landeskommissar Csányi mit unschätzbaren und jede Vorstellung übertreffenden Bemühungen die Wache hält. Von diesem Bericht werden meine weiteren Verordnungen abhängen. Wenn unsere Armee, wie ich hoffe, in Ehren wiederkehren wird, werde ich übermorgen eine solche Kraft gegen Simonics aussenden, welche genügt, um ihn zu vernichten. Ich werde mich keinesfalls eher entfernen, bevor ich nicht die möglichen Massnahmen zur Sicherung dieses Landesteiles getroffen haben werde.

Unsere Verluste sind im Vergleich zu den grossen Ausmassen der Schlacht gering. Die Zahl unserer Toten übertrifft kaum vierzig, und die der Verwundeten, wie ich glaube, kaum zweihundert, denn den Angriff bei Manswörth ausgenommen, bestand die ganze Schlacht überwiegend aus Kanonenfeuer, was unsere wackere Artillerie tüchtig erwiderte.

Ich selber sah auf dem Schlachtfelde nicht mehr als drei Tote.

Vorläufig so viel. Die Nation nehme dies als eine Anregung dazu, je früher eine grosse, reguläre Armee aufzustellen, und eher Mut zu fassen, als die Hoffnung zu verlieren.

Wir haben unsere Schuld Wien gegenüber ehrlich beglichen.

Wien half uns nicht, sich selbst zu retten, nun soll es die Folgen sehen, denn in der Zukunft müssen wir nur für uns selbst die Sorgen tragen.

Ich bitte nochmals den Ausschuss, zu überlegen, dass wir auch vor Wien durchaus nicht geschlagen wurden, sondern es nicht einnehmen konnten, da uns Wien uns selbst überliess. Es gibt Viele in unserer Armee, die diesen Tag zu ihren Ehrentagen werden zählen können. Anderen gegenüber muss die Abrechnung erfolgen. Die Nation vertraue an ihre gerechte Sache und an ihre eigene Kraft, die sie seit einigen Wochen so sehr zu Tage legte, dass sie, wenn sie auch zehn Schlachten verlieren würde, nicht das Vertrauen zu sich selbst verlieren dürfte. Soviel steht jedenfalls fest, dass jener Feind, welcher auf fremdem Boden, mit doppelter Kraft, unser müdes und ungeordnetes Volk nicht nur nicht schlagen konnte, sondern überall, wo er es angriff, die Flucht zu ergreifen genötigt war, dass jene Armee, die es nur dem Umstand zu verdanken hat, von uns nicht vernichtet zu sein, dass sie eine auserlesene und noch aus napoleonischer Zeit wohlbekannte feste Stellung hatte, ferner, dass sich Wien nicht einmischte, dass jene Armee, — bleibt unsere Nation sich selbst treu, — unser Vaterland nicht gefährden wird; doch müssen wir uns vorbereiten, denn dasselbe wird wohl auch der Feind tun.«[84]

Nach der verlorenen Schlacht blieb Kossuth noch einige Tage in Pozsony, um die ersten Schritte zur Organisierung der Armee zu tun und um das Ergebnis der Kriegsunternehmung gegen Simunich abzuwarten. Erst am 6. November kehrte er nach Pest wieder, und in der Sitzung des Reichstags vom 9. November berichtete er über die Kriegsoperationen zur Befreiung Wiens und über die Niederlage bei Schwechat. Dieser Bericht zeugt davon, dass Kossuth während der seit der Schlacht verflossenen Tage die Lehren aus den Erfahrungen zog, die er im Lager, während der Schlacht und im Hauptquartier zu Pozsony gesammelt hatte :

»Ich muss gestehen — sagte er in seiner Rede — dass ich das Lager an der oberen Donau in einer Lage vorfand, die teils erfreulich war, indem ich die Armee, besonders die Masse der Soldaten, zu allen Opfern im Interesse des Vaterlandes begeistert sah ; andererseits, kann ich es nicht leugnen, dass ich auch gleichzeitig Symptome dessen erfuhr, dass in den höheren Kreisen der Armee nicht immer und nicht überall jene begeisterte Entschlossenheit zu finden war, welche vorhanden sein muss, dass der harte Kampf um Ungarns gerechte Sache mit einem Sieg enden könne; dieser Kampf wurde uns durch die göttliche Vorsehung auferlegt, als diese offenbar nicht gewollt hatte, dass die Freiheit als Geschenk, unentgeltlich dem Volk zuteil werde, sondern, wie es die Ereignisse zeigen, bürdete sie uns auch die Arbeit und die Mühe auf,

[84] Das Original des an mehreren Orten mit Auslassungen mitgeteilten Berichtes s. O. Lt. OHB 1848 : Nr. 1995.

indem sie gewiss erreichen wollte, dass auch bei uns der Spruch gerechtfertigt werde, nach welchem die Götter ihren Segen nur auf die Arbeit geben, und dass die unentgeltlich, aus Gnade gewonnene Freiheit nicht sicher ist, sondern nur dasjenige, was sich die Nation durch Mühe, Leid und Blut verdiente und mit ihrem Blut gesichert hat. Wir können unser Haupt vor Gott und Menschen mit freier Stirn erheben. Wenn es eine duldende Nation auf der Welt gab, so war es sicherlich die ungarische, die, von Verrat, Eidbrüchen und solch entsetzlichen Intriguen umgeben, welchen ähnliche in der Geschichte nicht zu finden sind, monatelang im Glauben lebte, dass es unmöglich sei, alle schlimmen Folgen des Eidbruchs durch Vermittlungen, Eingaben, Gesuchen, und ich weiss nicht, auf welchen sonstigen Wegen, vom Vaterlande nicht abwenden zu können. Und wir erhielten darauf die Antwort durch Waffen, durch Aufwiegelung unserer Völkerschaften, und besonders durch den bedrückenden Umstand, dass während unsere eigenen, tapferen Truppen im Auslande, zur Aufrechterhaltung der hinfälligen Macht jenes Herrscherhauses benutzt wurden, welches sich von einer Kamarilla umgeben lässt, die es sich zum Ziel gesetzt zu haben scheint, die Völker in den Ländern dieses Herrscherhauses zu einem blutigen Kampf gegeneinander aufzuhetzen, um mit der Zeit vielleicht den Gefallen daran zu haben, über einem Friedhof herrschen zu können, während unsere eigenen Truppen im Auslande waren, erhielten hier im Lande, die, infolge der Pragmatica Sanctio im Vaterlande angewandten fremden Truppen viel weniger den Frieden aufrecht, sondern sie sind vielmehr zu unseren Feinden geworden, so, dass sie an mehreren Orten im offenen Krieg gegen uns stehen.

Infolgedessen war auch in unserer Armee, welche dem Feind standhalten musste, das Gefühl einer gewissen Unschlüssigkeit und eines gewissen Mangels an Entschlossenheit wahrzunehmen, was in den Kriegsoperationen Zaudern hervorrief, obwohl in diesen die rasche Ausnützung der Umstände den Sieg sichern kann, denn die verpasste Gelegenheit kann oft nicht einmal durch eine ganze Ewigkeit wiedergegeben werden.

Auf meine Erfahrungen gestützt kann ich sagen, dass, wenn dieses Zaudern und diese Unschlüssigkeit in den höheren Kreisen unseres Lagers an der oberen Donau nicht vorhanden gewesen wären, wenn zu jener Zeit, als Jellačić, den Waffenstillstand von Pákozd brechend, sich vor unserer Armee flüchtete, unsere Armee ihn sofort, ohne Aufschub verfolgt hätte: wären zwar nicht alle Kämpfe Ungarns, doch wäre einer der wichtigsten sicherlich erledigt, denn eine flüchtende Armee, von einer, durch den Sieg begeisterten Armee verfolgt, zu vernichten, ist eine so leichte Arbeit, dass ich nicht der Überzeugung loswerden konnte, dass wenn wir dann nicht sofort die Frage gestellt hätten, was für ein Fluss das ist, ob er Leitha oder etwas anderes heisst, wo wir durchsetzen mussten, sondern den Feind sofort verfolgt hätten; dann wäre Ungarns Kampf zweifellos zum grössten Teile entschieden, und Wien gerettet. Die Last dieses Zeitverlustes bedrückte mich sehr und das war der eine Grund, wes-

halb ich es für nötig hielt, die Erlaubnis einzuholen, ins Lager gehen zu dürfen, und zu versuchen, dieses Versäumnis gutzumachen. Ich wollte nicht mit leeren Händen gehen, und ich kann es dem verehrten Abgeordnetenhause sagen, dass in dieser Nation, in deren Schichten, die wir Volk nennen, Entschluss und Begeisterung zu allen Opfern vorhanden ist; ich kann es sagen, dass auf den Aufruf meiner schwachen Stimme Tausende auch an der Donau aufstanden, so, wie ich die Begeisterung an der Theiss vorfand, und ich konnte im Lager mit etwa 13—14 Tausend Mann und 24 Kanonen erscheinen; doch vermochte weder diese, noch irgendwelche andere, noch so grosse Armee weder den Wandel der Umstände, noch die verpasste Gelegenheit wieder gutzumachen. Doch soll darüber erst die Geschichte das Urteil fällen. Ich hielt es für unumgänglich notwendig, unter der Bedingung, dass ich von den Heerführern gesichert werde, dass es auch im Falle der Ergebnislosigkeit die grösste Wahrscheinlichkeit dazu besteht, dass wir unsere Armee nicht verlieren, ich hielt es also für eine unumgängliche Notwendigkeit, Wien vom Feinde zu befreien zu versuchen; ich empfand dies erstens darum, weil es schien, dass im Falle der Niederlage Wiens der Feind, der zur Unterdrückung der sich entfaltenden Freiheit aufgestellt wurde, sich mit all' seiner Kraft gegen Ungarn wenden würde: dem vorzubeugen also, falls möglich, hielt ich für nötig. Zweitens meinte ich: falls Wien genommen wird, ohne dass Ungarn, das infolge der Ereignisse vom 6. Oktober Wien einen gewissen Dank schuldig ist, nur einen Versuch zu seiner Rettung gemacht hätte: wird der Feind nicht nur mit seiner eigenen, sondern auch von der Kraft der Wiener Bevölkerung verstärkt, die bis dahin gegen Ungarn feindlich gesinnt werden wird, gegen Ungarn ziehen. Und drittens: weil es in der Ehre der Nation eine moralische Kraft gibt, die aufrechtzuerhalten ist, ausgenommen vielleicht den Fall des endgültigen Unterganges, die um jeden Preis aufrechtzuerhalten ist, denn nur dadurch kann die Verdoppelung, nötigenfalls auch die Vervielfältigung der materiellen Kraft erwirkt werden. Eine Nation, die diesen Schatz nicht bewahrte, kann kaum eine Zukunft haben.

Ich kann es vor dem verehrten Abgeordnetenhause erklären, dass es, nachdem ich die Umstände gründlich überprüfte, zu den schwierigsten Minuten und Tagen meines Lebens gehörte, als ich überlegte, ob ich das Wort »vorwärts« aussprechen soll oder nicht. Alle Umstände vergleichend, sah ich mich durch die wichtigsten politischen Gründe dazu bewegt, dass ich den Vormarsch verordnen soll. Da jedoch der Heerführer erklärte, dass ein Erfolg unmöglich sei, dass der Generalstab nur ungern die Leitha durchschreiten würde, dass die Stimmung in der Armee infolgedessen nicht gut sei, und wir riskierten, unsere ganze Armee zu verlieren, sagte ich, fiel es mir noch so schwer, dass wir die Armee keinesfalls verlieren dürfen, folglich werde ich das Wort »vorwärts« nur aussprechen, wenn es jemanden im Generalstab gibt, der es erklärt, dass er diese Meinung nicht teilt, und dass unsere Armee auch im Falle einer Niederlage

nicht untergehen wird. Ich verhandelte mit diesem und jenem, erkundigte mich, ob es sicher sei, dass wir mit dem Verlust der Schlacht zugleich unsere Armee verlieren, und da es jemanden im Generalstab gab, der einen Plan darüber einreichte, wenn wir auch in der Schlacht unterliegen würden, denn der Ausgang einer Schlacht liege in Gottes Händen, und keiner könne sich rühmen, immer gesiegt zu haben, scheine es doch für wahrscheinlich, dass wir unsere Armee nicht verlieren werden. Und diese Person war General Görgey, welcher sagte, unter den bestehenden Umständen gebe es keine Wahl, man müsse um jeden Preis vormarschieren; und ich übernahm die schwere Verantwortung und sagte: die Armee soll also versuchen, Wien von der feindlichen Belagerung zu befreien.«

Im weiteren Verlaufe seiner Rede schilderte Kossuth den Ablauf der Schlacht, wies darauf hin, dass während des achtstündigen Kampfes, Wiens Bewölkerung keinen Versuch machte, sich in denselben einzumischen, gedachte mit Lob der Standhaltung des grössten Teiles der Armee, schilderte die getroffenen Massnahmen zur Bildung der einheitlichen Honvédarmee, gedachte der Ernennung Görgeys zum Oberbefehlshaber, und setzte zum Schluss fort:

»Ich möchte, von der Überzeugung ausgehend, dass ich Ungarn während seiner Geschichte von vielen Kriegen, von vielen Fährnissen erprobt, jedoch keinen Freiheitskrieg Ungarns mit Niederlage beendet sah, sondern höchstens von Übereinkommen, die für einige aus persönlichen Interessen vielleicht nützlich waren, und die von dem zur Nachsicht immer bereiten Grossmut der Nation gebilligt wurden, und da ich sah, dass die gerechten Kämpfe um die Freiheit, wenn sie auch langwierig waren, doch immer siegreich geführt worden sind, möchte ich der Nation die einzige Überzeugung ans Herz legen, dass sie sich weder durch kleine, noch durch grosse Verluste dazu verführen lasse, an ihrer gerechten Sache zu zweifeln, sondern bewahre den festen Glauben, dass zwar die feindlichen Truppen, die die Freiheit unserer Nation zertreten wollen, und es versuchen werden, an der Leitha einzufallen, wenn nicht dort, dann bei Győr, wenn hier nicht, dann bei Komárom oder Pest, oder an der Theiss, oder fern in den Schlupfwinkeln der Berge, doch schliesslich einmal von uns besiegt werden.

Wenn sich die Nation von dieser Überzeugung führen lässt, kann sie in der Geschichte der Vergangenheit, getrost auch das Bild ihrer ruhmvollen Zukunft erblicken. Diese Nation erlitt viel Ungerechtigkeit, führte viele grossen Kämpfe, aber gegen so viele und derartige Niederträchtigkeiten, wie jetzt, musste sie noch nie kämpfen. Kann sich keiner eines Sieges über die unvorbereitete Nation rühmen, so werden sich des Sieges über das vorbereitete Ungarn, nicht einmal die Tore der Hölle rühmen können.«

Als Kossuth seine Rede beendete, stimmte ihm der Reichstag Vertrauen, und vertraute die Weiterführung der Angelegenheiten des Landes dem Landes-

verteidigungsausschuss an ; durch diesen Akt wurde das erste, wichtige Kapitel des Selbstverteidigungskampfes der ungarischen Nation abgeschlossen.[85]

Engels, der die Ereignisse der Entstehung, des Ablaufes und der Niederlage der Wiener Revolution mit der leidenschaftlichen Parteilichkeit des revolutionären Zeitgenossen und mit der Methode des wissenschaftlichen Sozialismus analysierte, machte den Führern der ungarischen Revolution mit Recht zum Vorwurf, dass sie die vortreffliche Gelegenheit, die ihnen durch den Sieg bei Pákozd und durch die Wiener Revolution geboten wurde, nicht erkannten und nicht zur Weiterführung der revolutionären Bewegung benutzt hatten. »... war es zweifellos Ungarns Pflicht, — schreibt Engels — ohne Zögern und mit allen verfügbaren Kräften nicht dem Wiener Reichstag, nicht dem Sicherheitsausschuss oder sonst einer offiziellen Körperschaft in Wien, sondern der *Wiener Revolution* zu Hilfe zu kommen. Und selbst wenn Ungarn vergessen hätte, dass Wien die erste Schlacht Ungarns geschlagen, so durfte es der eigenen Sicherheit wegen nicht vergessen, dass Wien der einzige Vorposten der ungarischen Unabhängigkeit war und dass nach dem Falle von Wien nichts den Vormarsch der kaiserlichen Truppen gegen Ungarn aufhalten konnte.«[86]

Aus dem aufgeführten Beweismaterial konnten wir ersehen, dass jene Leiter des ungarischen Freiheitskampfes — Kossuth, Csányi, Pulszky — die später bis zum Äussersten an der Sache der Revolution aushielten, das Obige nicht vergassen, und es mit den richtig aufgefassten Interessen unserer eigenen Unabhängigkeit verbanden, als sie die Hilfeleistung an das Wiener Volk bedingungslos forderten. Doch legte das angeführte Material auch jene Ursachen klar, die das entscheidende Handeln aufschoben, die Kräfte zehrten, und den Sturz der Sache hervorriefen : das wankelmütige, opportunistische Verhalten eines Teiles der politischen und militärischen Leiter, den Mangel an revolutionärer Tapferkeit im Offizierskorps, die Keime des Verrats und weitere Momente, über die Kossuth und seine Genossen in dieser Anfangsperiode der Revolution, mangels der nötigen Erfahrungen, nicht Herr werden konnten. Mit Recht fragte Engels : »Angenommen, das Volk von Wien hätte sich am 13. März und 6. Oktober ängstlich in den Grenzen »gesetz- und verfassungsmässiger Mittel« gehalten, was wäre dann aus der »gesetz- und verfassungsmässigen Bewegung« und all den glorreichen Kämpfen geworden, die Ungarn zum erstenmal die Achtung der zivilisierten Welt verschafften?« Auf das peinliche Bestreben, mit welchem die Leiter des Freiheitskampfes — auch Kossuth — auf dem Boden der Gesetzmässigkeit zu verbleiben versuchten, bemerkte Engels treffend, dass »es nicht den geringsten Nutzen bringt, sich ausdrücklich nur gesetzlicher Mittel zu bedienen gegenüber einem Feinde, der sich über

[85] Die vollständige Rede erschien zuerst im Közlöny, am 11. November.

[86] K. Marx — F. Engels : Revolution und Konterrevolution in Deutschland. Berlin, 1949. S. 90.

solche Bedenken nur lustig macht.«[87] Auf Grund der Erfahrungen im Oktober ist auch Kossuth selber daraufgekommen, dass den »schlimmen Folgen von Verrat, Eidbruch und schanderhaften Ränken« durch »Vermittlungen, Eingaben, Adressen« nicht vorzubeugen sei,[88] und in den darauffolgenden Monaten zog nicht nur er selbst alle Konsequenzen aus dieser Erkenntnis, sondern konnte auch seine Nation zum Kampf gegen die Angriffe der Gegenrevolution auf die Beine stellen.

Eben deshalb wäre es verfehlt, nur die negative Seite der Unternehmung von Schwechat zu sehen. Trozt der unleugbaren militärischen Niederlage, war hierin nicht nur das auch von Kossuth hervorgehobene Standhalten eines grossen Teiles der Honvédarmee ein Positivum, sondern auch der Umstand, dass die Frage des Verrats der Kamarilla und die der Übernahme des revolutionären Kampfes in ihrer vollen Schärfe aufgeworfen wurden. Und in Verbindung hiermit war das grösste Positivum die Tatsache, dasss diese Unternehmung auch Kossuth den entscheidenden Impuls gab, durch welchen er sich von dem bis dahin forcierten Standpunkt der »Gesetzmässigkeit« losmachen konnte. Die Rede vom 9. November zeugt schon von diesem neuen Kossuth : sie wird von einem alle Zuhörer bestrickenden Optimismus gekennzeichnet ; Kossuth fand nach den Zweifeln der vergangenen Monate sich selbst wieder, wurde zum Revolutionär, und erwuchs zu jenen riesigen Aufgaben, deren Lösung im Laufe der kommenden Monate seiner harrte. Es war ausschliesslich sein Verdienst, dass die erlittene Niederlage nicht zum Ausgangspunkt des Sturzes der Sache, sondern zur Einleitung der Erhebung, des revolutionären Aufschwunges wurde. Auf die Niederlage von Schwechat folgte nicht der Sturz des ungarischen Freiheitskampfes, sondern jene Periode, die Marx mit Recht dem glorreichen Jahr der grossen französischen Revolution, 1793, gegenüberstellte ; und dass dies so geschehen konnte, war in erster Reihe das Verdienst des durch die Erfahrungen des Monats Oktober und im Feuer der Schlacht von Schwechat abgehärteten, zum Revolutionär gewordenen Kossuth.

I. Barta

[87] A. a. O. S. 93.
[88] S. weiter oben S. 366.

РУКОВОДИТЕЛИ БОРЬБЫ ЗА СВОБОДУ В ВЕНГРИИ И ВЕНСКАЯ ОКТЯБРЬСКАЯ РЕВОЛЮЦИЯ

Очерк, на основании богатого, еще не изданного материала рисует картину событий октября 1848 г., в то время когда молодая венгерская армия стремилась освободить Вену от осады императорских войск. Документы, описывающие события 1848 г., открывают перед нами все успехи и недостатки начального этапа венгерской революции. Венгерская армия 29 сентября одерживает в пакоздском сражении победу над Елачичем, но неспособные — и в большей их части — реакционные руководители не могут или не хотят использовать эту победу, и разбитый неприятель таким образом имеет возможность оставить страну.

Население Вены с помощью революции препятствует тому, чтобы наемник реакции, Елачич получил военную помощь; перед венгерской армией возникает новая возможность уничтожения врага — бежавшего из-под Вены — с помощью революционного населения Вены. Однако, венгерские политические деятели и военные руководители всеми силами стараются удержаться на почве легальности, боясь выступить на революционную арену против реакции, хотя та уже давно покинула пределы легальности, в результате чего новая возможность остается неиспользованной.

Кошут в эти дни в провинции вербует солдат в новую венгерскую армию, и когда он наконец берет в свои руки руководство, возможность победы над Елачичем и комбинация помощи венской революции уже исчезла. Но и Кошут колеблется, ожидая из Вены официального приглашения. Однако буржуазное большинство венского рейхстага и муниципалитета боится сделать решающий шаг также, как и руководители венгерской армии. Наконец Кошут лично идет в армию и, отбросив опасения, дает приказ о наступлении; но уже поздно: Вену окружили объединенные силы трех императорских армий, силы защитников с каждым днем сокращаются, и 30 октября, в день решающего сражения, они уже не в состоянии поддержать венгров контрнаступлением. Венгерская армия проигрывает сражение под Швехатом, отступает, а оборону Вены разгромляет превосходящая сила императорских войск.

Итак, солидарность революционных народов не могла одержать победу над неспособностью, малодушием и предательством. Однако опыт, приобретенный в ходе событий, принес пользу делу венгерской революции. Кошут, используя этот опыт приступил к чистке венгерской армии, к политической, хозяйственной и военной организации оборонительной войны, и этим создал предпосылки крупных побед венгерской революции, одержанных весной 1849 года.

I. Barta.

ВЕНГЕРСКОЕ РАБОЧЕЕ ДВИЖЕНИЕ В ПЕРИОД ПЕРВОЙ МИРОВОЙ ВОЙНЫ И ВЛИЯНИЕ ВЕЛИКОЙ ОКТЯБРЬСКОЙ СОЦИАЛИСТИЧЕСКОЙ РЕВОЛЮЦИИ

(Продолжение)

1918 год начался значительными боями венгерского пролетариата. На митингах, созванных 13 января 1918 г. в большинстве случаев принимали резолюцию левого антимилитаристского межзаводского комитета; эта резолюция — собственно говоря — является выражением недоверия социал-демократическому партийному руководству. В резолюции — между прочим — говорилось: в интересах того, чтобы стала наконец возможной социалистическая партийная политика, использующая без оппортунизма и страха все возможные средства классовой борьбы, »немедленно нужно создать... Будапештский совет рабочих депутатов... Партийное руководство за все свои действия, должно отвечать перед Будапештским Советом рабочих депутатов и обязано всегда действовать в соответствии с политикой последнего.«[98]

О дальнейшей радикализации венгерских рабочих масс в январе 1918 г. свидетельствовала всеобщая забастовка лозунгом которой было: »Да здравствует русская революция! Мира и Хлеба!« Эта забастовка началась 18 января; рабочие крупнейших заводов столицы решили прекратить работу и вышли на улицу[99]. Руководство социал-демократической партии сочло за лучшее встать во главе уже начавшегося движения и тем самым обеспечить свое влияние на него. В интересах подавления забастовки не только правительство мобилизовало все силы — в том числе и надежные боснийские и чешские полки — но и руководство социал-демократической партии сделало все, чтобы как можно скорее положить конец движению, принимавшему все более революционный характер. На этот раз между правительством и социал-демократическими руководителями было достигнуто уже теснейшее сотрудничество. В результате переговоров и непосредственного сотрудничества социал-демократических руководителей и правительства, была выпущена та правительственная декларация,[100]

[98] Цитируется в статье Дьюла Хевеши. »Társadalmi Szemle« март-апрель 1949 г.
[99] См »Népszava« за 22 января 1918 г. »Három nap története« (История трех дней).
[100] Из мемуаров Бухингера очевидно, что правительственная декларация, частично была составлена Кунфи (Buchinger, Ук. соч., стр. 266.).

в которой премьер-министр Вэкэрлэ заявил, что он »отвечает и ручается« за то, что мир с Советской Россией »не сорвется из-за захватнических намерений« со стороны Австро-Венгерской Монархии и, что правительство »искренне« и »неизменно намерено раньше всех других вопросов обсудить и узаконить всеобщее избирательное право.[101] Руководство социал-демократической партии встретило вышеприведенные заявления правительства как большую победу, объявило их »имеющими колоссальное значение« и заявило, что пролетариат достиг »самого большого достижимого результата«. Ссылаясь на то, что »министерство иностранных дел (австро-венгерской) монархии и венгерское правительство встали на путь, ведущий к всеобщему миру . . . правительство открыто взяло на себя объязательство в вопросе о всеобщем избирательном праве . . .«, руководство социал-демократической партии через три дня, 21 января, объявило всеобщую забастовку оконченной.[102] Тогда вопреки решению партийного руководства и профсоюзных уполномоченных, рабочие многих крупных будапештских предприятий под руководством левых элементов продолжали забастовку.

Это был случай, беспримерный в истории венгерского рабочего движения, настолько, что социал-демократическое партийное руководство считало себя вынужденным демонстративно уйти в отставку и передать ведение дел »временному комитету«, избранному из числа партуполномоченных.

Правительство, как это можно было заранее ожидать, не выполнило своих громких обещаний, и в дальнейшем все обещания оказались ложью. Монархия и через нее — венгерское правительство приняли участие в тех позорных действиях, которые совершались войсками центральных держав на тех советских территориях, которые они занимали.

Оно подписало брест-литовский мир. Во внутриполитической же области, вступив в союз с бывшим премьер-министром Тисса —, предало всеобщее избирательное право. Правы оказались те лево настроенные рабочие, которые не верили Вэкэрлэ, — этому известному своим цинизмом и беспринципностью политику, всегда верно служившему интересам помещиков и крупной буржуазии, — и которые продолжали в январе политическую забастовку вопреки воле социал-демократического руководства. Все это не помешало последнему считать своей самой неотложной задачей начать поход против левых элементов, внутри партии и профсоюзов. Цель

[101] »Népszava«, 22 января 1918 г.

[102] Там же. Воззвание руководства социал-демократической партии »A szervezett munkásokhoz« (К организованным рабочим). »В военных кругах никто не думает о захватах или об аннексии« — писала »Népszava« в передовой статье на следующий день (23 января 1918 г.) »A tömegsztrájk sikere« (Успех массовой забастовки). (»Мы со спокойным сознанием можем сказать, что после массовой забастовки положение венгерской внутренней политики стало существенно иным, чем до нее.« (»Népszava«, 24 янв. 1918 г.) »A koncetrácio« (Концентрация).

изоляции их преследовал »чрезвычайный съезд партии«,[104] созванный 9 февраля 1918 года, — первым пунктом повестки дня которого был вопрос — »Причины ухода в отставку партийного руководства и ближайшие задачи партии«. Действительной целью чрезвычайного съезда партии было укрепление пошатнувшейся позиции оппортунистского руководства, воспрепятствование формированию сильного и способного к действию революционного левого крыла, дальнейшее обеспечение того положения, на которое с гордостью ссылался главный докладчик съезда, Якаб Вельтнер: »... среди воюющих государств мы являемся в Европе единственной партией, которая в период войны сумела остаться единой.«[105]

В интересах сохранения этого беспринципного, гнилого единства, отражавшего относительную отсталость венгерского рабочего движения, оппортунистические лидеры и на этот раз — как уже столько раз и раньше! — прибегли с одной стороны к громкой лжи — и к радикальной демагогии, с другой стороны, — к дискредитации левых оппозиционных элементов.

Доклад Вельтнера был наполнен радикальными заявлениями... »Все венгерское рабочее движение представляет собой левое крыло против буржуазии... вся наша военная политика следует циммервальдскому направлению... в своей экономической и политической борьбе мы остались на позиции классовой борьбы, особенно же в вопросе войны... нам наплевать на все (буржуазные) партии...«[106]

В этом же докладе Вельтнер выразил свое убеждение в том, что »съезд найдет те методы и средства, которыми можно создать порядок внутри партии.«

Широкую социальную основу для укрепления левого течения создали влившиеся во время войны в партию и профсоюзы новые слои рабочих, главным образом, массы заводских рабочих, бывшие до того неорганизованными. В прошлом партийная и профсоюзная бюрократия преступно халатно относилась к организации этих масс, рабочие организации были прежде всего владениями квалифицированных, лучше оплачивавшихся слоев рабочей аристократии, находились под их решающим влиянием. Партийные и профсоюзные руководители, хотя и не могли воспрепятствовать вливанию в период войны в профсоюзные и партийные организации масс менее квалифицированных венгерских рабочих, но относились к ним во всяком случае с нескрываемой неприязнью, с истинно аристократическим высокомерием, прежде всего потому, что боялись радикализма этих

[104] »Необходимость чрезвычайного съезда была вызвана в первую очередь разрушением партийной дисциплины« — писала »Népszava« в номере от 12 февраля 1918 года.
[105] »Népszava«, 12 февраля 1918 года.
[106] Там же.

масс, и их боевых требований — и не без основания. Резолюция, принятая чрезвычайным партийным съездом, старалась заклеймить эти новые широкие рабочие массы, которые враждебно относились к оппортунистической политике партийного руководства, как политике рабочей аристократии.

»К нашей партии присоединились и такие слои, которые еще полны буржуазной идеологией, десятки тысяч таких рабочих, которые еще не освободились полностью от ядовитого влияния капиталистической лжи«.[107]

Однако, ни »чрезвычайный партийный съезд«, ни дальнейшая тормозящая политика руководителей и их походы против левых элементов не могли воспрепятствовать тому, чтобы в течение 1918 года одно за другим следовали значительные массовые движения, забастовки, демонстрации венгерского рабочего класса и стычки с заводскими командованиями и т. д.

»Руководители партии и профсоюзов, — писал об этом Бухингер, — большая часть профуполномоченных не делала ничего иного, как призывала рабочих к терпению и постоянно пыталась их тормозить, но в рабочих накопилось столько недовольства, что все это уже не помогало. Постепенно и правительство дошло до того, что уже не могло управлять событиями или влиять на них.«[108]

Пресса »по указанию свыше« строго замалчивала антивоенные движения, чтобы »заразительный пример« не повел за собой еще больше последователей. Именно поэтому историк рабочего движения этих лет вынужден опираться почти исключительно на секретные материалы архивов. На основе правительственных распоряжений, мероприятий властей, судебных приговоров и т. д., направленных на подавление антивоенных движений, можно наилучшим образом составить приблизительную картину рабочего движения в последний год войны. Но эта картина именно поэтому не может быть полной, более того, она не всегда соответственна.[109]

Среди крупных забастовок 1918 года нам при рассмотрении важнейших из них непременно нужно упомянуть забастовку рабочих решицабаньских заводов Австро-Венгерского государственного железнодорожного общества, продолжавшуюся с 22 мая по 3 июня 1918 года, в которой приняло участие не менее восьми тысяч рабочих. Решицабаньские заводы были милитаризованы. Рабочие прокатного завода уже в январе 1918 года

[107] »Népszava«, 12 февраля 1918 г. Клевету на левые элементы партийное руководство начало уже в период январской забастовки: »Среди присоединившихся к нам слоев имеется огромное количество таких людей, которые до сих пор были ярыми врагами рабочего движения, есть такие элементы, которые своим мнимым присоединением к рабочему движению хотят сделать успешной ту работу, которую до сих пор они не могли выполнить, пока противостояли рабочим.« (Воззвание партийного руководства по случаю окончания забастовки. »Népszava«, 22 января 1918 г.)

[108] *Buchinger*, Ук. соч., стр. 267.

[109] Так, например, нам не удалось найти материалов о значительных железнодорожных забастовках 1918 года. Дело в том, что архивные материалы министерства торговли, касающиеся военного времени 1914—18 гг., сгорели во время второй мировой войны.

начали забастовку из-за запланированного призыва в армию одного из профуполномоченных. Тогда этот конфликт с военным комендантом, завода закончился соглашением. Однако не так было с движением начатым в конце марта за сокращение рабочего времени и повышение зарплаты. Обвинительный акт прокуратуры, изданный в связи с этим делом, следующим образом рассказывает историю забастовки:

»Рабочие решицабаньских заводов с 27 марта по 6 апреля текущего года проводили движение с целью повышения зарплаты, и в интересах достижения результатов этого движения прекратили работу.

35 рабочих, — отказавшихся от работы — компетентные военные власти наказали так, что распорядились о призыве их в армию.

Это распоряжение военных властей было выполнено 21 мая 1918 года.

На следующий день, то есть 22 мая, рабочие прокатного завода прекратили работу. Это распространилось и на остальные заводы и 22 мая рабочие завода огнеупорного кирпича также прекратили работу.

Они требовали от военных властей отмены наказания 35 рабочих и ликвидации распоряжения об их призыве.

Военные власти не выполнили этого требования рабочих.«[110]

Лугошский королевский прокурор в своем донесении министру юстиции от 1 июня 1918 года подчеркивает, что массовое прекращение работы решицабаньскими рабочими — не простое движение за повышение зарплаты, а движение, происходящее от того, что рабочие настаивают на выполнение своих требований из престижа. Приведем из донесения следующую выдержку:

»Прекращением работы рабочие хотели и хотят влиять на действия военных властей и принудить их изменить свое решение относительно наказания 35 рабочих; новым же требованием является освобождение 163 арестованных профуполномоченных и прекращение следствия против них, ведущегося военным трибуналом . . .

Военные власти со своей стороны арестуют тех рабочих, которые не приступят к работе сегодня и особенно 3 июня и принудят их к работе дисциплинарными мерами, против тех же, кто не подчинится, начнут уголовное следствие.«[111]

Согласно донесению тимишуарского главного королевского прокурора, военный комендант не посмел отправить арестованных ночью, »поскольку — согласно полученной им секретной информации — в случае отправки ночью можно было опасаться нападения на поезд«.[112] Но и так доставка арестованных рабочих в военный суд не проходила гладко.

[110] Г. А. Документы Венг. корол. министерства юстиции. 1918. Bi. 484.
[111] Г. А. Венг. корол. мин. юст. 1918. Bi. 484/3.
[112] Там же. Донесение от 29 мая 1918 года.

»... Толпа, состоявшая большей частью из женщин и детей, поставила перед поездом, о котором предполагали, что в нем везут арестованных, вагон, и сама также стала на рельсы и так принудила поезд остановиться.«[113]

Движение рабочих решицабаньских предприятий было подавлено с самой безудержной жестокостью. В этом районе, населенном главным образом нацменьшинством, вдалеке от контроля общественного мнения, военное насилие могло быть осуществлено гораздо более свободно и неограниченно, чем в столице. В результате этого 7 июня решицабаньское »Командование венг. корол. рабочей группы народного ополчения« сообщило министерству обороны о происшедшем несколько дней тому назад окончании забастовки. Как этого удалось достичь, более или менее видно и из самого донесения:

»На улицах и дорогах у всех проверяли документы и в результате этого те рабочие, имевшие старые удостоверения или вообще таковых не имевшие, были арестованы. После этой акции улицы опустели, я же продолжал арестовывать рабочих на квартирах. После полудневного ареста рабочие заявили, что приступят к работе, и так они были переданы предприятиям.

Я писал главным исправникам Решицабани и Бокшанбани, чтобы в принадлежащих им районах и селах, было опубликовано следующее: рабочие Решицабани должны немедленно явиться на работу, в противном случае следствие по их делу будет продолжено.

Пребывание посторонних лиц в этой местности строго контролировалось и один из сотрудников »Непсава« и один из членов будапештского центра металлистов были вынуждены немедленно уехать. Этот центр (металлистов) призвал местную группу, чтобы она послала к министру делегацию из десяти-пятнадцати рабочих, но я и этого не разрешил.«[114]

За проведенную »хорошую работу« венг. корол. министр обороны выразил свое величайшее признание и представил это в качестве примера, достойного подражания.

»... Самые энергичные меры, предпринятые при начале этой забастовки, выполнение их с последовательной строгостью принесли полный успех. Распоряжения, сделанные в целях прекращения этого забастовочного движения, дают типичный пример того, какие меры должны применяться в будущем по отношению к подобным рабочим движениям...«[115]

Этому примеру и последовали военные коменданты остальных милитаризованных предприятий. Однако, борьба рабочего класса в этот период уже достигла той ступени, когда всякое насилие является лишь новой пищей этого движения, и только еще больше раздувает его. Военный комен-

[113] Там же. Донесение, датированное 8 июля 1918 г. из Будапешта.
[114] Г. А. Копия, к № 13894/eln. 4. a. — 1918 г. Мин. обороны.
[115] Г. А. — М. Е. 1918. 5778./res.

дант Петроженьских шахт, полковник Ставинский, например, в своем письме к »инспектору предприятий, работающих на военную администрацию в странах венгерской святой короны« генерал-лейтенанту Ференцу Чврчек следующим образом характеризует настроение рабочих долины р. Жила.

». . . Угрожая прекращением работы, они буквально требуют аннулирования назначенных нами дисциплинарных наказаний. На участке Лоняи они напали на помещение для заключенных, разрушили его и освободили приговоренных к наказанию.

Пропуски работы по неуважительным причинам, позднее возвращение из разрешенного отпуска и различные нарушения постоянно находятся на повестке дня.

Рабочие-ополченцы выступают и против решений руководств местных групп и просто плюют на них.

Они подозревают, бранят и терроризируют профуполномоченных,[116] даже за их усилия, служащие интересу и общему благу рабочих.«[117]

11 июня 1918 года шахтеры Татабани — 4000 человек — начали забастовку. Причина прекращения работы заключалась в том, что шахтеры г. Таты не были согласны стерпеть отправку в армию — в наказание — пяти своих товарищей. В связи с забастовкой жандармы провели аресты, солдаты силой загоняли горняков в шахты. Однако, несмотря и на это, шахтеры не работали. Хотя сотни забастовщиков отправлялись в армию, забастовка продолжалась 11 дней. Военный министр Австро-Венгрии в своем секретном письме на имя венгерского премьер-министра выразил величайшее недовольство и возмущение по поводу длительности забастовки:

»11 — дневная забастовка — в таком важном с точки зрения добычи угля районе, как Татабаня — наносит особенно тяжелый ущерб боеспособности армии, но ущерб этот велик и с точки зрения общественных интересов.

Какое непосредственное влияние оказывает в настоящих условиях забастовка на шахтах на зависящие от них предприятия военной промышленности, видно например и из того, что военные руководители Венгерского Пушечного Завода, зависящего от татабаньских шахт, уже 20 июня заявили, что из-за недостатка угля предвидится остановка завода . . . Остановка предприятия, угрожавшая из-за недостатка угля, ввиду начавшейся в этот период в с е о б щ е й забастовки потеряла свою актуальность.«[118]

После январской всеобщей забастовки, самым значительным и имевшим самое большое влияние событием в истории антивоенного рабочего

[116] Генеральным секретарем союза горняков и металлургов был Кароль Пейер.
[117] Г. А. —М. Е. 1918. 5386/res.
[118] Г. А.—М. Е. 1918. 8822/res. На немецком языке. *(Курзив мой Э.А.)*

движения 1918 года была, несомненно, июньская всеобщая забастовка, вызванная кровопролитием, устроенным жандармами на Гос. Механическом Заводе (MÁV). Стихийное возмущение рабочих буквальным образом смело все препятствия. Правительство мобилизовало большое количество вооруженных сил и, можно сказать, оккупировало столицу. Чтобы воспрепятствовать распространению забастовки на провинцию, правительство прекратило телеграфное сообщение и выключило междугородные телефонные линии. Кроме этого было принято решение о введении широких репрессивных мер против рабочих объединений и рабочей печати. Несмотря на все это, забастовка распространялась с невероятной быстротой, сперва в столице — где остановились трамваи и не издавались газеты — а затем в провинции, и так забастовка продолжалась с 20 по 27 июня. Начальник — полностью мобилизованной будапештской государственной полиции — Ласло Шандор, следующим образом доложил министру внутренних дел о том, что произошло на Механическом Заводе Государственных Железных Дорог, а результатом же этих происшествий является забастовочное движение :

»На Механическом Заводе Государственных Железных Дорог (MÁV), рабочие с июня 1916 года служат в ополченском рабочем батальоне; вследствие их требований о повышении зарплаты, прекращение труда было на повестке дня. В последний раз 17 числа текущего месяца 117 подсобных рабочих литейного цеха прекратили работу, требуя выплаты 160 филлеров аккордной платы вместо 90 филлеров. 18-го июня, после полудня, полковник Даннингер прибыл на завод, принял делегацию бастующих рабочих и сообщил им, что он не вмешивается в вопросы зарплаты, для этого существуют специальные органы, однако, от них, как от рабочих, являющихся членами батальона ополченцев, он требует, чтобы они немедленно начали работу. Это заявление полковник повторил и перед всеми бастующими, собравшимися перед военной конторой.

В 8 часов утра 19-го июня бастующие подсобные рабочие литейного цеха начали работу, однако полчаса десятого — вновь прекратили. Часть литейного железа была уже в котле, другая часть — в литейных формах. Чтобы расплавленный металл не остыл и не превратил бы котлы в негодные, руководитель энергетического центра послал двух квалифицированных рабочих в литейный цех, чтобы они смогли вылить расплавленный металл вместе с другими подсобными рабочими, которые хотели работать.

Одному из работающих квалифицированных рабочих бастующий подсобный рабочий Ференц Завади пригрозил; это моментально было доложено военному коменданту. Комендант вызвал Ференца Завади сегодня к себе на рапорт. Вместе с Завади к помещению военного командования пришло 400 рабочих литейного цеха ; они хотели повлиять на военного коменданта майора жандармерии Йожефа Жейонка, чтобы он не применял по отношению к Завади серьезных мер. Майор Жейонка призвал собрав-

шихся разойтись. Однако этот призыв не увенчался успехом, после чего майор разогнал рабочих с помощью жандармов, постоянно находящихся в его распоряжении. Через четверть часа и из других цехов вышли рабочие, и так к зданию военного командования прибыло приблизительно 1000 рабочих; они протестовали против того, что их товарищей по работе отогнали от военной конторы винтовками.

Один из служащих завода вышел к рабочим и постарался их успокоить и уговорить, чтобы они спокойно разошлись; затем майор Жейонка вышел сам к толпе и предупредил рабочих, что враждебное поведение и недовольство могут вызвать тяжелые последствия; если они не выполнят его приказаний, он будет вынужден самым энергичным образом выступить против них. Очевидно, это произвело впечатление на рабочих, потому что некоторые из них готовы были удалиться, однако, один рабочий крикнул, что »мы все равно не разойдемся !« Это восклицание изменило настроение рабочих и они остались на месте. Жандармы пытались их разогнать, не применяя оружия. На что рабочие начали бросать в них гайками, в результате чего было ранено несколько жандармов, и даже сам майор Жейонка получил рану на голове и на руке. Согласно утверждению заводских служащих со стороны цехов раздалось два выстрела; под влиянием этих событий майор Жейонка приказал применить оружие ; однако, майор не приказал стрелять залпом. Жандармы стреляли в тех, которые швырялись гайками.

В результате применения оружия тут же на месте трое рабочих умерло — поденщик Шандор Мира, 31 года, поденщик Дьердь Фацан, 38 лет, и медник Иштван Тот. Согласно полученному мной позже сообщению, четвертый рабочий умер во время доставки его в больницу. Помимо умерших, было ранено 19 рабочих . . .

После этих событий рабочие вышли с завода и, перейдя через площадь Барош, направились к парламенту. Рабочие соседнего вагоностроительного завода »Ганц«, услышав выстрелы, вышли с завода и, узнав о случившемся, часть их проникла на механический завод МÁВ через ворота на улице Голгота и начала громить близлежащие конторские помещения«.[119]

Правительство сделало все, чтобы воспрепятствовать распространению забастовки на провинцию. »Пресс-комиссия« еще в тот же день, 20 июня, обратилась к редакциям всех газет, призвав их в важных военных интересах не публиковать никаких известий о событии, происшедшем на механическом заводе МÁВ (проспект Кёбанья), и о беспокойстве, заметном в связи с этим в рабочих кругах«.[120] Такое же распоряжение »по указанию премьер-министра« было разослано — в частично зашифрованных теле-

[119] Г. А.— I. M. Bi. 488/1. Здесь же можно найти сообщение об этом деле и руководителя будапештской королевской прокуратуры Альберта Вари, наполненное большим количеством — превосходящим даже обычное — злонамеренных искажений.

[120] Музей Института рабочего движения. Телефонограмма.

граммах — »всем начальникам комитатов, правителю Фиуме и всем королевским главным прокурорам«.[121] Несмотря на это, собравшийся на следующий день, 21 июня Совет Министров был вынужден заниматься вопросом о распространении забастовки по всей стране. В протоколе Совета Министров об этом рассказывается следующим образом:

»Господин министр торговли[122] докладывает о том, что вместе с господином министром обороны[123] они уже давно собираются внести на рассмотрение вопрос о все более распространяющемся рабочем движении. Однако, вчерашний прискорбный инцидент гораздо скорее определил положение и сейчас уже, по его мнению, нужно без промедления действовать.

Он заявляет, что начавшаяся вчера забастовка со вчерашнего дня значительно распространилась. Она распространилась на все мастерские венгерских государственных железных дорог, носильщики на вокзалах прекратили работу и, насколько можно судить, скоро остановится работа и в депо.

Все обстоятельства свидетельствуют о том, что забастовка направляется (профсоюзным) центром, а именно ее двигателем в среде железнодорожников является выходящая под редакцией Енё Ландлера »Мадьяр Вашуташ Уйшаг« (»Венгерская железнодорожная газета«).

Согласно донесению прокуратуры эта газета издала листовку, которая подстрекает к политической, экономической борьбе, в качестве достойного подражания образца приводит русский пример и ссылается на результаты — применявшегося до сих пор рабочими — давления. Поскольку содержание этой листовки было нетерпимым, прокуратура распорядилась о запрещении ее, однако, это не имело результата, потому что обязательный к предъявлению экземпляр ее был показан лишь через два дня после рассылки, так что весь тираж ее из типографии »Вилагошаг« был отправлен. Прокуратура распорядилась о преследовании листовки, о принятии репрессивных мер и о задержании виновных.

Он заявляет, что забастовка распространилась и в провинции. Поскольку телефон и телеграф были подвергнуты контролю и запрету, распространение забастовки могло произойти лишь таким образом — у нас имеются данные об этом — что уполномоченные центра выехали в провинцию и можно буквально проследить момент начала забастовки, который совпадает со временем прибытия поездов по расписанию.

Он указывает на то, что положение таково, что, по всей вероятности, мастерские на железных дорогах повсюду прекратят работу, но замечает, что, по его убеждению, ж. д. движению ничто не грозит и он ручается за

[121] Г. А.— I. M. Bi. 301/63.
[122] Йожеф Стерени.
[123] Барон Шандор Сурмаи.

машинистов, за аппарат службы движения и вообще за должностной и подсобный аппарат.

Между прочим — для характеристики положения — он замечает, что забастовка в долине р. Жила, хотя и прекратилась, но тамошнее положение таково, что работающие там служащие, в общем прошении просят оставления у них войск в полном составе, потому что положение является критическим и им угрожает большая опасность . . .

. . . Он просит полномочий для того, чтобы вычеркнуть из послужных списков всех бастующих . . . и если они входят в состав армии, распоряжение об их освобождении от военной службы будет отменено.

Совет министров принимает к сведению заявление и распоряжения господина Минстра торговли и предоставляет ему просимые полномочия.

2.

Господин премьер-министр в связи с изложенным господином министром торговли относительно распространения волнений на провинцию заявляет, что он уже сегодня телеграммой дал указание всем начальникам комитатов немедленно задерживать прибывающих в провинцию подстрекателей.

Принимается к сведению.

3.

Господин министр торговли в согласии с господином министром обороны предлагает далее, чтобы все железнодорожные рабочие — независимо от того, пригодны ли они к военной службе или нет — были милитаризованы, чтобы таким образом они были изъяты из-под законов более мягкого гражданского суда и подвержены более строгому военному суду . . .

Совет Министров согласился и на это предложение и уполномочил господ министров торговли и обороны предпринять в этом отношении дальнейшие шаги.

5.

Господин премьер-министр[124] заявляет, что по всей вероятности, движение исходит из профсоюза металлистов. Он просит совет министров согласиться на то, чтобы в том случае, если начатое следствие каким-либо образом даст основания для эго подтверждения — руководители этого профсоюза были арестованы . . .

Совет министров одобрил это предложение и высказал также, чтобы все профсоюзы и профуполномоченные были подвергнуты следствию, во время же следствия, кроме королевского прокурора должен присутство-

[124] Шандор Вэкэрлэ.

вать и военный прокурор, который в случае необходимости арестовал бы данное лицо на основании § 327.[125]

Настоящим совет министров выносит решение о необходимости роспуска всех рабочих объединений и о наложении запрета на их имущество.[126]

6.

Господин министр торговли указывает на то, что руководство выскользнуло из рук профсоюзных руководителей и они должны плыть по течению. Чтобы сохранить свою руководящую роль, они должны продолжать подстрекать. Сегодня положение таково, что руководители могут организовать забастовку, но разоружить ее не могут. Поскольку девять десятых руководителей освобождены от военной службы, не следует ли их призвать в армию?

Господин министр обороны не советует делать так, чтобы призыв в армию был наказанием. По его мнению, если действия данных лиц дают к этому основания, нужно применять § 327 военного кодекса наказаний, а призыв в армию применять в тех случаях, если они вообще злоупотребляют своим освобождением от военной службы.

Совет министров принимает точку зрения господина министра обороны.

7.

Господин министр торговли считал бы еще нужным заняться вопросом о печати, в частности о газете »Непсава« и подобного же направления социал-демократических газетах, и поднимает вопрос, не было либы целесообразным запретить эти газеты на основании закона LXVI от 1912 года.

Совет министров поручает господину министру юстиции расследовать вопрос о запрещении[127] упомянутых газет«.[128]

Будапештский военный комендант в особом »приказе«,[129] со стороны же правительства премьер-министр Шандор Вэкэрлэ в »Воззвании«, призвали бастующих рабочих немедленно начать работу, пригрозив им тем, что их действия »подлежат рассмотрению военных властей и наказуются

[125] В связи с июньской забастовкой было арестовано несколько сот человек.
[126] Такого распоряжения не последовало.
[127] Вследствие забастовки были запрещены профсоюзные газеты »Magyar Vasutas« и »Villamos« (см Jászai Uк. соч., стр. 232).
[128] Г. А.—М. Е. 1918/4299. Протокол Совета Министров № 21. Частично был опубликован в альбоме »A Magyar Tanácsköztársaság« (Венгерская Советская республика«) стр. 19—21. Подчеркн. мною Э. А.
[129] Г. А. Венг. корол. мин. Юст. Bi. 488.

тюремным заключением на срок от десяти до двадцати лет или даже смертной казнью«.[130]

Венгерские рабочие и на этот раз показывали замечательные примеры готовности к борьбе. Жестокость жандармерии и войск, массовый арест профсоюзных уполномоченных, предание руководителей забастовочного движения военному суду — все это не могло сломить венгерских рабочих, классовая сознательность которых в огромных размерах возросла под влиянием Октябрьской революции. С этой точки зрения характерно — это только один пример из многих — поведение рабочих шалготарьянского завода стальных изделий в период июньской забастовки. Дирекция завода в своем донесении центру следующим образом отчитывается в происшедшем на заводе :

»В настоящей стадии забастовки заводских рабочих сообщаем, что военный комендант арестовал организаторов забастовки, т. е. главных профсоюзных уполномоченных и хочет передать их военно-полевому суду в Кошице . . .

Мы можем еще также сообщить, что сегодня утром военный комендант созвал всех военнообязанных рабочих и заявил им, что если завтра — в понедельник — они не выйдут на работу, то он немедленно призовет их в армию и, как солдат, снова принудит их к работе на заводе и тогда они при установленном солдатском жалованьи вынуждены будут выполнять любую работу. Строгий приказ военного коменданта, его объяснение, очевидно, оказал хорошее влияние на рабочих и на вопрос, выйдут ли они на работу в понедельник, они ответили утвердительно. Поскольку к шалготарьянским шахтерам обратились с подобным же призывом, можно надеяться, что в понедельник мы сможем начать работу и так предварительные распоряжения в связи с этим уже сделаны«.

И тут последовал »неожиданный поворот«! Донёсшая на рабочих дирекция[131] шалготарьянского завода стальных изделий позже — очевидно, наскоро перед сдачей на почту вынуждена была приписать к своему заявлению : »В понедельник рабочие не вышли на работу«[132]

В борьбе против империалистической войны с неменьшей решимостью чем мужчины, приняли участие и женщины-работницы, процентное количество которых на предприятиях, даже в таких специальностях, где до того их почти не принимали, в период войны значительно повысилось. Министр обороны в своем »строго секретном« распоряжении от 3 мая 1918 года, разо-

[130] Там же.

[131] Из сообщения ясно также, что руководство завода »по желанию военных комендатов« послало военно-полевому суду донесение, чтобы суд »был информирован и со стороны завода«. там же.

[132] Музей Института рабочего движения. Шалготарьянский завод стальных изделий римамураньского-шалготарьянского акционерного общества металлообрабатывающих предприятий. 98.846.

сланном »непосредственно командованию всех военных округов и к сведению главнокомандования армии« счел необходимым особо обратить внимание компетентных военных властей на следующее :

»Согласно опыту, на предприятиях, работающих для военного командования, именно женщины-работницы относятся к числу самых ненадежных элементов. Уже неоднократно прибывали сообщения такого содержания, что работающие женщины часто не только пытаются прекращением работы нарушить ход производства, но и произносят возбуждающие речи, принимают участие в демонстрациях и с детьми на руках в первых рядах демонстрантов вызывающе выступают против органов общественного порядка . . .«[133]

»Излучение русской революции на Венгрию« в 1918 году становилось все более ощутимым и в рядах »одетых в мундир рабочих и крестьян«, то есть армии. Для контроля за солдатами, становившимися все более ненадежными, и главным образом для поимки дезертиров в 1918 году в столице была создана т. н. »военная полиция«. Генерал Лукашич — бывший весной 1918 года командиром всех армейских карательных органов, а в октябре 1918 года ставший командиром имевшего большое значение будапештского военного округа — пишет о военный полиции следующее :

»Она находилась под командованием офицеров армии. Рядовыми полиции были отобранные, надежные солдаты, большей частью унтер-офицеры. Часть их несла службу, будучи одета в гражданское платье. Компетенция военной полиции распространялась исключительно на военных лиц. Военная полиция представляла будапештскому военному командованию ежемесячно донесение о своей деятельности«.[134]

Признаком дальнейшего назревания общего революционного кризиса было то, что в течение 1918 года не только дезертирство стало массовым явлением,[135] но и открытый отказ от выполнения приказов, даже мятежи стали все более частыми в армии. В своих мемуарах Лукашич »на основании официальных данных« перечисляет целый ряд »случаев волнений«, добавляя, что и ему была известна лишь часть действительно происшедших случаев. Из числа перечисленных им случаев приводим следующие :

»30 января 1918 года в запасном батальоне 305-го пехотного полка в Шайоэчег вспыхнуло большевистское восстание.

[133] Г. А. — М. Е. 1918/4134/res.

[134] *Br. Lukasich Géza,* Magyarország megcsonkításának okai (Причины раздробления Венгрии). Будапешт, стр. 29.

[135] Согласно майскому донесению военной полиции от 1918 года, в Будапеште в течение одного только месяца нужно было применять репрессивные меры против военных лиц более чем в 20 тысячах случаев. Две трети случаев были связаны с тем, что эти лица самовольно оставили свои части или не вернулись в них. Большое количество этих лиц — почти 20% — непочтительно относились к вышестоящим военноначальникам. (*Lukasich,* Ук. соч. стр. 30.)

В феврале в Пола и Каттаро восстали матросы военного флота ; в мае в Каттаро повторилось это восстание.

11 февраля . . . в 22-м пехотном полку, затем 14 февраля . . . в запасном батальоне 53-го пехотного полка и в 8-м боснийском егерском батальоне солдаты отказались повиноваться.

11 февраля . . . восстали маршевые роты 36-го стрелкового полка . . .

12 мая в Римасомбат восстала и начала грабить одна маршевая рота.

20 мая . . . восстали солдаты в запасных частях 6-го и 58-го пехотного полка, а также 7-го стрелкового полка.

20 мая в городе Печ солдаты запасного батальона 6-го пехотного полка отказались повиноваться. Они протестовали против зачисления их в маршевые роты, взломали дверь склада и снабдили себя оружием и патронами . . . 19-ый пехотный полк, подкрепленный ротами, вызванными из Виллань и Шиклош, и жандармами, сломил восстание, он провел настоящий бой против восставших, в котором погибло 20 человек и многие были ранены.

21 мая . . . вспыхнуло восстание в запасном батальоне 21-ого стрелкового полка.

25 мая . . . солдаты 16-го и 17-го стрелковых полков отказались от повиновения.

24 мая . . . начался мятеж в запасном батальоне 97-го полка, 4 июня — 70-го пехотного полка, 26 июня — 29-го егерского батальона . . .

9 июня маршевые роты 36-го пехотного полка отказались от повиновения.

В Хорватии образовавшиеся из дезертиров »Зеленые кадры« угрожали общественной безопасности, мародерствовали и грабили. В октябре эти дезертиры вторглись в Муракёз и разрушили несколько вокзалов.

27 октября вспыхнуло восстание в военно-морском флоте . . .«[136]

Из перечисленных случаев кроме матросских восстаний в Пола и Каттаро[137] самые большие размеры имел военный мятеж в Печ. Достаточно подробную картину этого мы можем получить из донесения печского главного прокурора министру юстиции.

»Свои донесения о военном мятеже, вспыхнувшем в Пече 20 мая 1918 года, на второй день Троицы, о связанных с этим событиях и о принятых мерах я суммирую в нижеследующем сообщении :

Часть новисадского 6-го королевского пехотного полка, размещенного в казармах »Фридриха«, восстала. Позже выяснилось, что в восстании приняли участие буквально все солдаты полка и его запасного батальона.

[136] *Lukasich Géza*, Ук. соч., стр. 28—29.

[137] Из числа матросов, отказавшихся от повиновения в порту Каттаро 1 февраля 1918 года, четверо были казнены, суду было предано около 400 человек. (Г. А. — М. Е. 1918/8967.)

Инициаторами восстания были члены запасного батальона, зачисленные в маршевую роту. Маршевая рота частично или большей частью состояла из людей, вернувшихся из русского плена, которые, как выясняется на заседаниях военно-полевого суда, пропитаны большевистским учением. Эта маршевая рота окружила собственную казарму, специальный комитет потребовал у дежурного по казарме офицера выдачи ключей от оружейного и порохового склада и кассы; когда он, отказавшись от этого, выстрелом убил одного из них, они запороли его штыком, забрали ключи, вооружили поспешивших к ним солдат запасного батальона, забрали пулеметы — 19—24 шт., взяли к себе кассу.

Вооруженные бунтовщики, которые нападали на своих офицеров, убили некоторых из них и терроризировали тех, кто не был согласен с ними, заняли находившуюся поблизости казарму имени барона Фейервари . . ., вокзал в центре города и будайский окраинный вокзал . . .

Находившиеся на месте печский 19-ый и 9-ый кошицкий венгерский королевский пехотные полки, а также печский 8-ой венг. королевский гусарский полк, и их запасные части немедленно вступили в борьбу против восставших. С обеих сторон сражались с ружьями и пулеметами, в которых у восставших сначала был перевес, после же полудня солдаты ввели в действие и две горные пушки . . . Около полудня восставшие были вытеснены из улиц, затем — около двух часов дня — с обоих вокзалов, из занятых казарм, позже — из промышленных школ металлистов и деревообделочников и ресторана »Белый волк« . . . За это время солдаты и позже жандармы взяли в плен несколько сот человек. Число убитых и раненых неизвестно.

После полудня группа восставших в составе 40—50 человек направилась на печские шахты, где призвала шахтерскую роту и шахтеров присоединиться к ним. Они принесли с собой большое количество оружия для вооружения присоединившихся к ним . . . Их вылазка на шахты не принесла полного успеха, хотя тот факт, что среди арестованных имеется 90 шахтеров-ополченцев, показывает, что восставшие нашли себе там приверженцев . . .

Отдельные рассеянные банды бродят в окрестностях Печи и в мечекском лесу. Их поимка продолжается.

В 6 часов вечера 20 мая 1918 года в городе восстановилась тишина, стал порядок и спокойствие. С вечерним и ночным поездами прибыли на помощь войска и 200—300 жандармов; войска прибыли еще и на другое утро . . .

Военные трибуналы 23 мая 1918 года вынесли 4 смертных приговора, 24-го — 3 смертных приговора, 25-го еще 4 и сегодня — 1 смертный приговор. Осужденные были немедленно казнены . . .«[138]

[138] Г. А. Венг. корол. мин. юст. Bi. 487/3.

В донесении, как мы видим, подчеркивается, что выступившая инициатором военного мятежа »маршевая рота частично или большей частью состояла из людей, вернувшихся из русского плена, которые, как выясняется на заседаниях военно-полевого суда, пропитаны большевистским учением«. Влияние русской революции, »русского примера« на антивоенные выступления этого времени вообще чувствуется совершенно непосредственно.

»Братья, вооружайтесь ! В каждом полку, на каждом заводе, в каждом селе организуйте советы солдат, рабочих, крестьян !«

Об обнаружении листовок такого содержания в Караншебеш и о распространении их и в других городах — Дебрецене, Капошваре, Кошице — доносит в марте 1918 года прокуратура »регистрационного бюро корол. генерального штаба«.[139] В секретных донесениях говорится, что рабочие вообще угрожают тем, что скоро и они начнут »говорить по-русски«. Очень характерно с этой точки зрения донесение руководства завода »Ганц« о том, насколько открыто провозглашают рабочие, что и в Венгрии вскоре наступит революционное положение, такое, как в России.

». . . Быть может, Вас заинтересует — ибо это освещает в некоторой степени сегодняшнее воззрение рабочих — разговор, в ходе которого в присутствии нашего военного коменданта и цехового руководства . . . главные проф. уполномоченные рассказали, как замечательно показали себя на службе в Красной Гвардии многие наши пленные, возвращающиеся из России . . . Они подчеркнули также, что та четырехнедельная задержка, в период которой военное командование старается образумить эти элементы, ничему не поможет, поскольку по их мнению и здесь мы раньше или позже можем рассчитывать на положение, подобное созданному большевиками в России.«[140]

Начальник полиции в Жолна в конце апреля обращает внимание компетентных властей на то, что вернувшиеся из русского плена солдаты в большом количестве привозят с собой революционные листовки и поскольку — согласно его мнению — проверка солдат недостаточно строга, эти листовки »они имеют возможность распространять в пути даже из поезда — на отдельных станциях, на перекрестках дорог и т. д.«[141]

Совет министров Венгрии на заседании 28 февраля 1918 года подробно обсудил введение широких мер предосторожности по отношению к возвращающимся из Советской России военнопленным. Совет министров заявил, что в целях обеспечения того, чтобы »военнопленные не имели возможности непроверенными вернуться к себе домой«, а также для того,

[139] Г. А. Венг. корол. мин. юст. Bi. 486/1.

[140] Копия донесения Общегосударственному Объединению венгерских металлообрабатывающих и машиностроительных предприятий, направленная премьер-министру инспектором венгерских милитаризованных предприятий генерал-лейтенантом Ференцем Чврчек. Г. А. — М. Е. 1918/2249. Копия.

[141] Г. А. — М. Е. 1918/3983/res. Копия.

чтобы было обеспечено »наблюдение за вернувшимися домой ненадежными элементами«, он считает необходимым немедленное освобождение от военной службы призванных туда жандармов и полицейских и предоставление их в распоряжение компетентных властей.[142] Речь шла о том, что венгерское правительство не считало достаточными те меры предосторожности, которые были введены общим министерством обороны Австро-Венгерской Монархии и главнокомандованием армии, хотя в соответствии с этими распоряжениями возвращающихся военнопленных »в целях отбора и наказания ненадёжных, пропитанных большевистскими идеями и опасных с точки зрения государственного строя элементов« подвергали перед отправкой домой моральному карантину, продолжавшемуся несколько недель. Венгерское правительство беспокоилось даже и из-за того, что эшелоны с военнопленными в закрытых вагонах проезжали через территорию страны !

Среди драконовских распоряжений военного командования и правительства о цензуре на первом месте стояли указания относительно того, чтобы печать или совсем ничего не публиковала или же публиковала лишь ложные сообщения о распоряжениях или заявлениях советского правительства, а также вообще о событиях в России.

Как известно, одним из первых действий советского правительства было то, что оно в радиограмме — подписанной Лениным — призвало »народы и правительства всех воюющих стран« немедленно начать переговоры о заключении справедливого, демократическоло мира.[143] Пресс-комиссия »по указанию свыше« ещё 28 декабря 1917 года сообщила всем редакциям, что »сообщения о предложении большевистского правительства касательно перемирия и мира, содержащемся в радиограмме от 27—28 ноября, ни в какой форме публиковаться не должны«.[144]

Компетентные органы с величайшим беспокойством следили за тем, чтобы венгерская общественность не узнала даже того, что советское правительство отпустило на свободу военнопленных, и чтобы она вообще не была информирована о моменте прибытия военнопленных. 2 марта »всем корол. главным прокурорам« было направлено указание, что »в периодической печати могут публиковаться лишь официальные сообщения о прибытии военнопленных«.[145] Несколькими днями позже, 6 марта, по просьбе военного министерства принимается решение, что »существует необходимость нового упорядочения контроля печати в связи с вопросом о военнопленных«.[146]

[142] Г. А. — М. Е. 1918/1574. Протокол заседания Совета министров № 8.
[143] »Годы гражданской войны в Советском Союзе«. 1917—1922, т. 2 Москва, 1947 стр. 286.
[144] Музей Института рабочего движения. Копия.
[145] Г. А. Венг. корол. мин. юст. 1918. Bi. 301/66.
[146] Там же. Прибыло 6 марта 1918 года.

»Описание в оптимистических тонах положения военнопленных при новой власти в России может создать совершенно фальшивую картину о намерениях и способностях большевиков ; мы не имеем ни действительных причин, ни политических интересов для представления их действий полезными, гуманными и имеющими организационную силу«.[147]

Однако компетентные органы всё меньше считали достаточным простое замалчивание известий о русской революции и о деятельности советского государства. Поэтому в начале 1918 года они приняли решение о планомерном, направляемом из одного центра распространении антисоветской клеветы. Задачей этого было : »таким путём сделать непопулярными стремления, направленные к нарушению общественного и государственного порядка«. В феврале 1918 года министр обороны внёс в Совет министров предложение »об организации пропаганды в печати против большевистских идей«.

»Министр обороны просит согласия Совета министров на то, чтобы в интересах воспрепятствования распространению большевистских идей была организована пропаганда в печати, задачей которой было бы : на основе данных, получаемых от министерства иностранных дел, в соответствии с действительностью писать о существующем нетерпимом внутреннем положении России и таким путём сделать непопулярными стремления, направленные к нарушению общественного и государственного порядка.«[148]

Если уже само предложение было так исключительно характерно для господствовавших в стране настроений, как и для воззрений правительственных органов, то ещё более характерным было решение Совета министров по этому вопросу. Совет министров заявил, что »план безусловно правилен«, однако, »писать о конкретных правонарушениях нужно осторожно, чтобы они не привлекали внимание и не стали поучающими примерами для отдельных правонарушений«.[149]

Предложение министра обороны было с воодушевлением подхвачено Военно-инспекционной комиссией, на совещании которой 11 февраля 1918 года этот вопрос был представлен следующим образом :

»Его высокопревосходительство господин министр обороны, имея в виду настоящее положение на фронте и то, что т. н. большевизм встречает симпатию, для противодействия этому хочет начать литературную кампанию. Об этом он сделал сообщение господину министру иностранных дел и министр одобряет эту идею. Что касается предоставляемых в распоряжение печати материалов, он отмечает, что в Вене уже имеются отдельные журналисты, которые находятся в постоянной связи с отделом печати, откуда их инспирируют. Официальные и полуофициальные известия дают много материала. Главной задачей этой кампании явился бы показ проти-

[147] Там же.
[148] Г. А. — В. М. 1061/eln. 1918.
[149] Г. А. — В. М. 1061/eln. 1918.

воречий между происходящим в настоящую эпоху социальным прогрессом и большевистскими и коммунистическими принципами«.[150]

Различные министерства и Пресс-комиссия изо дня в день — последняя буквально каждый час — посылали начальникам комитатов, королевским прокурорам или непосредственно в редакции секретные, часто зашифрованные указания относительно того, о чём нельзя писать. Нельзя было писать не только о военных мятежах, судебных процессах по антивоенным делам, произведённых казнях, но и о забастовках, уличных демонстрациях, отдельных реквизициях, вообще нельзя было публиковать вести, »которые служат пацифистским направлениям«.[151]

В области оказания антиреволюционного влияния на венгерский трудовой народ наряду с соответствующими правительственными распоряжениями, лживой информацией, помещаемой продажной печатью, большая роль приходилась и на долю реакционной, шовинистической деятельности венгерского католического духовенства, всей душой поддерживавшего империалистическую войну. Епископ грекокатолической церкви в Мукачево выразил свою благодарность премьер-министру за то, что правительство принимает »необходимые меры предосторожности« по отношению к возвращающимся из русского плена.

»Особенно большой радостью и успокоением наполняет меня замечательное распоряжение нашего военного командования о том, что священникам в концентрационных лагерях на время четырёхнедельного т. н. морального карантина, которому подвергаются возвращающиеся из плена, обеспечена выдающаяся роль, так как им прежде всего знакомы душа и мышление народа и они поэтому оказывают на него наибольшее и наилучшее влияние« . . .[152]

Правительство знало, что оно делает. Организации Христианской социалистической партии, руководившейся католическим клиром, обычно наносили удар в спину социалистическим рабочим, героически боровшимся против империалистической войны.

». . . Быстрое заключение мира затрудняет и улучшение условий существования, препятствует всякому движению, которое направлено на остановку работы и организацию демонстраций революционного характера« — говорилось, например, в резолюции печской организации Хрис-

[150] Музей Института рабочего движения. Подчеркнуто мной. Э. А.

[151] Г. А. — I. M. 1918. Bi. 301/59. См. также Bi. 301/33/1917, Bi. 301/46, Bi. 301/48, Bi. 301/53, Bi. 301/63, Bi. 301/69, Bi. 301/71/1918 и »секретные указания« Комиссии по делам печати, которые находятся в Музее Института рабочего движения. В качества курьёза нужно упомянуть, что »по распоряжению премьер-министра« газетам было дано указание, что »печатание известий о железнодорожных катастрофах, стихийных бедствиях и других несчастьях, способных вызвать беспокойство общественности — запрещается«. Г. А. — I. M. Bi. 301/24.

[152] Г. А. — M. E. 1918. 8397/res.

тианской социалистической партии, вынесённой в связи с забастовкой рабочих-социалистов в январе 1918 года; организация с величайшей покорностью известила об этом и правительство.[153] Правительство, ведущее империалистическую войну, могло спокойно расчитывать на поддержку высшего католического духовенства, всегда с величайшей готовностью служившего господствующим классам Венгрии.[154] Против »классовой борьбы и называемого социал-демократией завистничества и лодырничества« выступал в проповедях и статьях в этот период известный епископ г. Секешфехервара Оттокар Прохаска. [155] Он порицал венгерских солдат за то, что они, даже когда »лишь легко ранены, тысячами бросают д о р о г о е о р у ж и е . . .«[156] Он ставил к позорному столбу »бездельничающих« рабочих женщин. »Батрачка или другая женщина, у которой ушёл глава семьи, получает . . . от государства пособие и не работает, сидит на крыльце или на скамейке у печи и бездельничает . . .«[157]

Прохаска, который был в этот период самым известным епископом католической церкви — и сравнительно самым популярным, потому что долго считался прогрессивным — (он был профессором университета, писателем), в своих статьях, изданных в период войны с согласия церкви, пел такие дифирамбы пролитию крови, бесчеловечной резне, »кроваво-красной смерти«, »горячему потоку смерти«, которые казались бы невероятными, если бы мы с тех пор уже не слышали подобные же кровавые заявления от нацистов и салашистов.

»Нужно, чтобы дождь крови зажёг мир; ведь к р о в ь — э т о в о з в ы ш е н н ы й о г о н ь . . . родина и государство и общество являются плодом энергии крови . . .«[158] »Героизм . . . насколько родственно это религиозности, в частности, христианству! Когда весело, с развевающимися знаменами выходит молодёж нации и полные силы мужчины и через неделю возвращаются — кто без ноги, кто без руки, кто без глаза . . .« »Разве это не то, о чём говорится в евангелии, что я не считаю свою жизнь дороже себя . . .«[159]

»Если хочешь жизни, проливай свою кровь; чем больше ты будешь проливать её, тем скорее ты будешь иметь жизнь . . .«[160]

[153] Г. А. — М. Е. 1918. 1042/res.

[154] Конечно, главным образом, лишь в »моральном« отношении. Владения высшего духовенства принимали большое участие в военных поставках, меньшее — в военных займах. См. Г. — А. М. Е. 1918. 8787. К. u. К. Kriegsminist. Liefersummen u. Kriegsanleihenzeichnungen der Kriegslieferanten . . . « Bd. 2. См. также: *Faragó László*, A magyar hadikölcsönkötvények sorsa. (Судьба облигаций венгерского военного займа). Будапешт, 1930, стр. 20. Этим вопросом много занималась и тогдашняя печать.

[155] *Prohászka Ottokár*, A háború lelke (»Душа войны«). Будапешт 1915 г. стр. 172.

[156] Там же. Подчеркнуто мною. Э. А.

[157] Там же.

[158] Там же, стр. 40.

[159] Там же, стр. 10—11.

[160] Там же, стр. 160.

Епископ, не слишком переполненный чувством человеколюбия и милосердия, уже в этот период выступает с расистскими рассуждениями.

»... Схватка между высшими и низшими расами неизбежна. Каждая нация представляет своеобразную расовую силу ... каждая старается израсходовать свою силу и занять территорию. В такие моменты начинается война, потому что до сих пор мы не имеем другого средства для восстановления равновесия«.[161]

Не менее открыто встал в ряды провозгласителей и восхвалителей империалистической войны и тогдашний кардинал Янош Чернох. Глава венгерской католической церкви уже в первые месяца войны, самым решительным образом выразил точку зрения церкви:

»Неправда ... что война несовместима с христианским мировоззрением. Она вмещается в систему христианского морального правосудия«.[162]

Во избежание недоразумений кардинал подчеркнул, что под законными войнами он не подразумевает »восстания или гражданские войны«, то-есть освободительную борьбу угнетенных классов или народов против своих угнетателей. Нет, кардинал был провозгласителем идеи империалистической войны; войну 1914 года он приветствовал именно с той точки зрения, что она обеспечивает »экспансивное развитие Венгрии«, новые рынки. Во всём этом, по заявлению кардинала, венгерское католическое духовенство охотно брало на себя самую активную роль.

»После войны и наша Родина получит более широкий горизонт. Она будет играть роль в международном отношении. Перед нею откроются новые рынки на Балканах и на территории дружественной Турецкой империи ... Счастливую радость доставило бы венгерской церкви то, если бы после успешной победы её священники и посланцы смогли, как и священники других нцаий, стать пионерами нашей Родины за границей — на пути духовных уз«.[163]

Войны — это »могучие паровые плуги ... провидения«,[164] о »морально-облагораживающем«, »пробуждающем благородные чувства«, »пробуждающем и развивающем религиозность« влиянии которых не могли достаточно наговориться Прохаска, Чернох и другие.

[161] Там же, стр. 7–8.

[162] *Csernoch János*, Egyház és háború (Церковь и война). Будапешт, 1915, стр. 10.

[163] Там же, стр. 13–14.

[164] Не следует думать, что епископ Прохаска сам верил всему этому – эта была лишь предназначенная для народа »духовная пища«, для успокоения народа. В своём выступлении в секешфехерварском музейном объединении, то-есть в более узком кругу, он заявил, что война ведётся »за рынки, за колонии, в конечном же счёте – за денежный мешок«, »расовые страсти, королевские мечты, политические традиции, биржи, боязнь за потерю предприятий и миллиардов и желание их ... ну, и ложь начинённой золотом печати« стремятся представить её законной. (Там же, стр. 153—154).

»Война помогает человеку стать свыше мира, культуры и жизни . . . и чтобы больше науки и культуры он ценил бы в самом себе — веру . . .«[165]

Человек стал уже »слишком горд«, он слишком дорого оценивает своё могущество, силу науки ; война излечит его от »опьянения культурой«, научит тому, что »человеческий ум — это как свет свечи«, потому что человек уже »представляет себя кем-то таким, над головой которого нет господина, нет другой власти . . . Не буду служить — звучит в его ушах ; эти бунтарские слова шумят в колесах его машин ; это звучит с кафедр ; это смотрит со страниц газет«.[166]

Всё это относилось, в первую очередь, к сознательному рабочему классу и его представителям, которые объявили войну империалистической войне и, веря в собственные силы, были полны решимости создать новый мир, новое общество. Роль духовенства состояла в провозглашении слепого покорного примирения с войной и в возвышении — в противовес »недовольным« — тех, »кто не умничает и не спрашивает, почему им нужно столько страдать, когда они могли бы существовать и без этого, не спрашивают, какую пользу они будут иметь от этого . . .«[167]

После победы Октябрьской революции в России высшее католическое духовенство открыто предложило реакционной венгерской государственной власти свою помощь в борьбе против »большевизма«. В марте 1918 года на торжественном собрании Общества Святого Стефана кардинал Янош Чернох в большой речи, вызвавшей всеобщее внимание, выступил против мирной политики Советской России и, ссылаясь на »предостерегающий пример новейшей истории России«, заявил, что »когда человеческие умы, с лихорадочной нервозностью ища предпосылки лучшего будущего, легко верят соблазнам эфемерных теорий — обязанностью каждого призванного к этому фактора« является выступление в интересах спокойного развития и внутреннего мира государства.

». . . Души, сердца нужно привлечь на сторону венгерского государства . . . И в этой работе государство не может состязаться с нами . . . Для сглаживания борьбы интересов нужен авторитет, стоящий над государствами . . . В школах церкви воспитывается и действует элемент, лучше всего сопротивляющийся разрушительным течениям«.[168]

[165] Там же, стр. 177.
[166] Там же, стр. 133.
[167] Там же, стр. 136. Иезуитский поп Бела Банга, позже завоевавший как явный фашист особенно громкую извесность, в этот период писал : »С христианской точки зрения война не потому ужасна, что в ней умирает много людей, а потому, что в ней много неожиданных смертей« — т. е. что люди умирают без священника. (Собрание трудов Б. Банга, Будапешт, 1941. т. 27, стр. 74).
[168] На основе подробных изложений выступления в тогдашней печати. (»Világ«, 22 и 24 марта 1918 года ; »Népszava«, 22 марта 1918 г. »Isten a kül-, bel- és kultúrpolitikában« (Бог во внешней, внутренней и культурной политике).

Однако, борьба против распространения антивоенных идей, против рабочих, всё больше восставших против империалистической войны и проявлявших всё более революционное поведение, велась не только при помощи »идейного оружия«. Альфой и омегой искусства правления венгерских господствующих классов и до войны, но особенно во время войны, была мобилизация против народных масс жандармских и военных штыков, — ничем не прикрытое, голое насилие. Одновременно с внешней войной венгерское правительство вело и ожесточенную, беспощадную внутреннюю войну; эту последнюю оно вело против венгерского народа. В буквальном смысле слова, штыками оно гнало венгерского рабочего, венгерского крестьянина на фронт, оставшихся же дома совершенно ослабевших от лишений, принуждало при рабочем дне в 10 и более часов к тому, чтобы они снабжали военный аппарат всё новым и новым военным снаряжением, продовольствием и сырьём.

Уже весной 1917 года, в связи с тем, что венгерские рабочие вновь отпраздновали Первое мая, правительственные органы заранее подготовили проект тех мероприятий, которые в случае »ожидаемых народных движений« — они хотели немедленно осуществить. Эти уже готовные проекты состояли в следующем:

»1. Министерское постановление о распространении ускоренного уголовного следствия;

2. Министерское постановление о передаче отдельных преступлений из компетенции суда присяжных в компетенцию уголовного трибунала;

3. Министерское постановление об ограничении свободы собраний;

4. Распоряжение министра юстиции по вопросу принятия решений относительно объявления полевых судов — для территорий, относящихся к отдельным королевским уголовным трибуналам«.[169]

Начиная с конца 1917 и начала 1918 года, сдерживание трудовых народных масс, в первую очередь промышленного рабочего класса, доставляет правительству всё большую заботу. После январской забастовки 1918 года в Совете министров в центре обсуждения всё чаще находятся вопросы этой второй »внутренней войны«. По линии самых различных правительственных органов, причём при соблюдении величайшей тайны, принимались распоряжения »о проведении превентивных, более того, в случае необходимости — репрессивных мер«, как об этом свидетельствует, между прочим, протокол заседания Совета министров от 7 февраля 1918 года.

21. „ ... Господин министр внутренних дел сообщает, что согласно полученным им данным, промышленные города страны, особенно Будапешт, полностью подорваны революционными тенденциями. Готовящиеся массовые забастовки и революционные движения самым серьёзным образом

[169] Г. А. — I. M. 1917. Bi. 457/1.

угрожают общественному порядку... Поскольку нельзя бездеятельно смотреть на эти беспокоящие явления, господин министр считает нужным проведение превентивных, более того, в случае необходимости — репрессивных мер... чтобы беду можно было предупредить и отвести, чтобы в случае необходимости государственной власти был обеспечен перевес в силе над возможными массовыми забастовками и революционными явлениями.

Господин министр торговли сообщает, что, по его сведениям, железные дороги также наполнены такими мятежными идеями. Он сообщает о тех мероприятиях, которые проведены им совместно с начальником полиции для расследования положения и предупреждения беспорядков.

Господин министр юстиции освещает вопрос об уголовной ответственности...

Министр без портфеля граф Мориц Эстерхази вносит предложение о принятии некоторых мер, кроме того он считает желательным, чтобы распоряжения, уже принятые и те, которые будут приняты в дальнейшем, проводились в величайшей тайне«.[170]

Между военно-заводчиками и правительственным аппаратом существовало самое тесное сотрудничество для того, чтобы самые элементарные требования рабочих, даже их стремления к возвращению старых прав подавлялись и в таких случаях, когда речь явно шла просто о некотором сокращении огромных военных прибылей военных поставщиков. Очень характерным является с этой точки зрения ход движения будапештских рабочих металлообрабатывающей и машиностроительной промышленности, направленного на восстановление восьмичасового рабочего дня. 3 марта 1918 года токари и механики металлообрабатывающих и машиностроительных предприятий Будапешта заявили фабрикантам, что если до 4 часов следующего дня они не получат ответа с согласием, то после восьми часов работы, уйдут с завода. 7 марта рабочие 33 заводов после 4 часов дня прекратили работу. Предприниматели решили остановить предприятия и исключить рабочих. На это они получили не только согласие, но и широкую помощь правительства — вплоть до мобилизации большого числа отрядов. В вынесении соответствующих распоряжений сотрудничали венгерский королевский премьер-министр, министр внутренних дел, министр обороны и т. д. Это было первым крупным выступлением генерал-лейтенанта Лукашича, которого несколькими неделями раньше назначили командиром т. н. »маневренных частей, созданных для обеспечения необходимой вооруженной силы на случай забастовочных движений«.[171] Здесь он впервые стал известен рабочим, чтобы затем за очень короткий срок завоевать всеобщую нена-

[170] Г. А. — М. Е. 1918 г. № 1290. Протокол заседания Совета министров № 6.
[171] О назначении Лукашича командиром маневренных частей (8 февраля 1918 г.) Г. А. — М. Е. 1918 г. 1491/res. и 1797/res.

висть в стране, особенно благодаря множеству смертных приговоров, вынесённых дезертирам из армии.

Фабриканты, правительство и руководители армии совместно разработали целый стратегический план стремительного вытеснения с заводов 60—70 тысяч рабочих-металлистов и оккупации заводов войсками. Лукашич говорит об этом следующее:

»... Между фабрикантами и министром торговли состоялась договорённость о том, что в течение трёх дней, то-есть до 7 марта рабочие не получат никакого ответа. В этот день предприниматели заявят, что они отклоняют требование о снижении рабочего времени... Министр торговли — барон Стерени — сказал, чего он желает от меня: чтобы в случае необходимости 8 марта я занял с войсками закрытые заводы и воспрепятствовал всякому движению... Со всех концов страны нужно было доставить в Будапешт вооружённые силы, — как из Лёче, так и из Секейудвархей или Надьканижа«.[172]

С мобилизацией целого ряда генералов, начальника будапештской полиции, заместителя президента-директора Управления государственных железных дорог (MAB), днём и ночью проводилась концентрация войск, чтобы воспрепятствовать элементарным требованиями измученных рабочих, здоровье которых было разрушено в результате голода. Действительно, даже генеральное наступление на фронте не потребовало бы более широкой подготовки.

»Поднятые ночью вооружённые части, рано утром заняли заводы. Рабочие — как сообщил мне днём 8-го числа начальник полиции Шандор — были совершенно поражены и беспомощно стояли, не могли даже шевельнуться. Переговоры между предпринимателями и рабочими начались в этот же день и через короткий промежуток времени было достигнуто соглашение. Рабочие начали работу — попрежнему при десятичасовом рабочем дне... Премьер-министр Вэкэрлэ и министр торговли Стерени поздравили меня с быстрым успехом«.[173]

6 марта 1918 года министр внутренних дел обратился с циркуляром ко всем начальникам комитатов, в котором извещал их о решении правительства: там, где »поднимают голову... движения, направленные на нарушение общественного порядка, ввести самое суровое средство правосудия — статариальный суд (трибунал, выносящий немедленный приговор)«. В качестве мотивировки в циркуляре указывалось, что опасность антивоенных движений увеличивают »с одной стороны — массами возвращающиеся из военного плена солдаты, которые привозят с собой и распростра-

[172] *Lukasich*, Ук. соч., стр. 42—43.
[173] *Lukasich*, Ук. соч., стр. 45.

няют здесь революционное учение, а также — дезертиры из армии, количество которых постоянно растёт».[174]

В циркуляре содержатся подробные указания административным властям, чтобы »чрезвычайное положение, которое создастся с введением статариальных судов, не застало их неподготовленными«. Эта забота простиралась так далеко, что огранам государственной администрации были разосланы отпечатанные указания на случай введения статариальных судов, а также плакаты, сообщающие об этом.[175]

Этими трибуналами производило борьбу правительство и против забастовщиков. »Строго секретное« распоряжение министра обороны, разосланное 3 мая 1918 года »командирам всех военных округов« и т. д., ссылаясь — в отношении забастовок на военных предприятиях — на то, что »забастовки или участие в них даже и тогда не могут считаться справедливыми, если действительно имеются беспорядки«, нельзя ограничится призывом в армию и отправкой на фронт организаторов забастовки, а распоряжение требует, чтобы в определённых случаях, например, и в случае »продолжительного прекращения работы«, »по отношению к лицам, подлежащим суду военного трибунала, эта мера применялась«.[176] Осуждением на смерть руководителей забастовок хотели рабочих заставить как можно скорее — прекратить забастовки. Об этом ясно говорится в 4-м пункте распоряжения :

»Объявления статариального суда, судебные процессы и объявление приговоров должны производиться по возможности на месте, приведение же приговора в исполнение — в трибунале дивизии. Между объявлением смертного приговора и исполнением его, должно оставаться время — 12 часов. Нужно позаботиться о том, чтобы разрешение этого срока — после объявления смертного приговора — дошло до сведения бастующих рабочих. Цель этого распоряжения — дать рабочим возможность изменить своё поведение и вновь начать работу, в каковом случае по поданному прошению рабочих помилование приговорённых к смерти должно стать предметом доброжелательного обсуждения«.[177]

Но чрезвычайный суд считался уместным при забастовках не только по отношению к военнообязанным. На своём заседании 22 мая 1918 года Совет министров поручил министру внутренних дел, чтобы »в случае, если будет заметно всеобщее или даже просто крупное забастовочное движение, немедленно должен объявляться полностью подготовленный чрезвычайный суд«.[178] Чем более зыбкой становилась почва под подошвой существовавшего

[174] Г. А. — М. Е. 1918 г. 2339/res.

[175] Эти последние разбрасывались с примечанием: »Нужно позаботиться о том, чтобы города (сёла), в которых больше промышленных предприятий, в соответствии с этим получили большее количество экземпляров«. (Г. А. — М. Е. 1918 г. 2339/res.)

[176] Г. А. — М. Е. 1918 г. 4134/res.

[177] Там же.

[178] Г. А. — М. Е. 1918 г. 9234/res.

строя, чем более явственно ощущалось приближение революционной бури, тем больше применялись террористические меры, правительство ждало чудес от насилия, от запугивания рабочих и солдатских масс. Военное командование и вообще военные власти не раз выражали своё недовольство тем, что гражданские власти слишком уступчивы, недостаточно энергичны по отношению к рабочим; кроме того недостаточно быстры и решительны в области применения репрессивных мер. Министр обороны, например, в связи с тем, что был однажды случай, когда орган государственной администрации, мотивируя это тем, что »народ нельзя раздражать«, отклонил применение вооружённых сил против демонстрирующих масс, 10 мая 1918 года разослал »командирам всех военных округов« следующее распоряжение:

»... Во всех тех случаях ... когда органы государственной администрации под влиянием господствующих течений не примут нужных предохранительных мер ... военные коменданты обязаны по собственному решению самостоятельно вмешаться ...«[179]

9 июля 1918 года военный министр Австро-Венгерской монархии обратился с длинным письмом к венгерскому премьер-министру Вэкэрлэ, чтобы тот употребил всё своё влияние в интересах того, чтобы в случае забастовок компетентные органы не вели продолжительных переговоров с рабочими, а как можно быстрее переходили к применению вооружённых сил.

»... Я чувствую себя вынужденным — писал военный министр — выразить свою следующую точку зрения: как и общие общественные интересы, так и первостепенные военные интересы в одинаковой мере вызывают непременную необходимость того, чтобы в случае забастовок переговоры, предшествующие применению насилия ... обязательно ограничивались самым коротким по возможности сроком и все средства были применены для принуждения рабочих к началу работы«.[180]

Под знаком дальнейшего целеустремленного увеличения насильственных мер венгерский Совет министров на своём заседании от 31 августа 1918 года принял решение о повышении численности венгерской жандармерии более, чем на 50% и значительном повышении платы жандармерии (в отдельных категориях — 70%-ное повышение), с той мотивировкой, что »на территории страны положение в области общественной безопасности значительно ухудшилось и в настоящих условиях в этом отношении можно ожидать лишь ещё большего ухудшения«.[181]

[179] Г. А. — М. Е. 1918 г. 4414/res. См. также письмо генераллейтенанта Чврчек премьер-министру от 21 мая 1918 г.
[180] Г. А. — М. Е. 1918 г. 8822/res.
[181] Г. А. 1918 г. 4913/res. Протокол заседания Совета миннстров № 27. Подчеркнуто мной. Э. А.

Конечно, создание около 300 новых, имевших различные функции жандармских комендатур наложило большое бремя на военную экономику государства и без того сильно перегружённую. Однако, реакционная венгерская государственная власть всегда находила средства на жандармов. Премьер-министр Шандор Вэкэрлэ на вышеупомянутом заседании Совета министров заявил, что »повышение численности« жандармерии »до нужного количества — такой первостепенный государственный интерес, что все жертвы, приносимые для этого, ничтожны . . .« Правительство заявило о величайшей срочности исполнения этого распоряжения, как меры, которая »непременно необходима на период перехода к мирному положению, в интересах сохранения общественной безопасности и порядка, а также быстрого, надёжного и гладкого проведения демобилизации«.[182] Это решение Совета министров было вынесено точно за два месяца до Октябрьской революции и совершенно явно было, что оно являлось превентивной мерой, направленной на воспрепятствование приближающейся революции. Эту же цель преследовали и всё более частые смертные приговоры дезертирам из армии, которые выносились в интересах насильственного сохранения воинской дисциплины. В целях воспрепятствования революции в ночь с 25 на 26 октября 1918 года правительство назначило комендантом Будапешта генерала Лукашича,[183] известного своей жестокостью. Исходя из этих же соображений, правительство планировало назначение его полновластным военным диктатором. Однако, до этого очередь не дошла. Вспыхнувшая в ночь с 30 на 31 октября революция рабочих и солдатских масс смела все эти контрреволюционные планы вместе с их создателями.

Э. Андич

Elisabeth Andics

LE MOUVEMENT OUVRIER HONGROIS AU TEMPS DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE ET L'EFFET DE LA GRANDE RÉVOLUTION SOCIALISTE D'OCTOBRE

En Hongrie une des répercussions des plus importantes de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre fut la grève politique générale qui eut lieu en janvier 1918 et au cours de laquelle on a vu naître à Budapest les premiers conseils ouvriers. En vain le gouvernement s'allia-t-il aux chefs du parti social-démocrate pour désarmer les grévistes; en vain faisait-il des promesses mensongères sur l'insertion dans la loi du suffrage universel : cette fois, malgré la décision prise par la direction du parti, les travailleurs de plusieurs grandes usines de la capitale continuaient la grève. Au sujet de la même année on doit signaler une série d'autres actions de massives de la classe ouvrière hongroise, entre autres la grande grève de 8000 ouvriers des usines militarisées de Resicabánya qui appartenaient à la Compagnie des Chemins de Fer Austro-Hongrois. A Tata la grève de 4000 mineurs durait 11 jours. Pour mettre fin à ce mouvement, on a emprisonné ou convoqué sous les drapeaux des centaines d'ouvriers hongrois. Néanmoins l'évènement le plus lourd de conséquences fut sans conteste la grève générale de juin à la fabrique de machines des Chemins de Fer Hongrois : elle fut déclenchée par l'assassinat de quelques ouvriers à l'occasion d'une intervention de la gendarmerie. Le gouvernement, désireux de préserver

[182] Г. А. 1918 г. 4913. Протокол заседания Совета министров № 27.
[183] Лукашич, Ук. соч., стр. 56.

au moins la province de ce mouvement de grève, n'a pas tardé à mettre la main sur le service des téléphonesè et des télégraphes ; en même temps il prévoyait des représailles pour endiguer l'activité des sociétés et de la presse ouvrières. Malgré ces efforts la grève s'étendit avec une rapidité vertigineuse: elle gagna d'abord la capitale où — bien que toute la police ait été mobilisée contre les grévistes — les tramwais ne circulaient plus et les journaux avaient cesser de paraître la grève gagna ensuite même la province, y compris presque le territoire entier du pays. En ce qui concerne la direction du mouvement, on doit attribuer un rôle décisif au journal de gauche Magyar Vasutas Újság (Journal des Cheminots Hongrois) dont le rédacteur, Eugène Landler fut arrêté à l'ordre du conseil des ministres et cité devant la cour martiale.

A toutes ces manifestations participaient aussi nombre d'ouvrières qui, tenant leurs enfants dans les bras, marchaient plus d'une fois dans les premières rangées des manifestants.

La Révolution Socialiste de Russie exerçait aussi sur l'armée une influence de plus en plus vigoureuse, attrayant dans son orbite les »ouvriers et les paysans en uniforme«. Le nombre des fuyards augmentait sans cesse ; dans plusieurs cas on refusait d'obéir et il y avait même des émeutes. Pour la surveillance de l'armée et l'arrestation des fuyards on a créé à Budapest une espèce de »police militaire«, dont les membres se recrutaient parmi les soldats »dignes de confiance«. Les émeutes les plus importantes furent déclenchées par la marine de guerre à Pola et à Cattaro, ainsi que par les troupes d'infanterie de Pécs. Dans cette dernière ville les formations renforcées de l'armée et de la police se voyaient obligés de livrer bataille aux révoltés qui agissaient sous la direction des prisonniers de guerre revenus de Russie.

Le gouvernement, non content d'avoir exécuté les dispositions du Ministère de la Guerre et du Haut Commandement Militaire de la monarchie, prit des mesures préventives de vaste envergure à l'égard des prisonniers de guerre revenus de Russie ; ces mesures reflétaient bien l'attitude du gouvernement vis-à-vis des événements de Russie. On n'a pas publié l'appel à la conclusion de la paix du gouvernement soviétique et on essayait de ne pas divulguer les nouvelles concernant le relâchement des prisonniers de guerre. Dès leur retour, les prisonniers furent mis à la frontière en une sorte de »quarantaine morale« : enfermés dans des camps de concentration, ils devaient y écouter une propagande dirigée contre »ceux qui essayaient de renverser l'ordre de la société et de l'Etat«. En même temps on décida d'organiser la propagation de calomnies antisoviétiques, mais sous ce rapport il est à remarquer que les nouvelles concernant la Russie soviétique ne pouvaient paraître même sous une forme défigurée, »afin de ne pas devenir des moyens d'avertissement encourageant à la violation du droit«.

A propos de la propagande contre-révolutionnaire on doit signaler l'activité des éléments réactionnaires et chauvins du clergé catholique qui soutenaient avec enthousiasme la cause de la guerre impérialiste. Les organisations du Parti Socialiste Chrétien, dirigé par le clergé, attaquèrent par derrière les ouvriers qui s'opposaient à la guerre impérialiste : le cardinal et prince-primat Jean Csernoch, ainsi que Ottokár Prohászka, évêque de Székesfehérvár, chantaient l'éloge du carnage dans leurs écrits et leurs discours. Le clergé proclamait l'idée de se résigner aveuglément aux malheurs de la guerre ; il louait ceux »qui ne demandaient pas . . . pourquoi ils devaient tant souffrir«.

Parallèlement à l'usage de ces armes »idéologiques«, les classes dirigeantes hongroises poursuivaient leur »guerre intérieure, dirigée contre les peuples, à coups de baïonette : la police et la gendarmerie sévissaient avec une violence ouverte. A partir de la fin de 1917 le Conseil des Ministres s'occupait surtout des mesures préventives et des représailles qui découlaient de la »guerre interieure«. Comme déjà auparavant, une collaboration parfaite s'était établie entre l'appareil gouvernemental et les propriétaires des usines de guerre. Lors de la grève des ouvriers budapestois des forges et des fabriques de machines grève, qui avait pour but de faire réintroduire la journée de 8 heures, les gros industriels, le gouvernement et les chefs de l'armée agissaient selon un plan élaboré en commun : ayant mis en état d'alerte les forces armées dans tous les coins du pays, ils obligèrent les ouvriers éreintés à reprendre le travail, malgré la journée de 10 heures. Pendant cette période le gouvernement somma tous les préfets à proclamer l'état de siège au cas où »des mouvements visant à violer l'ordre public feraient leur apparition«.

Plus la révolution s'approchait, plus les mesures terroristes des autorités militaires et civiles augmentaient en nombre. A la fin du mois d'août l'effectif de la gendarmerie fut augmenté de plus de 50 p. c. ; en même temps on lui accorda une augmentation de salaire qui, dans certaines catégories, allait jusqu' à 70 p. c. Inutile de dire qu'en temps de guerre ces réformes imposaient des charges particulièrement lourdes aux finances, déjà durement éprouvées, de l'Etat. Aux derniers jours d'octobre c'est au général Lukachich, célèbre pour sa cruauté, que le gouvernement confia le commandement de la capitale ; on songeait déjà à lui accorder le plein-pouvoir d'un dictateur militaire. Mais il était trop tard : la révolution allait balayer ces projets et même ceux qui les avaient forgés.

Les *Acta Historica* paraissent en russe, français, anglais et allemand et publient des travaux du domaine des sciences historiques.

Les *Acta Historica* sont publiés sous forme de fascicules qui seront réunis en un volume.

On est prié d'envoyer les manuscrits destinés à la rédaction et écrits à la machine à l'adresse suivante :

Acta Historica, Budapest 62, Postafiók 440.

Toute correspondance doit être envoyée à cette même adresse.

Le prix de l'abonnement annuel est 60 forints par volume.

On peut s'abonner à l'Entreprise du Commerce Extérieur des Livres et Journaux »Kultúra« (Budapest, VI., Sztálin-út 25., compte courant No. 45-790-057-50-032) ou à l'étranger chez tous les représentants ou dépositaires.

The *Acta Historica* publish papers on history in Russian, French, English and German.

The *Acta Historica* appear in parts of various size, making up one volume.

Manuscripts should be typed and addressed to :

Acta Historica, Budapest 62, Postafiók 440.

Correspondence with the editors and publishers should be sent to the same address.

The rate of subscription to the *Acta Historica*, is 60 forint a volume. Orders may be placed with »Kultúra« Foreign Trade Company for Books and Newspapers (Budapest, VI., Sztálin-út 25, account No. 45-790-057-50-032) or with representatives abroad.

Die *Acta Historica* veröffentlichen Abhandlungen aus dem Bereiche der Geschichtewissenschaft in russischer, französischer, englischer und deutscher Sprache.

Die *Acta Historica* erscheinen in Heften wechselnden Umfanges. Mehrere Hefte bilden einen Band.

Die zur Veröffentlichung bestimmten Manuskripte sind, mit Maschine geschrieben, an folgende Adresse zu senden :

Acta Historica, Budapest 62, Postafiók 440.

An die gleiche Anschrift ist auch jede für die Redaktion und den Verlag bestimmte Korrespondenz zu richten.

Abonnementspreis pro Band beträgt 60 Forint. Bestellbar bei dem Buch- und Zeitungs-Aussenhandels-Unternehmen »Kultúra« (Budapest, VI., Sztálin-út 25. Bankkonto Nr. : 45-790-057-50-032) oder bei seinen Auslandsvertretungen und Kommissionären.

34,— Ft

INDEX

D. Nemes: De l'histoire de l'Association Générale des Ouvriers 281

I. Barta: Die Anführer des ungarischen Freiheitskampfes und die Wiener Oktoberrevolution 325

Э. Андич: Венгерское рабочее движение в период первой мировой войны и влияние Великой Октябрьской Социалистической Революции 387

Akadémiai Kiadó (Budapest, V,, Alkotmány-utca 21.) Felelős: Mestyán János

Akadémiai nyomda, V., Gerlóczy-utca 2. — 20730/52 — Felelős vezető: ifj. Puskás Ferenc

UNIVERSITY OF LONDON
2 - FEB 1953